
THÈMES RÉGIONAUX

Population
Conditions de vie
Santé
Société
Formation - Enseignement
Emploi - Revenus
Développement économique
Développement social urbain
Agriculture - Environnement
Industrie - Services
Administrations locales

Population

- Population
- Évolution de la population
- Natalité
- Mortalité
- Migrations interrégionales

- Population par âge
- État matrimonial
- Étrangers
- Espace à dominante urbaine

Début 2005, la France métropolitaine et les départements d'outre-mer compartaient 62,6 millions d'habitants. La croissance démographique a été plus soutenue, en moyenne annuelle, entre les 1^{er} janvier 1999 et 2005 qu'au cours de la période 1990-1998. Elle est due, pour les trois quarts, à l'excédent des naissances sur les décès.

Depuis le début des années 2000, grâce à une fécondité relativement forte, le nombre annuel de naissances s'est maintenu au-dessus de 790 000, malgré la baisse simultanée du nombre de femmes en âge de procréer. En moyenne, le nombre moyen d'enfants pour 100 femmes était de 190 entre 1999 et 2004, alors qu'il n'était que de 172 entre 1990 et 1998.

Une fécondité régionale très contrastée

Pour la France métropolitaine, le nombre moyen d'enfants pour 100 femmes s'établissait à 188 en moyenne en 2003 et 2004. Les différences de fécondité tracent une limite assez nette entre le Nord, où les taux régionaux sont plus élevés que la moyenne, à l'exception notable de la Lorraine, l'Alsace et la Champagne-Ardenne, et le Sud. Le nombre moyen d'enfants par femme progresse dans toutes les régions depuis 1999, sauf en Corse. Les hausses les plus fortes bénéficient aux régions Pays de la Loire, Centre, Franche-Comté, Rhône-Alpes, Auvergne ; les baisses les plus élevées touchent principalement les régions situées dans une frange nord du Bassin parisien : le Nord - Pas-de-Calais, les deux régions de Normandie, la Champagne-Ardenne, la Lorraine et l'Alsace.

L'Île-de-France au cœur des échanges migratoires régionaux

L'Île-de-France joue un rôle clef dans les migrations interrégionales qui expliquent une grande partie des disparités des évolutions démographiques régionales. Sa population représente un peu moins du cinquième de l'ensemble métropolitain, mais elle concentre 40 à 45 % de l'excédent naturel de la métropole et elle est

largement déficitaire vis-à-vis des autres régions, sauf celles des bordures nord et est du pays.

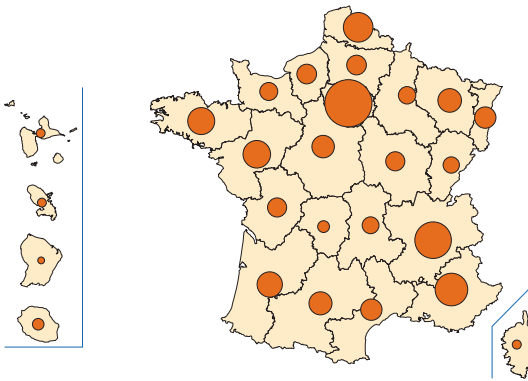
Les régions du Bassin parisien qui entourent l'Île-de-France sont dans l'ensemble assez peu dynamiques sur le plan démographique. La bordure nord-est du territoire métropolitain est toujours féconde, mais en général déficitaire sur le plan migratoire. L'Alsace continue à faire exception : elle est excédentaire et sa croissance démographique est la plus vive des régions de la moitié nord du pays.

Les plus fortes croissances démographiques de la période récente se situent dans les régions du sud-est, du midi et de l'ouest de la France. Entre 1999 et 2005 sept régions ont connu des croissances nettement supérieures à la moyenne métropolitaine : Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées, Corse, Aquitaine, Rhône-Alpes, Provence - Alpes - Côte d'Azur, Pays de la Loire et Bretagne ; c'était déjà le cas sur la période 1990-1999. Dans les deux régions du Massif central (Limousin et Auvergne) la population a cessé de décroître.

Le mouvement du nord vers le sud reste ainsi le trait dominant de l'évolution démographique régionale récente en France métropolitaine. La région capitale voit se renforcer son rôle exceptionnel dans la France du nord où seule l'Alsace connaît une progression démographique comparable.

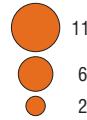
Les spécificités de l'outre-mer

Trois des quatre régions d'outre-mer, la Guadeloupe, la Réunion et, encore plus, la Guyane ont une population qui s'accroît beaucoup plus vite que toutes celles des régions métropolitaines : l'excédent naturel y est très élevé, notamment du fait de la jeunesse de la population, et le solde migratoire y est positif. La Martinique connaît une croissance démographique soutenue mais plus modérée : l'excédent naturel y est plus faible, quoique nettement supérieur à la moyenne nationale, et la région perd des habitants du fait des échanges migratoires. ■



Population totale au 1^{er} janvier 2005

en millions d'habitants



	Estimations de population au 1 ^{er} janvier (milliers d'habitants)						
	1990		1995	1999	2004	2005 ¹	
		Poids de la région (%)					Poids de la région (%)
Alsace	1 622,8	2,8	1 687,5	1 732,6	1 793,9	1 805	2,9
Aquitaine	2 795,6	4,8	2 855,7	2 906,7	3 044,6	3 072	4,9
Auvergne	1 321,8	2,3	1 312,2	1 309,4	1 326,4	1 330	2,1
Bourgogne	1 609,4	2,8	1 615,5	1 610,8	1 623,3	1 626	2,6
Bretagne	2 794,3	4,8	2 840,7	2 904,1	3 020,9	3 044	4,9
Centre	2 369,8	4,1	2 418,3	2 440,3	2 481,9	2 490	4,0
Champagne-Ardenne	1 347,0	2,3	1 350,1	1 343,3	1 336,3	1 334	2,1
Corse	249,6	0,4	258,4	260,2	273,1	275	0,4
Franche-Comté	1 096,4	1,9	1 111,5	1 117,3	1 138,9	1 143	1,8
Île-de-France	10 644,7	18,3	10 859,0	10 946,0	11 290,8	11 362	18,2
Languedoc-Roussillon	2 115,2	3,6	2 209,0	2 292,4	2 462,5	2 497	4,0
Limousin	723,5	1,2	716,9	711,5	721,6	724	1,2
Lorraine	2 304,3	4,0	2 315,5	2 311,7	2 330,5	2 334	3,7
Midi-Pyrénées	2 431,1	4,2	2 494,8	2 550,3	2 701,0	2 731	4,4
Nord - Pas-de-Calais	3 961,7	6,8	3 986,3	3 997,5	4 027,7	4 032	6,4
Basse-Normandie	1 390,9	2,4	1 408,3	1 421,9	1 441,8	1 445	2,3
Haute-Normandie	1 736,0	3,0	1 771,0	1 780,5	1 802,4	1 806	2,9
Pays de la Loire	3 055,2	5,3	3 145,8	3 220,0	3 357,9	3 385	5,4
Picardie	1 809,0	3,1	1 846,2	1 858,0	1 874,6	1 877	3,0
Poitou-Charentes	1 595,2	2,7	1 619,3	1 639,7	1 691,5	1 701	2,7
Provence - Alpes - Côte d'Azur	4 257,2	7,3	4 405,3	4 502,4	4 702,6	4 743	7,6
Rhône-Alpes	5 346,4	9,2	5 525,1	5 640,2	5 895,8	5 947	9,5
Ensemble province	45 932,3	79,1	46 893,6	47 550,6	49 049,2	49 340	78,9
Ensemble métropole	56 577,0	97,5	57 752,5	58 496,6	60 340,0	60 702	97,1
Guadeloupe	387,0	0,7	402,4	421,5	447,6	453	0,7
Guyane	113,9	0,2	135,0	155,8	184,5	191	0,3
Martinique	359,0	0,6	368,0	380,9	394,9	398	0,6
La Réunion	595,8	1,0	657,7	703,9	763,2	775	1,2
Total France	58 032,7	100,0	59 315,7	60 158,6	62 130,2	62 519	100,0

1. Estimations provisoires, publiées en janvier 2006.

Source : Insee (RP90, RP99, enquêtes annuelles de recensements 2004 et 2005, estimations localisées de population).

DÉFINITIONS

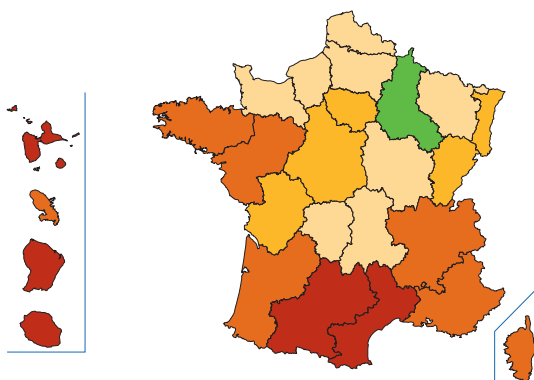
Années 1990 et 1999 : population obtenue à partir des résultats des recensements du 5 mars 1990 et du 8 mars 1999, après calage au 1^{er} janvier.

Année 1995 : estimation localisée de population (ELP), effectuée chaque année par l'Insee. Le solde naturel de la population est évalué à partir des statistiques d'état civil (naissances et décès domiciliés). Le solde migratoire est estimé : il résulte d'une moyenne pondérée entre d'une part, le solde migratoire tendanciel constaté entre 1990-1999, d'autre part différentes estimations

réalisées à partir de cinq sources statistiques (taxe locale d'habitation, abonnés EDF, fichier électoral, enfants scolarisés, prestations familiales). La pondération dépend localement de la qualité respective des sources.

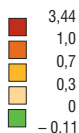
Années 2004 et 2005 : estimations localisées de population, prenant en compte les résultats des deux enquêtes de recensement 2004 et 2005, premières enquêtes annuelles du nouveau dispositif de recensement instauré par la loi du 27 février 2002 (cf. Insee Première n° 1058, janvier 2006).

Évolution de la population



Variation relative annuelle de la population 1999-2005

pour 100 habitants



	Population au 1 ^{er} janvier		Variation relative annuelle 1990-1999 (%)			Variation relative annuelle 1999-2005 ¹ (%)		
	1999 (milliers)	2005 ¹ (milliers)	totale	due au solde naturel	due au solde apparent des entrées-sorties	totale	due au solde naturel	due au solde apparent des entrées-sorties
Alsace	1 732,6	1 805	0,73	0,47	0,26	0,68	0,46	0,22
Aquitaine	2 906,7	3 072	0,44	0,01	0,43	0,93	0,07	0,86
Auvergne	1 309,4	1 330	-0,11	-0,13	0,02	0,26	-0,07	0,33
Bourgogne	1 610,8	1 626	0,00	0,04	-0,04	0,16	0,03	0,13
Bretagne	2 904,1	3 044	0,44	0,15	0,29	0,78	0,21	0,58
Centre	2 440,3	2 490	0,32	0,20	0,12	0,34	0,20	0,14
Champagne-Ardenne	1 343,3	1 334	-0,04	0,34	-0,38	-0,11	0,29	-0,40
Corse	260,2	275	0,42	0,03	0,39	0,95	0,00	0,95
Franche-Comté	1 117,3	1 143	0,20	0,36	0,16	0,38	0,37	0,01
Île-de-France	10 946,0	11 362	0,30	0,81	-0,51	0,62	0,89	-0,26
Languedoc-Roussillon	2 292,4	2 497	0,92	0,09	0,83	1,43	0,12	1,32
Limousin	711,5	724	-0,19	-0,41	0,22	0,29	-0,32	0,61
Lorraine	2 311,7	2 334	0,02	0,33	-0,31	0,16	0,27	-0,11
Midi-Pyrénées	2 550,3	2 731	0,55	0,05	0,50	1,15	0,11	1,04
Nord - Pas-de-Calais	3 997,5	4 032	0,08	0,49	-0,41	0,15	0,49	-0,35
Basse-Normandie	1 421,9	1 445	0,25	0,31	-0,06	0,26	0,27	0,00
Haute-Normandie	1 780,5	1 806	0,27	0,48	-0,21	0,24	0,42	-0,19
Pays de la Loire	3 220,0	3 385	0,58	0,37	0,21	0,84	0,43	0,41
Picardie	1 858,0	1 877	0,28	0,44	-0,16	0,17	0,44	-0,27
Poitou-Charentes	1 639,7	1 701	0,31	0,01	0,30	0,62	0,02	0,59
Provence - Alpes - Côte d'Azur	4 502,4	4 743	0,63	0,19	0,44	0,87	0,22	0,65
Rhône-Alpes	5 640,2	5 947	0,60	0,49	0,11	0,89	0,52	0,37
Ensemble province	47 550,6	49 340	0,39	0,26	0,13	0,62	0,28	0,34
Ensemble métropole	58 496,6	60 702	0,37	0,36	0,01	0,62	0,39	0,23
Guadeloupe	421,5	453	0,98	1,22	-0,24	1,21	1,08	0,13
Guyane	155,8	191	3,57	2,73	0,84	3,44	2,74	0,71
Martinique	380,9	398	0,66	0,99	-0,33	0,73	0,76	-0,03
La Réunion	703,9	775	1,87	1,58	0,29	1,61	1,44	0,17
Total France	60 158,6	62 519	0,39	0,38	0,01	0,64	0,42	0,23

1. Estimations provisoires, publiées en janvier 2006.

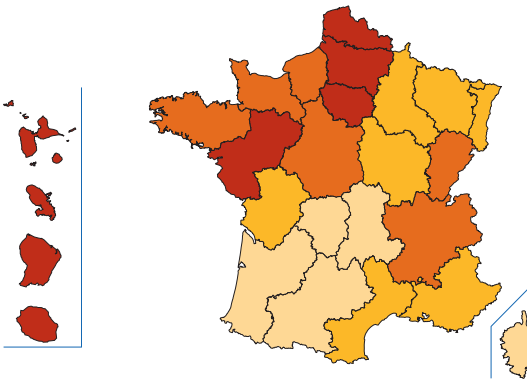
Source : Insee (RP90, RP99, enquêtes annuelles de recensements 2004 et 2005, estimations localisées de population).

DÉFINITIONS

Population au 1^{er} janvier : estimation localisée de population (ELP), effectuée chaque année par l'Insee. Le solde naturel de la population est évalué à partir de l'état civil (naissances et décès domiciliés). Le solde migratoire, estimé, résulte d'une moyenne pondérée entre d'une part, le solde migratoire tendanciel évalué entre deux recensements, d'autre part différentes estimations réalisées à partir de cinq sources statistiques (taxe locale d'habitation, abonnés EDF, fichier électoral, enfants scolarisés, prestations familiales). La pondération dépend localement de la qualité respective des sources.

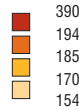
Année 2005 : estimation provisoire de population, prenant en compte les résultats des deux enquêtes de recensement 2004 et 2005, premières enquêtes annuelles du nouveau dispositif de recensement instauré par la loi du 27 février 2002 (cf. *Insee Première* n° 1058, janvier 2006).

Solde apparent des entrées-sorties : il est calculé comme la différence entre la variation de la population et le solde naturel.



Fécondité en 2003

nombre moyen d'enfants pour 100 femmes



	Naissances en 2004 (nombre)	Naissances en 2003 (nombre)	Dont hors mariage (%)	Taux brut de natalité en 2003 (pour 1 000 habitants)	Âge moyen de la mère en 2003 (années)	Indicateur conjoncturel de fécondité 2003 (nombre moyen d'enfants pour 100 femmes)			
						Total	Contribution des groupes d'âge		
							15-24 ans	25-34 ans	35-49 ans
Alsace	21 773	22 069	37,7	12,4	29,5	174	34	113	28
Aquitaine	32 713	32 303	50,5	10,7	30,0	168	27	112	29
Auvergne	13 779	13 769	49,1	10,4	29,6	169	29	115	26
Bourgogne	17 786	17 629	47,8	10,9	29,5	178	33	118	27
Bretagne	36 388	36 264	46,5	12,1	30,0	192	27	134	31
Centre	29 644	29 485	47,6	11,9	29,6	189	34	127	28
Champagne-Ardenne	16 049	15 976	48,8	12,0	28,9	182	40	117	25
Corse	2 672	2 687	49,8	9,9	30,3	154	25	101	27
Franche-Comté	14 354	14 064	44,3	12,4	29,2	191	37	127	28
Île-de-France	175 282	173 511	40,4	15,4	30,6	195	28	124	44
Languedoc-Roussillon	27 752	27 471	50,4	11,2	29,9	176	31	114	31
Limousin	6 866	6 593	50,9	9,2	29,8	155	27	103	25
Lorraine	27 192	26 617	44,0	11,4	29,2	173	34	115	25
Midi-Pyrénées	29 369	29 190	49,3	10,9	30,3	169	29	114	31
Nord - Pas-de-Calais	55 561	54 987	46,5	13,7	28,6	195	44	123	28
Basse-Normandie	16 987	17 044	50,3	11,9	29,2	190	36	127	27
Haute-Normandie	22 870	23 075	50,0	12,8	29,2	191	39	124	28
Pays de la Loire	44 002	43 404	45,5	13,0	29,6	199	30	139	30
Picardie	24 426	24 671	50,0	13,2	29,0	198	45	125	28
Poitou-Charentes	18 082	17 924	52,2	10,7	29,6	176	32	117	27
Provence - Alpes - Côte d'Azur	55 746	54 855	47,0	11,7	30,1	181	31	117	34
Rhône-Alpes	77 132	76 349	41,1	13,0	30,0	190	28	130	32
Ensemble province	591 143	586 426	46,7	12,0	29,6	nd	nd	nd	nd
Ensemble métropole	766 425	759 937	45,2	12,7	29,8	188	31	124	33
Guadeloupe	7 273	7 047	68,5	16,0	28,4	220	nd	nd	nd
Guyane	5 312	5 553	85,9	30,6	27,3	390	nd	nd	nd
Martinique	5 255	5 430	69,3	13,9	29,4	200	nd	nd	nd
La Réunion	14 545	14 427	63,3	19,0	28,3	244	68	134	42
Total France	798 810	792 394	46,2	12,8	29,7	189	32	124	33

Source : Insee (état civil).

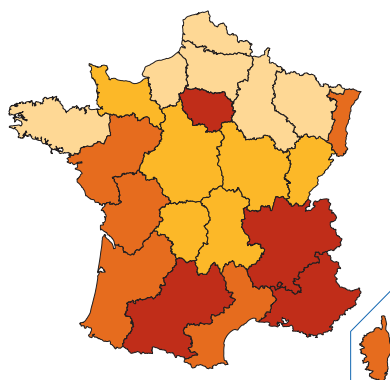
DÉFINITIONS

Taux brut de natalité : rapport du nombre de naissances vivantes au cours de l'année à la population totale au milieu de l'année considérée.

Indicateur conjoncturel de fécondité : nombre moyen d'enfants que mettraient au monde, pendant l'ensemble de leur vie féconde (de 15 à 49 ans), les femmes d'une génération fictive

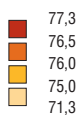
qui aurait des taux de fécondité par âge identiques à ceux observés l'année considérée. Cet indicateur mesure le comportement de fécondité des femmes.

Taux de fécondité par âge : nombre de naissances issues de mères ayant un âge donné rapporté à l'effectif correspondant des femmes du même âge.



Espérance de vie à la naissance des hommes en 2003

en années



	Décès 2003			Espérance de vie à la naissance en 2003 (années)			Espérance de vie à 60 ans en 2003 (années)		
	Nombre de décès	Taux brut de mortalité (pour 1 000 hab.)	Mortalité infantile (pour 1 000 enfants nés vivants)	Hommes	Femmes	Différence femmes-hommes	Hommes	Femmes	Différence femmes-hommes
Alsace	14 303	8,0	4,2	76,0	82,6	6,6	20,2	25,0	4,8
Aquitaine	31 300	10,3	3,8	76,2	83,4	7,2	21,1	26,0	4,9
Auvergne	14 893	11,3	3,4	75,5	83,0	7,5	20,3	25,5	5,2
Bourgogne	18 167	11,2	3,9	75,1	82,8	7,7	20,6	25,4	4,8
Bretagne	30 487	10,2	4,1	74,7	82,8	8,1	20,3	25,5	5,2
Centre	25 932	10,5	4,0	75,9	82,7	6,8	20,9	25,4	4,5
Champagne-Ardenne	12 891	9,7	3,4	74,5	82,5	8,0	20,0	25,3	5,3
Corse	2 783	10,3	1,1	76,2	82,8	6,6	20,8	25,9	5,1
Franche-Comté	10 152	9,0	4,0	75,9	83,0	7,1	21,0	25,6	4,6
Île-de-France	77 918	6,9	4,3	77,2	83,1	5,9	21,7	25,7	4,0
Languedoc-Roussillon	25 180	10,3	3,5	76,2	83,1	6,9	21,3	25,8	4,5
Limousin	9 160	12,7	3,5	75,8	83,2	7,4	20,8	25,9	5,1
Lorraine	21 757	9,4	5,3	74,9	81,8	6,9	19,8	24,6	4,8
Midi-Pyrénées	26 906	10,0	3,6	77,3	83,5	6,2	21,7	26,1	4,4
Nord - Pas-de-Calais	36 858	9,2	4,8	72,8	81,0	8,2	18,7	24,2	5,5
Basse-Normandie	13 873	9,7	4,3	75,1	83,4	8,3	20,6	26,0	5,4
Haute-Normandie	16 299	9,1	4,5	74,8	82,1	7,3	20,1	25,0	4,9
Pays de la Loire	30 691	9,2	3,5	76,1	83,4	7,3	21,0	25,8	4,8
Picardie	17 429	9,3	3,5	74,2	81,4	7,2	19,6	24,3	4,7
Poitou-Charentes	18 469	11,0	4,0	76,2	83,4	7,2	21,1	26,0	4,9
Provence - Alpes - Côte d'Azur	47 238	10,1	3,9	76,5	83,1	6,6	21,4	25,7	4,3
Rhône-Alpes	47 664	8,1	3,5	77,0	83,5	6,5	21,2	25,9	4,7
Ensemble province	472 432	9,7	3,9	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Ensemble métropole	550 350	9,1	4,0	75,9	82,9	7,0	20,8	25,5	4,7
Guadeloupe	2 662	6,0	7,9	75,3	81,6	6,3	21,4	24,3	2,9
Guyane	721	3,8	10,4	71,7	80,1	8,4	19,3	24,0	4,7
Martinique	2 727	7,0	6,1	75,9	81,7	5,8	21,0	24,8	3,8
La Réunion	4 022	5,3	7,4	71,3	79,7	8,4	18,3	23,2	4,9
Total France	560 482	9,1	4,2	75,8	82,9	7,1	20,8	25,6	4,8

Source : Insee (état civil).

DÉFINITIONS

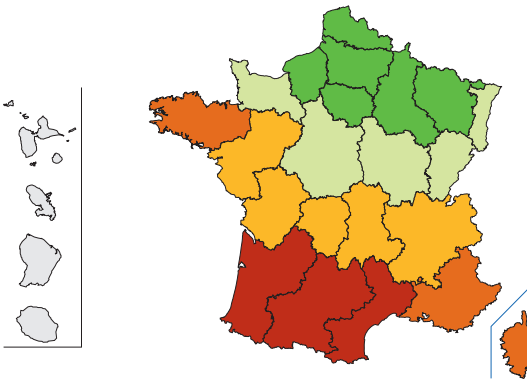
Taux brut de mortalité : rapport entre le nombre annuel de décès et la population totale en milieu d'année. Il dépend surtout de la structure par âge de la population.

Mortalité infantile : nombre d'enfants qui meurent avant l'âge d'un an, calculé pour 1 000 naissances vivantes.

Espérance de vie à la naissance : durée de vie moyenne ou âge moyen au décès d'une génération fictive qui aurait tout au long de

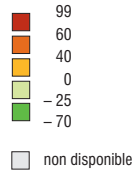
son existence les conditions de mortalité par âge de l'année considérée.

Espérance de vie à 60 ans : durée de vie moyenne à partir de 60 ans d'une génération fictive ayant atteint cet âge, qui aurait tout au long du reste de son existence les conditions de mortalité par âge de l'année considérée.



Taux annuel moyen de migration nette 2000-2004

pour 10 000 habitants



	Migrations interrégionales sur les cinq années précédant le 01.07.2004								
	Taux annuel moyen de migration nette (pour 10 000 hab.)	Taux annuel d'entrée (pour 10 000 hab.)				Taux annuel de sortie (pour 10 000 hab.)			
		Total	Selon l'âge au 01.07.2004			Total	Selon l'âge au 01.07.2004		
		25-29 ans	30-39 ans	60-74 ans		25-29 ans	30-39 ans	60-74 ans	
Alsace	- 11,3	120,6	363,8	182,7	30,6	131,9	358,0	209,7	38,5
Aquitaine	61,0	222,8	476,1	348,0	123,2	161,7	485,2	246,4	65,8
Auvergne	24,0	193,1	458,9	308,5	94,2	169,0	531,9	249,3	56,9
Bourgogne	- 8,7	202,8	490,1	319,2	116,8	211,5	593,8	334,1	84,0
Bretagne	46,3	205,4	450,3	325,1	127,4	159,1	532,6	237,1	55,3
Centre	- 1,9	233,5	568,7	376,8	132,3	235,4	614,7	357,1	103,2
Champagne-Ardenne	- 54,3	157,0	420,1	237,6	60,7	211,3	543,9	323,4	72,6
Corse	49,8	232,6	418,6	324,4	171,4	182,9	357,8	239,7	79,2
Franche-Comté	- 13,6	153,3	420,6	253,1	50,0	166,9	470,0	257,4	52,3
Île-de-France	- 69,2	145,8	521,7	186,7	43,8	215,0	363,0	317,5	195,3
Languedoc-Roussillon	98,6	291,5	542,1	422,3	203,5	192,9	565,2	293,1	92,4
Limousin	24,6	226,5	520,2	346,1	123,1	201,9	613,6	310,5	69,9
Lorraine	- 30,8	113,2	299,6	184,7	29,3	144,0	411,2	223,7	45,6
Midi-Pyrénées	66,9	236,2	536,2	362,3	102,0	169,2	522,9	260,4	62,6
Nord - Pas-de-Calais	- 43,9	77,0	190,1	117,7	25,9	120,8	327,1	177,9	49,9
Basse-Normandie	- 10,2	181,2	423,7	290,4	128,2	191,4	536,7	286,5	79,3
Haute-Normandie	- 27,9	158,1	405,0	260,9	78,1	186,0	433,0	276,0	96,4
Pays de la Loire	32,5	201,8	439,1	321,5	108,0	169,3	514,6	241,1	64,5
Picardie	- 34,3	186,3	475,0	313,3	80,6	220,6	492,7	323,0	106,9
Poitou-Charentes	35,0	229,4	500,8	356,3	138,2	194,4	613,4	284,5	76,7
Provence - Alpes - Côte d'Azur	44,9	208,5	470,2	337,9	126,8	163,6	430,0	262,0	80,8
Rhône-Alpes	18,8	156,8	396,5	257,1	51,0	138,0	381,7	211,8	59,1

Source : Insee (enquêtes annuelles de recensement 2004 et 2005).

DÉFINITIONS

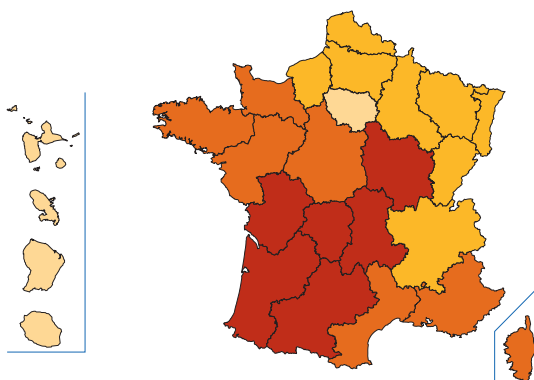
Migrations interrégionales sur cinq ans : lors des enquêtes annuelles du nouveau recensement de la population, les personnes interrogées doivent indiquer leur lieu de résidence cinq ans auparavant. Ainsi, lors de l'enquête de 2005, les personnes ont été interrogées sur leur lieu de résidence au 1^{er} janvier 2000. Le champ du tableau est la population des ménages, âgée de 5 ans ou plus lors des enquêtes de recensement de 2004 et 2005. Pour évaluer la mobilité résidentielle (fréquence des changements de logement, de commune, de département ou de région), on estime un taux instantané de migration (proche d'un taux annuel) à partir de l'exploitation conjuguée des recensements et des enquêtes annuelles sur

l'emploi. Pour le détail de la méthode : voir Courgeau (1988), *Méthodes de mesure de la mobilité spatiale*, Ined.

Taux d'entrée (resp. de sortie) par groupe d'âge : nombre de personnes d'un âge donné au 1^{er} juillet 2004, arrivées dans (resp. sorties de) la région durant les cinq années précédant cette date, rapporté à la population moyenne de cet âge dans la région.

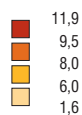
Taux annuel de migration nette interne : il est évalué en rapportant le solde migratoire (différence entre les entrées et les sorties d'une région) annuel à la population moyenne de la région. Il est fait abstraction des migrations multiples et des retours au cours de la période, la migration nette étant égale au nombre net de migrants.

Population par âge



Les plus de 75 ans en 2004

pour 100 habitants

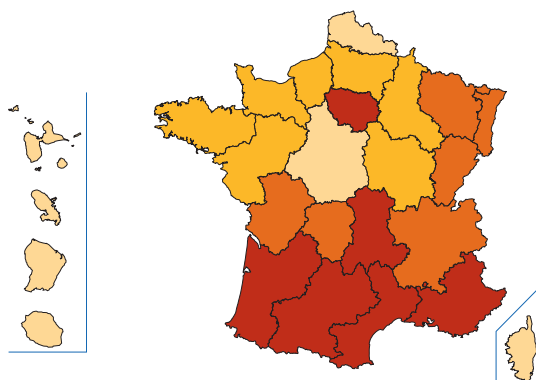


	Population par grand groupe d'âge au 1 ^{er} janvier 2004 (%)					
	Moins de 10 ans	Moins de 25 ans	25 à 59 ans	60 ans ou plus	75 ans ou plus	Dont femmes parmi les 75 ans ou plus
Alsace	12,3	31,9	49,4	18,7	6,4	66,8
Aquitaine	11,0	28,8	47,3	23,9	9,5	63,2
Auvergne	10,6	27,9	47,4	24,7	9,8	63,8
Bourgogne	11,2	29,3	46,7	24,0	9,5	62,9
Bretagne	12,1	30,7	46,5	22,8	8,8	65,1
Centre	11,9	30,3	47,1	22,6	8,9	61,9
Champagne-Ardenne	12,2	31,9	47,7	20,4	7,8	64,3
Corse	10,4	27,9	47,5	24,6	9,1	63,4
Franche-Comté	12,4	31,8	47,4	20,8	7,8	63,1
Île-de-France	13,4	33,3	50,4	16,3	5,9	65,2
Languedoc-Roussillon	11,3	29,8	46,2	24,0	9,3	61,8
Limousin	9,7	25,8	46,3	27,9	11,9	62,8
Lorraine	11,8	31,8	47,9	20,3	7,3	65,0
Midi-Pyrénées	11,1	29,0	47,2	23,8	9,5	61,7
Nord - Pas-de-Calais	13,6	35,5	46,9	17,6	6,6	66,9
Basse-Normandie	12,2	31,3	46,4	22,3	8,6	64,2
Haute-Normandie	12,8	33,2	47,8	19,0	7,1	64,5
Pays de la Loire	12,8	32,1	46,8	21,1	8,1	63,3
Picardie	13,2	33,4	48,2	18,4	6,8	63,5
Poitou-Charentes	11,1	28,6	46,4	25,0	10,0	61,6
Provence - Alpes - Côte d'Azur	11,6	29,9	46,5	23,6	9,1	62,7
Rhône-Alpes	12,8	32,6	47,7	19,7	7,2	64,0
Ensemble province	12,1	31,1	47,2	21,7	8,3	63,6
Ensemble métropole	12,3	31,5	47,8	20,7	7,9	63,8
Guadeloupe	15,6	38,7	46,6	14,7	5,1	60,2
Guyane	24,7	51,9	42,2	5,9	1,6	59,0
Martinique	13,7	36,3	46,7	17,0	5,9	61,3
La Réunion	17,9	44,4	45,3	10,3	2,9	63,5
Total France	12,5	31,9	47,7	20,4	7,8	63,8

Source : Insee (estimations localisées de population).

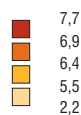
DÉFINITIONS

Population par âge au 1^{er} janvier : estimations localisées de population (ELP), effectuées chaque année par l'Insee. L'âge s'entend comme âge révolu atteint au 1^{er} janvier de l'année considérée.



Pacs conclus en 2004

pour 10 000 habitants



	Population des ménages - État matrimonial légal des personnes de 15 ans ou plus au 01.07.2004				Mariages en 2004	Taux brut de nuptialité en 2004 (pour 1 000 hab.)	Divorces en 2004	Pacs conclus en 2004
	Célibataires (%)	Mariés (%)	Veufs (%)	Divorcés (%)				
Alsace	33,1	53,6	7,0	6,3	8 107	4,5	4 089	1 190
Aquitaine	33,6	50,8	8,1	7,5	13 406	4,4	6 910	2 339
Auvergne	33,1	51,4	8,9	6,6	5 497	4,1	2 376	921
Bourgogne	31,9	52,6	8,8	6,8	7 065	4,4	3 276	971
Bretagne	33,8	52,0	8,7	5,5	13 179	4,4	4 968	1 882
Centre	32,5	53,0	8,0	6,5	10 800	4,4	4 651	1 186
Champagne-Ardenne	33,7	51,4	8,1	6,7	6 005	4,5	2 794	845
Corse	34,5	49,2	8,6	7,7	1 109	4,1	573	129
Franche-Comté	33,2	52,2	7,6	6,9	5 126	4,5	2 791	763
Île-de-France	40,4	46,7	5,8	7,2	51 252	4,5	26 196	7 896
Languedoc-Roussillon	33,3	50,6	8,0	8,1	11 208	4,6	6 183	1 784
Limousin	31,8	51,7	9,9	6,5	2 743	3,8	1 518	473
Lorraine	33,0	52,3	8,1	6,6	10 073	4,3	5 504	1 607
Midi-Pyrénées	35,0	50,2	7,6	7,1	11 436	4,2	5 600	2 094
Nord - Pas-de-Calais	34,4	51,0	8,6	6,1	19 329	4,8	9 565	2 077
Basse-Normandie	33,1	52,3	8,4	6,2	7 115	4,9	2 567	839
Haute-Normandie	34,5	51,4	7,6	6,5	8 519	4,7	3 822	1 024
Pays de la Loire	33,4	54,0	7,3	5,4	15 443	4,6	5 944	1 983
Picardie	34,3	51,7	7,5	6,5	8 278	4,4	3 916	1 064
Poitou-Charentes	31,3	53,6	8,2	6,9	7 543	4,5	3 484	1 145
Provence - Alpes - Côte d'Azur	33,0	49,9	8,2	8,9	21 531	4,6	11 469	3 423
Rhône-Alpes	34,9	51,2	6,8	7,0	26 834	4,6	13 139	3 941
Ensemble province	33,6	51,6	7,9	6,8	220 346	4,5	105 139	31 680
Ensemble métropole	34,9	50,7	7,5	6,9	271 598	4,5	131 335	39 576
Guadeloupe	nd	nd	nd	nd	1 771	4,0	752	97
Guyane	nd	nd	nd	nd	539	2,9	214	78
Martinique	nd	nd	nd	nd	1 425	3,6	784	94
La Réunion	48,8	42,0	5,2	4,0	3 269	4,3	1 516	248
Total France	35,3	50,4	7,5	6,8	278 602	4,5	134 601	40 093

Sources : Insee (enquêtes annuelles de recensement 2004 et 2005 - état civil), ministère de la Justice, SDES.

DÉFINITIONS

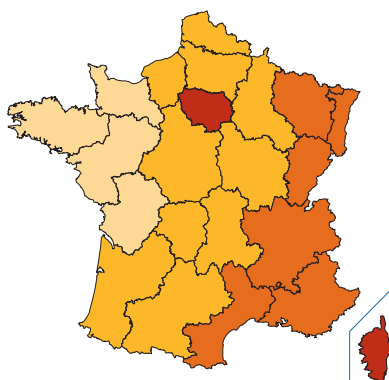
Population des ménages : les résultats sur l'état matrimonial concernent la population des ménages. N'en font pas partie les personnes vivant dans des habitations mobiles (y compris marinières), les personnes sans abri et la population des communautaires (foyers de travailleurs, maisons de retraites, résidences universitaires...).

État matrimonial légal : situation conjugale au regard de la loi, telle que déclarée par les personnes lors des enquêtes de recensement. L'état matrimonial légal ne prenant pas en compte l'union

libre, les personnes célibataires vivant en couple sont, en principe, considérées comme célibataires.

Taux brut de nuptialité : rapport du nombre de mariages célébrés au cours d'une période à la population totale en milieu de période.

Pacte civil de solidarité (Pacs) : entré en vigueur fin 1999, le Pacs est un contrat conclu entre deux personnes majeures, de sexe différent ou de même sexe, pour organiser leur vie commune.



Population étrangère en 1999

pour 100 habitants



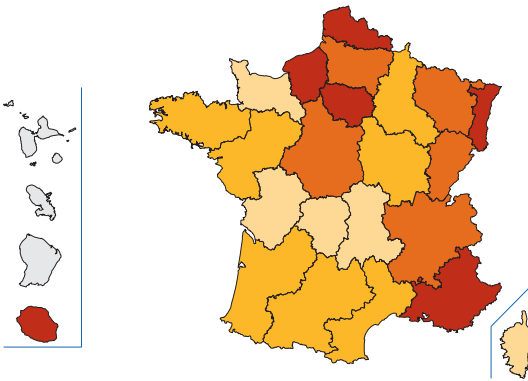
	Total étrangers		Étrangers par nationalité						
	Nombre en 1999	Poids dans la population (%)	Union européenne à 25 (%)		Hors Union européenne à 25 (%)				
			Ensemble	Portugais	Algériens	Marocains	Tunisiers	Turcs	Autres
Alsace	126 799	7,3	39,5	8,8	9,6	11,3	2,1	22,3	15,3
Aquitaine	106 699	3,7	57,6	24,2	5,5	19,8	1,5	3,3	12,4
Auvergne	42 904	3,3	55,1	38,0	8,8	13,0	1,8	11,3	10,1
Bourgogne	63 888	4,0	46,0	25,5	9,7	21,6	3,5	7,8	11,2
Bretagne	32 294	1,1	43,3	11,7	5,4	12,5	1,7	10,9	26,1
Centre	98 485	4,0	42,6	29,4	7,6	21,8	1,9	10,9	15,4
Champagne-Ardenne	50 394	3,8	39,1	19,1	17,7	18,5	2,2	9,4	13,1
Corse	25 673	9,9	31,5	14,5	2,4	53,5	8,3	0,0	4,3
Franche-Comté	54 615	4,9	27,7	14,4	15,1	21,2	1,9	18,1	16,0
Île-de-France	1 298 117	11,9	34,1	21,1	14,6	11,2	4,5	3,9	31,7
Languedoc-Roussillon	132 340	5,8	41,0	6,8	11,2	33,2	1,6	2,2	10,7
Limousin	19 865	2,8	45,0	25,2	9,2	13,3	2,0	14,1	16,3
Lorraine	128 142	5,5	49,4	9,6	16,0	13,4	1,4	12,7	7,1
Midi-Pyrénées	99 894	3,9	52,3	16,1	10,5	17,5	2,5	1,8	15,4
Nord - Pas-de-Calais	131 695	3,3	37,4	10,0	22,9	27,1	1,7	2,0	8,9
Basse-Normandie	20 463	1,4	41,1	11,2	8,1	12,9	2,0	15,5	20,3
Haute-Normandie	48 634	2,7	28,2	15,0	17,7	18,7	3,8	7,4	24,2
Pays de la Loire	42 812	1,3	35,9	14,5	9,2	15,9	5,7	8,8	24,5
Picardie	62 613	3,4	40,3	22,8	10,9	23,4	2,3	6,3	16,8
Poitou-Charentes	25 610	1,6	57,7	26,0	6,2	12,2	2,0	2,8	19,0
Provence - Alpes - Côte d'Azur	282 754	6,3	32,7	5,1	19,1	19,2	13,7	1,6	13,7
Rhône-Alpes	363 849	6,4	36,5	14,1	21,0	10,5	7,3	10,5	14,2
Ensemble province	1 960 422	4,1	40,5	14,4	14,6	18,4	4,8	7,9	13,8
Ensemble métropole	3 258 539	5,6	37,9	17,0	14,6	15,5	4,7	6,3	20,9
Guadeloupe	21 103	5,0	12,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	87,3
Guyane	46 576	29,7	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	98,0
Martinique	3 589	0,9	14,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	85,1
La Réunion	3 614	0,5	15,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	84,1
Total France	3 333 421	5,5	37,2	16,7	14,3	15,2	4,6	6,2	22,5

Source : Insee (RP99)

DÉFINITIONS

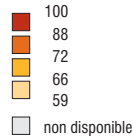
Étranger : toute personne résidant en France ayant déclaré, au recensement de la population de mars 1999, une nationalité autre que la nationalité française. Ce tableau repose donc sur l'exploitation statistique de la nationalité déclarée sur le bulletin individuel,

rempli par les personnes elles-mêmes, lors du recensement de 1999. La notion de population étrangère est fondée sur le seul critère juridique de la nationalité, elle ne se confond pas avec la notion de population immigrée (personnes nées étrangères à l'étranger).



Population de l'espace à dominante urbaine en 1999

pour 100 habitants



	Répartition de la superficie en 1999 (%)				Répartition de la population en 1999 (%)			
	Espace à dominante urbaine			Espace à dominante rurale	Espace à dominante urbaine			Espace à dominante rurale
	Pôles urbains	Couronnes périurbaines	Communes multi-polarisées		Pôles urbains	Couronnes périurbaines	Communes multi-polarisées	
Alsace	16,0	26,7	38,2	19,0	56,1	18,0	19,0	6,9
Aquitaine	9,0	18,5	2,9	69,6	54,6	12,8	2,6	30,1
Auvergne	3,2	18,7	2,9	75,2	40,7	21,2	2,6	35,4
Bourgogne	3,8	22,4	7,4	66,3	41,5	19,8	5,8	32,9
Bretagne	8,5	24,0	8,4	59,1	43,3	22,8	5,4	28,5
Centre	5,0	28,0	10,2	56,8	47,0	20,2	5,2	27,6
Champagne-Ardenne	3,2	25,3	8,1	63,4	48,5	17,7	4,8	29,0
Corse	2,0	18,0	0,0	80,0	41,1	18,0	0,0	40,9
Franche-Comté	5,3	29,1	12,3	53,2	43,5	22,7	8,2	25,6
Île-de-France	23,5	68,9	6,8	0,8	88,6	11,0	0,3	0,1
Languedoc-Roussillon	6,1	17,5	5,0	71,4	45,7	21,2	3,9	29,2
Limousin	3,0	19,5	1,9	75,6	41,0	18,4	1,6	39,0
Lorraine	8,9	23,6	20,5	47,0	55,7	14,2	13,2	17,0
Midi-Pyrénées	5,3	17,5	2,4	74,8	49,2	15,3	2,1	33,4
Nord - Pas-de-Calais	25,9	29,1	22,5	22,5	76,3	12,0	6,6	5,0
Basse-Normandie	4,6	25,1	7,2	63,2	38,4	23,0	3,6	35,1
Haute-Normandie	9,8	34,2	28,5	27,6	57,6	20,0	12,0	10,5
Pays de la Loire	7,6	26,7	5,5	60,2	47,4	19,2	3,2	30,2
Picardie	5,3	36,3	17,8	40,6	37,2	27,5	12,5	22,8
Poitou-Charentes	4,6	24,2	2,7	68,6	37,4	21,7	2,0	38,8
Provence - Alpes - Côte d'Azur	19,4	17,7	7,6	55,4	80,9	7,0	3,7	8,4
Rhône-Alpes	12,2	24,0	12,9	50,9	64,1	15,3	6,7	13,9
Ensemble province	7,7	23,3	8,8	60,2	54,7	17,1	6,0	22,2
Ensemble métropole	8,1	24,3	8,8	58,9	61,0	16,0	5,0	18,0
Guadeloupe	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Guyane	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Martinique	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
La Réunion	57,0	2,3	6,6	34,1	82,7	2,6	3,7	11,0
Total France	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd

Source : Insee (RP99).

DÉFINITIONS

Unité urbaine : ensemble de communes liées par la continuité de l'habitat, sur lesquelles s'étend une agglomération peuplée d'au moins 2 000 habitants. Une agglomération est un ensemble d'habitants tel qu'aucune ne soit séparée de la plus proche de plus de 200 mètres.

Pôle urbain : unité urbaine offrant 5 000 emplois ou plus.

Aire urbaine : ensemble de communes d'un seul tenant et sans enclave, constitué d'un pôle urbain et de sa couronne périurbaine.

Couronne périurbaine : ensemble des communes (ou petites agglomérations) dont au moins 40 % de la population résidente

ayant un emploi va travailler dans l'aire urbaine.

Communes multipolarisées : communes rurales et unités urbaines situées hors des aires urbaines, dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans plusieurs aires urbaines, sans atteindre ce seuil avec une seule d'entre elles.

Espace à dominante urbaine : ensemble des pôles urbains, des communes périurbaines et des communes multipolarisées.

Espace à dominante rurale : ensemble des communes n'appartenant pas à l'espace à dominante urbaine.

Conditions de vie

- Catégories sociales
- Logement
- Accueil des tout-petits
- Accueil des personnes âgées
- Aide sociale
- Prestations sociales
- Pauvreté - Solidarité

Le nombre d'allocataires des caisses d'allocations familiales a fortement augmenté en 2004. Cette hausse est en partie due au rattachement des allocataires de la Poste, à la montée en charge de la prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE), mais aussi à la conjoncture économique et aux effets différés de la réforme de l'indemnisation du chômage intervenue le 1^{er} janvier 2003, une partie des chômeurs basculant dans le RMI à l'issue de leur indemnisation au titre de l'assurance chômage.

Progression du nombre de Rmistes en 2004

Parmi les minima sociaux (allocation de parent isolé, allocation aux adultes handicapés, revenu minimum d'insertion), c'est le RMI qui a vu le nombre de ses bénéficiaires progresser le plus fortement en 2004, en particulier dans l'Est et en région parisienne. C'est néanmoins dans les Dom, où les situations de pauvreté monétaire sont très fréquentes, que la proportion de Rmistes est la plus élevée. En métropole, Languedoc-Roussillon, Nord - Pas-de-Calais et Provence - Alpes - Côte d'Azur sont les trois régions où les bénéficiaires de l'API ou du RMI sont les plus nombreux.

La couverture maladie universelle (CMU), de base et complémentaire, a été mise en place en 2000. La CMU complémentaire offre une protection gratuite en matière de santé aux personnes dont les revenus sont les plus faibles. En 2004, elle permet à 4,6 millions de personnes d'accéder à l'assurance maladie. En France métropolitaine, le taux de couverture de la population par la CMU complémentaire est en moyenne de 7 % à la fin 2004, il atteint 34 % dans les Dom. Les taux de couverture les plus élevés sont observés dans un croissant Sud - Sud-Est et dans le Nord (plus de 10 % de la population en Languedoc-Roussillon ou dans le Nord - Pas-de-Calais) et les plus faibles dans l'Ouest (4,2 % en Bretagne), le nord des Alpes et le Massif central.

La montée en puissance de la PAJE

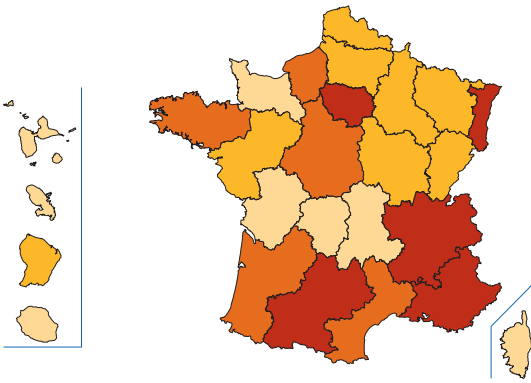
Les versements de prestations liées à l'enfance sont dynamiques du fait d'un nombre important de naissances et de la mise en place de la PAJE en 2004. Cette prestation se substituera à l'horizon 2007 à un ensemble de cinq allocations. Elle est destinée à aider financièrement les familles afin de faire face aux frais d'entretien des jeunes enfants, au coût de la garde par une assistante maternelle agréée ou une garde à domicile, ou bien encore à la perte de revenus engendrée lorsqu'un des parents arrête ou réduit son activité professionnelle pour s'occuper de son enfant.

En 2004, 800 000 familles sont bénéficiaires de la PAJE. Traditionnellement, l'Ouest se caractérise par un fort recours aux assistantes maternelles. La région parisienne et, dans une moindre mesure, les régions méditerranéennes sont les mieux équipées en crèches. En Rhône-Alpes, l'un des parents arrête plus fréquemment son activité professionnelle pour garder son enfant. Enfin, dans le Nord, les familles utilisent moins cet ensemble d'aides.

Le prix dissuasif pour l'achat d'un logement

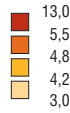
En moyenne, près de 57 % des ménages sont propriétaires de leur logement en 2004. Sans surprise, les prix des logements neufs sont les plus élevés en Île-de-France et Provence - Alpes - Côte d'Azur, régions dans lesquelles la part des propriétaires est la plus faible. À l'opposé, les ménages sont plus souvent propriétaires en Bretagne et Poitou-Charentes (65 %), ainsi qu'en Limousin, en Auvergne et dans les Pays de la Loire, régions dans lesquelles les prix sont inférieurs à la moyenne française.

La Méditerranée reste la zone la plus attractive pour l'implantation des résidences secondaires : celles-ci représentent 36 % du parc de logements en Corse, 22 % en Languedoc-Roussillon et 17 % en Provence - Alpes - Côte d'Azur. ■



Cadres et professions intellectuelles supérieures en 1999

pour 100 personnes de 15 ans et plus

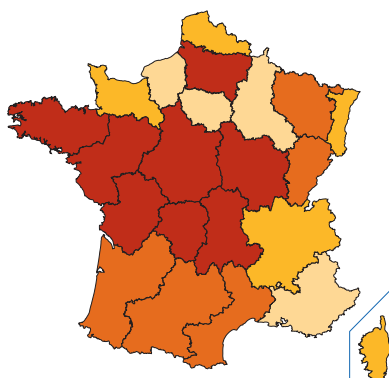


	Nombre de personnes de 15 ans et plus en 1999 (milliers)	Répartition des personnes de 15 ans et plus selon leur catégorie socioprofessionnelle (%)							
		Agriculteur exploitant	Artisan, commerçant, chef d'entreprise	Cadre, profession intellectuelle supérieure	Profession intermédiaire	Employé	Ouvrier	Retraité	Autre, sans activité professionnelle
Alsace	1 416,9	0,6	2,8	6,1	12,6	15,8	19,6	19,8	22,6
Aquitaine	2 445,6	2,1	4,0	5,1	11,0	16,2	13,6	25,3	22,7
Auvergne	1 109,2	2,9	3,9	4,2	10,2	15,4	14,9	26,1	22,4
Bourgogne	1 341,0	2,0	3,5	4,4	10,5	15,5	16,4	25,7	22,1
Bretagne	2 405,3	2,6	3,6	4,9	10,9	15,1	14,8	25,3	22,8
Centre	2 015,2	1,6	3,3	5,1	11,3	16,0	17,0	25,2	20,4
Champagne-Ardenne	1 097,6	2,3	2,9	4,3	10,5	15,5	18,3	22,0	24,3
Corse	218,4	1,4	4,8	4,2	8,9	16,9	10,2	20,7	32,8
Franche-Comté	915,2	1,6	3,2	4,6	11,2	14,6	18,7	22,7	23,3
Île-de-France	8 889,3	0,1	3,2	13,0	15,2	18,4	11,1	17,4	21,6
Languedoc-Roussillon	1 916,9	1,6	4,2	5,0	10,5	15,9	11,5	24,6	26,7
Limousin	613,0	3,1	3,4	4,2	9,7	15,0	13,6	29,8	21,0
Lorraine	1 893,8	0,8	2,7	4,7	11,2	15,7	17,4	20,6	26,8
Midi-Pyrénées	2 150,3	2,7	3,9	6,0	11,6	15,5	12,2	24,8	23,4
Nord - Pas-de-Calais	3 190,6	0,7	2,5	4,6	10,8	15,1	17,2	19,1	30,1
Basse-Normandie	1 165,3	2,7	3,6	4,1	10,4	15,4	16,7	24,9	22,2
Haute-Normandie	1 438,0	0,9	3,1	4,9	11,7	16,1	18,1	21,4	23,7
Pays de la Loire	2 637,1	2,3	3,3	4,7	11,1	15,6	17,5	23,8	21,8
Picardie	1 493,8	1,2	2,9	4,7	11,2	15,7	19,2	20,6	24,4
Poitou-Charentes	1 378,0	2,6	3,7	4,1	9,9	15,8	15,1	26,4	22,4
Provence - Alpes - Côte d'Azur	3 740,4	0,7	4,1	5,8	11,4	17,1	11,3	23,7	25,8
Rhône-Alpes	4 600,7	1,1	4,0	6,5	13,1	15,7	15,5	21,2	22,9
Ensemble province	39 182,1	1,6	3,5	5,1	11,3	15,8	15,5	23,2	24,0
Ensemble métropole	48 071,3	1,3	3,5	6,6	12,0	16,2	14,7	22,1	23,6
Guadeloupe	322,6	1,5	5,4	3,0	9,0	21,2	12,8	14,3	32,8
Guyane	103,5	2,0	4,5	4,4	10,0	19,1	13,2	6,0	40,9
Martinique	297,4	1,0	4,4	3,4	9,5	20,1	13,9	17,1	79,4
La Réunion	515,3	1,5	3,0	3,1	8,7	19,7	14,8	8,8	40,5
Total France	49 310,2	1,3	3,5	6,5	11,9	16,3	14,7	21,9	23,9

Source : Insee (RP99).

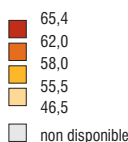
DÉFINITIONS **Catégories socioprofessionnelles** : regroupement en huit postes du niveau le plus fin, qui est celui des professions, de la nomenclature des professions et des catégories socioprofessionnelles

(PCS). Dans sa version en vigueur lors du recensement de 1999, ce niveau le plus fin comportait 455 postes.



Ménages propriétaires de leur résidence principale en 2004

pour 100 ménages



	Parc des logements au 01.07.2004			Résidences principales au 01.07.2004		Logements ordinaires commencés en 2004 (milliers)	Prix de vente moyen des logements neufs en 2004	
	Ensemble des logements (milliers)	Résidences principales (%)	Résidences secondaires et logements occasionnels (%)	Maisons individuelles	Ménages propriétaires		Logements individuels (milliers d'euros)	Appartements (euros par m²)
				(%)	(%)			
Alsace	802	91,7	2,3	50,4	57,0	9,7	195	2 038
Aquitaine	1 625	82,2	12,1	68,4	60,1	26,0	166	2 347
Auvergne	757	78,1	12,7	67,8	63,0	8,7	153	2 070
Bourgogne	858	82,5	9,7	65,2	62,6	7,7	169	2 033
Bretagne	1 634	80,4	14,2	71,1	65,4	26,9	167	2 124
Centre	1 235	85,8	7,0	71,1	62,2	13,0	164	2 106
Champagne-Ardenne	639	88,5	4,2	62,2	54,7	5,0	207	1 947
Corse	197	59,8	36,3	48,3	55,7	2,6	141	2 213
Franche-Comté	556	87,1	6,7	58,3	59,4	6,7	163	2 000
Île-de-France	5 248	91,0	2,7	27,8	46,5	34,1	280	3 213
Languedoc-Roussillon	1 532	70,6	22,7	62,4	58,4	21,3	198	2 328
Limousin	424	78,1	12,9	70,6	63,5	4,5	148	1 974
Lorraine	1 069	90,2	3,4	59,0	58,6	11,7	174	1 953
Midi-Pyrénées	1 435	82,8	10,9	66,3	60,3	24,3	172	2 261
Nord - Pas-de-Calais	1 725	91,6	3,6	73,3	56,4	13,9	170	2 182
Basse-Normandie	779	78,2	16,4	70,9	57,7	7,8	159	2 091
Haute-Normandie	829	90,0	5,1	62,3	55,4	7,4	160	2 065
Pays de la Loire	1 705	82,8	12,7	72,0	62,9	28,6	162	2 383
Picardie	832	89,1	5,3	72,7	62,1	6,7	150	1 919
Poitou-Charentes	933	79,9	13,9	79,1	65,1	13,7	136	2 178
Provence - Alpes - Côte d'Azur	2 654	76,5	17,4	41,9	53,8	25,5	303	3 195
Rhône-Alpes	3 025	82,1	12,0	46,8	56,1	43,8	224	2 579
Ensemble province	25 245	82,5	11,5	62,5	59,1	315,3	nd	nd
Ensemble métropole	30 493	84,0	10,0	56,0	56,8	349,3	200	2 560
Guadeloupe	nd	nd	nd	nd	nd	2,5	nd	nd
Guyane	nd	nd	nd	nd	nd	1,0	nd	nd
Martinique	nd	nd	nd	nd	nd	2,3	nd	nd
La Réunion	274	91,8	1,6	73,6	55,1	5,8	nd	nd
Total France	31 211	84,0	9,8	56,4	56,8	361,0	nd	nd

Source : Insee (enquêtes annuelles de recensement 2004 et 2005), ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer - DAEI - Sesp.

DÉFINITIONS

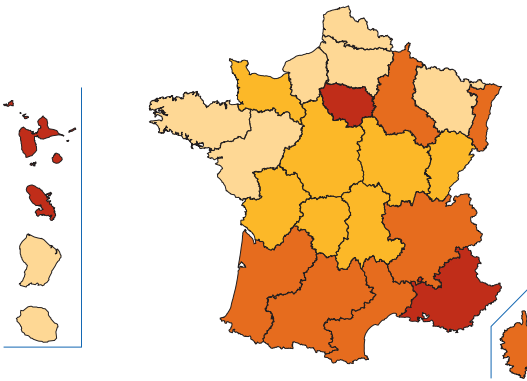
Logement : local séparé et indépendant, utilisé pour l'habitation. Une faible part des logements ne sont ni des maisons individuelles ni des appartements (logement-foyer, chambre d'hôtel, habitation de fortune ou pièce indépendante).

Résidence principale : logement occupé de façon habituelle et à titre principal par un ménage. Il y a ainsi égalité entre le nombre de résidences principales et le nombre de ménages.

Résidence secondaire : logement utilisé pour les week-ends, les loisirs ou les vacances. Les logements meublés loués (ou à

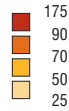
louer) pour des séjours touristiques sont aussi classés en résidences secondaires.

Logement occasionnel : logement utilisé une partie de l'année pour des raisons professionnelles ; la distinction entre résidence secondaire et logement occasionnel étant parfois difficile à établir, les deux catégories sont souvent regroupées.



Places en crèches collectives et familiales en 2004

pour 1 000 enfants de moins de 3 ans



	Population des moins de 3 ans au 1.1.2004			Garde des enfants d'âge pré-scolaire Nombre de places installées au 1.1.2004			
	Effectifs (milliers)	Poids dans le total France (%)	Part dans la population régionale (%)	Crèches collectives et familiales		Haltes garderies	Crèches parentales
				Total	Pour 1 000 enfants de moins de 3 ans		
Alsace	66,1	2,8	3,7	5 239	79	2 624	283
Aquitaine	100,4	4,2	3,3	7 731	77	1 802	79
Auvergne	42,6	1,8	3,2	2 419	57	880	94
Bourgogne	54,2	2,3	3,3	3 147	58	2 265	63
Bretagne	111,9	4,7	3,7	4 416	39	2 889	471
Centre	90,0	3,8	3,6	6 159	68	2 622	88
Champagne-Ardenne	48,7	2,0	3,6	3 744	77	1 477	179
Corse	8,2	0,3	3,0	715	87	69	35
Franche-Comté	42,7	1,8	3,7	2 531	59	1 230	12
Île-de-France	495,5	20,8	4,4	86 539	175	14 663	1 585
Languedoc-Roussillon	84,7	3,5	3,4	6 746	80	2 248	618
Limousin	21,1	0,9	2,9	1 449	69	316	0
Lorraine	82,0	3,4	3,5	3 791	46	2 251	142
Midi-Pyrénées	90,6	3,8	3,4	7 138	79	2 399	396
Nord - Pas-de-Calais	167,9	7,0	4,2	5 986	36	5 319	108
Basse-Normandie	52,3	2,2	3,6	2 646	51	952	137
Haute-Normandie	69,2	2,9	3,8	3 063	44	2 041	28
Pays de la Loire	133,1	5,6	4,0	5 787	43	4 006	55
Picardie	75,1	3,1	4,0	3 145	42	1 717	429
Poitou-Charentes	56,2	2,4	3,3	2 879	51	1 269	276
Provence - Alpes - Côte d'Azur	166,2	7,0	3,5	15 413	93	4 392	1 145
Rhône-Alpes	232,5	9,7	3,9	16 608	71	10 988	823
Ensemble province	1 795,7	75,2	3,7	110 752	62	53 756	5 461
Ensemble métropole	2 291,2	96,0	3,8	197 291	86	68 419	7 046
Guadeloupe	21,4	0,9	4,8	2 544	119	84	18
Guyane	15,5	0,6	8,4	395	25	16	0
Martinique	16,3	0,7	4,1	1 702	104	80	0
La Réunion	43,4	1,8	5,7	1 647	38	45	46
Total France	2 387,8	100,0	3,8	203 579	85	68 644	7 110

Sources : Insee (estimations localisées de population 2004) - ministère de la Santé et des Solidarités, Drees (Finess).

DÉFINITIONS

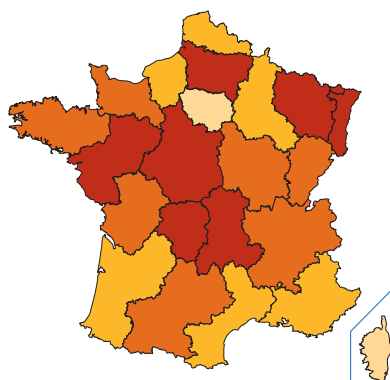
Crèche collective : établissement ayant pour objet de garder pendant la journée, durant le travail de leurs parents, les enfants de moins de trois ans, dans des locaux et avec un personnel prévu à cet effet (crèches collectives de quartier, de personnel ou d'entreprise).

Crèche familiale : elle est organisée au domicile d'une assistante maternelle agréée, placée sous le contrôle d'une puéricultrice diplômée d'État.

Crèche parentale : elle est organisée et gérée par des parents d'enfants de moins de trois ans, réunis en association. Une personne compétente assure une présence permanente auprès des enfants.

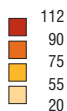
Halte-garderie : établissement destiné à des gardes occasionnelles de quelques heures, pour les enfants de moins de six ans.

Accueil des personnes âgées



Nombre total de lits médicalisés en 2004

pour 1 000 habitants de 75 ans ou plus



	Population de 75 ans ou plus au 1.1.2004 (milliers)	Capacité d'accueil des personnes âgées au 1.1.2004 (secteur public ou privé)				Taux d'équipement au 1.1.2004 (pour 1 000 habitants de 75 ans ou plus)		
		Maison de retraite (nombre de lits)	Logement foyer (nombre de logements)	Services de soins à domicile (nombre de places)	Soins de longue durée (nombre de lits)	Hébergement permanent ou temporaire (lits ou log.)	Services de soins à domicile (places)	Lits médicalisés
Alsace	114,3	11 787	3 629	1 680	4 008	136	15	93
Aquitaine	289,2	25 988	7 334	4 443	2 862	116	15	71
Auvergne	130,5	14 829	1 995	2 176	2 861	131	17	112
Bourgogne	154,9	18 418	4 021	2 509	2 481	149	16	83
Bretagne	264,9	23 048	13 303	4 821	6 221	140	18	86
Centre	221,4	22 957	4 411	3 306	4 450	126	15	92
Champagne-Ardenne	103,7	9 703	3 321	1 667	2 076	127	16	73
Corse	24,7	743	308	312	366	43	13	38
Franche-Comté	88,4	6 861	2 428	1 663	1 402	107	19	79
Île-de-France	670,7	50 473	27 009	10 432	8 653	117	16	49
Languedoc-Roussillon	229,4	15 926	5 280	3 055	2 724	94	13	63
Limousin	85,7	7 565	1 102	1 791	1 905	103	21	100
Lorraine	169,0	16 345	6 315	2 639	3 177	135	16	93
Midi-Pyrénées	256,8	24 644	5 239	4 156	2 920	118	16	83
Nord - Pas-de-Calais	265,2	19 822	10 255	5 066	4 295	115	19	69
Basse-Normandie	124,1	14 386	4 063	1 909	1 773	149	15	82
Haute-Normandie	127,8	12 590	9 385	1 707	2 199	172	13	62
Pays de la Loire	272,9	31 127	13 369	4 615	5 329	166	17	99
Picardie	126,8	13 610	2 958	2 407	2 922	131	19	99
Poitou-Charentes	169,4	16 944	4 850	2 253	2 250	131	13	84
Provence - Alpes - Côte d'Azur	429,7	36 006	7 858	6 214	3 935	103	14	60
Rhône-Alpes	426,8	38 625	17 594	6 449	10 160	133	15	88
Ensemble province	4 075,8	381 924	129 018	64 838	70 316	127	16	81
Ensemble métropole	4 746,5	432 397	156 027	75 270	78 969	126	16	77
Guadeloupe	22,6	135	142	441	347	12	19	20
Guyane	2,9	184	86	60	117	92	20	51
Martinique	23,3	1 066	67	167	206	49	7	25
La Réunion	21,9	941	58	255	79	46	12	46
Total France	4 817,2	434 723	156 380	76 193	79 718	124	16	76

Sources : Insee (estimations localisées de population 2004) - ministère de la Santé et des Solidarités, Drees (Fitness et enquête EHPA).

DÉFINITIONS

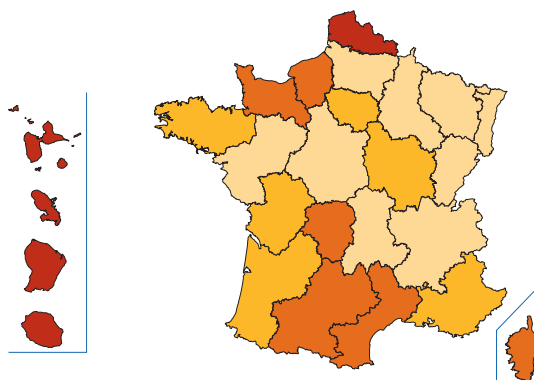
Maison de retraite : établissement d'hébergement collectif offrant une prise en charge globale de la personne âgée.

Logement-foyer : ensemble résidentiel constitué de petits logements autonomes et doté de services collectifs.

Soins de longue durée : unité sanitaire assurant l'hébergement de longue durée des personnes âgées atteintes d'affections chroniques nécessitant un environnement médical permanent, avec des moyens plus lourds que ceux des maisons de retraite.

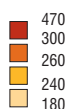
Lits médicalisés : lits des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes (EHPAD) signataires d'une convention tripartite avec l'Etat et le Conseil général, lits des sections de cure médicale en maison de retraite ou logement-foyer, et lits des unités de soins longue durée. Les sections de cure médicale tendent à disparaître et, après fin 2006, seuls les établissements ayant signé une convention tripartite pourront accueillir les personnes dépendantes.

Services de soins à domicile : une place correspond à la prise en charge d'une personne, à son domicile, pendant un an.



Dépenses d'aide sociale des départements en 2003

euros par habitant



	Dépenses d'aide sociale en 2003 (€/habitant)					Établissements d'aide sociale à l'enfance au 1.1.2004		
	Total	Aide à l'enfance	Aide aux personnes âgées	Aide aux personnes handicapées	Aides diverses	Maisons d'enfants à caractère social (places)	Foyers de l'enfance (places)	Taux d'équipement global ¹ (places pour 100 000 jeunes)
Alsace	181,2	67,3	50,7	41,4	21,8	1 516	237	441
Aquitaine	255,0	90,2	80,9	47,3	36,6	2 762	380	604
Auvergne	235,1	72,1	84,0	55,1	23,8	930	224	412
Bourgogne	248,0	87,7	72,8	67,0	20,5	1 172	320	601
Bretagne	246,9	70,8	81,6	53,4	41,2	1 537	424	370
Centre	220,7	79,7	62,1	58,1	20,8	2 069	299	488
Champagne-Ardenne	211,4	79,2	67,6	49,7	14,9	938	405	430
Corse	270,3	49,8	139,8	45,4	35,3	88	0	209
Franche-Comté	211,5	66,7	71,2	48,0	25,5	960	188	489
Île-de-France	252,2	92,9	55,4	47,6	56,3	6 603	1 571	398
Languedoc-Roussillon	271,6	87,9	96,7	51,1	35,9	1 521	431	372
Limousin	263,6	61,8	121,6	67,3	12,8	320	107	972
Lorraine	184,5	73,9	52,9	35,0	22,7	1 827	459	460
Midi-Pyrénées	273,4	68,4	95,2	60,1	49,7	2 084	375	508
Nord - Pas-de-Calais	309,5	119,8	91,3	55,8	42,6	3 475	884	435
Basse-Normandie	263,0	82,1	89,2	46,3	45,4	739	364	414
Haute-Normandie	263,8	76,7	76,3	57,5	53,3	941	919	1 004
Pays de la Loire	222,4	73,8	62,7	48,6	37,3	1 914	415	382
Picardie	225,9	82,9	58,8	54,0	30,3	1 426	310	425
Poitou-Charentes	249,1	72,1	90,1	51,3	35,6	745	275	296
Provence - Alpes - Côte d'Azur	245,5	81,6	76,2	41,3	46,3	2 614	493	300
Rhône-Alpes	230,3	70,8	60,1	54,6	44,7	4 449	626	428
Ensemble province	243,4	80,0	75,5	51,4	36,5	34 027	8 135	456
Ensemble métropole	245,0	82,4	71,7	50,7	40,2	40 630	9 706	445
Guadeloupe	322,8	93,5	148,6	39,1	41,7	228	176	287
Guyane	465,7	177,0	50,3	14,3	224,1	0	111	140
Martinique	362,6	90,2	137,5	20,9	114,0	400	80	410
La Réunion	346,3	85,4	92,4	30,1	138,5	326	111	199
Total France	248,0	82,8	72,8	50,1	42,3	41 584	10 184	437

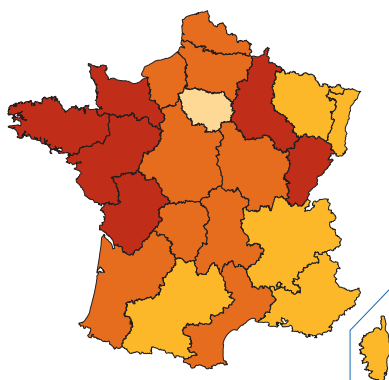
1. Taux d'équipement global pour l'ensemble des établissements d'aide sociale à l'enfance (places pour 100 000 jeunes de moins de 20 ans).

Source : ministère de la Santé et des Solidarités, Dress - Drass.

DÉFINITIONS

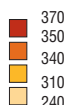
Aide sociale départementale : l'aide sociale versée par les départements comprend l'aide sociale à l'enfance (ASE), aux personnes handicapées, aux personnes âgées, l'aide sociale à la famille. L'aide sociale à l'enfance tient compte des enfants placés (enfants confiés à l'ASE et placements directs par le juge) ainsi que des mesures d'aide éducative (action éducative en milieu ouvert ou AEMO, action éducative à domicile ou AED).

Établissements de l'aide sociale à l'enfance : outre les maisons d'enfants à caractère social et les foyers de l'enfance, ils comprennent des établissements d'accueil mère-enfant, des pouponnières à caractère social et des centres de placement familial social.



Bénéficiaires de la prestation d'accueil du jeune enfant en 2004

pour 1 000 enfants entre 0 et 3 ans



	Bénéficiaires de prestations sociales au 31.12.2004							
	Aide personnalisée au logement	Allocation logement familial	Allocation logement social	Allocations familiales	Allocation de soutien familial	Allocation de rentrée scolaire	Allocation pour jeune enfant	Prestation d'accueil du jeune enfant
	Pour 1 000 ménages				Pour 1 000 enfants de moins de 20 ans	Pour 1 000 enfants de 6 à 18 ans	Pour 1 000 enfants de moins de 3 ans	
Alsace	79	42	72	162	28	241	248	325
Aquitaine	80	47	108	145	39	308	301	345
Auvergne	86	42	102	138	33	321	304	347
Bourgogne	95	38	79	151	32	297	288	349
Bretagne	96	34	92	166	33	274	263	354
Centre	102	33	68	162	32	280	287	348
Champagne-Ardenne	134	37	67	164	36	305	302	354
Corse	81	69	94	129	42	348	350	315
Franche-Comté	107	39	69	164	32	286	272	351
Île-de-France	92	34	65	171	40	233	243	304
Languedoc-Roussillon	96	71	131	153	55	361	334	347
Limousin	85	35	95	117	39	304	319	347
Lorraine	106	47	72	155	35	281	272	332
Midi-Pyrénées	82	47	114	145	36	299	290	338
Nord - Pas-de-Calais	145	63	74	198	45	327	319	347
Basse-Normandie	122	41	86	172	36	309	295	353
Haute-Normandie	133	38	72	181	38	297	307	345
Pays de la Loire	110	34	90	186	31	297	279	363
Picardie	112	49	61	191	37	305	303	341
Poitou-Charentes	87	46	100	147	40	322	307	353
Provence - Alpes - Côte d'Azur	88	66	111	154	53	325	304	335
Rhône-Alpes	111	37	82	177	32	270	250	335
Ensemble province	103	46	90	165	38	301	289	344
Ensemble métropole	101	44	85	166	38	288	279	336
Guadeloupe	///	141	73	381	171	434	405	286
Guyane	///	144	49	424	109	297	356	245
Martinique	///	143	84	358	208	437	407	312
La Réunion	///	225	121	482	119	451	423	341
Total France	99	47	85	172	42	293	284	334

1. Le Total France prend en compte les bénéficiaires de certaines caisses à compétence nationale qui ne sont pas répartis par région (marine marchande...).

Sources : CAF - MSA

DÉFINITIONS

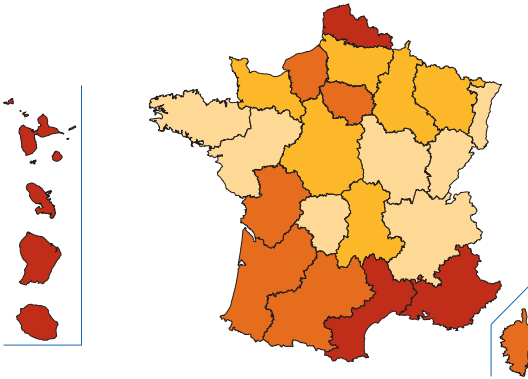
Aide au logement : versée sous condition de ressources à certains locataires ou accédants à la propriété (aide personnalisée au logement), à certaines familles même sans enfant (allocation logement familial) et aux personnes disposant de faibles ressources (allocation logement social).

Allocations familiales : versées aux familles d'au moins deux enfants, elles sont majorées sous certaines conditions selon le nombre et l'âge des enfants.

Allocation de soutien familial : versée, sans condition de ressources, aux personnes qui assument la charge effective et permanente d'un enfant dont l'un des parents (ou les deux) est

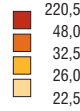
décédé, défaillant (il ne fait pas face à son obligation alimentaire), ou inconnu (il n'a pas reconnu l'enfant).

Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE) : créée à partir du 1^{er} janvier 2004, sous condition de ressources, elle comprend une prime unique versée à la naissance ou à l'adoption, une allocation de base mensuelle jusqu'à 3 ans de l'enfant, un complément du libre choix du mode de garde et un complément de libre choix d'activité. La PAJE se substitue progressivement aux mesures préexistantes (allocation pour jeune enfant, allocation parentale d'éducation...).



Allocataires du RMI en 2004

pour 1 000 personnes entre 25 et 64 ans



	Allocation de parent isolé	Allocation aux adultes handicapés	Complément d'allocation aux adultes handicapés	Revenu minimum d'insertion	Fonds de solidarité vieillesse	Allocation personnalisée d'autonomie	CMU complémentaire Bénéficiaires au 31.12.2004	
	Allocataires au 31.12.2004 pour 10 000 personnes de 18 à 59 ans			Allocataires au 31.12.2004 pour 1 000 pers. de 25 à 64 ans	Allocataires au 31.12.2003 pour 1 000 pers. de plus de 65 ans	Allocataires au 31.12.2004 pour 1 000 pers. de plus de 60 ans	Nombre (milliers)	Pour 100 habitants
Alsace	41,1	164,2	37,1	24,1	37,2	70,2	76,6	4,3
Aquitaine	47,3	271,9	61,5	34,1	66,8	75,4	186,3	6,1
Auvergne	39,1	292,3	66,7	26,8	64,9	84,3	69,9	5,3
Bourgogne	40,1	280,0	64,0	24,1	42,1	76,4	87,4	5,4
Bretagne	32,4	245,7	45,6	22,6	51,6	78,7	125,5	4,2
Centre	40,6	206,3	41,4	26,8	38,7	67,6	140,7	5,7
Champagne-Ardenne	56,5	237,5	51,1	32,2	38,4	70,2	98,0	7,3
Corse	55,6	317,7	66,1	43,3	233,4	82,9	19,3	7,1
Franche-Comté	45,5	202,1	39,2	24,2	44,2	73,2	61,6	5,4
Île-de-France	40,8	135,3	30,3	35,0	45,9	49,5	780,7	6,9
Languedoc-Roussillon	89,2	281,6	43,1	61,1	75,8	80,7	269,5	10,9
Limousin	37,0	366,4	79,7	25,3	81,6	92,8	41,8	5,8
Lorraine	52,3	203,1	44,1	29,6	36,3	64,8	128,2	5,5
Midi-Pyrénées	43,0	269,0	44,4	36,4	79,8	96,4	176,7	6,5
Nord - Pas-de-Calais	93,7	262,6	52,7	53,3	45,5	89,0	432,8	10,7
Basse-Normandie	48,4	277,4	58,3	27,9	45,6	85,7	87,0	6,0
Haute-Normandie	61,5	241,4	32,1	35,8	37,9	77,9	130,9	7,3
Pays de la Loire	38,3	191,5	32,6	24,5	22,2	67,6	160,0	4,8
Picardie	62,9	267,7	51,9	30,3	91,3	77,1	141,3	7,5
Poitou-Charentes	48,0	247,1	45,3	33,2	57,2	78,1	104,9	6,2
Provence - Alpes - Côte d'Azur	69,7	236,5	53,1	52,7	77,1	67,5	424,8	9,0
Rhône-Alpes	36,2	193,8	46,3	25,4	44,5	64,8	322,3	5,5
Ensemble province	52,8	238,7	48,2	34,3	55,6	75,6	3 285,4	6,7
Ensemble métropole	50,4	218,1	44,6	34,5	54,2	71,8	4 066,1	6,7
Guadeloupe	189,9	282,5	18,0	154,4	38,5	199,1	110,7	25,0
Guyane	396,0	149,9	72,2	170,0	94,2	5,0	63,3	35,5
Martinique	139,4	301,1	9,0	163,9	39,2	478,2	105,5	26,9
La Réunion	210,6	247,0	32,3	220,2	687,7	113,4	318,6	42,3
Total France	54,8	219,3	45,3	38,4	57,2	72,7	4 664,3	7,5

Sources : CNAMTS, Canam, CNAF, CNAV, CCMSA, Insee.

DÉFINITIONS

Revenu minimum d'insertion : créée en 1989, l'allocation différentielle de RMI est calculée pour porter les ressources du foyer à un montant minimal garanti, fonction du nombre de personnes. Elle est versée aux personnes ayant au moins 25 ans (ou un enfant à charge).

Allocation personnalisée d'autonomie : entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2002, l'APA est versée aux personnes âgées de 60 ans ou plus, moyennement ou fortement dépendantes. Son montant est modulable en fonction du degré de dépendance et des ressources

de la personne. Cette prestation en nature, personnalisée, peut être versée soit à domicile, pour la prise en charge d'actes de la vie quotidienne (heures de ménage, portage de repas, toilette, aménagement de l'habitat...), soit directement à un établissement d'accueil spécialisé, pour couvrir le tarif dépendance.

Couverture maladie universelle : en vigueur depuis 2000, la CMU complémentaire offre aux personnes les plus démunies, sous conditions de ressources, une protection complémentaire gratuite et la dispense d'avance de frais.

Santé

- Hospitalisation court séjour
- Activités hospitalières
- Hospitalisation moyen séjour
- Personnels de santé
- Accueil des handicapés
- Causes de décès
- Accidents du travail

En 2004, la consommation médicale en France atteint 148 milliards d'euros, soit 2 400 euros par habitant.

L'Île-de-France en tête pour le nombre de médecins

L'Île-de-France est désormais la région qui compte le plus grand nombre de médecins devant Provence - Alpes - Côte d'Azur (422 médecins pour 100 000 habitants contre 414).

Les médecins sont plus nombreux dans les régions de province du Sud que dans celles du Nord et dans les Dom. Les spécialistes sont maintenant majoritaires, encore plus en Île-de-France et dans le Sud.

La spécialisation du pôle parisien, mais également le potentiel de formation des facultés, historiquement très inégal entre régions, expliquent ces différences.

La répartition des chirurgiens-dentistes sur le territoire est assez similaire à celle des médecins. Les pharmaciens, dont la profession est réglementée, se répartissent de manière assez homogène, mais sont plus nombreux dans le Limousin. Les infirmiers dans le secteur psychiatrique sont les plus nombreux en Bretagne qui compte beaucoup d'établissements spécialisés ; ils exercent souvent dans des établissements de moyen séjour.

Moins de lits de court séjour dans toutes les régions

Le nombre de lits hospitaliers de court séjour connaît une baisse sensible (- 7 % en quatre ans) ; c'est une conséquence des politiques tendant à une organisation spatiale du système de soins. Cette baisse concerne toutes les régions, sauf La Réunion, la plus faiblement dotée. Elle touche tant le secteur public, toujours dominant en médecine, que le secteur privé, très présent en gynéco-obstétrique et surtout en chirurgie. Les inégalités entre régions sont ici globalement moins marquées que concernant la démographie médicale.

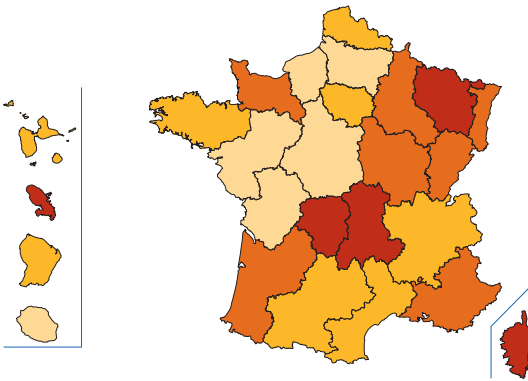
L'activité hospitalière de court séjour a diminué de 8 % en quatre ans, avec 10,1 millions d'entrées en 2003. Les « venues » en hospitalisation de jour et en chirurgie ambulatoire continuent de progresser rapidement dans toutes les régions : elles constituent désormais un substitut plus que symbolique à l'hospitalisation complète. Par ailleurs, les interruptions volontaires de grossesse (IVG) sont plus fréquentes dans les Dom, en Corse, Provence - Alpes - Côte d'Azur, ainsi qu'en Île-de-France.

Des localisations spécifiques pour moyen séjour et accueil

Les lits de moyen séjour (convalescence, psychiatrie) sont, en proportion de la population, peu implantés en Île-de-France. Ils sont situés plus dans le Sud, en Auvergne et en Bretagne. En effet, la localisation de ce type d'établissements répond moins à des critères de proximité et plus à des critères d'environnement (climat, tranquillité...). De manière similaire, les jeunes handicapés sont accueillis plus fortement dans un grand quart Sud-Ouest, en Basse-Normandie et en Franche-Comté.

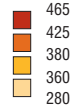
Trois fois plus de suicides en Bretagne qu'en Île-de-France

La mortalité est particulièrement faible en Île-de-France en raison de la jeunesse de la population et de la présence d'établissements de soins particulièrement performants. La surmortalité masculine s'observe dans toutes les régions, mais ce phénomène est néanmoins en léger recul. Les maladies cardio-vasculaires et les cancers sont, presque à égalité, les deux premières causes de décès. Les suicides sont plus nombreux en Bretagne et moindres en Île-de-France, sans que la jeunesse de la population francilienne suffise à l'expliquer. Enfin, la mortalité liée au Sida est dix fois plus fréquente en Provence - Alpes - Côte d'Azur (qui remplace Paris au « premier rang ») qu'en Franche-Comté ou en Picardie. ■



Nombre total de lits des secteurs public et privé en 2004

pour 100 000 habitants



	Lits publics et privés installés au 1.1.2004 en hospitalisation complète							
	Total		Secteur public (pour 100 000 hab.)			Secteur privé (pour 100 000 hab.)		
	Nombre	Pour 100 000 hab.	Médecine	Chirurgie	Gynéco-Obstétrique	Médecine	Chirurgie	Gynéco-Obstétrique
Alsace	7 612	424	164	96	31	46	73	14
Aquitaine	12 147	399	148	73	19	45	100	14
Auvergne	5 655	426	181	84	27	26	95	13
Bourgogne	6 856	422	187	78	27	37	86	8
Bretagne	11 296	374	171	74	24	24	70	11
Centre	8 635	348	154	66	27	21	72	9
Champagne-Ardenne	5 603	419	187	81	29	19	92	11
Corse	1 170	428	154	55	29	53	121	17
Franche-Comté	4 433	389	181	106	32	4	60	7
Île-de-France	40 733	361	133	62	22	39	89	16
Languedoc-Roussillon	9 150	372	138	61	15	41	100	15
Limousin	3 354	465	210	107	25	33	80	9
Lorraine	10 382	445	170	83	26	64	86	16
Midi-Pyrénées	9 986	370	129	70	20	53	85	13
Nord - Pas-de-Calais	14 650	364	140	68	26	35	78	16
Basse-Normandie	6 054	420	208	89	35	17	65	6
Haute-Normandie	6 119	339	147	59	28	22	75	8
Pays de la Loire	11 239	335	144	60	22	23	70	15
Picardie	6 585	351	162	81	33	18	47	10
Poitou-Charentes	5 631	333	160	68	19	3	68	14
Provence - Alpes - Côte d'Azur	18 447	392	128	68	20	63	99	14
Rhône-Alpes	22 018	373	157	79	23	27	74	13
Ensemble province	187 022	381	156	74	24	34	80	13
Ensemble métropole	227 755	377	151	72	24	35	82	13
Guadeloupe	1 542	365	143	67	35	66	41	14
Guyane	573	364	111	60	62	59	53	19
Martinique	1 641	430	238	106	45	1	30	10
La Réunion	2 009	284	118	45	33	24	49	15
Total France	233 520	377	151	72	24	35	81	13

Source : ministère de la Santé et des Solidarités, Drees.

DÉFINITIONS

Hospitalisation complète : activité des unités et services qui, accueillant et hébergeant des malades, se caractérisent par un équipement en lits d'hospitalisation, et par des équipes médicales et paramédicales qui assurent le diagnostic, les soins et la surveillance.

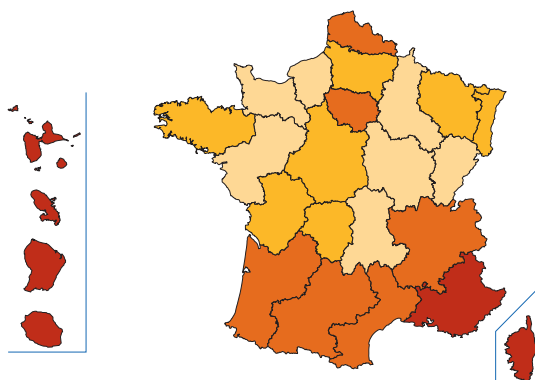
Hospitalisation court séjour : médecine générale et spécialités médicales (cardiologie...), chirurgie générale et spécialités chirurgicales (ORL, stomatologie...), gynécologie-obstétrique.

Chirurgie : concerne des soins impliquant le plus souvent un acte opératoire. La chirurgie ambulatoire regroupe les séjours de moins de 24 heures avec intervention chirurgicale.

Médecine : soins et suivi médical hors activité chirurgicale.

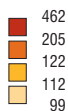
Secteur public : établissements dépendant d'une entité de statut juridique public (Etat, collectivité territoriale, organisme public à caractère administratif).

Secteur privé : établissements dépendant d'une entité de statut juridique à caractère commercial ou à but non lucratif (organisme mutualiste, association, etc.).



Nombre d'IVG en 2003

pour 10 000 femmes de 15 à 49 ans



	Activités du court séjour hospitalier en 2003								
	Entrées totales en hospitalisation complète				Venues en hospitalisation de jour et en chirurgie ambulatoire		Nombre total d'accouchements	Nombre d'IVG	
	Médecine (milliers)	dont privé (%)	Chirurgie (milliers)	dont privé (%)	Médecine (milliers)	Chirurgie (milliers)		Total	Pour 10 000 femmes de 15 à 49 ans
Alsace	164,9	22,4	149,6	46,0	112,8	53,4	22 134	5 184	116
Aquitaine	285,4	23,3	281,5	65,1	119,9	126,1	32 603	9 675	138
Auvergne	118,6	11,4	107,1	55,1	58,7	53,9	13 456	3 039	103
Bourgogne	157,6	18,9	136,5	56,5	81,7	64,2	17 807	4 032	111
Bretagne	275,1	10,1	247,9	56,2	138,2	124,1	36 829	7 806	114
Centre	200,6	10,1	190,6	56,2	85,1	93,7	28 427	6 848	121
Champagne-Ardenne	117,3	10,7	129,9	59,3	65,7	50,8	16 090	3 347	106
Corse	29,2	31,0	28,7	69,5	10,1	17,5	2 702	1 696	268
Franche-Comté	99,0	3,9	93,2	45,0	55,6	27,3	14 086	2 858	108
Île-de-France	733,6	22,5	784,6	61,7	610,0	581,6	167 886	59 984	203
Languedoc-Roussillon	196,1	23,9	227,2	63,8	117,6	126,2	27 329	9 928	175
Limousin	78,0	16,2	63,9	51,4	32,8	24,0	7 090	1 821	118
Lorraine	220,6	27,3	201,9	52,7	93,1	72,9	26 410	6 582	117
Midi-Pyrénées	269,2	27,4	222,8	63,8	88,7	115,1	28 517	8 447	136
Nord - Pas-de-Calais	361,3	20,6	350,9	51,5	180,3	156,2	55 230	12 204	122
Basse-Normandie	143,4	7,7	125,6	51,9	29,9	41,1	17 165	3 541	108
Haute-Normandie	130,8	13,4	133,4	63,2	61,7	65,5	21 957	4 766	109
Pays de la Loire	238,1	14,0	273,6	63,1	123,1	137,7	43 018	7 768	99
Picardie	140,4	9,5	126,9	41,4	69,3	58,8	22 891	5 279	117
Poitou-Charentes	152,4	2,4	141,4	55,3	56,9	66,9	17 118	4 491	120
Provence - Alpes - Côte d'Azur	416,9	30,5	424,0	61,1	304,5	307,5	55 657	22 491	206
Rhône-Alpes	446,6	14,2	464,5	54,7	223,8	238,7	76 704	18 947	133
Ensemble province	4 241,5	17,9	4 121,0	56,9	2 109,5	2 021,6	583 220	150 750	131
Ensemble métropole	4 975,0	18,5	4 905,6	57,7	2 719,5	2 603,2	751 106	210 734	146
Guadeloupe	34,3	34,1	24,3	48,4	10,6	8,2	5 877	5 350	462
Guyane	10,0	30,4	10,0	57,4	3,9	0,0	5 470	1 783	427
Martinique	36,9	1,9	24,9	27,6	7,6	8,5	4 613	2 394	232
La Réunion	56,9	16,2	40,2	51,9	12,0	22,3	14 514	4 217	214
Total France	5 113,2	18,5	5 005,1	57,4	2 753,5	2 642,3	781 580	224 478	151

Source : ministère de la Santé et des Solidarités, Drees (enquête SAE).

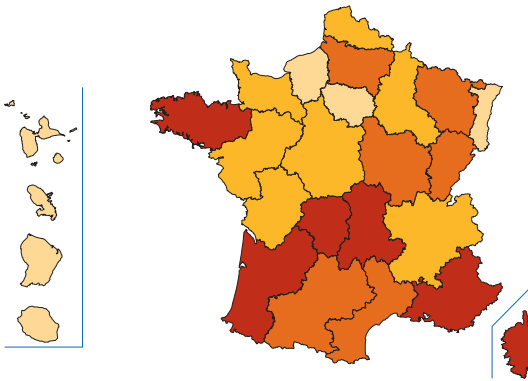
DÉFINITIONS

Hospitalisation complète : les entrées totales résultent de la somme des entrées directes dans une unité hospitalière hébergeant les malades, en provenance du domicile, d'un autre établissement ou d'une autre discipline du même établissement (de médecine à chirurgie, par exemple).

Hospitalisation de jour : activité des unités hospitalières qui effectuent pendant la seule journée des investigations spécialisées, des traitements médicaux séquentiels délicats, des interventions

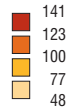
chirurgicales courtes ou une surveillance post-thérapeutique particulière (séjours de moins de 24 heures).

Interruption volontaire de grossesse (IVG) : autorisées par la loi Veil depuis 1975, les IVG doivent faire l'objet d'une déclaration sous la forme d'un bulletin statistique anonyme. L'Institut national d'études démographiques (Ined) est chargé par la loi d'analyser et de publier les résultats issus de l'exploitation de ces bulletins, en liaison avec l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm).



Nombre de lits en psychiatrie adulte en 2004

pour 100 000 habitants



	Nombre de lits installés au 1.1.2004					
	Soins de suite et de réadaptation moyen séjour		Psychiatrie générale adulte		Psychiatrie infanto-juvénile	
	Total	Pour 100 000 habitants	Total	Pour 100 000 habitants	Total	Pour 100 000 enfants de 0 à 16 ans
Alsace	2 801	156	1 360	76	56	15
Aquitaine	5 282	173	3 953	130	114	20
Auvergne	2 302	174	1 725	130	102	42
Bourgogne	2 459	151	1 681	104	71	22
Bretagne	5 138	170	4 268	141	113	18
Centre	3 491	141	2 319	93	57	11
Champagne-Ardenne	1 285	96	1 046	78	5	2
Corse	606	222	339	124	5	10
Franche-Comté	1 532	135	1 247	109	74	31
Île-de-France	14 945	132	7 646	68	509	20
Languedoc-Roussillon	5 355	217	2 997	122	47	10
Limousin	1 115	155	907	126	15	12
Lorraine	3 424	147	2 421	104	35	7
Midi-Pyrénées	4 661	173	3 220	119	112	22
Nord - Pas-de-Calais	5 332	132	3 284	82	122	13
Basse-Normandie	2 045	142	1 304	90	19	6
Haute-Normandie	2 197	122	1 206	67	10	2
Pays de la Loire	5 105	152	2 839	85	179	25
Picardie	2 732	146	2 057	110	102	24
Poitou-Charentes	2 345	139	1 497	89	69	21
Provence - Alpes - Côte d'Azur	11 145	237	5 877	125	120	13
Rhône-Alpes	9 669	164	5 277	90	210	16
Ensemble province	80 021	163	50 824	104	1 637	16
Ensemble métropole	94 966	157	58 470	97	2 146	17
Guadeloupe	497	118	304	72	12	11
Guyane	40	25	84	53	0	0
Martinique	455	119	250	66	0	0
La Réunion	340	48	341	48	10	5
Total France	96 298	155	59 449	96	2 168	16

Sources : ministère de la Santé et des Solidarités, Drees - Drass.

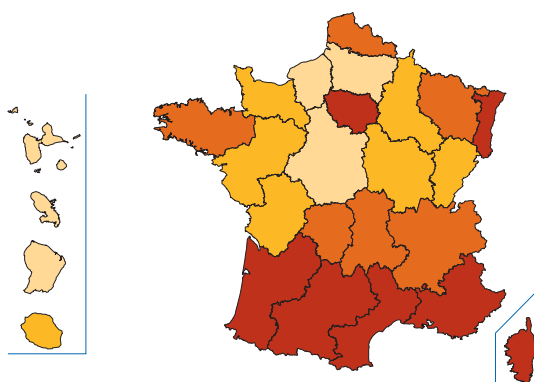
DÉFINITIONS

Soins de suite et de réadaptation moyen séjour : convalescence, rééducation fonctionnelle, cure médicale.

Psychiatrie infanto-juvénile : elle concerne majoritairement les enfants ou adolescents âgés de moins de 17 ans ; certains patients âgés de plus de 17 ans, toutefois, peuvent être soignés dans

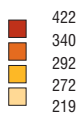
ces structures médicales. Sont considérés ici les lits installés en hospitalisation complète.

Psychiatrie générale adulte : concerne les personnes âgées de plus de 17 ans. Sont considérés ici les lits installés en hospitalisation complète.



Nombre total de médecins en 2004

pour 100 000 habitants



	Effectif total de médecins au 1.1.2004	Densité des personnels de santé au 1.1.2004 (pour 100 000 habitants)							
		Total médecins	Dont omnipraticiens	Dont spécialistes	Chirurgiens dentistes	Infirmiers diplômés d'Etat et autorisés	Infirmiers de secteur psychiatrique	Masseurs-kinésithérapeutes	Pharmaciens
Alsace	6 169	344	165	179	77	706	74	75	98
Aquitaine	10 597	348	167	181	78	670	83	104	111
Auvergne	3 944	297	162	136	70	684	110	98	123
Bourgogne	4 596	283	153	130	52	619	90	75	109
Bretagne	9 213	305	155	150	67	676	150	101	98
Centre	6 653	268	137	131	49	477	44	70	107
Champagne-Ardenne	3 726	279	151	128	57	588	85	62	104
Corse	943	345	180	165	84	710	68	132	114
Franche-Comté	3 316	291	154	137	53	671	69	63	104
Île-de-France	47 663	422	185	238	83	608	60	106	110
Languedoc-Roussillon	9 051	368	181	187	77	751	72	135	127
Limousin	2 405	333	179	154	54	848	117	89	137
Lorraine	6 924	297	152	145	62	632	85	69	92
Midi-Pyrénées	9 682	358	173	185	81	777	108	113	113
Nord - Pas-de-Calais	11 895	295	164	131	49	561	69	95	98
Basse-Normandie	3 979	276	141	135	43	627	88	69	88
Haute-Normandie	4 876	271	139	131	40	521	60	62	94
Pays de la Loire	9 226	275	143	131	56	587	93	80	93
Picardie	4 826	257	142	115	42	499	90	64	94
Poitou-Charentes	4 927	291	158	133	52	573	111	74	109
Provence - Alpes - Côte d'Azur	19 475	414	192	222	92	849	95	143	126
Rhône-Alpes	19 401	329	161	168	68	638	72	109	114
Ensemble province	155 824	318	161	157	64	652	87	95	107
Ensemble métropole	203 487	337	165	172	68	643	82	97	108
Guadeloupe	956	226	122	104	37	400	74	59	66
Guyane	344	219	124	95	25	277	6	33	46
Martinique	972	255	138	116	40	580	4	67	74
La Réunion	1 977	280	151	129	57	503	49	99	69
Total France	207 736	335	164	171	67	639	81	97	107

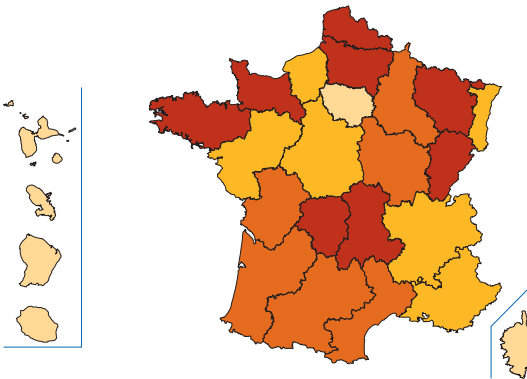
Source : ministère de la Santé et des Solidarités, Drees (répertoire Adeli).

DÉFINITIONS

Personnels de santé : ensemble des professionnels de santé en exercice, à titre libéral ou salarié. Outre les médecins, chirurgiens-dentistes, infirmiers diplômés d'État (hors secteur psychiatrique), infirmiers psychiatriques, masseurs-kinésithérapeutes et pharmaciens, les personnels de santé comprennent aussi les sages-femmes, orthophonistes, orthoptistes, aides-soignants et agents hospitaliers (non comptabilisés dans le tableau).

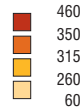
Médecins : sont pris en compte les médecins en activité, du secteur public ou privé, inscrits à l'Ordre des médecins. Une loi de 1979 permet de fixer par arrêté le nombre d'étudiants pouvant être admis en deuxième année de médecine, d'odontologie et de pharmacie (*numerus clausus*). En médecine, le *numerus clausus* était de 6 200 en 2005.

Omnipraticiens : médecins généralistes, certains d'entre eux pouvant détenir une compétence complémentaire (allergologie, gérontologie gériatrie, médecine du sport...).



Places en centre d'aide par le travail en 2004

pour 100 000 adultes de 20 à 59 ans



	Accueil enfance et jeunesse handicapée au 1.1.2004				Accueil des adultes handicapés au 1.1.2004 (taux pour 100 000 adultes de 20 à 59 ans)			
	Ensemble des établissements d'hébergement (lits)	Dont étab. d'éducation spéciale pour déficients mentaux (lits)	Services d'éducation spéciale et de soins à domicile (places)	Taux d'équipement global ¹ (pour 100 000 jeunes)	Foyers d'hébergement (lits)	Foyers de vie (lits)	Maisons d'accueil spécialisées (lits)	Centres d'aide par le travail (places)
Alsace	3 405	2 027	473	857	110	98	41	278
Aquitaine	6 530	3 345	995	1 084	149	134	47	322
Auvergne	2 405	1 530	727	1 075	142	108	58	367
Bourgogne	2 702	2 125	550	857	186	168	18	317
Bretagne	4 642	3 036	1 567	840	165	117	51	357
Centre	4 780	3 058	909	941	149	126	25	313
Champagne-Ardenne	2 774	2 034	573	989	118	98	73	341
Corse	286	215	87	622	51	0	33	250
Franche-Comté	2 573	1 816	692	1 133	144	108	87	365
Île-de-France	13 736	8 127	4 438	616	51	56	28	204
Languedoc-Roussillon	3 721	2 266	914	798	154	141	90	335
Limousin	1 294	798	319	1 107	217	253	156	460
Lorraine	4 791	3 168	1 014	998	103	72	66	361
Midi-Pyrénées	6 096	2 998	1 399	1 217	165	153	105	328
Nord - Pas-de-Calais	9 291	6 102	1 299	935	118	120	54	372
Basse-Normandie	3 431	2 243	761	1 159	189	143	95	431
Haute-Normandie	3 783	2 432	743	948	94	199	30	286
Pays de la Loire	5 767	3 862	1 907	891	102	159	59	313
Picardie	4 052	2 871	499	899	148	138	50	355
Poitou-Charentes	3 268	2 383	636	1 015	172	148	43	325
Provence - Alpes - Côte d'Azur	5 862	3 893	2 009	703	83	92	48	265
Rhône-Alpes	10 008	5 945	1 960	784	135	117	40	294
Ensemble province	91 461	58 147	20 033	918	134	127	56	327
Ensemble métropole	105 197	66 274	24 471	859	117	113	51	303
Guadeloupe	467	409	56	391	12	57	8	108
Guyane	100	100	20	177	0	41	35	64
Martinique	526	435	580	982	27	12	20	118
La Réunion	1 165	761	342	590	0	51	16	126
Total France	107 455	67 979	25 469	849	115	111	50	298

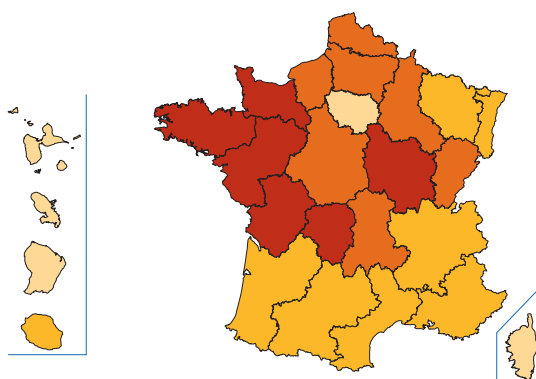
1. Taux global, pour l'ensemble des établissements et des Sessad, en lits ou places pour 100 000 jeunes de moins de 20 ans.

Source : ministère de la Santé et des Solidarités, Drees (enquête ES - fichier Finess).

DÉFINITIONS

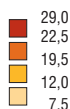
Établissements pour l'enfance et la jeunesse handicapée : ils recouvrent les établissements d'éducation spéciale pour les déficients mentaux, pour les polyhandicapés, pour les troubles du comportement, pour les handicapés moteurs et pour les déficients sensoriels, ainsi que les services d'éducation spéciale et de soins à domicile (Sessad).

Accueil des adultes handicapés : les établissements d'hébergement comprennent les foyers d'hébergement, les foyers de vie, les maisons d'accueil spécialisées, ainsi que les foyers d'accueil médicalisés. Les établissements de travail protégés regroupent centres d'aide par le travail, ateliers protégés et établissements de réinsertion professionnelle.



Mortalité par suicide en 2002

pour 100 000 habitants



	Taux de mortalité en 2002 (pour 100 000 habitants)								
	Toutes causes		Tumeurs	Maladies de l'appareil...			Maladies infectieuses et parasitaires	Dont SIDA et infections par le VIH	Suicides
	Hommes	Femmes		circulatoire	respiratoire	digestif			
Alsace	800,8	786,8	229,8	249,2	47,4	35,0	16,1	0,7	14,1
Aquitaine	1 072,8	977,9	281,7	328,1	62,6	43,3	19,7	2,3	19,1
Auvergne	1 180,5	1 039,3	319,2	348,2	64,2	46,6	20,4	1,1	22,1
Bourgogne	1 134,1	1 030,8	301,4	322,9	69,2	49,7	20,7	0,6	22,9
Bretagne	1 063,7	962,3	286,7	315,1	65,9	46,1	16,5	1,1	29,0
Centre	1 035,0	948,7	282,0	297,7	54,6	44,0	18,1	1,6	20,9
Champagne-Ardenne	1 012,1	871,1	270,7	271,4	59,8	42,2	19,2	0,7	21,2
Corse	1 115,8	957,7	291,3	327,5	53,0	47,1	16,1	2,2	10,5
Franche-Comté	934,5	847,4	247,7	269,7	58,5	36,9	16,3	0,4	20,3
Île-de-France	667,8	645,5	198,3	168,2	40,5	28,9	15,6	2,8	9,2
Languedoc-Roussillon	1 090,8	943,6	274,7	313,1	67,2	41,6	17,5	2,2	18,8
Limousin	1 356,5	1 221,2	349,1	427,2	81,1	57,4	20,8	1,3	24,3
Lorraine	949,4	888,5	259,6	276,5	61,8	41,1	15,8	0,6	14,3
Midi-Pyrénées	1 059,6	956,4	262,3	324,8	67,8	37,0	16,6	1,2	14,0
Nord - Pas-de-Calais	983,0	852,9	265,4	261,6	71,4	57,1	15,4	0,5	22,0
Basse-Normandie	997,3	872,6	272,0	275,7	57,2	38,2	18,3	1,0	24,5
Haute-Normandie	945,8	830,7	263,3	255,9	48,7	42,6	15,0	1,1	21,1
Pays de la Loire	930,6	829,0	263,3	260,4	50,6	42,4	15,0	1,0	22,7
Picardie	976,5	850,3	258,4	261,9	60,0	43,8	18,9	0,4	21,8
Poitou-Charentes	1 137,1	976,9	302,6	318,6	62,8	51,4	18,5	1,7	22,7
Provence - Alpes - Côte d'Azur	1 028,6	940,2	275,4	287,4	60,3	40,8	21,5	4,0	17,0
Rhône-Alpes	834,3	778,8	230,4	236,3	49,2	34,4	16,5	1,0	15,9
Ensemble province	1 006,4	904,0	269,7	287,7	60,1	43,1	17,7	1,4	19,8
Ensemble métropole	943,2	855,5	256,3	265,3	56,4	40,4	17,3	1,7	17,8
Guadeloupe	745,0	546,3	148,1	190,2	31,5	30,4	20,0	6,0	9,0
Guyane	499,6	306,6	59,7	85,2	12,2	12,8	35,9	23,2	7,5
Martinique	795,1	592,2	157,3	212,2	39,9	26,5	26,8	5,9	8,0
La Réunion	678,2	473,1	118,1	173,9	43,5	26,2	12,0	0,7	13,5
Total France	936,6	845,7	252,8	262,9	55,8	40,0	17,4	1,8	17,6

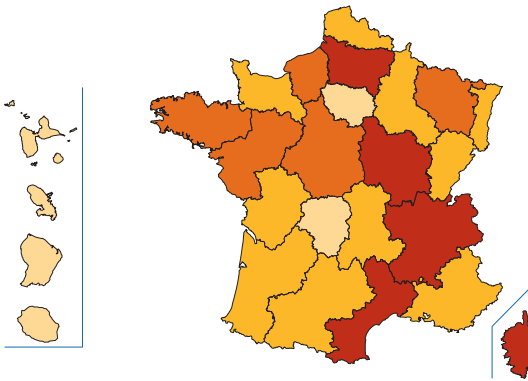
Source : Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm).

DÉFINITIONS

Causes de décès : ces statistiques sont établies depuis 1968 par l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm). Pour tout décès, le médecin établit un certificat en deux parties : la première permet d'identifier la personne, la deuxième est anonyme et comporte le lieu, la date et la cause du décès. Celle-ci est codée selon les règles de classification internationale des maladies.

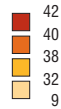
Taux de mortalité : pour chaque cause de décès, on peut calculer les taux bruts de mortalité pour les hommes, les femmes ou les deux sexes, en rapportant les décès domiciliés à la population. La structure par sexe et âge de la population peut influencer ces taux.

SIDA et VIH : syndrome d'immunodéficience acquise et virus de l'immunodéficience humaine.



Accidents du travail ou de trajet en 2003

pour 1 000 salariés



	Accidents du travail en 2003			Accidents de trajet en 2003			Maladies professionnelles en 2003	
	Nombre total avec arrêt	Pour 1 000 salariés	Dont incapacité permanente ou décès (%)	Nombre total avec arrêt	Pour 1 000 salariés	Dont incapacité permanente ou décès (%)	Nombre avec arrêt	Pour 1 000 salariés
Alsace	21 374	31,3	5,8	2 240	3,3	10,1	1 301	1,9
Aquitaine	31 534	30,3	7,9	3 674	3,5	15,4	1 287	1,2
Auvergne	15 742	34,3	8,1	1 302	2,8	16,3	467	1,0
Bourgogne	21 439	37,0	5,9	2 051	3,5	8,9	1 289	2,2
Bretagne	39 249	36,8	4,9	3 132	2,9	9,9	3 934	3,7
Centre	31 944	35,6	5,3	3 421	3,8	9,6	1 446	1,6
Champagne-Ardenne	16 751	35,1	6,1	1 224	2,6	9,2	708	1,5
Corse	3 153	36,6	21,9	312	3,6	39,1	152	1,8
Franche-Comté	13 680	33,1	5,5	1 327	3,2	9,8	604	1,5
Île-de-France	117 411	23,3	7,5	21 861	4,3	10,5	3 218	0,6
Languedoc-Roussillon	28 103	37,7	7,0	2 620	3,5	14,7	494	0,7
Limousin	6 973	28,3	4,3	727	2,9	8,5	239	1,0
Lorraine	28 522	36,2	6,5	2 724	3,5	11,6	2 087	2,6
Midi-Pyrénées	29 955	32,0	8,9	3 284	3,5	15,3	628	0,7
Nord - Pas-de-Calais	45 431	33,8	6,0	4 607	3,4	8,5	2 824	2,1
Basse-Normandie	17 143	34,2	6,0	1 791	3,6	11,1	1 143	2,3
Haute-Normandie	22 999	35,5	6,9	2 525	3,9	11,9	1 452	2,2
Pays de la Loire	44 362	35,4	4,1	4 512	3,6	7,1	4 556	3,6
Picardie	23 346	38,0	5,4	2 558	4,2	8,8	975	1,6
Poitou-Charentes	19 028	33,0	4,4	1 807	3,1	9,0	1 316	2,3
Provence - Alpes - Côte d'Azur	52 685	33,1	9,2	6 230	3,9	18,5	1 508	0,9
Rhône-Alpes	83 437	37,8	7,6	7 998	3,6	14,9	2 954	1,3
Ensemble province	596 850	34,8	6,6	60 066	3,5	12,3	31 364	1,8
Ensemble métropole	714 261	32,2	6,8	81 927	3,7	11,8	34 582	1,6
Guadeloupe	1 236	10,9	4,9	206	1,8	9,2	24	0,2
Guyane	366	8,4	14,8	50	1,2	38,0	8	0,2
Martinique	1 896	17,0	2,0	208	1,9	4,8	9	0,1
La Réunion	3 468	18,9	6,4	468	2,6	11,5	19	0,1
Total France	721 227	31,9	6,8	82 859	3,7	11,8	34 642	1,5

Sources : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) - Insee.

DÉFINITIONS

Accident du travail avec arrêt : tout accident survenu par le fait ou à l'occasion du travail, quelle qu'en soit la cause, ayant entraîné un arrêt de travail d'au moins 24 heures en sus du jour de l'accident. Dans ce tableau, les accidents de travail « proprement dits » sont séparés des accidents de trajet.

Incapacité permanente : accident ayant entraîné au cours de l'année la reconnaissance d'une incapacité permanente de travail, partielle ou totale.

Maladie professionnelle : maladie reconnue pour laquelle une indemnité ou une rente a été versée pour la première fois au cours de l'année. Une maladie est dite professionnelle si elle est la conséquence de l'exposition d'un travailleur à un risque physique, chimique, biologique, ou résulte des conditions d'exercice de son activité. La législation sociale a défini des « tableaux de maladies professionnelles », précisant les conditions médicales, techniques et administratives nécessaires et suffisantes pour que la maladie soit reconnue.

Société

- Culture
- Sport
- Véhicules et circulation routière

- Crimes et délits
- Condamnations pénales

L'Île-de-France domine nettement le panorama de la fréquentation culturelle des régions françaises. La concentration des monuments et musées sur Paris et l'attrait touristique de la capitale favorisent la région francilienne. Elle rassemble à elle seule, en 2003, 58 % de la fréquentation des édifices civils et religieux, et plus de 40 % de celle des musées, alors qu'elle ne représente que 20 % de la population métropolitaine.

La fréquentation des salles de cinéma est également plus intense en Île-de-France : la région arrive en tête, avec un nombre moyen de 514 entrées pour 100 habitants en 2004. Elle devance de plus de 160 entrées la région Rhône-Alpes, qui se place en deuxième position.

Le tennis en Île-de-France, la pétanque en Midi-Pyrénées

La pratique de certains sports, appréciée par le nombre de licenciés, révèle des différences régionales notables. Le football, le judo, le tennis et l'équitation sont les sports où la proportion de licenciés dans la population est la plus homogène d'une région à une autre. À l'opposé, c'est pour le basket-ball et la pétanque que les comportements régionaux sont les plus dissemblables. Le football est le premier sport pratiqué dans toutes les régions, sauf en Île-de-France, où il est devancé d'une courte tête par le tennis. En Midi-Pyrénées, la pétanque est la seconde activité sportive pour le nombre de licenciés par habitant.

Des accidents de la circulation moins souvent mortels en Île-de-France

Le taux d'équipement des ménages en véhicule automobile varie assez peu d'une région à l'autre, si l'on excepte les Dom et l'Île-de-France où, pour des raisons différentes, il est sensiblement plus faible que la moyenne. Dans les Dom, ce constat est lié à la faiblesse du niveau de vie ; en Île-de-France, c'est une particularité de Paris.

La part des ménages possédant au moins deux véhicules a sensiblement augmenté depuis 1999, ce qui est lié à l'extension des périphéries urbaines et à l'allongement, qui en découle, des distances de déplacement entre domicile et travail.

Le nombre d'accidents corporels et de victimes des accidents sur les routes est très variable d'une région à une autre. En 2004, la moyenne nationale s'établit à 14 accidents, 17,9 blessés et 0,9 tué pour 10 000 habitants. Le nombre d'accidents culmine en Guyane (32 pour 10 000 habitants) et en Corse (30) ; il est le plus faible en Bretagne, Nord - Pas-de-Calais et à La Réunion (moins de 10). Les accidents de la circulation sont plus souvent mortels en Guyane (4,1 tués pour 10 000 habitants) et bien moins souvent en Île-de-France (0,4).

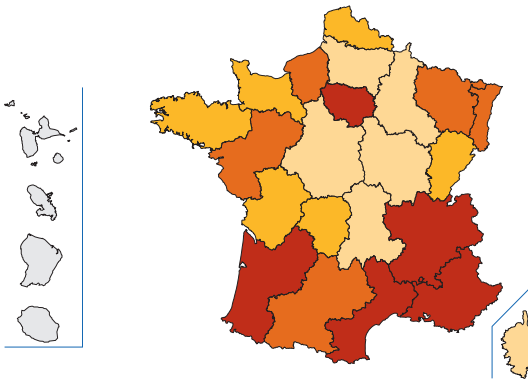
Criminalité plus élevée dans le Sud-Est et en Île-de-France

Le nombre de crimes et délits constatés en France s'établit à 3,9 millions en 2004.

Pour les crimes et délits contre les personnes, le taux national est de 570 pour 100 000 habitants. Les taux régionaux sont les plus élevés dans les Dom, en Île-de-France et en Provence - Alpes - Côte d'Azur, où ils atteignent ou dépassent les 700 crimes et délits pour 100 000 habitants. Tout comme en 2000, la Corse et les Antilles-Guyane comptabilisent le plus grand taux d'homicides ou de tentatives d'homicide.

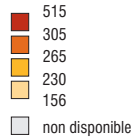
Les vols sont plus fréquents dans les régions du pourtour méditerranéen (Provence - Alpes - Côte d'Azur et Languedoc-Roussillon), ainsi qu'en Île-de-France.

Plus de 522 000 condamnations ont été prononcées en 2003 et portées au casier judiciaire. Les crimes en représentent moins de 1 %, les délits 78 % – dont près du quart concernent des infractions pour conduite en état d'ivresse – et les contraventions 21 %. ■



Entrées de cinéma en 2004

pour 100 habitants



	Entrées en 2003 (milliers)			Bibliothèques en 2004		Cinéma en 2004			
	Édifices civils et religieux	Musées	Parcs à thèmes et animaliers	Nombre	Nombre de prêts par habitant	Salles actives (nombre)	Séances (milliers)	Nombre de fauteuils (pour 100 hab.)	Nombre d'entrées (pour 100 hab.)
Alsace	780,4	1 598,1	1 149,4	85	6,4	112	159	1,38	301,7
Aquitaine	1 178,6	1 050,3	1 216,2	171	4,3	321	351	2,17	310,9
Auvergne	384,8	514,2	1 005,9	80	5,2	139	141	1,41	209,9
Bourgogne	1 544,8	872,0	361,9	131	4,7	256	231	1,56	218,5
Bretagne	790,7	1 636,5	2 378,2	230	6,2	115	95	1,83	260,1
Centre	4 459,8	852,5	1 137,1	121	5,9	162	194	1,36	220,1
Champagne-Ardenne	1 844,0	579,0	599,7	59	3,5	111	115	1,68	215,4
Corse	nd	nd	nd	4	0,7	29	16	2,77	156,7
Franche-Comté	319,3	1 279,8	115,5	77	5,4	109	107	1,86	244,6
Île-de-France	36 682,5	17 929,3	14 335,4	341	4,8	999	1 527	1,87	514,3
Languedoc-Roussillon	2 723,6	3 137,5	2 202,3	125	4,0	258	277	2,01	308,8
Limousin	129,2	228,7	285,8	39	6,9	66	61	1,67	236,6
Lorraine	139,3	641,9	794,9	107	5,5	181	206	1,69	287,4
Midi-Pyrénées	1 907,9	1 130,0	1 508,1	133	3,8	244	222	1,75	285,0
Nord - Pas-de-Calais	398,6	1 670,5	5 528,2	158	4,5	266	318	1,42	249,8
Basse-Normandie	2 623,4	1 025,4	1 319,4	91	5,5	145	130	2,26	258,5
Haute-Normandie	190,3	1 127,6	211,5	75	5,0	133	170	1,60	268,6
Pays de la Loire	1 783,6	1 598,6	2 756,8	154	6,1	287	286	1,83	279,6
Picardie	871,7	531,2	3 196,3	94	4,1	129	132	1,42	190,4
Poitou-Charentes	505,0	931,5	3 525,0	143	4,9	163	156	1,93	241,1
Provence - Alpes - Côte d'Azur	3 054,6	3 905,2	860,3	213	3,4	454	520	1,72	346,9
Rhône-Alpes	866,8	2 481,8	1 563,4	370	6,4	635	614	2,05	350,3
Ensemble province	26 496,3	26 792,2	31 716,1	2 660	5,0	4 315	4 500	1,76	279,2
Ensemble métropole	63 178,8	44 721,5	46 051,5	3 001	4,9	5 314	6 027	1,78	323,2
Guadeloupe	nd	nd	nd	20	1,2	nd	nd	nd	nd
Guyane	nd	nd	nd	3	1,2	nd	nd	nd	nd
Martinique	nd	nd	nd	22	0,9	nd	nd	nd	nd
La Réunion	nd	nd	nd	17	3,1	nd	nd	nd	nd
Total France	nd	nd	nd	3 063	4,9	nd	nd	nd	nd

Source : ministère de la Culture et de la Communication.

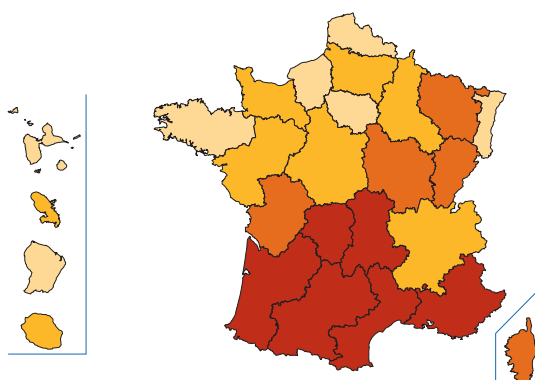
DÉFINITIONS

Édifices civils et religieux : châteaux et architectures civiles remarquables, cathédrales, basiliques, abbayes, etc.

Musées : sites et musées archéologiques, écomusées et musées d'art et tradition populaire, musées des Beaux-Arts, muséums et musées d'histoire naturelle, musées thématiques (cités des sciences, musée Grévin, musées de la marine, de l'automobile, des tissus, etc.).

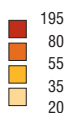
Bibliothèques : le nombre annuel de prêts est rapporté à la population des communes où se situe une bibliothèque.

Cinéma : l'activité cinématographique relève, en France, d'un établissement public placé sous l'autorité du ministère de la Culture, le Centre national de la cinématographie. Chargé des aspects juridiques, il délivre les autorisations d'exercice de certaines professions (producteurs, distributeurs, exploitants), réglemente la profession des salles de cinéma et contrôle la répartition des recettes entre les ayants droit.



Licenciés de pétanque en 2003

pour 10 000 habitants



	Sportifs licenciés en 2003 (pour 10 000 habitants)							
	Football	Tennis	Judo	Équitation	Basket-ball	Pétanque	Golf	Handball
Alsace	459	163	105	75	101	21	42	79
Aquitaine	330	201	99	77	100	88	78	52
Auvergne	448	168	73	71	86	147	42	51
Bourgogne	331	135	90	83	67	76	43	41
Bretagne	514	144	84	74	98	32	43	64
Centre	367	183	110	93	70	52	44	57
Champagne-Ardenne	387	141	91	76	43	36	21	71
Corse	359	139	83	86	41	60	39	47
Franche-Comté	394	133	100	76	37	65	44	63
Île-de-France	203	206	89	71	41	30	86	33
Languedoc-Roussillon	306	188	76	77	35	179	35	70
Limousin	418	142	80	86	84	98	35	53
Lorraine	385	159	103	73	45	68	50	64
Midi-Pyrénées	393	181	91	75	74	195	57	36
Nord - Pas-de-Calais	378	124	72	66	70	21	33	27
Basse-Normandie	345	178	100	101	65	50	59	67
Haute-Normandie	340	171	96	97	60	29	45	58
Pays de la Loire	478	157	88	71	166	44	39	65
Picardie	382	146	106	105	41	44	55	45
Poitou-Charentes	448	170	88	90	63	69	45	74
Provence - Alpes - Côte d'Azur	244	203	76	64	47	120	70	58
Rhône-Alpes	339	190	84	69	95	52	60	43
Ensemble province	406	168	89	77	76	74	50	55
Ensemble métropole	368	175	89	76	70	65	57	51
Guadeloupe	328	94	43	24	52	25	12	35
Guyane	261	85	87	40	60	21	20	86
Martinique	327	69	74	24	30	54	13	86
La Réunion	404	123	53	33	27	45	29	78
Total France	368	173	88	75	69	65	56	51

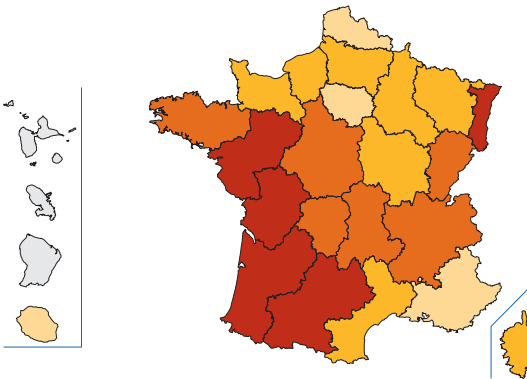
Source : ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative.

DÉFINITIONS

Licence : carte d'identité sportive délivrée par les fédérations. Elle est personnelle et atteste que son titulaire adhère à un club déclaré et affilié.

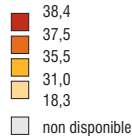
Fédération sportive : on distingue les fédérations olympiques, dont la discipline est incluse dans le programme des jeux olympiques (athlétisme, basket, boxe, cyclisme, équitation, escrime, foot-

ball, gymnastique, judo, lutte, natation, ski, tir...) et les fédérations non olympiques agréées et délégataires qui passent avec l'État un contrat permanent autorisant l'organisation de championnats et de compétitions (billard, football américain, golf, karaté, parachutisme, pelote basque, pétanque, rugby, squash...).



Ménages ayant deux voitures ou plus en 2004

pour 100 ménages



	Equipement automobile au 01.07.2004			Accidents corporels de la circulation en 2004			
	Taux d'équipement des ménages (%)	dont ménages ayant		Accidents corporels	Blessés	Nombre de tués	
		une seule voiture (%)	deux voitures ou plus (%)			Total	Pour 100 accidents
Alsace	82,8	44,7	38,1	2 099	2 597	119	5,7
Aquitaine	85,4	47,6	37,8	4 620	6 088	349	7,6
Auvergne	83,3	46,3	37,1	1 872	2 374	151	8,1
Bourgogne	83,2	48,3	35,0	2 329	3 206	178	7,6
Bretagne	84,9	47,8	37,1	2 893	3 704	248	8,6
Centre	84,2	47,5	36,7	2 949	3 838	317	10,7
Champagne-Ardenne	81,0	48,7	32,3	1 548	2 065	124	8,0
Corse	82,2	49,3	32,9	816	1 115	44	5,4
Franche-Comté	84,2	47,9	36,2	1 273	1 649	134	10,5
Île-de-France	68,7	47,2	21,6	20 201	24 309	448	2,2
Languedoc-Roussillon	82,5	49,6	32,9	3 008	3 947	299	9,9
Limousin	83,4	47,0	36,4	1 175	1 528	78	6,6
Lorraine	81,8	46,9	35,0	2 806	3 640	192	6,8
Midi-Pyrénées	85,2	46,8	38,4	3 688	4 820	304	8,2
Nord - Pas-de-Calais	77,5	47,8	29,7	3 734	4 747	235	6,3
Basse-Normandie	84,2	49,3	34,9	1 662	2 148	146	8,8
Haute-Normandie	81,4	48,5	32,8	1 851	2 418	155	8,4
Pays de la Loire	85,7	47,3	38,4	3 866	4 842	338	8,7
Picardie	82,6	47,7	34,9	2 139	2 861	210	9,8
Poitou-Charentes	86,3	47,9	38,4	1 932	2 490	239	12,4
Provence - Alpes - Côte d'Azur	79,9	49,3	30,6	11 785	14 913	469	4,0
Rhône-Alpes	83,1	47,0	36,1	7 144	9 428	455	6,4
Ensemble province	82,9	47,7	35,2	65 189	84 418	4 784	7,3
Ensemble métropole	80,3	47,6	32,6	85 390	108 727	5 232	6,1
Guadeloupe	nd	nd	nd	536	742	76	14,2
Guyane	nd	nd	nd	589	799	32	5,4
Martinique	nd	nd	nd	571	805	35	6,1
La Réunion	68,1	49,8	18,3	716	950	68	9,5
Total France	79,9	47,6	32,3	87 802	112 023	5 443	6,2

Sources : Insee (enquêtes annuelles de recensement 2004 et 2005), Observatoire national interministériel de sécurité routière.

DÉFINITIONS

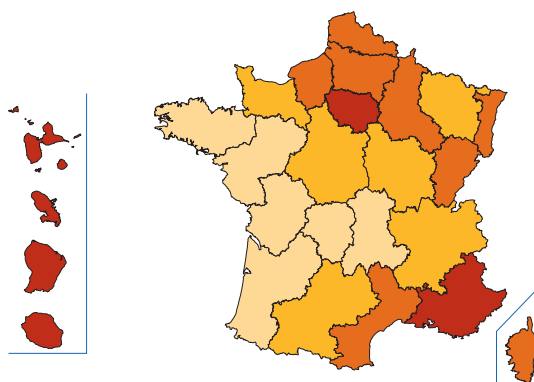
Taux d'équipement des ménages : part des ménages disposant au moins d'une voiture. Un ménage est défini comme l'ensemble des occupants d'une résidence principale, qu'ils aient ou non des liens de parenté.

Accident corporel : le nombre d'accidents et le nombre de victimes sont obtenus par l'exploitation du fichier national des accidents corporels de la circulation routière, établi à partir des informations transmises par les services de police et de gendar-

merie. Sont exclus les accidents matériels, ainsi que les accidents corporels qui se produisent sur une voie privée ou qui n'impliquent pas de véhicule.

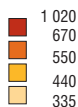
Tué : victime décédée sur le coup ou dans les six jours qui suivent l'accident.

Blessé : on distingue les blessés graves (plus de six jours d'hospitalisation) et les blessés légers (dont l'état nécessite des soins médicaux ou une hospitalisation de durée inférieure ou égale à six jours).



Crimes et délits contre les personnes en 2004

pour 100 000 habitants



	Total des crimes et délits en 2004		Crimes et délits contre les personnes			Crimes et délits contre les biens		
	Nombre ¹ (milliers)	Pour 100 000 habitants	Ensemble	Dont homicides (y compris tentatives)	Dont coups et blessures volontaires	Vols	Infractions économiques et financières	Destructions dégradations de biens privés (sauf véhicules)
Alsace	102,6	5 723	600	2,6	238	3 278	412	203
Aquitaine	173,3	5 683	426	2,7	161	3 531	480	262
Auvergne	49,9	3 762	372	2,3	136	1 981	423	188
Bourgogne	75,6	4 676	480	2,7	182	2 768	438	199
Bretagne	132,2	4 389	403	2,1	172	2 483	406	242
Centre	126,5	5 102	496	3,5	193	3 040	499	190
Champagne-Ardenne	76,0	5 715	605	1,8	269	2 984	555	281
Corse	15,1	5 559	635	12,1	237	2 736	638	177
Franche-Comté	51,7	4 564	578	3,2	225	2 464	426	186
Île-de-France	975,6	8 661	732	4,8	322	4 930	802	452
Languedoc-Roussillon	191,5	7 792	609	4,1	233	4 953	579	265
Limousin	26,2	3 677	335	2,6	136	2 118	405	89
Lorraine	113,6	4 878	516	3,3	212	2 527	441	249
Midi-Pyrénées	138,7	5 162	455	2,3	169	3 202	490	167
Nord - Pas-de-Calais	256,2	6 364	645	3,0	265	3 342	442	383
Basse-Normandie	65,7	4 553	457	1,9	176	2 340	406	250
Haute-Normandie	104,7	5 805	594	2,2	218	3 146	473	322
Pays de la Loire	163,3	4 882	370	2,0	153	3 006	430	217
Picardie	104,7	5 583	622	3,5	277	3 210	437	249
Poitou-Charentes	76,5	4 535	400	2,5	150	2 689	442	195
Provence - Alpes - Côte d'Azur	420,7	9 016	691	6,2	246	5 638	694	341
Rhône-Alpes	383,1	6 501	535	3,1	221	4 134	511	214
Ensemble province	2 849,9	5 824	524	3,2	207	3 439	488	249
Ensemble métropole	3 825,4	6 355	563	3,5	228	3 718	547	287
Guadeloupe	28,6	6 517	1 017	12,3	530	3 687	495	129
Guyane	20,6	11 546	905	59,8	373	4 472	604	99
Martinique	23,6	6 043	748	10,5	384	3 666	458	112
La Réunion	34,2	4 546	706	5,8	346	2 964	294	105
Total France	3 932,4	6 347	570	3,7	233	3 711	543	282

1. Les chiffres métropole et France peuvent être légèrement supérieurs à la somme des régions, la localisation géographique n'étant pas toujours précisée.
Source : ministère de l'Intérieur, direction générale de la Police nationale et direction centrale de la Police judiciaire.

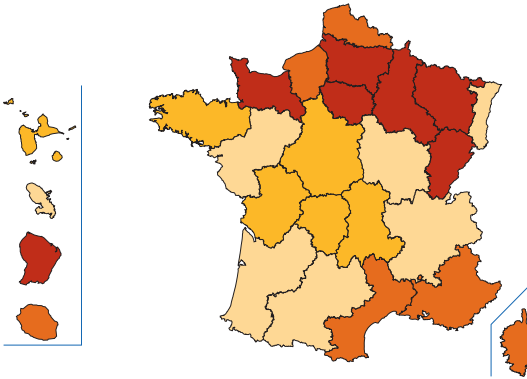
DÉFINITIONS

Crimes et délits constatés : faits bruts portés pour la première fois à la connaissance des services de police et de gendarmerie (faits pénaux constatés directement par ces services ou à la suite d'un dépôt de plainte) et retenus en raison des crimes et délits qu'ils sont présumés constituer. Ces statistiques de la criminalité constatée excluent l'ensemble des contraventions et délits relatifs à la circulation routière, les actes de police administrative et les infractions relevées par d'autres administrations (douanes, services fiscaux et répression des fraudes, inspection du travail...).

Crimes et délits contre les personnes : homicide et tentative d'homicide, coups et blessures volontaires, autres atteintes aux personnes (prise d'otages, séquestration, rapt, menace et chantage...), atteintes aux mœurs (proxénétisme, viol...), infractions contre la famille et l'enfant (violences, mauvais traitements, abandon).

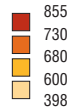
Vols : tous vols constatés, y compris recels (cambriolage, vol d'automobile, vol à la roulotte...).

Infractions économiques et financières : escroqueries, abus de confiance, faux et contrefaçons, falsification ou usage de chèques volés ou de cartes de crédit...



Condamnations pour délits prononcées en 2003

pour 100 000 habitants



	Condamnations prononcées en 2003	Pour crime	Pour délit	Dont				Pour contravention	Dont coups et violences volontaires (%)
				Voies	Conduite en état alcoolique	Coups et violences volontaires	Infractions sur les stupéfiants		
				(%)	(%)	(%)	(%)		
Alsace	14 252	85	10 169	8,2	17,4	9,7	6,1	3 998	4,9
Aquitaine	23 080	121	17 705	6,8	29,2	8,8	6,2	5 254	7,1
Auvergne	11 096	47	8 595	7,7	34,4	7,7	4,8	2 454	7,8
Bourgogne	13 305	99	9 556	6,8	33,4	9,0	4,4	3 650	5,8
Bretagne	23 856	89	20 078	5,8	42,5	7,0	5,0	3 689	9,4
Centre	21 011	126	15 872	6,9	32,6	9,0	4,3	5 013	5,0
Champagne-Ardenne	12 599	73	9 888	6,6	29,7	9,3	7,4	2 638	5,4
Corse	2 659	12	1 912	3,4	23,2	7,8	5,9	735	6,4
Franche-Comté	11 332	77	8 859	6,7	26,5	9,4	6,8	2 396	7,2
Île-de-France	103 414	645	82 679	6,3	17,5	10,6	7,6	20 090	5,0
Languedoc-Roussillon	20 277	101	16 537	6,5	23,1	9,9	7,2	3 639	9,1
Limousin	5 665	36	4 350	7,1	28,7	8,5	4,5	1 279	8,6
Lorraine	24 212	96	17 263	8,0	27,3	8,3	8,2	6 853	7,2
Midi-Pyrénées	18 425	146	14 385	7,7	29,3	8,1	6,3	3 894	7,0
Nord - Pas-de-Calais	33 955	214	29 138	6,9	23,8	10,3	7,3	4 603	10,8
Basse-Normandie	13 383	82	10 872	8,5	34,3	7,6	6,3	2 429	7,7
Haute-Normandie	15 982	100	12 326	6,0	30,1	9,6	5,5	3 556	6,1
Pays de la Loire	19 082	119	14 676	6,1	36,1	8,1	5,2	4 287	6,3
Picardie	19 114	98	15 083	6,4	22,8	11,1	7,0	3 933	7,3
Poitou-Charentes	14 486	61	11 198	8,8	32,2	7,5	5,4	3 227	4,3
Provence - Alpes - Côte d'Azur	42 757	287	32 539	5,8	20,3	8,9	6,8	9 931	6,3
Rhône-Alpes	45 550	184	32 992	6,6	23,6	8,9	7,0	12 374	5,1
Ensemble province	406 078	2 253	313 993	6,8	27,9	8,9	6,3	89 832	6,7
Ensemble métropole	509 492	2 898	396 672	6,7	25,7	9,3	6,6	109 922	6,4
Guadeloupe	3 300	43	2 809	4,3	16,1	16,8	6,5	448	12,9
Guyane	1 748	31	1 571	5,0	19,9	9,4	5,6	146	4,8
Martinique	1 775	41	1 573	5,9	14,0	14,6	9,4	161	2,5
La Réunion	6 341	34	5 267	4,5	24,6	13,0	4,4	1 040	11,2
Total France	522 856	3 047	407 892	6,7	25,6	9,4	6,6	111 717	6,4

Source : ministère de la Justice, SDESSED (Casier judiciaire national).

DÉFINITIONS

Justice pénale : en fonction des peines encourues, le code pénal distingue les crimes, les délits et les contraventions. C'est le Parquet qui qualifie juridiquement les faits et le type d'infraction détermine la juridiction compétente : les crimes sont jugés par la cour d'assises, les délits par le tribunal correctionnel et les contraventions par le tribunal de police.

Crime : infraction dont l'auteur encourt une peine de réclusion de plus de 10 ans, ainsi que des amendes et peines complémentaires. La tentative de crime est punie comme le crime. Depuis le 1^{er} janvier 2001, les verdicts des cours d'as-

sises peuvent faire l'objet d'un appel devant une autre cour d'assises.

Délit : infraction passible d'une peine d'emprisonnement jusqu'à 10 ans et /ou d'une amende supérieure à 3 800 € en 2003.

Condamnations : il s'agit des condamnations définitives prononcées au cours de l'année 2003 pour crime, délit ou contravention de 5e classe, inscrites au Casier judiciaire national. Quelques cours d'appel ont un ressort territorial à cheval sur deux régions administratives : les condamnations prononcées par ces cours sont affectées à la région de leur siège.

Formation - Enseignement

- Effectifs scolaires
- Étudiants
- Apprentissage
- Formation professionnelle

- Diplômes techniques
- Réussite au baccalauréat
- Enseignants du public

La formation initiale (élèves et personnels) représente plus du quart de la population française. À la rentrée 2004, le nombre d'élèves et étudiants dépasse 14 millions ; 16 % sont scolarisés dans l'enseignement supérieur.

Un enseignement diversifié

En 2004, la France compte 12,1 millions d'élèves pour près d'un million d'enseignants. Le premier degré regroupe 54 % des élèves scolarisés et 42 % des enseignants du public. Les effectifs du premier degré progressent légèrement par rapport à la rentrée 2000 (+ 0,5 %), contrairement au second degré (- 1,3 % en 4 ans). Globalement, le nombre d'élèves continue de baisser depuis la rentrée 2000 (- 0,3 %) sauf en Île-de-France, en Alsace et dans le Sud (Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées, Provence - Alpes - Côte d'Azur, Aquitaine).

L'enseignement privé accueille 14 % des élèves dans le premier degré, et 20 % dans le second degré. Ces proportions sont stables depuis dix ans. Traditionnellement implanté dans l'ouest de la France et au sud-est du Massif central, le privé accueille plus du tiers des élèves en Bretagne et dans les Pays de la Loire.

Presque tous les jeunes poursuivent aujourd'hui leur scolarité en second cycle où plusieurs filières sont proposées : générale, technologique, professionnelle. Les filières générale et technologique restent majoritaires avec 80 % des candidats au baccalauréat. Leurs poids est supérieur à la moyenne en Île-de-France, dans le quart Sud-Est et en Bretagne.

La filière professionnelle, plus représentée dans les régions industrielles du Nord et de l'Est, conduit chaque année 4 % des jeunes de 16-25 ans au CAP ou BEP et concerne un bachelier sur cinq en 2004. Certains jeunes choisissent la voie de l'alternance, par apprentissage pour 68 % des contrats signés.

Les formations de niveau CAP ou BEP y restent majoritaires (61 % des apprentis), mais la voie professionnelle augmente dans les formations de niveaux supérieurs.

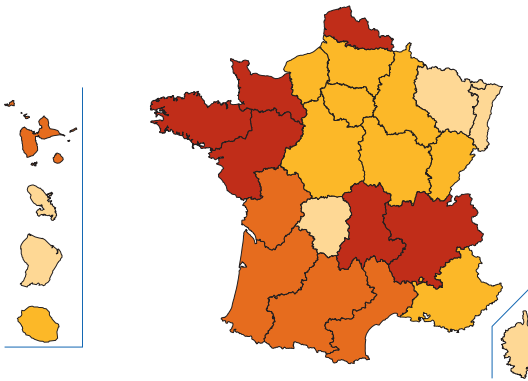
Un accès plus homogène à l'enseignement supérieur

Avec la diversification des enseignements, l'accès au baccalauréat est plus homogène sur le territoire national. En 2004, la France compte 63 % de jeunes bacheliers, avec peu d'écart entre les régions. La filière générale reste majoritaire mais représente à peine plus de la moitié des bacheliers, tandis que le baccalauréat professionnel, malgré un taux de réussite en baisse, attire un nombre croissant de candidats. Le taux de réussite du baccalauréat général, particulièrement élevé en Bretagne et en Alsace, progresse chaque année et dépasse 80 % en 2004.

Dans l'enseignement supérieur, les effectifs augmentent toujours mais à un rythme ralenti par rapport à la dernière décennie. Le nombre d'étudiants atteint 2,3 millions en 2004 après une hausse de 6 % en 4 ans. L'université domine toujours et rassemble 68 % des étudiants, mais sa part baisse de 1,8 point en 4 ans au profit des écoles paramédicales, de commerce ou d'ingénieurs.

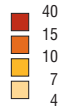
L'accès à l'enseignement supérieur est aujourd'hui, lui aussi, plus homogène sur le territoire, ce qui s'explique principalement par le développement des formations non universitaires. Celles-ci sont fortement implantées en Champagne-Ardenne, Picardie, Pays de la Loire et Haute-Normandie, où elles représentent plus du quart des étudiants.

L'enseignement supérieur reste plus fortement représenté en Île-de-France, Alsace et au Sud (Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon, Rhône-Alpes). Parmi ces régions, l'Île-de-France, le Languedoc-Roussillon et Rhône-Alpes affichent une progression de leurs effectifs étudiants plus dynamique que la moyenne sur la période 2000-2004. ■



Élèves du privé dans le primaire en 2005

pour 100 élèves



	Année scolaire 2004-2005							
	Enseignement du premier degré			Enseignement du second degré			Enseignement supérieur	
	Effectifs (milliers)	Poids de la région (%)	Part du privé (%)	Effectifs (milliers)	Poids de la région (%)	Part du privé (%)	Effectifs (milliers)	Poids de la région (%)
Alsace	184,8	2,8	5,2	154,2	2,8	14,1	67,0	3,0
Aquitaine	288,7	4,4	11,0	244,8	4,4	18,6	101,3	4,5
Auvergne	120,9	1,8	16,4	102,0	1,8	23,4	42,6	1,9
Bourgogne	154,6	2,3	7,9	133,5	2,4	14,3	41,1	1,8
Bretagne	323,8	4,9	39,0	259,6	4,7	41,8	109,9	4,8
Centre	248,5	3,8	9,4	207,7	3,8	14,6	58,4	2,6
Champagne-Ardenne	138,3	2,1	8,8	120,6	2,2	16,4	39,1	1,7
Corse	24,3	0,4	4,7	22,4	0,4	6,6	5,1	0,2
Franche-Comté	118,2	1,8	7,7	100,1	1,8	15,0	33,4	1,5
Île-de-France	1 231,5	18,7	9,0	1 030,0	18,6	17,9	600,4	26,5
Languedoc-Roussillon	251,1	3,8	11,6	208,8	3,8	17,7	91,9	4,1
Limousin	59,4	0,9	5,5	52,8	1,0	9,6	22,1	1,0
Lorraine	231,3	3,5	5,8	211,0	3,8	15,2	78,6	3,5
Midi-Pyrénées	259,0	3,9	12,4	214,6	3,9	18,5	114,5	5,0
Nord - Pas-de-Calais	476,1	7,2	18,7	400,9	7,2	26,0	156,7	6,9
Basse-Normandie	150,1	2,3	17,3	125,5	2,3	22,8	37,2	1,6
Haute-Normandie	192,6	2,9	8,6	172,2	3,1	16,3	50,4	2,2
Pays de la Loire	372,7	5,7	35,4	290,2	5,2	40,6	105,0	4,6
Picardie	206,0	3,1	9,0	175,6	3,2	15,9	40,5	1,8
Poitou-Charentes	160,1	2,4	11,6	132,2	2,4	15,3	45,9	2,0
Provence - Alpes - Côte d'Azur	480,5	7,3	9,4	418,2	7,6	17,5	157,5	6,9
Rhône-Alpes	644,2	9,8	15,1	532,1	9,6	24,3	233,8	10,3
Ensemble province	5 085,3	77,2	15,1	4 279,4	77,3	21,7	1 631,9	71,9
Ensemble métropole	6 316,8	95,9	13,9	5 309,4	95,9	21,0	2 232,3	98,4
Guadeloupe	61,6	0,9	10,3	53,7	1,0	9,7	8,5	0,4
Guyane	36,5	0,6	6,8	24,3	0,4	7,3	2,3	0,1
Martinique	49,6	0,8	6,4	48,7	0,9	8,1	8,2	0,4
La Réunion	121,0	1,8	7,4	102,6	1,9	6,0	16,7	0,7
Total France	6 585,5	100,0	13,6	5 538,7	100,0	20,4	2 268,1	100,0

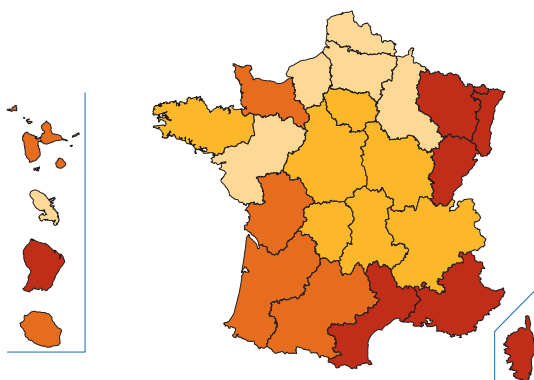
Source : ministère de l'Éducation nationale - DEP

DÉFINITIONS

Premier degré : enseignements préélémentaire et élémentaire, y compris enseignement spécialisé.

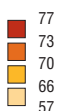
Second degré : collèges (premier cycle), lycées (second cycle) d'enseignement général et technologique, lycées professionnels, y compris les enseignements adaptés.

Enseignement supérieur : les effectifs comprennent les étudiants des universités, des instituts universitaires de technologie (IUT), des instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM), des sections de techniciens supérieurs (STS), des classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE), des écoles d'ingénieurs, des écoles de commerce, gestion, vente et comptabilité, des écoles paramédicales et sociales, etc.



Étudiants à l'université en 2005

pour 100 étudiants



	Année scolaire 2004-2005							
	Part des étudiants dans l'ensemble des scolaires (%)	Nombre d'étudiants (en milliers)	Accroissement annuel moyen 2000-2004 (%)	Part des étudiants ¹ (%)				
				à l'université	en STS	en écoles d'ingénieurs	en écoles de commerce	en écoles paramédicales
Alsace	16,5	67,0	1,1	75,8	9,2	1,5	0,8	4,0
Aquitaine	16,0	101,3	1,6	71,8	10,1	1,3	4,5	4,2
Auvergne	16,1	42,6	0,8	69,2	11,7	2,1	2,1	4,9
Bourgogne	12,5	41,1	1,2	67,5	13,5	1,5	3,2	5,7
Bretagne	15,9	109,9	1,5	66,7	12,1	4,3	1,6	3,8
Centre	11,3	58,4	-0,1	69,5	14,2	0,2	1,9	6,1
Champagne-Ardenne	13,1	39,1	1,3	63,6	14,2	1,2	10,7	4,8
Corse	9,9	5,1	1,2	77,0	10,2	0,0	1,1	6,4
Franche-Comté	13,3	33,4	1,0	74,5	13,8	0,0	1,2	5,4
Île-de-France	21,0	600,4	1,9	67,0	6,7	3,8	4,8	3,1
Languedoc-Roussillon	16,7	91,9	1,8	73,3	10,7	1,3	2,7	3,7
Limousin	16,5	22,1	1,3	68,1	15,1	2,0	0,7	7,1
Lorraine	15,1	78,6	1,0	73,5	10,4	1,3	1,7	5,9
Midi-Pyrénées	19,5	114,5	1,4	71,2	9,0	4,2	2,9	2,5
Nord - Pas-de-Calais	15,2	156,7	1,1	66,0	11,9	3,3	3,5	4,8
Basse-Normandie	11,9	37,2	0,0	72,2	12,6	0,6	1,6	6,2
Haute-Normandie	12,1	50,4	0,8	65,2	10,8	5,5	5,1	5,5
Pays de la Loire	13,7	105,0	1,0	57,1	14,4	5,5	3,9	3,7
Picardie	9,6	40,5	1,1	64,1	15,4	2,6	2,3	8,7
Poitou-Charentes	13,6	45,9	1,1	72,4	12,3	1,5	3,7	4,9
Provence - Alpes - Côte d'Azur	14,9	157,5	0,9	73,2	9,4	1,3	4,4	3,6
Rhône-Alpes	16,6	233,8	1,8	67,8	9,5	4,2	4,0	3,8
Ensemble province	15,1	1 631,9	1,2	69,0	11,4	2,6	3,2	4,4
Ensemble métropole	16,1	2 232,3	1,4	68,5	10,0	3,0	3,7	4,1
Guadeloupe	6,9	8,5	} 2,9	70,3	18,8	0,0	0,0	4,4
Guyane	3,7	2,3		76,1	9,1	0,0	5,6	5,7
Martinique	7,7	8,2		65,8	19,8	0,0	1,2	2,8
La Réunion	7,0	16,7		72,5	16,5	0,0	1,0	3,3
Total France	15,8	2 268,1	1,4	68,5	10,2	3,0	3,7	4,1

1. Ces formations regroupent 91% des étudiants, les autres se répartissant entre classes préparatoires, écoles d'art ou d'architecture, écoles littéraires ou de journalisme...
Source : ministère de l'Éducation nationale (Enquête 26).

DÉFINITIONS

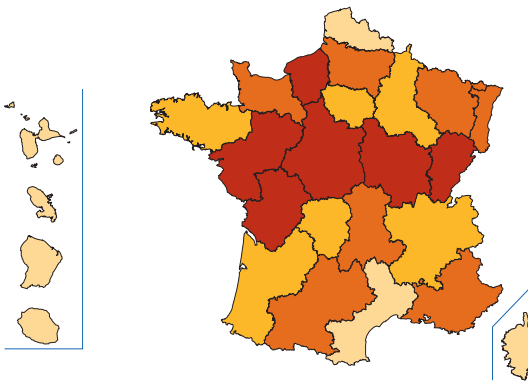
Université : ensemble des unités de formation et de recherche (UFR), Institut d'études politiques de Paris (IEP), Observatoire de Paris, Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO), Instituts universitaires de technologie (IUT) ; ainsi que les écoles d'ingénieurs rattachées (dont les Instituts nationaux polytechniques) et les instituts intégrés.

STS : section de technicien supérieur, préparant au brevet de technicien supérieur (BTS).

Écoles d'ingénieurs : établissements (autres que les écoles dépendant des universités) habilités à délivrer un diplôme d'ingénieur.

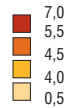
Écoles paramédicales : seules sont retenues les écoles recrutant au niveau du baccalauréat et au-delà.

Écoles de commerce : établissements privés, comprenant parfois des classes préparatoires intégrées qui constituent une première année d'études. Ces écoles sont ou non reconnues par l'État et délivrent des diplômes visés ou non par le ministère de l'Éducation nationale.



Nombre d'apprentis en 2004

pour 100 jeunes entre 16 et 25 ans



	Année scolaire 2003-2004						
	Nombre total d'apprentis	Poids de la région (%)	Part des apprentis parmi les 16-25 ans (%)	Répartition des apprentis			Taux d'évolution par rapport à 2002-2003 (%)
				Niveau V (%)	Niveau IV (%)	Niveaux I, II et III (%)	
Alsace	12 625	3,4	5,4	69,7	19,1	11,0	-2,4
Aquitaine	16 213	4,4	4,4	68,8	17,7	10,5	-1,9
Auvergne	7 538	2,0	4,8	71,9	20,5	7,2	2,6
Bourgogne	11 500	3,1	5,9	68,4	19,7	9,2	-1,3
Bretagne	16 329	4,4	4,3	64,0	22,5	12,2	-0,5
Centre	16 840	4,5	5,6	66,2	19,3	11,6	-0,9
Champagne-Ardenne	7 883	2,1	4,4	68,8	17,8	10,8	-0,4
Corse	1 224	0,3	3,9	84,6	12,9	2,5	0,7
Franche-Comté	8 780	2,4	5,9	55,9	24,5	17,2	4,6
Île-de-France	62 508	16,8	4,0	46,8	18,0	31,2	-0,5
Languedoc-Roussillon	11 855	3,2	3,9	70,7	18,1	10,7	-0,1
Limousin	3 293	0,9	4,1	66,5	24,2	6,3	-1,5
Lorraine	14 731	4,0	4,7	63,3	23,4	11,9	-1,4
Midi-Pyrénées	15 282	4,1	4,7	63,3	19,5	12,9	0,5
Nord - Pas-de-Calais	16 561	4,5	2,8	60,3	24,2	14,2	-4,7
Basse-Normandie	9 941	2,7	5,4	71,5	19,2	7,8	-1,0
Haute-Normandie	14 015	3,8	5,7	61,0	20,4	15,8	-3,6
Pays de la Loire	28 713	7,7	6,6	58,4	25,7	14,1	-1,2
Picardie	11 603	3,1	4,7	61,8	19,0	14,6	1,0
Poitou-Charentes	12 573	3,4	6,4	67,0	21,8	9,2	-4,0
Provence - Alpes - Côte d'Azur	31 113	8,4	5,5	63,2	20,2	13,0	0,0
Rhône-Alpes	33 683	9,1	4,3	53,7	24,7	19,8	2,7
Ensemble province	302 295	81,4	4,8	63,4	21,4	13,0	-0,6
Ensemble métropole	364 803	98,3	4,7	60,5	20,9	16,1	-0,6
Guadeloupe	1 261	0,3	2,0	65,6	14,4	19,0	-5,3
Guyane	186	0,1	0,6	98,9	1,1	0,0	
Martinique	1 292	0,3	2,4	65,9	18,2	15,9	
La Réunion	3 678	1,0	2,9	72,1	23,8	4,1	3,1
Total France	371 220	100,0	4,6	60,7	20,8	16,0	-0,6

Sources : ministère de l'Éducation nationale (DEP) et ministère de l'Agriculture et de la Pêche.

DÉFINITIONS

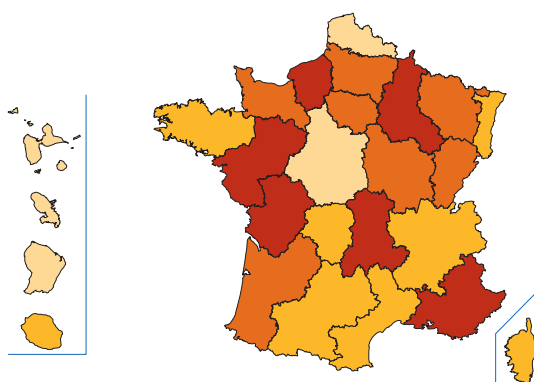
Apprentis : jeunes âgés de 16 à 25 ans qui préparent un diplôme de l'enseignement professionnel ou technologique dans le cadre d'un contrat de travail de type particulier, associant une formation en entreprise sous la responsabilité d'un maître de stage et des enseignements dispensés dans un centre de formation d'apprentis.

Niveau V : sorties de la dernière année des seconds cycles courts professionnels ; elles correspondent essentiellement aux CAP et BEP.

Niveau IV : sorties des classes terminales ou abandons des scolarisations post-baccalauréat avant d'atteindre le niveau III ; elles correspondent aux bacs et brevets professionnels.

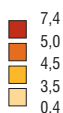
Niveau III : sorties avec un diplôme bac+2 ; elles correspondent essentiellement aux BTS, DUT et DEUG.

Niveau I et II : sorties avec un niveau de 2^e ou 3^e cycle ou un diplôme de grande école.



Contrats en alternance signés en 2005

pour 100 jeunes de 16 à moins de 26 ans



	Accès à la formation professionnelle - Nouveaux contrats en alternance signés en 2005						
	Apprentissage	Professionnalisation		Qualification	Adaptation et orientation	Ensemble contrats (jeunes)	
		Total	Dont moins de 26 ans			Nombre	Pour 100 jeunes de 16 à moins de 26 ans
Alsace	6 229	2 595	2 169	785	386	9 569	4,1
Aquitaine	11 912	4 763	4 136	474	22	16 544	4,5
Auvergne	6 035	1 874	1 705	202	70	8 012	5,1
Bourgogne	7 629	1 957	1 744	95	21	9 489	4,9
Bretagne	10 355	3 955	3 204	660	102	14 321	3,8
Centre	5 279	2 435	2 054	57	30	7 420	2,5
Champagne-Ardenne	11 430	1 443	1 303	358	30	13 121	7,4
Corse	1 015	164	129	9	0	1 153	3,7
Franche-Comté	6 057	1 255	1 035	46	8	7 146	4,8
Île-de-France	44 494	22 064	18 559	9 917	934	73 904	4,8
Languedoc-Roussillon	9 071	3 144	2 412	299	41	11 823	3,9
Limousin	2 222	864	715	12	2	2 951	3,7
Lorraine	11 081	2 688	2 455	656	123	14 315	4,5
Midi-Pyrénées	9 905	4 845	4 141	138	18	14 202	4,3
Nord - Pas-de-Calais	11 949	6 939	5 875	380	2	18 206	3,1
Basse-Normandie	6 532	1 836	1 656	44	130	8 362	4,6
Haute-Normandie	9 407	2 775	2 485	424	73	12 389	5,1
Pays de la Loire	20 115	3 689	3 231	175	46	23 567	5,4
Picardie	8 739	2 683	2 414	111	220	11 484	4,7
Poitou-Charentes	8 914	2 138	1 793	62	16	10 785	5,5
Provence - Alpes - Côte d'Azur	23 360	7 280	6 407	1 670	177	31 614	5,5
Rhône-Alpes	23 391	11 097	9 830	1 137	231	34 589	4,4
Ensemble province	210 627	70 419	60 893	7 794	1 748	281 062	4,5
Ensemble métropole	255 121	92 483	79 452	17 711	2 682	354 966	4,5
Guadeloupe	931	526	501	76	0	1 508	2,4
Guyane	74	24	18	22	3	117	0,4
Martinique	792	66	51	0	0	843	1,5
La Réunion	3 001	1 551	1 498	389	24	4 912	3,8
Total France	259 919	94 650	81 520	18 198	2 709	362 346	4,5

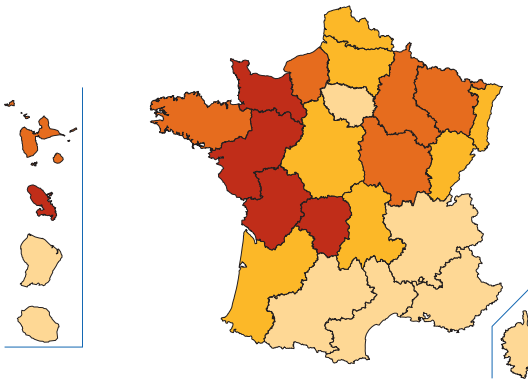
Source : ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement, Dares.

DÉFINITIONS

Formation en alternance : voie d'insertion et de qualification qui prolonge la formation initiale pour les jeunes en difficultés sur le marché du travail. Elle est fondée sur l'alternance de périodes de formation théorique et de périodes d'acquisition de savoir-faire en entreprise. Elle recouvre principalement les contrats d'apprentissage et les nouveaux contrats de professionnalisation, appelés à se substituer aux contrats de qualification, d'adaptation et d'orientation.

Contrat de professionnalisation : créé par la loi du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social, en vigueur depuis 1^{er} octobre 2004, il est destiné

aux jeunes de moins de 26 ans, ainsi qu'aux demandeurs d'emploi âgés de 26 ans et plus. C'est un contrat à durée déterminée (CDD) ou indéterminée (CDI) assorti d'une période de professionnalisation, d'une durée de 6 à 12 mois (extension possible à 24 mois). Il vise l'acquisition d'une qualification professionnelle reconnue. La rémunération des jeunes varie de 55 à 80 % du SMIC, selon l'âge et le niveau de formation (celle des demandeurs d'emploi plus âgés ne peut être inférieure au SMIC). S'il est conclu avec un jeune ou un demandeur d'emploi de 45 ans ou plus, le contrat ouvre droit, pour l'employeur, à des exonérations de charges sociales.



Diplômés d'un CAP ou BEP en 2004

pour 100 jeunes de 16 à 25 ans



	Session 2004							
	CAP			BEP			BTS	
	Nombre de diplômés délivrés	Diplômés rapportés aux 16-25 ans (%)	Taux de réussite (%)	Nombre de diplômés délivrés	Diplômés rapportés aux 16-25 ans (%)	Taux de réussite (%)	Nombre de diplômés délivrés	Taux de réussite (%)
Alsace	4 440	1,9	74,0	5 600	2,4	75,4	3 105	65,2
Aquitaine	6 840	1,9	76,0	9 122	2,5	80,8	4 672	66,6
Auvergne	3 053	2,0	74,8	3 653	2,3	81,1	2 080	69,2
Bourgogne	3 659	1,9	75,0	5 111	2,6	77,7	2 444	69,9
Bretagne	7 614	2,0	80,4	9 589	2,5	84,6	5 638	74,5
Centre	5 557	1,9	71,8	7 272	2,4	75,9	3 743	68,6
Champagne-Ardenne	3 279	1,8	75,3	4 811	2,7	74,8	2 202	65,6
Corse	438	1,4	67,2	593	1,9	68,6	210	60,3
Franche-Comté	2 787	1,9	75,9	3 636	2,5	75,8	2 092	71,3
Île-de-France	17 689	1,1	77,0	30 300	2,0	70,7	20 897	55,8
Languedoc-Roussillon	5 178	1,7	72,2	6 349	2,1	72,3	4 027	65,9
Limousin	1 820	2,3	78,9	1 963	2,4	79,0	1 086	69,8
Lorraine	6 185	2,0	71,2	8 369	2,7	75,9	4 179	70,6
Midi-Pyrénées	6 167	1,9	76,0	7 073	2,2	78,5	4 886	70,9
Nord - Pas-de-Calais	9 640	1,6	73,8	16 538	2,8	71,5	7 511	68,4
Basse-Normandie	3 941	2,2	75,7	5 214	2,9	81,1	2 161	70,2
Haute-Normandie	4 688	1,9	75,6	6 593	2,7	73,3	2 953	67,8
Pays de la Loire	9 260	2,1	76,4	11 097	2,5	80,9	7 100	71,7
Picardie	4 253	1,7	75,5	6 277	2,6	73,4	2 836	66,1
Poitou-Charentes	4 525	2,3	73,4	4 840	2,5	79,5	2 525	67,4
Provence - Alpes - Côte d'Azur	10 838	1,9	69,0	12 433	2,2	68,7	7 376	65,1
Rhône-Alpes	13 431	1,7	75,2	17 231	2,2	77,9	10 722	66,7
Ensemble province	117 593	1,9	74,4	153 364	2,4	76,2	83 548	68,4
Ensemble métropole	135 282	1,7	74,7	183 664	2,3	75,2	104 445	65,4
Guadeloupe	950	1,5	68,4	1 938	3,1	66,3	552	38,8
Guyane	432	1,5	70,8	667	2,3	55,3	82	44,8
Martinique	1 132	2,1	68,3	1 849	3,4	63,3	565	41,6
La Réunion	2 176	1,7	70,3	2 937	2,3	64,1	1 021	60,2
Total France	139 972	1,7	74,5	191 055	2,4	74,7	106 665	64,9

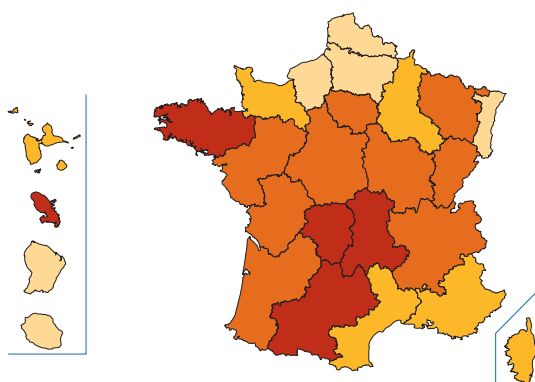
Source : ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, DEP.

DÉFINITIONS

CAP : certificat d'aptitude professionnelle.
BEP : brevet d'études professionnelles.
BTS : brevet de technicien supérieur.

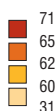
Taux de réussite : il est calculé en rapportant le nombre de candidats admis au nombre de candidats présents à l'examen.

Réussite au baccalauréat



Proportion de bacheliers en 2004

pour 100 jeunes d'une génération



	Session 2004								Proportion de bacheliers dans une génération ¹ (%)
	Bac général		Bac technologique		Bac professionnel		Tous baccalauréats		
	Nombre de présents	Taux de réussite (%)	Nombre de présents	Taux de réussite (%)	Nombre de présents	Taux de réussite (%)	Nombre de présents	Taux de réussite (%)	
Alsace	7 970	86,8	4 605	84,0	3 425	80,5	16 000	84,7	59,4
Aquitaine	14 216	83,7	7 425	80,8	5 503	81,8	27 144	82,5	62,9
Auvergne	6 168	84,8	3 342	79,6	2 587	81,1	12 097	82,6	66,4
Bourgogne	7 628	84,2	4 617	80,7	2 940	80,5	15 185	82,5	62,3
Bretagne	15 514	87,9	9 772	85,7	6 146	83,6	31 432	86,4	70,6
Centre	11 875	81,0	6 876	79,2	4 221	78,0	22 972	79,9	62,2
Champagne-Ardenne	6 713	80,1	4 067	76,1	2 970	78,4	13 750	78,5	61,2
Corse	1 318	80,2	718	71,9	319	70,2	2 355	76,3	60,7
Franche-Comté	5 580	85,3	3 624	79,5	2 520	79,4	11 724	82,3	62,5
Île-de-France	63 542	80,6	36 016	69,2	20 924	66,9	120 482	74,8	64,1
Languedoc-Roussillon	11 498	81,0	6 378	78,1	3 915	80,1	21 791	80,0	60,7
Limousin	3 073	80,2	1 979	79,7	1 322	82,4	6 374	80,5	65,5
Lorraine	11 535	83,2	7 894	78,4	4 942	81,4	24 371	81,3	62,3
Midi-Pyrénées	12 323	85,8	7 378	82,2	4 607	81,8	24 308	84,0	65,7
Nord - Pas-de-Calais	22 126	79,8	15 113	74,4	9 886	73,8	47 125	76,8	59,5
Basse-Normandie	7 203	81,9	3 927	82,0	3 199	82,3	14 329	82,1	61,6
Haute-Normandie	9 303	78,6	6 677	70,4	4 440	78,9	20 420	76,0	59,4
Pays de la Loire	17 026	87,0	9 338	84,1	7 101	80,9	33 465	84,9	64,4
Picardie	8 952	78,3	6 293	70,4	3 823	76,6	19 068	75,4	58,2
Poitou-Charentes	7 566	83,7	4 469	81,2	3 058	81,3	15 093	82,5	64,4
Provence - Alpes - Côte d'Azur	24 437	80,7	12 073	76,4	8 557	76,1	45 067	78,6	60,2
Rhône-Alpes	31 200	85,8	16 990	82,7	11 253	80,1	59 443	83,8	63,1
Ensemble province	243 224	83,2	143 555	79,2	96 734	79,4	483 513	81,3	nd
Ensemble métropole	306 766	82,7	179 571	77,2	117 658	77,2	603 995	80,0	62,9
Guadeloupe	2 600	74,7	1 708	67,2	1 368	67,4	5 676	70,7	61,0
Guyane	707	72,1	470	65,3	411	60,1	1 588	67,0	31,7
Martinique	2 249	78,6	1 749	62,9	1 202	62,6	5 200	69,6	68,8
La Réunion	4 297	78,0	2 769	75,4	1 586	76,7	8 652	76,9	54,4
Total France	316 619	82,5	186 267	76,9	122 225	76,9	625 111	79,7	62,7

1. Pour l'Île-de-France, Provence - Alpes - Côte d'Azur et Rhône-Alpes, les proportions de bacheliers se rapportent aux seules académies de Paris, Marseille et Lyon.

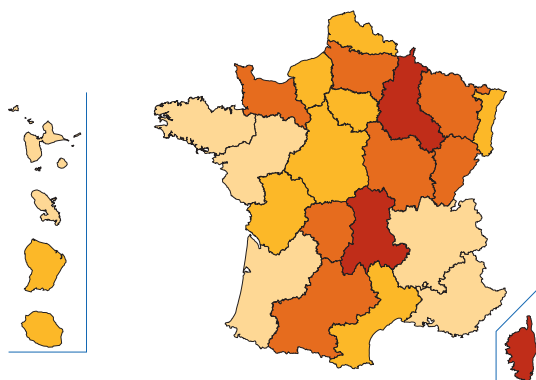
Source : ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

DÉFINITIONS

Baccalauréat professionnel : ce baccalauréat a été délivré pour la première fois en 1987. Ce diplôme préparé dans les lycées professionnels en 2 ans est essentiellement destiné aux élèves du « technique court » titulaires du BEP.

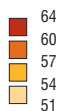
Taux de réussite : rapport du nombre de candidats admis au nombre de candidats présents à l'examen.

Proportion de bacheliers dans une génération : il s'agit de la proportion de bacheliers dans une génération fictive qui aurait, à chaque âge, les taux de candidature et de réussite observés l'année considérée. Ce nombre est obtenu en calculant, pour chaque âge, le rapport du nombre de candidats scolarisés dans chaque département à la population de cet âge résidant dans le département.



Enseignants du primaire en 2005

pour 1 000 élèves



	Année scolaire 2004-2005					
	Premier degré			Second degré		
	Enseignants	Part des femmes (%)	Enseignants pour 1 000 élèves	Enseignants	Part des femmes (%)	Enseignants pour 1 000 élèves
Alsace	9 645	79,8	55	13 036	56,0	98
Aquitaine	13 915	77,0	54	19 034	57,6	96
Auvergne	6 415	75,3	63	8 398	56,2	107
Bourgogne	8 478	78,4	60	11 742	56,4	103
Bretagne	10 748	77,7	54	15 526	54,3	103
Centre	12 625	79,6	56	16 521	57,6	93
Champagne-Ardenne	7 804	77,9	62	10 333	54,8	102
Corse	1 459	79,2	63	2 179	57,8	104
Franche-Comté	6 459	76,7	59	8 898	55,0	105
Île-de-France	61 646	84,8	55	80 520	60,7	95
Languedoc-Roussillon	12 499	75,0	56	16 001	55,9	93
Limousin	3 313	73,2	59	5 097	55,9	107
Lorraine	13 030	79,0	60	18 817	54,5	105
Midi-Pyrénées	13 367	76,9	59	17 164	59,3	98
Nord - Pas-de-Calais	21 416	77,7	55	31 193	52,4	105
Basse-Normandie	7 073	77,2	57	9 717	53,6	100
Haute-Normandie	9 940	81,9	56	13 826	56,9	96
Pays de la Loire	12 937	76,5	54	17 176	53,8	100
Picardie	10 839	80,1	58	14 594	55,5	99
Poitou-Charentes	7 974	77,1	56	11 222	55,6	100
Provence - Alpes - Côte d'Azur	23 555	79,6	54	31 829	58,2	92
Rhône-Alpes	29 752	80,0	54	38 786	59,5	96
Ensemble province	243 243	78,3	56	331 089	56,2	98
Ensemble métropole	304 889	79,6	56	411 609	57,1	99
Guadeloupe	3 007	74,0	54	4 357	51,1	90
Guyane	1 910	74,7	56	1 933	44,4	86
Martinique	2 393	77,4	52	4 188	54,5	94
La Réunion	6 182	70,1	55	8 176	46,1	85
Total France	318 381	79,3	56	430 263	56,7	98

Source : ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche - DEP (fichier de paie).

DÉFINITIONS

Enseignants : ils sont comptabilisés en personnes physiques ; chaque enseignant compte pour une personne, qu'il exerce à temps complet ou à temps partiel. Seuls sont retenus les enseignants exerçant leur activité dans un établissement public.

Enseignants dans le premier degré : ce sont les instituteurs, professeurs des écoles et autres enseignants chargés de classes du

premier degré, les directeurs d'écoles et les psychologues déchargés de classes.

Enseignants du second degré : enseignants titulaires et non-titulaires exerçant dans les établissements du second degré public et recensés à partir du fichier de paie de janvier 2005. Ils incluent les personnels de remplacement et de documentation.

Emploi - Revenus

- Évolution de l'emploi
- Secteurs d'activité
- Taux d'activité
- Chômage
- Emploi public

- Salaires du privé et du semi-public
- Qualifications du privé et du semi-public
- Revenu disponible
- Revenus fiscaux

Entre 1996 et 2000, dans une conjoncture économique particulièrement favorable, la croissance de l'emploi avait été particulièrement soutenue en France (+ 1,7 %).

La croissance de l'emploi se ralentit

Le fort ralentissement mondial de 2001 marque le coup d'arrêt à cinq années d'expansion. Entre 1999 et 2004, l'emploi n'a progressé qu'au rythme de 0,9 % en moyenne par an en métropole. Seuls la Corse, le Languedoc-Roussillon et Provence - Alpes - Côte d'Azur n'ont pas vu la croissance de l'emploi fléchir sur la période. Les évolutions régionales sont contrastées, entre 0 % en Champagne-Ardenne et + 2,4 % en Corse. Dans les Dom, cette croissance varie de + 0,4 % en Martinique à + 2,6 % à la Réunion.

L'essoufflement de l'emploi au début des années 2000 s'est accompagné d'une progression du chômage : le taux de chômage, au sens du BIT, passe de 8,9 % à 9,6 % en métropole entre fin 2001 et fin 2005. Seules trois régions échappent à cette montée du chômage : la Corse, le Languedoc-Roussillon et Provence - Alpes - Côte d'Azur ; toutefois dans ces deux dernières régions le chômage reste élevé (13,1 % et 11,5 %).

L'emploi non salarié poursuit son déclin (- 0,2 % par an en moyenne entre 1999 et 2004), sauf en Languedoc-Roussillon (+ 1 %), en Provence - Alpes - Côte d'Azur (+ 0,5 %), en Île-de-France (+ 0,4 %) et en Rhône-Alpes (+0,4 %) ainsi qu'à la Réunion (+ 1,7 %).

Entre 1999 et 2004, l'agriculture et l'industrie continuent de perdre des emplois (- 1,7 % et - 1,1 % en moyenne par an). Pour l'agriculture, ces pertes concernent toutes les régions ; pour l'industrie, 5 des 22 régions échappent à cette baisse. En revanche, l'emploi dans la construction est particulièrement dynamique sur la période (+ 1,9 %), plus encore qu'entre 1996 et 2000 (+ 0,5 %). Les services, qui regroupent en 2004 près des trois quarts de

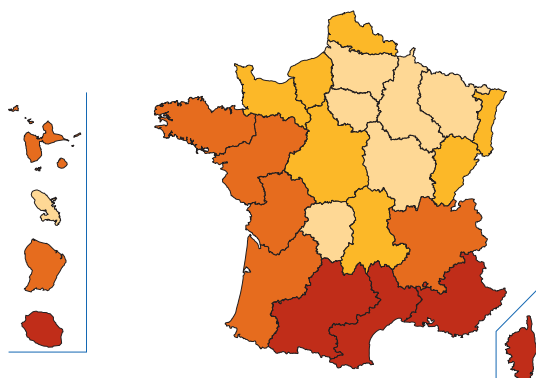
l'emploi en métropole, continuent leur progression. Dans toutes les régions, au moins deux emplois sur trois sont situés dans ce secteur et même plus de quatre sur cinq dans trois régions : l'Île-de-France, Provence - Alpes - Côte d'Azur et Corse.

Des écarts de revenus entre ménages plus marqués en Île-de-France et Corse

En 2003, les revenus fiscaux médians des ménages par unité de consommation (*uc*) sont compris entre 14 000 euros et 16 000 euros dans la grande majorité des régions métropolitaines. En Corse, Nord - Pas-de-Calais et Languedoc-Roussillon, ils sont inférieurs ; en Alsace et Île-de-France, ils sont supérieurs.

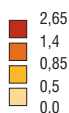
Pour chaque région est calculé le rapport inter-décile des revenus fiscaux des ménages, qui permet de mesurer les écarts de revenus entre les ménages les plus riches et les plus pauvres. Il rapporte le revenu fiscal au-dessus duquel se situent les 10 % de ménages ayant les revenus par *uc* les plus élevés au revenu par *uc* en dessous duquel se situent les 10 % les plus pauvres. Pour quinze régions métropolitaines, ce rapport est compris entre 4 et 5, mais le tiers des régions présentent des inégalités plus marquées. Les deux régions les plus inégalitaires de ce point de vue sont l'Île-de-France (7,1) et la Corse (7,7).

La Corse et l'Île-de-France sont également les deux régions où la structure des revenus fiscaux des ménages est la plus éloignée de la moyenne nationale. Les salaires représentent les deux tiers des revenus fiscaux des ménages en métropole. En Île-de-France, cette part est la plus élevée (73 %) ; en Corse, elle est la plus faible (57 %). Après les salaires, les pensions et retraites constituent la source de revenus la plus fréquente (23 % des revenus fiscaux en métropole). Cette part, plus ou moins importante selon les régions, dépend essentiellement de la présence de personnes âgées. Elle se situe entre 17 % en Île-de-France et 30 % en Limousin. ■



Évolution de l'emploi total
entre 1999 et 2004

taux annuel moyen (%)



	Emploi total (milliers)		Emplois non salariés au 31.12.2004		Taux d'évolution annuel moyen 1999-2004 (%)		
	au 31.12.1999	au 31.12.2004	(milliers)	(%)	Total	Salariés	Non salariés
Alsace	700	724	44	6,0	0,6	0,7	0,6
Aquitaine	1 128	1 181	136	11,6	0,9	1,1	-0,4
Auvergne	508	524	67	12,9	0,6	0,8	-0,8
Bourgogne	632	644	67	10,4	0,4	0,5	-0,4
Bretagne	1 140	1 212	135	11,2	1,2	1,5	-0,6
Centre	956	986	87	8,9	0,6	0,7	-0,7
Champagne-Ardenne	522	522	50	9,6	0,0	0,0	-0,4
Corse	90	101	13	13,1	2,4	2,7	0,5
Franche-Comté	439	450	39	8,6	0,5	0,6	-0,5
Île-de-France	5 232	5 345	320	6,0	0,4	0,4	0,4
Languedoc-Roussillon	770	859	108	12,5	2,2	2,4	1,0
Limousin	278	283	36	12,9	0,4	0,6	-0,9
Lorraine	830	838	59	7,0	0,2	0,2	-0,3
Midi-Pyrénées	1 001	1 078	132	12,2	1,5	1,8	-0,7
Nord - Pas-de-Calais	1 379	1 433	96	6,7	0,8	0,8	-0,2
Basse-Normandie	552	566	65	11,5	0,5	0,7	-0,8
Haute-Normandie	675	699	52	7,4	0,7	0,8	-0,6
Pays de la Loire	1 310	1 391	133	9,6	1,2	1,4	-0,3
Picardie	650	665	52	7,9	0,5	0,6	-0,7
Poitou-Charentes	626	655	75	11,5	0,9	1,2	-1,1
Provence - Alpes - Côte d'Azur	1 619	1 783	184	10,3	2,0	2,1	0,5
Rhône-Alpes	2 314	2 431	222	9,2	1,0	1,1	0,4
Ensemble province	18 117	19 024	1 853	9,7	1,0	1,1	-0,2
Ensemble métropole	23 349	24 369	2 173	8,9	0,9	1,0	-0,1
Guadeloupe	126	135	20	14,7	1,3	1,8	-1,0
Guyane	46	49	6	12,0	1,3	1,9	-2,2
Martinique	121	124	11	8,7	0,4	1,3	-6,5
La Réunion	181	205	23	11,2	2,6	2,7	1,7
Total France	23 823	24 882	2 233	9,0	0,9	1,0	-0,2

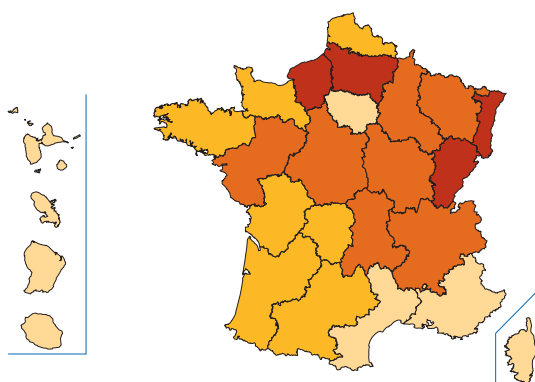
Source : Insee (estimations d'emploi).

DÉFINITIONS

Estimations d'emploi : elles ont pour objectif de fournir, à une date donnée une photographie exhaustive de l'emploi, cohérente entre les différents échelons géographiques et les divers postes de nomenclatures d'activité. Elles constituent la synthèse de plusieurs

sources statistiques : enquêtes auprès des ménages, sources administratives auprès des entreprises.

Emploi total : il s'agit d'emploi au lieu de travail ; il comprend l'emploi salarié et l'emploi non salarié.



Emplois dans l'industrie en 2004

pour 100 emplois



	Emploi total au 31.12.2004	Dont (%)				Taux d'évolution annuel moyen 1999-2004 (%)			
		Agriculture	Construction	Industrie	Services	Agriculture	Construction	Industrie	Services
Alsace	724	1,9	6,3	22,0	69,8	-1,5	0,8	-1,3	1,4
Aquitaine	1 181	6,7	6,4	14,5	72,4	-1,6	2,5	-0,3	1,3
Auvergne	524	6,5	6,3	19,8	67,4	-1,9	1,9	-1,1	1,2
Bourgogne	644	5,5	6,2	19,7	68,6	-2,1	1,5	-1,4	1,0
Bretagne	1 212	6,3	6,6	17,3	69,8	-2,3	2,6	0,2	1,7
Centre	986	4,7	6,6	20,0	68,7	-1,0	1,5	-1,3	1,2
Champagne-Ardenne	522	6,6	5,9	20,5	67,0	-1,9	1,5	-1,7	0,6
Corse	101	4,1	8,9	7,5	79,5	-2,5	6,1	1,8	2,3
Franche-Comté	450	3,6	5,9	25,6	64,9	-1,9	2,0	-1,4	1,3
Île-de-France	5 345	0,4	4,5	10,9	84,2	-3,0	0,0	-2,4	0,9
Languedoc-Roussillon	859	5,4	6,8	10,3	77,5	-0,5	4,4	0,2	2,5
Limousin	283	6,9	6,3	17,0	69,8	-2,0	2,2	-1,3	0,9
Lorraine	838	2,4	6,1	20,4	71,1	-2,4	0,7	-1,9	0,9
Midi-Pyrénées	1 078	5,9	6,4	15,4	72,3	-1,4	3,1	0,3	1,9
Nord - Pas-de-Calais	1 433	2,3	5,8	18,0	73,9	-0,9	1,6	-1,5	1,4
Basse-Normandie	566	7,1	6,7	18,4	67,8	-1,3	2,6	-1,5	1,1
Haute-Normandie	699	2,6	6,5	21,4	69,5	-1,9	1,8	-0,8	1,2
Pays de la Loire	1 391	5,6	6,9	20,8	66,6	-1,8	2,8	-0,2	1,8
Picardie	665	4,1	5,7	21,8	68,4	-1,9	1,7	-1,6	1,2
Poitou-Charentes	655	6,8	6,6	17,4	69,2	-1,7	2,4	-0,1	1,3
Provence - Alpes - Côte d'Azur	1 783	2,5	5,9	10,6	81,0	-1,9	2,9	0,4	2,2
Rhône-Alpes	2 431	2,5	6,1	20,4	71,0	-1,4	2,0	-0,9	1,6
Ensemble province	19 024	4,4	6,3	18,0	71,3	-1,7	2,3	-0,8	1,5
Ensemble métropole	24 369	3,5	5,9	16,4	74,2	-1,7	1,9	-1,1	1,4
Guadeloupe ¹	135	2,5	5,9	7,4	84,1	0,2	3,8	2,9	1,7
Guyane ¹	49	2,3	6,2	7,7	83,8	-0,8	1,4	1,2	2,0
Martinique ¹	124	5,2	5,3	7,9	81,6	0,4	3,8	2,2	1,3
La Réunion ¹	205	1,7	6,5	7,3	84,5	1,3	5,3	1,7	2,9
Total France	24 882	3,5	5,9	16,2	74,3	-1,7	1,9	-1,0	1,4

1. Pour les Dom, la répartition par secteur est calculée à partir des effectifs salariés.
Source : Insee (estimations d'emplois).

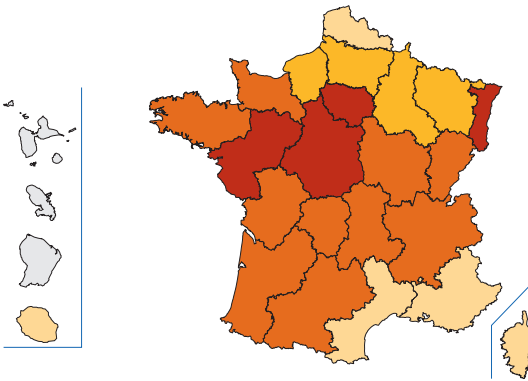
DÉFINITIONS

Emploi total : comprend l'emploi salarié et l'emploi non salarié.

Agriculture : inclut l'agriculture, la sylviculture et la pêche.

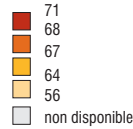
Industrie : regroupe les industries agricoles et alimentaires, les industries de biens de consommation, l'industrie automobile, les industries de biens d'équipement, les industries des biens intermédiaires et l'énergie.

Services : ce secteur regroupe le commerce, les transports, les activités financières, les activités immobilières, les services aux entreprises, les services aux particuliers, l'éducation, la santé et l'action sociale et l'administration.



Taux d'activité des femmes en 2004

pour 100 femmes de 14 à 63 ans



	Population des ménages - Population active parmi les 14-63 ans							
	Effectif (milliers)		Taux d'activité (%)				Temps partiel au 01.07.2004 (pour 100 actifs occupés)	
			Ensemble		Femmes			
	01.07.2004	1999	01.07.2004	1999	01.07.2004	1999	Ensemble	Femmes
Alsace	874	815	73,6	71,3	68,2	64,1	16,3	30,3
Aquitaine	1 386	1 276	71,5	69,5	67,3	64,2	17,3	29,6
Auvergne	598	572	71,9	69,1	67,3	63,2	17,2	30,8
Bourgogne	726	701	72,4	69,8	67,7	63,7	16,3	29,1
Bretagne	1 351	1 249	71,5	68,1	67,4	63,1	17,8	31,4
Centre	1 135	1 097	73,2	71,3	68,9	65,7	15,2	26,4
Champagne-Ardenne	604	595	71,2	68,8	65,6	61,7	16,4	29,9
Corse	118	102	65,8	62,0	59,2	53,1	12,4	20,8
Franche-Comté	525	496	72,3	69,0	67,1	62,2	17,4	32,4
Île-de-France	5 738	5 385	74,7	73,1	71,0	68,6	14,0	21,1
Languedoc-Roussillon	1 049	943	67,4	66,0	62,1	59,5	20,0	33,6
Limousin	314	302	71,4	69,3	67,8	64,7	15,4	26,2
Lorraine	1 056	998	70,4	66,8	64,6	59,1	17,1	32,0
Midi-Pyrénées	1 241	1 118	71,9	69,4	67,9	64,2	18,0	31,3
Nord - Pas-de-Calais	1 742	1 662	66,9	64,6	59,6	56,0	17,9	32,4
Basse-Normandie	642	619	72,0	69,4	67,4	63,4	17,3	30,7
Haute-Normandie	838	798	71,5	69,4	66,3	62,7	16,3	28,8
Pays de la Loire	1 565	1 445	73,4	70,3	69,0	64,7	18,6	33,6
Picardie	864	828	71,3	69,1	65,2	61,5	14,9	26,1
Poitou-Charentes	760	710	72,1	69,3	67,9	63,8	18,2	31,9
Provence - Alpes - Côte d'Azur	2 008	1 895	68,6	67,2	63,2	60,6	17,5	29,2
Rhône-Alpes	2 776	2 568	72,5	70,2	67,7	64,1	18,4	32,3
Ensemble province	22 173	20 790	71,1	68,7	66,0	62,3	17,4	30,7
Ensemble métropole	27 911	26 175	71,8	69,5	67,0	63,5	16,7	28,7
Guadeloupe	nd	190	nd	68,5	nd	64,7	nd	nd
Guyane	nd	61	nd	64,0	nd	56,6	nd	nd
Martinique	nd	172	nd	69,4	nd	66,6	nd	nd
La Réunion	318	297	62,6	64,2	56,1	56,6	17,7	26,9
Total France	28 665	26 894	71,6	69,5	66,8	63,5	16,7	28,6

Source : Insee (RP99, enquêtes annuelles de recensement 2004 et 2005).

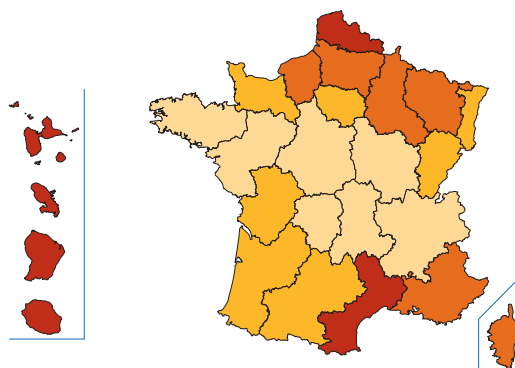
DÉFINITIONS

Ménage : ce tableau concerne la population des ménages. N'en font pas partie les personnes vivant dans des habitations mobiles (y compris marinières), les personnes sans abri et la population des communautés (foyers de travailleurs, maisons de retraites, résidences universitaires...).

Population active : actifs ayant un emploi y compris en apprentissage ou stage rémunéré et chômeurs (au sens du recensement). En 1999, elle comprenait aussi les militaires du contingent. À partir de 2004, le questionnaire du recensement permet de mieux cerner

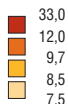
les actifs ayant un emploi qui sont par ailleurs étudiants ou retraités. De ce fait, une petite partie de l'évolution de la population des actifs peut être liée à ce changement.

Taux d'activité : rapport entre le nombre d'actifs (actifs occupés et chômeurs) et la population totale correspondante. On utilise usuellement le rapport entre le nombre d'actifs de 15 à 64 ans et l'effectif de la population de la même tranche d'âge lorsqu'on utilise l'âge en différence de millésimes (recensement de 1999) et de 14 à 63 ans en âge révolu (recensement depuis 2004).



Taux de chômage en décembre 2005*

au sens du BIT en %



* sauf Dom : estimations 2003

	Taux de chômage au sens du BIT			Demandeurs d'emploi en fin de mois de décembre 2005			
	Décembre 2001 (%)	Décembre 2005 (%)	Évolution (points)	Ensemble (milliers)	15 à 24 ans (%)	Depuis plus d'un an	
						Parmi l'ensemble (%)	Parmi les 15-24 ans (%)
Alsace	5,9	8,6	2,7	73,7	19,9	28,6	12,0
Aquitaine	9,3	9,6	0,3	130,8	17,5	31,7	13,6
Auvergne	8,0	8,3	0,3	48,3	18,2	32,9	12,3
Bourgogne	7,7	8,4	0,7	59,6	19,5	32,3	13,5
Bretagne	7,6	8,0	0,4	107,4	18,4	29,8	10,8
Centre	7,3	8,4	1,1	94,0	19,3	32,1	13,5
Champagne-Ardenne	9,2	10,2	1,0	59,4	20,7	33,1	12,5
Corse	11,5	10,1	-1,4	12,9	16,6	20,9	6,5
Franche-Comté	7,2	8,6	1,4	43,9	19,9	30,5	12,1
Île-de-France	7,9	9,3	1,4	523,4	13,1	33,4	11,6
Languedoc-Roussillon	13,8	13,1	-0,7	141,8	17,1	31,6	11,9
Limousin	6,8	7,5	0,7	22,9	18,7	31,5	12,5
Lorraine	8,2	9,8	1,6	97,0	21,1	30,2	13,1
Midi-Pyrénées	9,4	9,5	0,1	115,8	17,1	31,5	11,4
Nord - Pas-de-Calais	12,5	13,1	0,6	208,3	24,5	34,8	18,0
Basse-Normandie	8,6	9,0	0,4	57,2	21,7	31,5	12,9
Haute-Normandie	9,9	10,3	0,4	79,5	22,4	34,8	15,4
Pays de la Loire	7,7	8,0	0,3	122,8	20,3	29,8	12,2
Picardie	9,8	10,7	0,9	85,7	23,0	35,0	18,2
Poitou-Charentes	8,7	9,1	0,4	67,2	19,2	33,7	14,5
Provence - Alpes - Côte d'Azur	12,2	11,5	-0,7	240,2	15,4	29,2	11,5
Rhône-Alpes	7,7	8,4	0,7	224,7	17,4	27,0	9,8
Ensemble province	9,1	9,6	0,5	2 092,9	19,3	31,1	13,2
Ensemble métropole	8,9	9,6	0,7	2 616,2	18,0	31,6	13,0
Guadeloupe ¹	25,7	26,9	1,2	48,7	13,2	47,4	24,6
Guyane ¹	25,8	24,5	-1,3	13,3	15,8	34,5	14,7
Martinique ¹	26,3	22,3	-4,0	37,5	14,3	44,9	20,2
La Réunion ¹	36,5	32,9	-3,6	86,4	19,4	41,9	21,2
Total France	nd	nd	nd	2 802,2	17,9	32,4	13,5

1. Pour les Dom, les taux de chômage sont des estimations issues des enquêtes emploi de 2000 et de 2003.

Sources : Insee, ANPE.

DÉFINITIONS

Taux de chômage : nombre de chômeurs rapporté à la population active, qui comprend les actifs occupés (y compris militaires du contingent et apprentis) et les chômeurs. L'estimation des taux de chômage fait l'objet de révisions périodiques ; les taux publiés sont ceux disponibles au printemps 2006.

Chômage au sens du BIT : en application de la définition internationale adoptée par le Bureau international du travail (BIT), les chômeurs sont les personnes qui, simultanément :

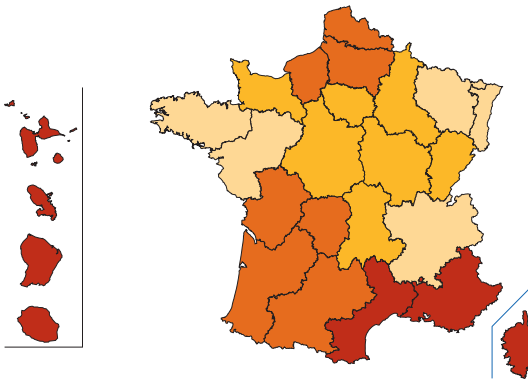
- sont sans travail (aucune heure travaillée au cours d'une semaine dite « de référence ») ;

- sont disponibles pour travailler sous 15 jours ;

- accomplissent des démarches effectives pour rechercher un emploi.

Demandes d'emploi en fin de mois (DEFM) : personnes inscrites à l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE). Les demandeurs d'emploi comptabilisés recherchent un emploi à durée indéterminée à temps plein (catégorie 1) ou à temps partiel (catégorie 2) ou bien un emploi saisonnier ou temporaire (catégorie 3).

Agents des collectivités territoriales en 2003



	Agents de la fonction publique au 31.12.2003							
	Agents de l'État			Agents des collectivités territoriales (milliers)	Agents de la fonction publique hospitalière (milliers)	Total (milliers)	Pour 100 habitants	Pour 100 emplois
	Total (milliers)	Non titulaires (%)	Éducation nationale (%)					
Alsace	63,0	8,5	58,0	36,8	30,0	129,8	7,2	17,9
Aquitaine	110,4	11,8	49,4	85,1	39,9	235,4	7,7	20,1
Auvergne	48,6	12,0	52,0	36,5	20,3	105,4	7,9	20,1
Bourgogne	58,3	9,2	54,1	42,7	25,8	126,8	7,8	19,7
Bretagne	112,2	14,7	41,4	74,5	44,4	231,0	7,6	19,3
Centre	88,3	10,3	51,7	64,1	36,0	188,5	7,6	19,2
Champagne-Ardenne	57,9	9,2	49,0	34,4	22,4	114,7	8,6	21,8
Corse	12,6	9,4	45,2	9,6	3,5	25,8	9,4	26,3
Franche-Comté	44,7	9,1	56,2	29,2	18,3	92,3	8,1	20,5
Île-de-France	483,6	10,4	50,6	360,4	168,8	1 012,8	9,0	19,0
Languedoc-Roussillon	84,7	8,7	53,0	73,3	31,6	189,6	7,7	22,4
Limousin	27,5	10,9	53,0	20,9	13,9	62,3	8,6	22,0
Lorraine	101,7	8,5	50,5	53,7	34,5	189,9	8,1	22,4
Midi-Pyrénées	100,1	11,3	53,0	77,3	36,3	213,7	7,9	20,1
Nord - Pas-de-Calais	125,3	9,2	65,9	113,0	54,9	293,2	7,3	20,4
Basse-Normandie	48,0	14,5	56,9	37,9	23,9	109,9	7,6	19,5
Haute-Normandie	57,1	9,4	64,4	51,5	25,6	134,2	7,4	19,2
Pays de la Loire	89,6	10,5	55,1	80,7	46,3	216,7	6,5	15,7
Picardie	62,0	8,8	61,3	47,9	29,7	139,6	7,4	20,9
Poitou-Charentes	61,7	10,6	51,4	49,0	24,9	135,6	8,0	20,8
Provence - Alpes - Côte d'Azur	190,4	11,2	45,6	148,5	60,4	399,3	8,5	22,6
Rhône-Alpes	186,3	9,7	61,0	150,3	82,0	418,6	7,1	17,3
Ensemble province	1 730,4	10,4	53,7	1 316,8	704,8	3 752,1	7,6	19,8
Ensemble métropole	2 214,0	10,4	53,0	1 677,3	873,6	4 764,9	7,9	19,6
Guadeloupe ¹	15,3	10,2	68,7	14,8	4,7	34,7	7,8	30,2
Guyane ¹	7,7	17,6	67,7	6,2	1,2	15,2	8,5	34,1
Martinique ¹	14,2	10,9	69,2	15,1	6,4	35,7	9,1	31,9
La Réunion ¹	24,9	9,3	79,9	33,3	6,4	64,6	8,6	35,2
Total France²	2 282,8	10,9	53,4	1 746,6	892,3	4 921,7	7,9	19,9

1. Hors ministère de la Défense pour les agents de l'État.

2. Le « Total France » inclut les effectifs Défense des Dom non ventilés pour les régions d'outre-mer.

Source : Insee, ministère de la Santé et des Solidarités

DÉFINITIONS

Fonction publique : elle comprend la fonction publique d'État, la fonction publique territoriale et la fonction publique hospitalière. Tous les agents sont pris en compte : titulaires ou non, à temps complet ou partiel.

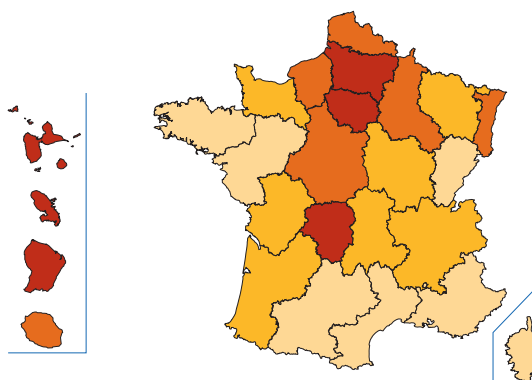
Fonction publique d'État : agents employés par les ministères. Hors enseignants de l'enseignement privé sous contrat, hors personnel des établissements publics nationaux (EPA, EPIC) et des exploitants publics (La Poste, France Télécom).

Fonction publique territoriale : agents des organismes régionaux et départementaux (conseil régional, conseil général, préfec-

ture de police de Paris, services de secours et d'incendie, centre de gestion de la fonction publique territoriale...), des organismes communaux et intercommunaux (communes, centres communaux d'action sociale, caisses des écoles, syndicats intercommunaux...) et de certains organismes privés d'action locale.

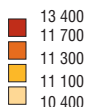
Fonction publique hospitalière : ensemble du personnel (médical et non médical) des établissements publics de santé (y compris les internes et autres praticiens en formation).

Salaires du privé et du semi-public



Revenu salarial moyen net des employés en 2003

en euros



	Effectifs salariés en 2003 (milliers)	Revenu salarial annuel moyen net en 2003 (euros)							
		Ensemble	Par sexe		Par catégorie socioprofessionnelle				
			Hommes	Femmes	Cadres	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers qualifiés	Ouvriers non qualifiés
Alsace	660	16 297	18 820	13 251	33 249	19 434	11 497	15 194	9 921
Aquitaine	1 021	15 415	17 499	12 978	33 342	18 761	11 213	13 801	9 153
Auvergne	444	14 892	16 674	12 701	31 506	18 511	11 270	13 690	9 484
Bourgogne	555	15 213	17 294	12 690	32 493	19 130	11 222	14 363	9 371
Bretagne	1 057	14 493	16 471	12 173	31 046	18 117	10 682	13 148	8 797
Centre	900	15 745	17 809	13 283	33 237	19 056	11 627	14 364	9 606
Champagne-Ardenne	445	15 366	17 309	12 870	32 924	19 120	11 403	14 779	9 901
Corse	84	13 748	14 937	12 228	30 373	19 046	10 592	11 906	8 855
Franche-Comté	408	15 042	17 129	12 381	30 900	18 858	10 954	14 506	9 734
Île-de-France	4 989	20 696	23 598	17 324	39 695	19 931	12 361	15 285	9 340
Languedoc-Roussillon	758	14 208	15 969	12 138	30 486	17 837	10 435	12 697	8 192
Limousin	225	15 086	16 592	13 359	31 046	18 857	11 760	13 759	9 255
Lorraine	754	15 462	17 618	12 647	32 153	19 503	11 187	14 902	9 386
Midi-Pyrénées	910	15 432	17 548	12 916	31 911	18 258	10 917	13 246	8 909
Nord - Pas-de-Calais	1 347	15 429	17 258	12 758	32 747	18 747	11 394	14 214	9 574
Basse-Normandie	470	14 744	16 519	12 495	31 186	18 475	11 187	13 896	9 544
Haute-Normandie	645	15 989	18 157	13 048	33 465	19 494	11 511	14 846	10 473
Pays de la Loire	1 238	14 959	17 084	12 346	31 979	18 292	11 039	13 727	9 389
Picardie	670	16 006	17 966	13 343	34 408	19 542	11 820	14 938	9 898
Poitou-Charentes	554	14 560	16 215	12 584	31 380	18 124	11 121	13 324	9 370
Provence - Alpes - Côte d'Azur	1 591	15 396	17 447	12 966	32 771	18 538	10 970	13 334	8 685
Rhône-Alpes	2 247	16 003	18 410	13 056	33 278	18 708	11 122	14 086	9 095
Ensemble province	16 984	15 358	17 419	12 802	32 514	18 710	11 148	14 001	9 336
Ensemble métropole	21 973	16 570	18 790	13 857	35 441	19 013	11 413	14 185	9 337
Guadeloupe	97	15 885	17 201	14 646	36 316	20 339	12 728	12 368	9 225
Guyane	28	17 482	18 439	16 181	40 628	21 679	13 328	12 333	9 056
Martinique	100	15 994	17 250	14 803	36 333	19 239	13 047	13 026	8 869
La Réunion	170	14 815	15 614	13 671	37 120	19 364	11 595	12 304	9 362
Total France	22 368	16 552	18 752	13 867	35 458	19 025	11 435	14 160	9 334

Source : Insee (DADS 2003).

DÉFINITIONS

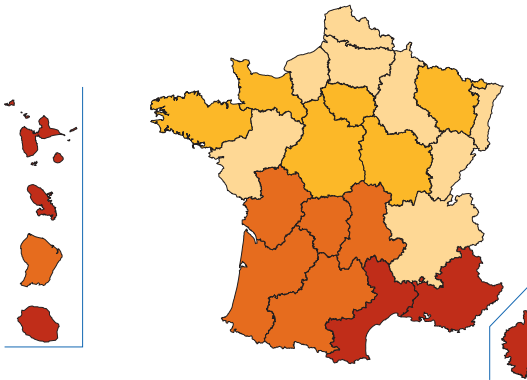
DADS : déclaration annuelle de données sociales. Il s'agit de formulaires que les entreprises adressent à l'administration et qui contiennent, pour chaque salarié, des caractéristiques d'état civil, la catégorie professionnelle, les périodes d'emploi et les rémunérations. Sont retenus les salariés à temps complet ou partiel, présents ou non toute l'année, à l'exception des agents de l'État et des collectivités territoriales, des salariés agricoles, des apprentis, des stagiaires, des personnels des services domestiques, des salariés des secteurs de l'éducation, de la santé et de l'action sociale.

Revenu salarial annuel moyen net de prélèvement : il s'obtient en divisant le montant total des rémunérations nettes versées, après déduction des cotisations sociales ouvrières obligatoires et

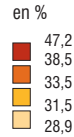
de CSG et CRDS, par le nombre de personnes salariées. Ces résultats sont établis à partir des déclarations annuelles de données sociales (DADS). Effectifs et revenus sont évalués au lieu de résidence du salarié.

Catégories socioprofessionnelles : la nomenclature des Professions et Catégories Socioprofessionnelles des Emplois Salariés d'Entreprise (PCS-ESE) sert aux entreprises du secteur privé à codifier la profession de leurs salariés dans les formulaires administratifs ou d'enquête statistique. La nomenclature actuellement en vigueur date de 2003. Les niveaux les plus agrégés, ceux des catégories socioprofessionnelles, sont un regroupement direct du niveau le plus fin, celui des professions qui comporte 412 postes.

Qualifications du privé et du semi-public



Part des employés en 2003



	Effectifs salariés en 2003 (milliers)	dont (%)					Taux de qualification des ouvriers en 2003 (%)
		Cadres	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers qualifiés	Ouvriers non qualifiés	
Alsace	660	11,0	21,7	30,6	23,7	12,9	64,8
Aquitaine	1 021	9,8	22,7	35,8	21,2	10,6	66,7
Auvergne	444	8,2	21,8	33,8	24,6	11,6	68,0
Bourgogne	555	8,2	21,3	32,5	25,2	12,7	66,4
Bretagne	1 057	9,2	21,3	33,2	23,7	12,5	65,5
Centre	900	9,6	22,1	31,5	23,9	12,8	65,1
Champagne-Ardenne	445	7,9	20,6	31,2	26,2	14,1	65,0
Corse	84	7,6	18,5	46,0	18,9	9,0	67,8
Franche-Comté	408	8,4	20,6	28,9	27,3	14,8	64,8
Île-de-France	4 989	23,1	24,8	31,5	13,0	7,6	63,2
Languedoc-Roussillon	758	9,6	22,2	39,6	19,0	9,7	66,1
Limousin	225	8,0	22,1	35,0	24,2	10,7	69,4
Lorraine	754	8,5	21,2	31,7	25,6	12,9	66,4
Midi-Pyrénées	910	12,0	23,3	34,7	20,2	9,7	67,5
Nord - Pas-de-Calais	1 347	9,5	21,6	31,3	23,9	13,8	63,4
Basse-Normandie	470	7,8	20,6	32,9	26,0	12,7	67,3
Haute-Normandie	645	9,2	22,3	29,9	24,7	13,9	64,0
Pays de la Loire	1 238	9,0	21,6	30,8	25,5	13,1	66,1
Picardie	670	9,0	21,1	30,3	25,4	14,2	64,1
Poitou-Charentes	554	7,9	21,5	34,5	24,7	11,5	68,3
Provence - Alpes - Côte d'Azur	1 591	11,4	23,0	38,8	17,4	9,4	65,1
Rhône-Alpes	2 247	12,2	23,4	31,1	21,7	11,6	65,1
Ensemble province	16 984	9,8	22,1	33,1	22,9	12,0	65,6
Ensemble métropole	21 973	12,8	22,7	32,7	20,7	11,0	65,2
Guadeloupe	97	7,7	21,8	47,2	15,8	7,5	67,7
Guyane	28	10,4	22,9	37,7	19,1	9,8	66,1
Martinique	100	8,0	23,9	42,7	16,2	9,2	63,8
La Réunion	170	6,9	19,8	45,2	18,6	9,5	66,2
Total France	22 368	12,8	22,7	32,9	20,6	11,0	65,3

Source : Insee (DADS 2003).

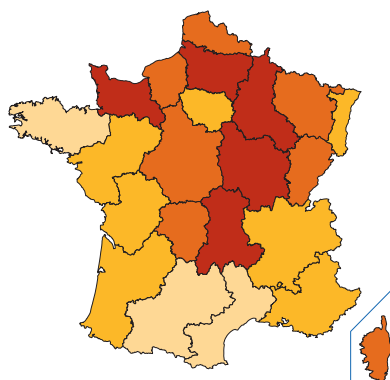
DÉFINITIONS

Catégories socioprofessionnelles : la nomenclature des Professions et Catégories Socioprofessionnelles des Emplois Salariés d'Entreprise (PCS-ESE) sert aux entreprises du secteur privé à codifier la profession de leurs salariés dans les formulaires administratifs ou d'enquête statistique. La nomenclature actuellement en vigueur date de 2003. Les niveaux les plus agrégés, ceux des catégories socioprofessionnelles, sont un regroupement direct du ni-

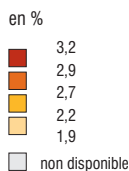
veau le plus fin, celui des professions qui comporte 412 postes. Les effectifs salariés par catégorie socioprofessionnelle sont évalués au lieu de résidence du salarié.

Taux de qualification des ouvriers : pourcentage d'ouvriers qualifiés de type industriel ou artisanal, de la manutention, du magasinage ou du transport, et de chauffeurs, dans l'ensemble des ouvriers.

Revenu disponible



Variation annuelle moyenne du RDB par habitant entre 2001 et 2003



	Revenu disponible brut (RDB) des ménages en 2003			Variation annuelle moyenne du RDB/habitant 2001-2003 (%)	Part de chaque région en 2003		
	RDB total ¹ (millions d'euros)	RDB par habitant			Population (%)	Produit intérieur brut (%)	RDB total (%)
		Euros	indice (France=100)				
Alsace	30 337	16 956	102	2,3	2,9	2,8	2,9
Aquitaine	49 077	16 195	97	2,2	4,9	4,5	4,7
Auvergne	21 638	16 336	98	2,9	2,1	1,8	2,1
Bourgogne	26 809	16 528	99	2,9	2,6	2,3	2,6
Bretagne	47 275	15 719	94	1,9	4,9	4,2	4,6
Centre	41 458	16 729	100	2,7	4,0	3,6	4,0
Champagne-Ardenne	21 225	15 875	95	3,2	2,2	2,0	2,1
Corse	3 996	14 702	88	2,7	0,4	0,3	0,4
Franche-Comté	18 508	16 293	98	2,7	1,8	1,6	1,8
Île-de-France	232 444	20 646	124	2,6	18,2	28,3	22,5
Languedoc-Roussillon	36 357	14 866	89	2,0	3,9	3,1	3,5
Limousin	11 911	16 535	99	2,8	1,2	1,0	1,1
Lorraine	37 086	15 929	96	2,8	3,8	3,1	3,6
Midi-Pyrénées	42 375	15 786	95	2,0	4,3	3,9	4,1
Nord - Pas-de-Calais	55 952	13 903	83	2,8	6,5	5,1	5,4
Basse-Normandie	22 385	15 550	93	2,9	2,3	1,9	2,2
Haute-Normandie	29 164	16 201	97	2,8	2,9	2,6	2,8
Pays de la Loire	52 665	15 740	94	2,2	5,4	5,0	5,1
Picardie	29 772	15 884	95	3,0	3,0	2,5	2,9
Poitou-Charentes	26 562	15 761	94	2,6	2,7	2,3	2,6
Provence - Alpes - Côte d'Azur	77 337	16 508	99	2,4	7,6	7,1	7,5
Rhône-Alpes	99 294	16 925	101	2,2	9,5	9,4	9,6
Ensemble province	781 183	15 976	96	2,5	79,0	70,1	75,6
Ensemble métropole	1 013 627	16 850	101	2,5	97,1	98,5	98,1
Ensemble Dom	18 266	10 310	62	2,7	2,9	1,5	1,8
Total France	1 032 867	16 679	100	2,5	100,0	100,0	100,0

1. Le RDB total France inclut le RDB hors territoire (974 millions d'euros).
Source : Insee (comptes régionaux 2003 provisoires - base 2000).

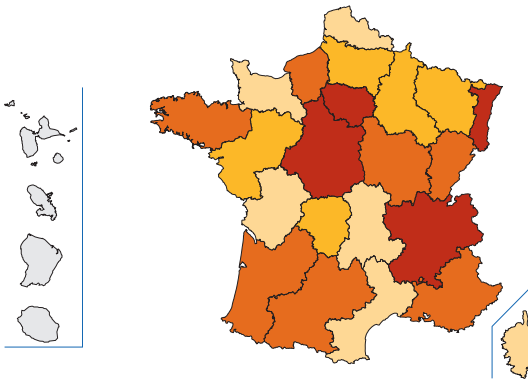
DÉFINITIONS

Revenu disponible brut (RDB) : revenu primaire augmenté des transferts reçus (prestations sociales autres que transferts sociaux en nature) et diminué des impôts et cotisations sociales versées. C'est la part du revenu primaire qui reste à la disposition des ménages résidents pour la consommation et l'épargne.

Revenu primaire : revenu que les ménages tirent de leur contribution à l'activité économique, soit directement (revenu

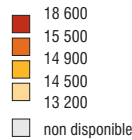
d'activité salariée ou non salariée), soit indirectement (revenu de placements mobiliers ou immobiliers).

Ménages : au sens de la comptabilité nationale, ils comprennent aussi les entrepreneurs individuels.



Revenu fiscal médian en 2003

euros par unité de consommation (uc)



	Revenus fiscaux des ménages en 2003								
	Nombre total de ménages fiscaux (milliers)	Dont ménages imposés (%)	Revenu fiscal déclaré par unité de consommation (euros/uc)			Part dans le revenu total déclaré (%)			
			Médiane	Décile inférieur	Décile supérieur	Salaires et traitements	Pensions, retraites et rentes	Bénéfices	Autres revenus
Alsace	683,0	66,1	17 128	7 055	32 144	70,9	20,3	5,5	3,3
Aquitaine	1 234,3	57,3	15 163	6 132	29 568	61,1	26,2	8,3	4,4
Auvergne	556,5	54,5	14 473	6 043	27 918	61,0	26,9	8,2	4,0
Bourgogne	666,9	58,0	14 960	6 411	28 231	61,4	26,7	8,1	3,8
Bretagne	1 226,8	56,8	15 188	7 018	28 379	61,4	25,5	9,4	3,8
Centre	1 002,5	61,2	15 583	6 600	29 144	64,5	24,8	7,1	3,6
Champagne-Ardenne	530,8	57,2	14 597	5 699	28 329	63,3	22,9	9,9	3,9
Corse	102,7	48,8	13 265	3 729	28 756	57,2	27,6	10,5	4,7
Franche-Comté	452,4	58,9	15 159	6 450	28 174	67,3	23,0	6,5	3,3
Île-de-France	4 479,3	72,4	18 598	5 707	40 404	73,2	17,1	5,4	4,4
Languedoc-Roussillon	1 007,2	51,3	13 722	4 121	28 261	57,9	28,7	8,7	4,7
Limousin	306,7	54,0	14 672	6 079	28 120	58,5	29,8	8,2	3,5
Lorraine	904,0	55,4	14 725	5 748	28 003	67,3	23,7	6,1	2,9
Midi-Pyrénées	1 084,7	55,9	14 984	5 867	29 727	62,3	25,0	8,3	4,4
Nord - Pas-de-Calais	1 476,3	52,5	13 362	4 486	27 021	68,1	22,2	6,6	3,1
Basse-Normandie	573,4	54,6	14 302	6 004	27 235	62,1	24,9	9,0	4,0
Haute-Normandie	696,1	60,3	15 108	5 769	28 741	67,8	22,2	6,7	3,3
Pays de la Loire	1 324,4	57,4	14 875	6 847	27 715	65,4	22,8	7,9	3,9
Picardie	701,7	59,1	14 739	5 580	28 615	68,1	21,2	7,3	3,4
Poitou-Charentes	693,8	54,1	14 392	6 173	27 675	60,1	27,0	8,8	4,2
Provence - Alpes - Côte d'Azur	1 946,2	57,8	15 000	4 482	31 124	60,0	26,7	8,0	5,4
Rhône-Alpes	2 307,8	61,5	15 947	6 314	31 366	67,6	21,5	6,7	4,2
Ensemble province	19 478,1	57,4	14 934	5 780	29 136	64,1	24,3	7,7	4,0
Ensemble métropole	23 957,5	60,2	15 447	5 766	31 441	66,2	22,6	7,1	4,1

Source : Insee-Direction générale des impôts (revenus fiscaux localisés en 2003).

DÉFINITIONS

Ménage fiscal : il regroupe les différents foyers fiscaux répertoriés dans une même résidence principale (hors structure collective). Par exemple, dans un couple de concubins où chacun remplit sa déclaration de revenus, les deux foyers fiscaux forment un seul ménage fiscal. Sont exclus du champ les ménages de contribuables qui ont connu, en 2003, un mariage, une séparation ou le décès d'un conjoint.

Unité de consommation (uc) : le nombre d'uc dans un ménage est évalué ainsi : 1 uc pour le premier adulte, 0,5 uc pour chaque autre personne de 14 ans ou plus, et 0,3 uc par enfant de moins de 14 ans. Le revenu fiscal exprimé par uc permet des comparaisons

qui tiennent compte de la composition diverse des ménages et, donc, des économies d'échelle liées à la vie commune.

Revenu fiscal : somme des revenus déclarés au titre de l'IRPP avant tout abattement. Il est ventilé en quatre grandes catégories : revenus salariaux ; pensions, retraites et rentes ; bénéfices des professions non salariées ; autres cas (essentiellement revenus du patrimoine). Par définition, il exclut les revenus non imposables : revenus financiers exonérés (livret A, Codevi, Plan d'épargne logement...), prestations sociales défiscalisées (RMI et minimum vieillesse, prestations familiales, aides au logement). Ce revenu fiscal, avant redistribution par l'impôt, ne peut être assimilé à la notion de revenu disponible brut.

Développement économique

- Produit intérieur brut et valeur ajoutée
- Recherche
- Création d'entreprises
- Artisans
- Équipement hôtelier
- Trafic et réseau
- Production d'énergie
- Consommation d'énergie par produit
- Consommation d'énergie par secteur

En 2003, se dessinent toujours une France du Nord et de l'Est plutôt industrielle, une France de l'Ouest et du Centre où l'agriculture reste importante et une France du Sud davantage tournée vers les services. En Île-de-France, les services marchands représentent 70 % de la valeur ajoutée totale.

Forte concentration spatiale de la valeur ajoutée

La création de richesses est très inégalement répartie sur le territoire. Trois régions concentrent 45 % du produit intérieur brut (PIB). L'Île-de-France produit à elle seule 28 % de la valeur ajoutée, alors qu'elle ne représente que 18 % de la population et 22 % de l'emploi. Suivent ensuite Rhône-Alpes (9 % de la valeur ajoutée) et Provence - Alpes - Côte d'Azur (7 %). Même en rapportant le produit intérieur brut à la population ou à l'emploi, l'Île-de-France distance largement les régions de province. Elle est, en effet, spécialisée dans des secteurs à forte valeur ajoutée. Par ailleurs, de nombreux actifs résidant dans une autre région viennent y travailler. L'Île-de-France conforte même sa position : en 2003, elle est la seule région où le PIB par emploi est supérieur à la moyenne ; trois autres régions étaient dans ce cas en 2000.

Les efforts de recherche sont encore plus concentrés. Les deux tiers des chercheurs, des dépenses intérieures de recherche et développement et des brevets déposés sont regroupés dans quatre régions. Si la part de l'Île-de-France faiblit légèrement, la région concentre encore 40 % de la recherche française, loin devant Rhône-Alpes, Provence - Alpes - Côte d'Azur, Midi-Pyrénées et la Bretagne.

Dans le Sud, des créations d'entreprises plus fréquentes

Près de la moitié des entreprises sont créées en Île-de-France, en Provence - Alpes - Côte d'Azur ou en Rhône-Alpes. C'est dans le sud de la métropole que les créations d'entreprises

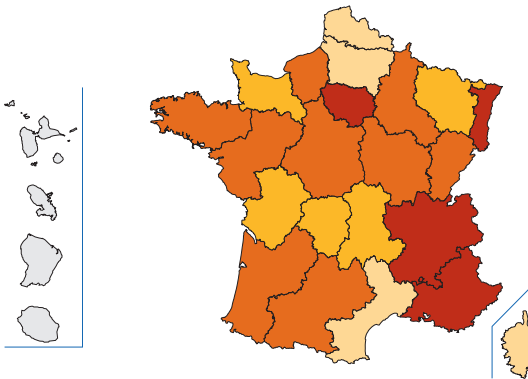
sont les plus fréquentes, ainsi qu'à La Réunion et en Guyane. C'est l'inverse en Auvergne, Limousin et dans le Bassin parisien où le tissu productif se renouvelle faiblement. Néanmoins, depuis 2003 le rythme des créations augmente dans le Nord et diminue dans le Sud. De plus, les chances de survie au bout de cinq ans des entreprises créées sont d'autant moins fortes dans une région que les créations d'entreprise y sont nombreuses. C'est également dans les régions du Sud et dans les Dom que le nombre d'artisans par habitant est le plus élevé. Le secteur du bâtiment est particulièrement représenté dans ces régions à forte croissance démographique.

L'énergie, principalement d'origine nucléaire

Plus de 85 % de l'énergie produite en France est d'origine nucléaire. La répartition régionale de la production reflète cette caractéristique : les régions Rhône-Alpes et Centre produisent à elles seules la moitié de l'énergie française. La production d'énergie fossile est concentrée dans trois régions : le gaz en Aquitaine, le charbon en Lorraine et le pétrole en Aquitaine et en Île-de-France. Ces énergies ne représentent que 3 % de la production. La production d'énergie renouvelable thermique (essentiellement le bois) est la seule à être présente dans toutes les régions.

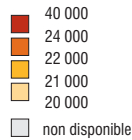
La consommation totale moyenne d'énergie finale est de 2,6 tonnes équivalent pétrole par habitant (Tep). Dans les régions du Nord-Est et du Nord, la consommation moyenne est supérieure à 2,9 Tep ; elle est inférieure à 2,4 Tep dans les régions du Sud et de l'Ouest. La consommation finale de charbon a encore une part significative dans les trois principaux anciens bassins miniers (Nord - Pas-de-Calais, Lorraine, Provence - Alpes - Côte d'Azur). Le gaz représente 30 % de la consommation finale en Alsace, Haute-Normandie et Picardie. Globalement l'utilisation du bois reste marginale, mais atteint 18 % en Limousin. ■

Produit intérieur brut et valeur ajoutée



PIB par habitant en 2003

en euros



	Produit intérieur brut (PIB) en 2003			Valeur ajoutée brute en 2003				
	Total (millions d'euros)	Par emploi (euros)	Par habitant (euros)	Répartition par branche d'activité (%)				
				Agriculture	Industrie	Construction	Services principalement marchands	Services administrés
Alsace	44 187	60 968	24 713	2,1	22,5	5,9	48,6	21,0
Aquitaine	70 931	60 410	23 373	5,2	14,3	6,6	50,3	23,6
Auvergne	28 419	54 077	21 455	3,8	19,7	6,3	45,0	25,3
Bourgogne	36 045	55 901	22 313	5,1	19,0	6,3	45,7	23,8
Bretagne	66 817	55 771	22 281	5,4	14,3	7,7	47,2	25,5
Centre	57 067	57 949	23 045	4,3	20,6	6,4	45,8	22,8
Champagne-Ardenne	30 989	58 456	23 280	8,8	20,8	5,6	40,8	24,0
Corse	5 455	55 984	20 149	2,1	6,4	7,8	53,3	30,4
Franche-Comté	25 584	56 551	22 633	3,2	26,6	5,9	40,8	23,5
Île-de-France	448 933	83 625	39 960	0,2	11,6	3,7	68,1	16,4
Languedoc-Roussillon	49 510	58 861	20 279	4,3	10,1	6,5	53,2	25,8
Limousin	15 408	54 195	21 638	5,0	16,0	6,8	44,3	27,9
Lorraine	49 343	58 054	21 209	2,4	20,8	5,8	44,9	26,1
Midi-Pyrénées	61 464	57 853	23 003	3,2	14,8	7,0	49,8	25,2
Nord - Pas-de-Calais	81 532	56 521	20 269	2,1	19,9	5,3	46,9	25,8
Basse-Normandie	30 796	54 544	21 371	5,0	18,5	7,2	44,9	24,5
Haute-Normandie	41 893	59 907	23 248	2,7	24,0	6,0	45,9	21,4
Pays de la Loire	78 522	56 969	23 556	4,5	19,0	7,1	48,7	20,8
Picardie	39 245	58 641	20 939	4,7	21,8	5,5	44,9	23,1
Poitou-Charentes	36 394	55 727	21 645	5,6	16,2	6,7	47,1	24,4
Provence - Alpes - Côte d'Azur	112 095	63 729	24 096	2,1	10,7	5,8	56,1	25,3
Rhône-Alpes	149 563	61 892	25 504	1,3	20,6	6,4	51,6	20,1
Ensemble province	1 111 259	58 634	22 775	3,5	17,9	6,3	48,6	23,6
Ensemble métropole	1 560 192	64 151	25 991	2,6	16,1	5,6	54,2	21,6
Ensemble des Dom	24 190	47 268	13 654	3,2	7,5	7,5	47,7	34,1
Total France	1 584 382	63 834	25 650	2,6	15,9	5,6	54,1	21,8

Source : Insee (Comptes régionaux en base 2000 - Données provisoires).

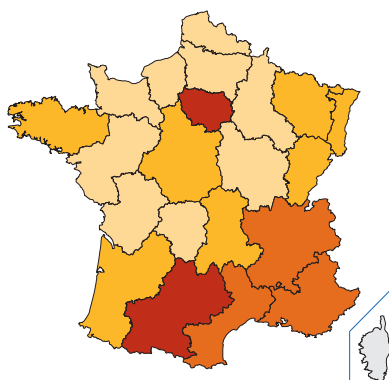
DÉFINITIONS

Valeur ajoutée : c'est la différence entre la valeur des biens ou services produits (par une entreprise, une branche) et celle des consommations intermédiaires. Une partie de la valeur ajoutée n'est pas ventilée par région, elle est dite « hors territoire ».

Consommation intermédiaire : valeur des biens et services transformés ou entièrement consommés au cours du processus de production.

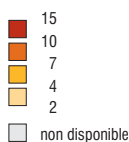
Produit intérieur brut (PIB) : il correspond à ce que produit l'économie d'un pays ou d'une région. C'est un agrégat représen-

tant le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes. Il est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits. Le « total France » correspond à la somme des données régionales, il n'inclut donc pas le « hors territoire » (agents de l'administration française travaillant à l'étranger). Pour cette raison, le total indiqué dans ce tableau diffère des chiffres publiés par les comptes nationaux.



Nombre de chercheurs en 2003

pour 1 000 emplois



	Chercheurs en 2003 (équivalent temps plein)				Dépenses intérieures de R&D en 2003			Nombre de brevets déposés en 2003
	Ensemble		Secteur privé (%)	Secteur public (%)	Total (millions d'euros)	Secteur privé (%)	Secteur public (%)	
	Nombre	Poids de la région (%)						
Alsace	4 546	2,4	40,4	59,6	692,1	55,3	44,7	250
Aquitaine	5 974	3,1	48,3	51,7	1 146,6	69,8	30,2	350
Auvergne	2 629	1,4	49,0	51,0	689,3	80,2	19,8	175
Bourgogne	2 195	1,1	54,3	45,7	358,6	70,0	30,0	257
Bretagne	7 542	3,9	55,2	44,8	1 097,1	61,8	38,2	676
Centre	4 429	2,3	57,6	42,4	868,9	75,6	24,4	503
Champagne-Ardenne	1 419	0,7	53,3	46,7	237,7	73,7	26,3	179
Corse	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	23
Franche-Comté	2 757	1,4	71,4	28,6	529,9	86,0	14,0	252
Île-de-France	77 898	40,4	58,6	41,4	14 364,4	68,3	31,7	4 939
Languedoc-Roussillon	6 318	3,3	24,1	75,9	987,8	28,9	71,1	308
Limousin	827	0,4	40,9	59,1	124,4	59,9	40,1	113
Lorraine	3 737	1,9	31,1	68,9	546,5	45,7	54,3	205
Midi-Pyrénées	13 865	7,2	57,6	42,4	2 282,6	64,7	35,3	506
Nord - Pas-de-Calais	4 496	2,3	31,6	68,4	580,4	44,8	55,2	300
Basse-Normandie	2 167	1,1	53,2	46,8	298,0	65,3	34,7	264
Haute-Normandie	2 638	1,4	62,9	37,1	600,9	83,8	16,2	277
Pays de la Loire	5 207	2,7	51,7	48,3	756,0	59,7	40,3	474
Picardie	2 520	1,3	68,5	31,5	437,7	82,9	17,1	201
Poitou-Charentes	1 940	1,0	37,8	62,2	305,3	56,0	44,0	218
Provence - Alpes - Côte d'Azur ¹	13 931	7,2	46,2	53,8	2 112,6	56,9	43,1	890
Rhône-Alpes	21 494	11,1	53,5	46,5	3 896,4	68,1	31,9	2 079
Ensemble métropole	188 529	97,8	53,4	46,6	32 913,0	65,8	34,2	13 439
Ensemble des DOM	1 211	0,6	1,0	99,0	373,6	0,4	99,6	57
Ensemble France régionalisée	189 740	98,4	53,0	47,0	33 286,6	65,0	35,0	13 496
Ensemble non régionalisé ²	3 050	1,6	0,0	100,0	1 282,5	0,0	100,0	0
Total France	192 791	100,0	52,2	47,8	34 569,1	62,6	37,4	13 496

1. Corse et Provence - Alpes - Côte d'Azur réunies.

2. Le non régionalisé comprend le secteur de la défense et les institutions sans but lucratif (sauf Instituts Curie et Pasteur).

Sources : ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, DEP - Institut national de la propriété industrielle (Inpi).

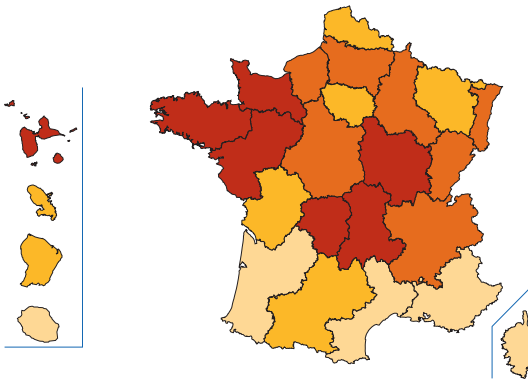
DÉFINITIONS

Recherche et développement (R&D) : englobe les travaux de création entrepris de façon systématique en vue d'accroître la somme des connaissances (y compris la connaissance de l'homme, de la culture et de la société), ainsi que l'utilisation de cette somme de connaissances pour de nouvelles applications. Elle regroupe la recherche fondamentale, la recherche appliquée et le développement expérimental.

Dépense intérieure de R&D : elle correspond à l'ensemble des travaux de R&D exécutés sur le territoire national, quelle que soit

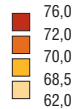
l'origine ou la nationalité des bailleurs de fonds. Elle comprend les frais de personnel.

Secteur public de la recherche : il comprend les services de recherche des ministères et des universités, les établissements publics à caractère scientifique (CNRS, Inserm, Inra...), les laboratoires de recherche des établissements publics industriels et commerciaux (CEA, Cnes, Ifremer...).



Taux de survie à 3 ans

pour 100 entreprises créées en 2000



	Créations d'entreprises en 2005					Taux de survie à 3 ans des entreprises créées en 2000 (%)
	Nombre d'entreprises créées	Taux de création (%)	Part des créations pures (%)	Part des sociétés (%)	Part des plus de 5 salariés (%)	
Alsace	6 867	11,2	76,7	51,2	2,8	70,6
Aquitaine	16 937	12,5	65,1	38,2	1,9	68,1
Auvergne	4 833	9,4	61,3	36,4	2,3	72,8
Bourgogne	6 006	10,6	66,6	41,1	2,3	72,5
Bretagne	12 412	11,4	61,9	41,1	2,1	72,4
Centre	9 239	11,5	67,1	41,5	2,0	71,6
Champagne-Ardenne	4 259	10,4	69,0	41,4	2,0	71,2
Corse	2 399	12,8	63,7	32,3	2,3	67,1
Franche-Comté	4 401	11,5	67,1	41,3	2,3	71,6
Île-de-France	72 165	11,9	81,7	62,1	2,3	68,7
Languedoc-Roussillon	17 876	14,5	63,2	36,1	2,0	62,9
Limousin	2 696	10,2	64,0	34,6	2,1	75,5
Lorraine	7 741	11,4	71,2	43,7	2,4	68,9
Midi-Pyrénées	14 398	11,9	68,1	38,4	1,8	69,5
Nord - Pas-de-Calais	12 359	11,6	75,0	46,8	1,3	68,9
Basse-Normandie	5 556	11,2	61,0	34,6	1,5	72,3
Haute-Normandie	6 055	11,3	64,4	38,7	2,3	70,9
Pays de la Loire	14 115	12,3	64,6	42,1	1,5	72,6
Picardie	5 759	11,1	68,4	39,9	1,8	70,9
Poitou-Charentes	7 385	11,9	62,4	35,6	0,8	69,2
Provence - Alpes - Côte d'Azur	36 283	13,5	68,8	42,6	1,1	65,3
Rhône-Alpes	32 423	12,1	68,5	43,1	0,6	70,3
Ensemble province	229 999	12,1	67,1	40,9	1,7	69,2
Ensemble métropole	302 164	12,0	70,6	46,0	1,9	69,1
Guadeloupe	4 440	11,3	81,1	36,2	1,7	72,1
Guyane	1 016	13,4	74,3	30,7	2,5	68,6
Martinique	3 240	12,3	81,2	45,0	1,0	69,3
La Réunion	5 674	18,6	76,1	32,9	1,2	62,3
Total France	316 534	12,1	70,9	45,6	1,9	69,0

Source : Insee (REE - Sirene).

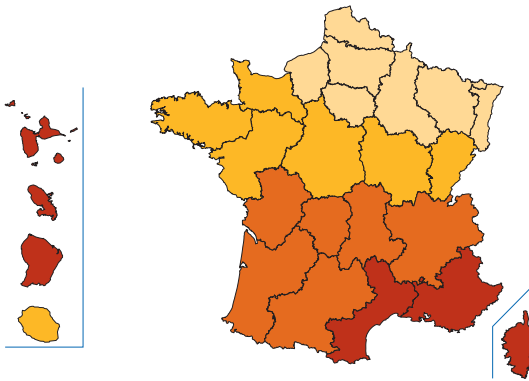
DÉFINITIONS

Création d'entreprise : elle se matérialise par l'immatriculation de l'unité au répertoire Sirene. Elle est comptabilisée dans la statistique de créations à partir de sa date de début d'activité économique. On distingue les créations pures (l'activité exercée ne constitue pas la poursuite d'une activité de même type exercée antérieurement au même endroit par une autre entreprise), les reprises (achat d'un fond de commerce, reprise de tout ou partie des moyens de production d'une autre entreprise) ou réactivations (personnes qui avaient cessé toute activité non salariée et qui la reprennent).

Taux de création : rapport du nombre des créations d'entreprises d'une année, au stock d'entreprises au 31 décembre de l'année précédente.

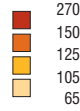
Taux de survie à 3 ans : proportion d'entreprises créées ou reprises une année donnée qui ont atteint leur troisième anniversaire.

Société : entité juridique, créée dans le but de produire des biens ou des services pour le marché ; elle est la propriété collective de ses actionnaires. Les sociétés exercent leur activité sous de nombreuses formes juridiques ; les plus fréquentes sont : la SARL, la Société Anonyme (SA), la société civile.



Artisans en 2005

nombre pour 10 000 habitants



	Entreprises artisanales au 1.1.2005		Répartition par activité (%)						
	Nombre total	Pour 10 000 hab.	Alimentation	Travail des métaux	Textile, habillement, cuir	Bois, ameublement	Autres fabrications	Bâtiment	Transports, réparation, autres serv.
Alsace	16 750	93	9,6	6,6	1,0	3,9	7,6	42,3	28,9
Aquitaine	43 523	143	9,2	5,1	1,3	4,1	5,7	46,1	28,4
Auvergne	17 661	133	11,7	5,5	1,2	4,9	6,3	43,8	26,7
Bourgogne	19 098	118	11,3	6,0	0,8	4,5	5,9	43,8	27,7
Bretagne	35 207	117	12,1	4,7	1,0	3,6	5,4	46,3	26,9
Centre	27 330	110	11,6	5,7	1,1	3,6	6,3	44,5	27,1
Champagne-Ardenne	13 054	98	11,9	7,0	1,5	3,8	5,8	42,4	27,5
Corse	5 630	206	10,8	4,0	0,8	2,0	5,6	51,9	24,8
Franche-Comté	13 045	115	10,1	7,3	1,0	6,4	7,6	41,3	26,3
Île-de-France	111 120	98	7,7	3,1	3,5	2,2	7,0	41,9	34,6
Languedoc-Roussillon	37 647	153	9,8	3,7	1,0	2,7	6,3	49,8	26,6
Limousin	9 904	137	11,7	4,0	1,1	4,8	6,6	43,7	28,0
Lorraine	21 645	93	10,6	6,2	1,0	4,1	6,9	43,3	27,8
Midi-Pyrénées	40 107	148	9,7	4,5	1,4	3,8	6,6	47,7	26,2
Nord - Pas-de-Calais	27 727	69	13,3	5,7	1,7	2,8	6,0	36,1	34,3
Basse-Normandie	16 221	113	14,7	4,8	1,0	3,7	4,7	44,6	26,6
Haute-Normandie	16 191	90	13,8	6,6	0,7	2,9	5,1	41,4	29,5
Pays de la Loire	37 410	111	10,7	5,7	1,1	3,5	5,8	44,1	29,0
Picardie	16 497	88	11,3	6,9	1,1	2,9	4,9	43,3	29,6
Poitou-Charentes	21 987	130	11,7	5,3	1,3	3,9	5,4	45,2	27,1
Provence - Alpes - Côte d'Azur	71 785	153	8,9	4,3	1,4	2,9	6,7	45,1	30,7
Rhône-Alpes	81 179	138	9,1	7,5	1,6	3,6	7,3	42,7	28,2
Ensemble province	589 598	120	10,6	5,5	1,2	3,6	6,3	44,4	28,3
Ensemble métropole	700 718	116	10,1	5,2	1,6	3,4	6,4	44,0	29,3
Guadeloupe	11 390	270	5,1	4,9	2,4	4,8	5,4	52,5	24,9
Guyane	2 709	172	9,7	7,3	1,7	4,4	9,2	48,5	19,1
Martinique	7 448	195	6,2	5,7	2,6	4,9	6,7	45,4	28,5
La Réunion	8 554	121	9,1	5,7	1,4	4,7	7,9	41,5	29,7
Total France	730 819	118	10,0	5,2	1,6	3,4	6,4	44,1	29,2

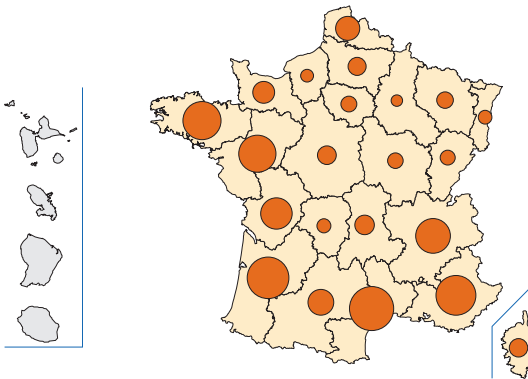
Source : Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie (RSA).

DÉFINITIONS

Entreprises artisanales : toutes les entreprises immatriculées au répertoire des métiers appartiennent à l'artisanat. Le répertoire des métiers enregistre les personnes physiques et les personnes morales qui n'emploient pas plus de 10 salariés et qui exercent à titre principal ou secondaire une activité professionnelle indépendante de production, de transformation, de réparation ou de prestation de services relevant de l'artisanat dans les domaines suivants : ali-

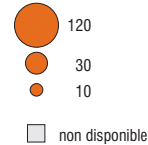
mentation, travail des métaux, textile-cuir-chaussures, bâtiment, transports, réparation, services.

Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene) sur le champ de l'artisanat (RSA) : sont immatriculées dans RSA les entreprises artisanales nouvellement créées ainsi que des entreprises existantes (non inscrites au répertoire des métiers) qui exercent désormais une activité d'artisanat.



Capacité des campings en 2005

en milliers d'emplacements



	Hôtels de tourisme homologués			Campings classés			Meublés de tourisme au 1.1.2005 (milliers de lits)	Résidences de tourisme au 1.1.2005 (milliers de lits)	Villages de vacances au 1.1.2005 (milliers de lits)
	Hôtels au 1.1.2005		Nuitées en 2004 (milliers)	Terrains au 1.1.2005		Nuitées en 2004 (milliers)			
	Nombre	Capacité (chambres)		Nombre	Capacité (emplacements)				
Alsace	575	19 153	5 974	106	11 606	886	20,5	2,4	3,0
Aquitaine	1 135	30 016	8 186	702	107 513	12 410	84,4	39,8	42,4
Auvergne	735	16 939	3 493	334	23 633	1 804	39,0	0,9	13,4
Bourgogne	609	16 315	4 670	213	15 013	1 241	12,2	1,6	1,5
Bretagne	920	25 089	7 036	755	90 040	9 367	73,7	13,2	16,0
Centre	729	20 022	5 918	275	21 826	1 481	16,4	4,7	1,5
Champagne-Ardenne	299	8 793	2 629	100	8 092	658	6,2	0,3	0,4
Corse	382	11 288	2 382	152	20 956	3 085	12,3	12,9	16,3
Franche-Comté	340	7 860	2 067	136	14 011	1 192	15,0	0,5	3,6
Île-de-France	2 355	146 247	58 645	99	15 659	1 029	2,7	22,2	0,3
Languedoc-Roussillon	962	27 398	7 706	779	120 222	15 785	84,8	41,0	30,1
Limousin	250	5 315	1 267	187	12 259	813	17,8	0,3	6,7
Lorraine	464	13 713	3 603	158	16 936	970	17,2	0,9	2,9
Midi-Pyrénées	1 285	40 297	9 275	572	41 013	4 300	81,1	10,5	16,0
Nord - Pas-de-Calais	413	17 459	6 111	365	35 999	866	10,6	2,4	1,8
Basse-Normandie	550	15 271	4 986	249	29 409	2 479	19,7	4,6	3,5
Haute-Normandie	301	9 338	3 101	111	10 226	575	6,3	3,9	0,6
Pays de la Loire	678	20 558	5 743	636	85 836	9 463	32,9	16,2	12,0
Picardie	248	7 833	2 414	191	20 147	753	6,7	1,9	0,3
Poitou-Charentes	516	15 965	4 509	444	61 174	6 475	44,2	6,8	14,5
Provence - Alpes - Côte d'Azur	2 200	70 148	21 037	736	98 295	11 433	105,1	120,2	47,5
Rhône-Alpes	2 363	70 385	17 774	874	74 777	7 429	191,7	147,9	42,0
Ensemble province	15 954	469 155	129 879	8 075	918 983	93 464	897,6	432,9	275,6
Ensemble métropole	18 309	615 402	188 524	8 174	934 642	94 493	900,3	455,1	276,3
Guadeloupe ¹	162	8 019	1 500	nd	nd	nd	1,7	2,2	0,2
Guyane ¹	27	1 199	nd	nd	nd	nd	ε	0,4	0,0
Martinique ¹	106	4 353	1 413	nd	nd	nd	1,3	0,8	0,8
La Réunion ¹	86	3 778	1 087	nd	nd	nd	1,2	0,6	0,8
Total France	18 690	632 751	nd	nd	nd	nd	904,5	459,1	278,0

1. Capacités 2004 pour les DOM ; nuitées 2002 pour La Réunion et la Martinique, 2003 pour la Guadeloupe.

Sources : Insee (enquête de fréquentation hôtelière), Ministère délégué au tourisme, Gîtes de France.

DÉFINITIONS

Hôtel de tourisme homologué : hôtel classé par le ministère du tourisme, selon le confort et la qualité des services offerts, dans l'une des six catégories existantes (0, 1, 2, 3, 4 étoiles et 4 étoiles luxe).

Camping classé : terrain de camping-caravaning aménagé, soumis à autorisation préfectorale, classé de 1 à 4 étoiles, selon des normes définies par arrêté. Sont exclus du champ les aires naturelles de camping (maximum : 25 emplacements) et le camping à la ferme.

Meublé de tourisme : villa ou appartement meublé, offert en location à une clientèle de passage.

Résidence de tourisme : établissement commercial d'hébergement classé, constitué d'un ensemble homogène de chambres ou d'appartements meublés.

Village de vacances : installation classée de type pavillonnaire, avec ou sans restauration collective, offrant des équipements communs.



Le réseau TGV en service en 2006

— Lignes grande vitesse

— Lignes aménagées 200/220 Km/h

— Réseau desservi

	Trafic aérien en 2004		Trafic ferroviaire			Réseau ferroviaire au 1.1.2004 (km)	Réseau routier au 1.1.2004		
	Passagers départs et arrivées (milliers)	Frêt avionné (milliers de tonnes)	Voyageurs en 2004		Frêt en 2003 (milliers de tonnes)		Routes nationales (km)	Autoroutes (km)	Routes départementales et voies communales (km)
			Total (millions de voyageurs-kilomètres)	Poids de la région (%)					
Alsace	4 414	34,8	1 252	2,2	4 341	783	459	302	14 240
Aquitaine	4 631	9,3	2 777	4,9	5 654	1 673	1 538	561	70 933
Auvergne	645	0,7	553	1,0	2 740	1 359	945	319	49 644
Bourgogne	16	0,0	1 100	1,9	3 787	2 032	1 292	661	46 801
Bretagne	1 595	9,6	2 315	4,1	3 102	1 172	1 121	50	63 131
Centre	91	5,3	1 491	2,6	6 724	2 358	1 608	773	61 616
Champagne-Ardenne	14	19,1	538	0,9	6 182	1 574	1 098	503	28 011
Corse	2 281	7,0	nd	nd	nd	232	576	0	7 349
Franche-Comté	6	0,0	547	1,0	1 474	895	837	218	24 669
Île-de-France	75 001	1 249,7	18 798	33,0	10 818	1 800	1 362	610	34 826
Languedoc-Roussillon	2 236	1,2	2 643	4,6	4 260	1 447	1 266	506	45 115
Limousin	249	0,0	356	0,6	905	913	583	252	31 707
Lorraine	309	9,0	1 216	2,1	17 292	1 822	1 297	465	32 745
Midi-Pyrénées	6 135	46,0	1 604	2,8	5 444	1 708	1 442	612	81 778
Nord - Pas-de-Calais	844	0,3	3 093	5,4	19 662	1 418	973	597	28 010
Basse-Normandie	142	0,2	629	1,1	1 053	703	765	181	36 249
Haute-Normandie	66	0,1	765	1,3	8 199	889	732	337	26 679
Pays de la Loire	1 878	18,5	2 415	4,2	3 787	1 521	1 503	665	63 638
Picardie	1 428	0,1	821	1,4	7 349	1 584	1 149	514	32 366
Poitou-Charentes	218	0,0	1 222	2,1	4 767	1 237	1 051	300	51 321
Provence - Alpes - Côte d'Azur	15 564	54,8	6 339	11,1	12 150	1 346	1 825	752	45 134
Rhône-Alpes	6 666	31,7	6 573	11,5	8 687	2 712	2 704	1 201	85 533
Ensemble province	49 427	247,6	38 249	67,0	127 559	29 378	24 764	9 769	926 669
Ensemble métropole	124 428	1 497,3	57 047	100,0	138 377	31 178	26 127	10 379	961 495
Guadeloupe	1 910	16,1	///	///	///	///	331	0	2 178
Guyane	431	4,8	///	///	///	///	431	0	366
Martinique	1 504	12,8	///	///	///	///	291	7	630
La Réunion	1 685	28,4	///	///	///	///	363	0	735
Total France	129 958	1 559,3	///	///	///	///	27 543	10 386	965 404

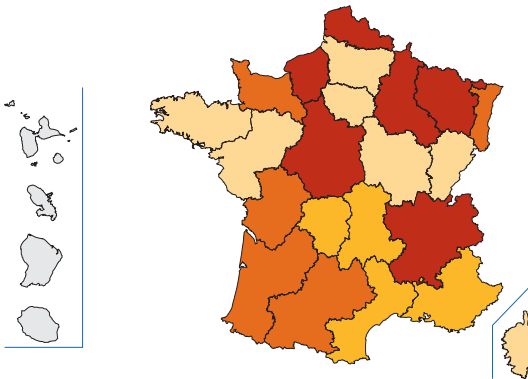
Sources : Direction générale de l'aviation civile, SNCF, SITRAM, Chemin de fer de la Corse, Service technique des routes et autoroutes.

DÉFINITIONS

Trafic aérien : trafic des principaux aéroports (supérieur à 10 000 passagers payants par an).

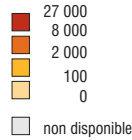
Trafic ferroviaire : le « voyageur-kilomètre » est l'unité utilisée pour mesurer le trafic de voyageurs ; elle correspond au déplacement d'un voyageur sur une distance d'un kilomètre. Elle permet de tenir compte de la distance parcourue par chaque voyageur, contrairement au « nombre de voyageurs transportés ».

Réseau ferroviaire : la longueur totale du réseau correspond à celle des lignes et non à celle des voies ; une liaison de 1 km en double voie a une longueur de voie de 2 km et une longueur de ligne de 1 km.



Production d'électricité primaire en 2002

en kilo tonne équivalent pétrole



	Production d'énergie primaire en 2002 (ktep)							Ensemble
	Énergies fossiles				Électricité primaire		Énergies renouvelables thermiques	
	Total	Charbon	Produits pétroliers	Gaz	Nucléaire	Hydraulique, éolien, photovoltaïque		
Alsace	10	0	10	0	2 610	765	354	3 739
Aquitaine	1 788	0	533	1 255	7 154	156	809	9 907
Auvergne	0	0	0	0	0	131	343	474
Bourgogne	0	0	0	0	0	10	377	387
Bretagne	0	0	0	0	0	55	425	480
Centre	45	0	45	0	21 810	10	486	22 351
Champagne-Ardenne	196	0	124	72	9 980	93	341	10 610
Corse	0	0	0	0	0	26	58	84
Franche-Comté	0	0	0	0	0	75	345	420
Île-de-France	535	0	535	0	0	5	819	1 359
Languedoc-Roussillon	0	0	0	0	0	203	231	434
Limousin	0	0	0	0	0	150	326	476
Lorraine	1 034	918	0	116	9 982	26	485	11 527
Midi-Pyrénées	70	0	70	0	5 210	820	550	6 650
Nord - Pas-de-Calais	0	0	0	0	9 682	1	577	10 260
Basse-Normandie	0	0	0	0	4 545	4	299	4 848
Haute-Normandie	0	0	0	0	13 363	5	401	13 769
Pays de la Loire	0	0	0	0	0	2	496	498
Picardie	0	0	0	0	0	1	368	369
Poitou-Charentes	0	0	0	0	5 191	11	352	5 554
Provence - Alpes - Côte d'Azur	60	60	0	0	0	813	460	1 333
Rhône-Alpes	0	0	0	0	24 294	2 398	817	27 509
Ensemble province	3 202	978	782	1 442	113 821	5 755	8 900	131 678
Ensemble métropole	3 737	978	1 317	1 442	113 821	5 760	9 719	133 038

Source : Observatoire de l'Énergie - DGEMP (d'après CDF, SNCU, CPDP, DHYCA, DIGEC, EDF, GDF, Insee, Sceaux, Serure et Sessi).

DÉFINITIONS

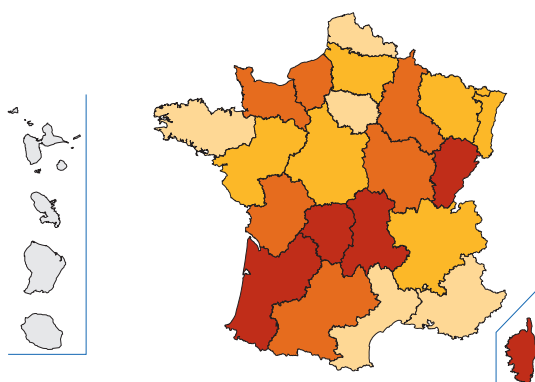
Énergie primaire : énergie brute, non transformée après extraction.

Ktep : kilo tonne équivalent pétrole, c'est l'énergie thermique équivalente à celle fournie par 1 000 tonnes de pétrole. Cette unité est utilisée pour comparer les différentes formes d'énergie. Depuis 2002 les coefficients d'équivalence énergétique ont été modifiés pour adopter la méthode commune aux organisations internationales. Les comparaisons annuelles peuvent donc être délicates. Les coefficients de conversion sont désormais : pour le charbon 1 tonne = 0,619 tep, pour le gaz naturel 1 tonne = 0,077 tep, pour

l'électricité nucléaire 1 MWh = 0,261 tep, pour l'électricité géothermique 1 MWh = 0,86 tep, pour l'électricité d'autres origines 1 MWh = 0,086 tep.

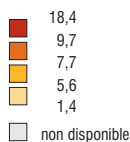
Énergies renouvelables thermiques : sont recensés ici le bois, les déchets renouvelables valorisés sous forme énergétique, le solaire thermique et le biogaz valorisé (soit 80 % des énergies thermiques renouvelables). Les autres énergies renouvelables (30 % des énergies renouvelables) alimentent des centrales hydrauliques ou des éoliennes ; elles sont comptabilisées dans la production d'électricité.

Consommation d'énergie par produit



Consommation de bois en 2002

en % de la consommation totale



	Consommation d'énergie finale en 2002							
	Consommation totale recensée		Consommation par produit (%)					
	Mtep	Poids de la région (%)	Charbon	Pétrole	Gaz	Électricité	Bois	Chauffage urbain
Alsace	5,4	3,5	0,3	39,5	32,5	20,6	5,8	1,2
Aquitaine	8,0	5,2	0,5	51,1	19,7	18,0	10,5	0,3
Auvergne	3,2	2,1	1,2	47,4	21,2	19,4	10,5	0,4
Bourgogne	4,5	2,9	0,3	49,7	21,9	18,7	8,2	1,2
Bretagne	6,8	4,4	0,5	57,7	15,2	20,7	5,4	0,4
Centre	6,6	4,2	0,5	51,3	21,6	18,6	6,8	1,2
Champagne-Ardenne	4,2	2,7	4,0	43,9	26,0	17,2	7,9	1,1
Corse	0,5	0,3	0,0	67,1	3,9	18,4	10,5	0,0
Franche-Comté	3,0	1,9	2,8	46,0	14,8	22,2	13,2	1,0
Île-de-France	24,4	15,6	0,2	50,0	26,0	18,6	1,4	3,9
Languedoc-Roussillon	4,5	2,9	1,0	59,0	13,5	21,5	4,8	0,2
Limousin	1,8	1,1	0,7	43,5	19,3	17,6	18,4	0,6
Lorraine	8,8	5,7	17,3	30,3	26,9	18,2	6,4	0,9
Midi-Pyrénées	5,9	3,8	0,3	47,3	22,3	20,7	9,0	0,3
Nord - Pas-de-Calais	14,2	9,1	23,4	28,0	24,4	19,6	4,1	0,5
Basse-Normandie	3,3	2,1	0,4	54,8	16,1	19,4	8,6	0,7
Haute-Normandie	5,6	3,6	1,4	38,7	29,6	20,6	8,9	0,8
Pays de la Loire	7,7	4,9	0,3	54,1	18,0	20,7	6,3	0,5
Picardie	5,5	3,5	1,8	39,4	31,7	18,9	7,6	0,6
Poitou-Charentes	4,3	2,8	1,3	57,1	15,1	18,3	7,9	0,3
Provence - Alpes - Côte d'Azur	12,3	7,9	14,0	46,6	15,1	19,7	4,3	0,4
Rhône-Alpes	15,5	9,9	0,4	48,0	21,5	22,1	6,6	1,4
Ensemble province	131,5	84,3	5,6	45,3	21,5	19,8	7,0	0,7
Ensemble métropole	155,9	100,0	4,8	46,1	22,2	19,6	6,2	1,2

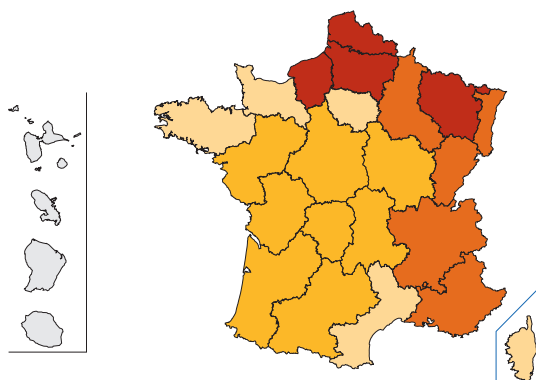
Source : Observatoire de l'Énergie, DGEMP (d'après CDF, SNCU, CPDP, DHYCA, DIGEC, EDF, GDF, Insee, Sceaes, Serure et Sessi).

DÉFINITIONS

Consommation d'énergie finale : consommation – nette des pertes de distribution – de tous les secteurs de l'économie, à l'exception des quantités consommées par les producteurs et transformateurs d'énergie.

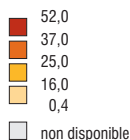
Mtep : Mégatonne équivalent pétrole, c'est l'énergie thermique équivalente à celle fournie par 1 000 000 tonnes de pétrole. Cette unité est utilisée pour comparer les différentes formes d'énergie. Depuis 2002 les coefficients d'équivalence énergétique ont été

modifiés pour adopter la méthode commune aux organisations internationales. Les comparaisons annuelles peuvent donc être délicates. Les coefficients de conversion sont désormais pour le charbon 1 tonne = 0,619 tep, pour le gaz naturel 1 tonne = 0,077 tep, pour l'électricité nucléaire 1 MWh = 0,261 tep, pour l'électricité géothermique 1 MWh = 0,86 tep, pour l'électricité d'autres origines 1 MWh = 0,086 tep.



Consommation de l'industrie en 2002

en % de la consommation totale



	Consommation énergétique finale par secteur en 2002				
	Résidentiel et tertiaire (Ktep)	Industrie (Ktep)	Transports (Ktep)	Agriculture (Ktep)	Total par habitant (tep)
Alsace	2 159	1 925	1 261	63	3,0
Aquitaine	3 364	1 641	2 802	228	2,7
Auvergne	1 467	669	1 009	84	2,4
Bourgogne	1 963	787	1 634	115	2,8
Bretagne	2 943	924	2 606	337	2,3
Centre	2 828	1 229	2 231	272	2,7
Champagne-Ardenne	1 594	1 297	1 124	157	3,1
Corse	275	2	255	4	2,0
Franche-Comté	1 221	837	894	41	2,7
Île-de-France	11 775	1 887	10 629	90	2,2
Languedoc-Roussillon	1 885	495	1 983	93	1,8
Limousin	815	367	552	46	2,5
Lorraine	2 717	4 334	1 679	94	3,8
Midi-Pyrénées	2 498	1 199	1 949	227	2,2
Nord - Pas-de-Calais	3 889	7 382	2 797	110	3,5
Basse-Normandie	1 550	506	1 161	103	2,3
Haute-Normandie	1 838	2 381	1 342	79	3,1
Pays de la Loire	3 134	1 369	2 874	296	2,3
Picardie	1 834	2 129	1 360	146	2,9
Poitou-Charentes	1 803	830	1 502	172	2,6
Provence - Alpes - Côte d'Azur	3 844	4 246	4 024	161	2,7
Rhône-Alpes	6 241	4 131	4 950	138	2,7
Ensemble province	49 863	38 680	39 987	2 965	2,7
Ensemble métropole	61 638	40 568	50 616	3 055	2,6

Source : Observatoire de l'Énergie - DGEMP (d'après CDF, SNUC, CPDP, DHYCA, DIGEC, EDF, GDF, Insee, Sceaux, Serure et Sessi).

DÉFINITIONS

Ktep : kilo tonne équivalent pétrole, c'est l'énergie thermique équivalente à celle fournie par 1 000 tonnes de pétrole. Cette unité est utilisée pour comparer les différentes formes d'énergie. Depuis 2002 les coefficients d'équivalence énergétique ont été modifiés pour adopter la méthode commune aux organisations internationales. Les comparaisons annuelles peuvent donc être délicates. Les coefficients de conversion sont désormais :

pour le charbon 1 tonne = 0,619 tep,
 pour le gaz naturel 1 tonne = 0,077 tep,
 pour l'électricité nucléaire 1 MWh = 0,261 tep,
 pour l'électricité géothermique 1 MWh = 0,86 tep,
 pour l'électricité d'autres origines 1 MWh = 0,086 tep.

Secteur résidentiel : il correspond aux ménages, donc à la consommation domestique d'énergie.

Développement social urbain

- Population en Zus et ZFU
- Démographie en Zus et ZFU
- Taux d'activité en Zus et ZFU
- Chômage en Zus et ZFU

- Demandes d'emploi en Zus et ZFU
- Demandeurs d'emploi en Zus et ZFU
- Revenus fiscaux en Zus

La France compte 750 zones urbaines sensibles (Zus) et 85 zones franches urbaines (ZFU), cibles prioritaires de la politique de la ville. Les Zus, caractérisées par l'existence de grands ensembles d'habitat dégradé, sont des zones dites de population : les aides accordées sont destinées aux habitants. Les ZFU, quartiers situés dans des zones sensibles ou défavorisées, ont été définis à partir de critères tels que taux de chômage, part des jeunes, part des personnes sorties du système scolaire sans diplôme, potentiel fiscal par habitant. Ce sont des zones dites d'entreprise : les entreprises y bénéficient d'un dispositif complet d'exonérations de charges fiscales et sociales durant cinq ans.

Dans le Nord ou en Île-de-France, un habitant sur dix en Zus

Les Zus regroupent 7,7 % de la population française en 1999. Cette part dépasse 10 % en Corse, en Champagne-Ardenne et dans les régions très urbanisées du Nord - Pas-de-Calais ou de l'Île-de-France. À l'inverse, elle n'atteint pas 3 % en Limousin ou Midi-Pyrénées. La Guyane et La Réunion détiennent des taux record, supérieurs à 16 %. Sauf en Guyane et à La Réunion, entre 1990 et 1999, la population des Zus a diminué, de -0,6 % par an en moyenne, tandis que la population française augmentait de 0,4 % par an. En métropole, les moins de 25 ans et les étrangers sont sur-représentés dans les Zus, et plus encore dans les ZFU.

Entre 15 et 59 ans, les habitants des Zus sont moins souvent actifs que l'ensemble de la population (68 contre 73 %). L'écart est encore plus marqué pour les ZFU. Les Zus de Franche-Comté, du Centre ou de Lorraine ont des taux d'activité beaucoup plus bas que ceux de leur région, alors que la différence est faible en Corse, en Poitou-Charentes et dans les Dom.

Ce sont souvent les femmes qui ont un taux d'activité plus faible en Zus, en particulier là

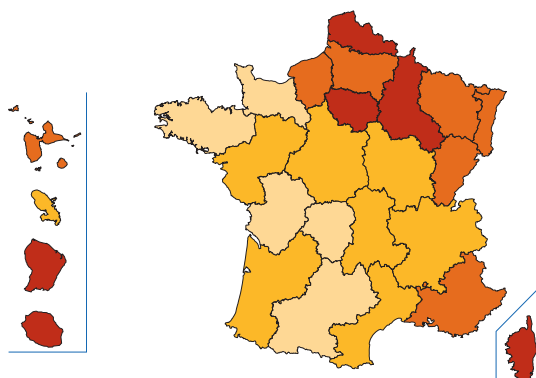
où les écarts du taux d'activité général sont importants : Franche-Comté, Centre et Lorraine, ainsi que Languedoc-Roussillon, Alsace et Haute-Normandie. Cependant, la Corse et les Dom font exception : les femmes résidant en Zus sont aussi souvent actives que les autres habitantes de la région, voire plus.

Un marché du travail dégradé

Le marché du travail est nettement plus dégradé dans ces territoires. Au sens du recensement de 1999, le chômage est deux fois plus élevé dans les Zus qu'en moyenne nationale : 26 % contre 13 %. Il dépasse 30 % dans les ZFU. Les moins de 25 ans, les femmes et les étrangers sont dans une situation plus difficile. Le Languedoc-Roussillon enregistre le taux de chômage le plus élevé ; il en va de même dans ses Zus. L'écart entre le taux régional et celui des Zus est particulièrement fort en Midi-Pyrénées, mais faible en Corse, Île-de-France et Auvergne. Dans les Dom, les taux de chômage dans les Zus diffèrent peu des taux régionaux, déjà très élevés.

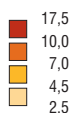
Entre 2003 et 2004, le nombre de demandeurs d'emploi a davantage baissé dans les Zus et les ZFU qu'en métropole (-0,6 % et -1,1 % contre -0,1 %). Mais le contraste est fort selon la région. Si l'amélioration est très sensible en Languedoc-Roussillon ou Rhône-Alpes, et plus encore dans leurs Zus, l'Alsace, en revanche, voit sa situation se dégrader : le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 9,4 % dans la région et de 10,7 % dans ses Zus.

Le revenu fiscal médian de chaque Zus est en général inférieur au revenu médian régional. Dans le Centre et en Limousin, quelle que soit la Zus, cet écart dépasse toujours 5 000 euros par unité de consommation. L'Alsace connaît une situation proche. À l'inverse, cinq régions - Auvergne, Île-de-France, Languedoc-Roussillon, Haute-Normandie et Nord - Pas de Calais - ont au moins une Zus qui se distingue par un revenu médian légèrement supérieur à celui de la région. ■



Population en Zus en 1999

pour 100 habitants



	Zones urbaines sensibles (Zus)			Zones franches urbaines (ZFU)				Ensemble du territoire	
	Nombre	Population en 1999 (milliers)	Évolution annuelle moy. 90-99 (%)	1 ^{re} génération		2 ^e génération		Population en 1999 (milliers)	Évolution annuelle moy. 90-99 (%)
				Nombre	Population en 1999 (milliers)	Nombre	Population en 1999 (milliers)		
Alsace	19	135,8	-0,5	2	22,3	1	13,9	1 733,7	0,7
Aquitaine	24	141,0	-0,3	1	36,6	0	0	2 909,0	0,4
Auvergne	17	73,3	-0,4	0	0	1	24,4	1 308,7	-0,1
Bourgogne	22	92,9	-1,4	1	10,8	0	0	1 610,4	0,0
Bretagne	20	102,4	-0,7	0	0	0	0	2 907,2	0,4
Centre	30	129,3	-1,2	2	25,8	1	14,4	2 440,0	0,3
Champagne-Ardenne	31	150,3	-0,8	3	42,6	1	12,0	1 342,2	0,0
Corse	5	28,5	-1,5	0	0	0	0	260,1	0,4
Franche-Comté	23	91,6	-1,1	1	9,2	1	16,7	1 117,3	0,2
Île-de-France	157	1 332,0	-0,4	9	220,9	14	233,7	10 951,1	0,3
Languedoc-Roussillon	28	141,6	-0,7	3	40,4	1	15,5	2 296,4	0,9
Limousin	3	19,4	-0,2	0	0	0	0	710,8	-0,2
Lorraine	38	168,3	-1,1	1	12,0	2	38,0	2 310,0	0,0
Midi-Pyrénées	14	66,3	-1,2	0	0	1	43,1	2 552,7	0,4
Nord - Pas-de-Calais	73	440,6	-0,3	3	83,7	4	57,0	3 995,9	0,1
Basse-Normandie	12	58,7	-1,0	1	10,2	2	24,2	1 422,4	0,2
Haute-Normandie	25	142,3	-0,9	1	21,4	2	27,2	1 780,4	0,3
Pays de la Loire	29	160,4	-0,7	1	14,0	3	40,6	3 222,8	0,6
Picardie	21	142,0	-0,6	3	37,0	2	20,7	1 857,1	0,3
Poitou-Charentes	14	70,9	-0,6	0	0	1	18,3	1 640,5	0,3
Provence - Alpes - Côte d'Azur	48	399,7	-0,4	3	40,7	1	44,7	4 506,3	0,6
Rhône-Alpes	64	364,3	-1,0	3	45,4	3	56,5	5 645,8	0,6
Ensemble province	560	3 119,7	-0,7	29	452,2	27	467,2	47 569,6	0,4
Ensemble métropole	717	4 451,7	-0,6	38	673,1	41	700,9	58 520,7	0,4
Guadeloupe	8	36,9	-1,9	2	15,4	0	0	422,2	1,0
Guyane	4	24,8	0,6	2	22,6	0	0	156,8	3,6
Martinique	6	24,6	-1,9	1	6,7	0	0	381,3	0,7
La Réunion	15	123,0	1,7	1	14,3	0	0	706,2	1,9
Total France	750	4 660,9	-0,6	44	732,3	41	700,9	60 187,2	0,4

Source : Insee (recensements de la population 1999 et 1990).

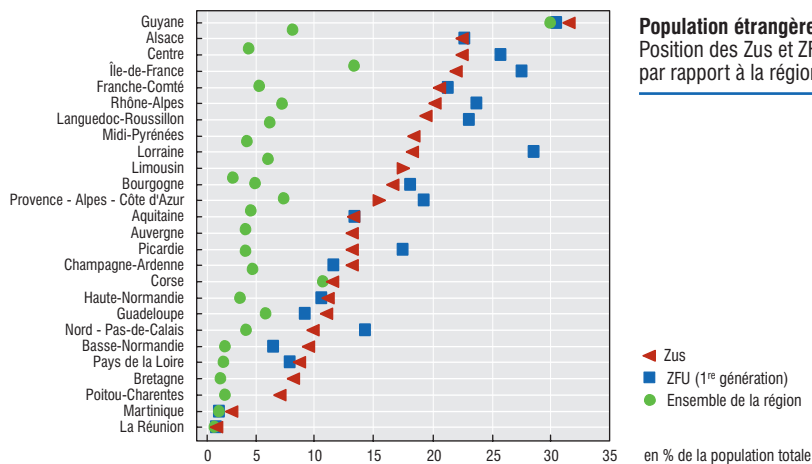
DÉFINITIONS

Zones urbaines sensibles (Zus) : territoires infra-urbains définis par les pouvoirs publics pour être la cible prioritaire de la politique de la ville, en fonction de considérations locales liées aux difficultés que connaissent les habitants. Caractérisées par l'existence de grands ensembles d'habitat dégradé, les Zus sont des zones dites de population, car les aides accordées sont destinées directement à la population.

Zones franches urbaines (ZFU) : quartiers de plus de 10 000 habitants, situés dans des zones dites sensibles ou défavorisées, et

définis à partir des critères suivants : taux de chômage, part des jeunes, part des personnes sorties du système scolaire sans diplôme, potentiel fiscal par habitant. Les entreprises implantées dans ces quartiers bénéficient d'un dispositif complet d'exonérations de charges fiscales et sociales durant cinq ans. Ce sont donc des zones dites d'entreprise. La loi de 1996 stipulait la création de 44 ZFU (de 1^{re} génération), dispositif complété par la loi d'orientation et de programmation pour la ville de 2003 ordonnant la création de 41 nouvelles ZFU (de 2^e génération).

Démographie en Zus et ZFU



	Moins de 25 ans (%)			Femmes (%)			Étrangers (%)		
	Zus	ZFU (1 ^{re} génération)	Ensemble de la région	Zus	ZFU (1 ^{re} génération)	Ensemble de la région	Zus	ZFU (1 ^{re} génération)	Ensemble de la région
Alsace	41,7	44,5	31,3	51,4	51,9	51,1	22,2	22,3	7,3
Aquitaine	35,2	35,5	28,2	53,3	53,5	51,9	12,8	12,7	3,7
Auvergne	33,9	///	27,4	52,7	///	51,4	12,6	///	3,3
Bourgogne	39,7	38,6	29,1	52,5	52,4	51,4	16,1	17,6	4,0
Bretagne	37,5	///	30,5	53,7	///	51,4	7,5	///	1,1
Centre	42,5	42,2	29,8	51,8	51,7	51,2	22,1	25,4	4,0
Champagne-Ardenne	40,8	42,6	31,4	52,1	52,3	51,0	12,6	10,9	3,8
Corse	29,7	///	27,2	54,5	///	51,2	10,9	///	9,9
Franche-Comté	41,4	42,1	31,5	51,6	50,0	50,8	20,2	20,8	4,8
Île-de-France	39,6	45,4	31,9	51,0	50,8	51,6	21,6	27,3	11,9
Languedoc-Roussillon	38,1	43,3	29,0	52,3	52,1	51,9	19,0	22,7	5,8
Limousin	37,5	///	25,2	54,0	///	51,7	17,0	///	2,8
Lorraine	41,0	51,1	31,5	51,5	51,1	51,1	17,8	28,3	5,5
Midi-Pyrénées	37,2	///	28,0	52,8	///	51,3	18,0	///	3,9
Nord - Pas-de-Calais	41,8	45,6	35,3	52,0	51,9	51,6	9,2	13,6	3,3
Basse-Normandie	40,3	41,9	31,4	53,0	52,0	51,4	8,8	5,6	1,4
Haute-Normandie	42,9	44,9	32,9	52,5	52,1	51,4	10,5	9,8	2,7
Pays de la Loire	38,2	37,9	32,1	52,7	54,4	51,2	8,0	7,1	1,3
Picardie	42,0	42,8	33,2	51,9	51,5	50,8	12,6	16,9	3,4
Poitou-Charentes	34,8	///	28,4	53,8	///	51,3	6,3	///	1,6
Provence - Alpes - Côte d'Azur	37,0	41,6	29,1	51,8	51,8	52,1	14,9	18,7	6,3
Rhône-Alpes	39,4	42,3	31,7	51,7	50,6	51,2	19,8	23,3	6,4
Ensemble province	39,4	42,7	30,7	52,2	51,9	51,4	14,4	17,0	4,1
Ensemble métropole	39,4	43,6	30,9	51,8	51,6	51,4	16,5	20,4	5,6
Guadeloupe	40,0	39,5	38,1	54,7	54,7	51,9	10,4	8,4	5,0
Guyane	51,2	51,6	50,2	52,0	52,3	49,6	31,4	30,3	29,7
Martinique	34,9	33,4	35,6	55,1	56,6	52,6	2,1	0,9	0,9
La Réunion	45,9	46,9	43,9	52,2	52,3	50,9	0,8	0,7	0,5
Total France	39,7	43,7	31,2	51,9	51,7	51,4	16,1	19,9	5,5

Source : Insee (recensement de la population de 1999).

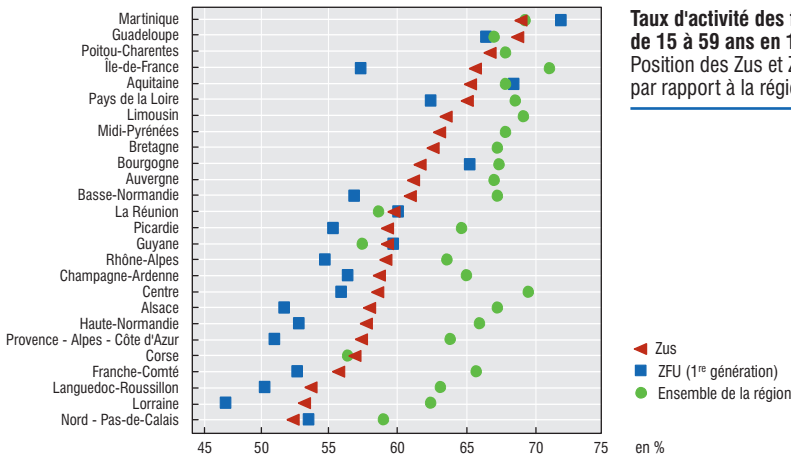
DÉFINITIONS

Zones urbaines sensibles (Zus) : territoires infra-urbains définis pour être la cible prioritaire de la politique de la ville, en fonction de considérations locales liées aux difficultés que connaissent les habitants. Caractérisées par l'existence de grands ensembles d'habitat dégradé, les Zus sont des zones dites de population (cf. p 213).

Zones franches urbaines (ZFU) : quartiers de plus de 10 000 habitants, situés dans des zones dites sensibles ou défavorisées (cf. p 213). Les ZFU sont des zones dites d'entreprise : les entreprises y

bénéficient d'un dispositif complet d'exonérations de charges fiscales et sociales durant cinq ans. La loi de 1996 stipulait la création de 44 ZFU (de 1^{re} génération), dispositif complété en 2003 par la création de 41 nouvelles ZFU (de 2^e génération).

Étranger : toute personne résidant en France ayant déclaré, au recensement de 1999, une nationalité autre que la nationalité française. Fondée sur le critère juridique de la nationalité, la notion de population étrangère ne se confond pas avec celle de population immigrée (personnes nées étrangères à l'étranger).



Taux d'activité des femmes de 15 à 59 ans en 1999
Position des Zus et ZFU par rapport à la région

	Taux d'activité de la population de 15 à 59 ans (%)								
	Ensemble			Jeunes de moins de 25 ans			Femmes		
	Zus	ZFU (1 ^{re} gén.)	Ens. de la région	Zus	ZFU (1 ^{re} gén.)	Ens. de la région	Zus	ZFU (1 ^{re} gén.)	Ens. de la région
Alsace	67,5	63,3	74,8	39,0	38,1	36,2	58,0	51,7	67,4
Aquitaine	70,6	73,4	73,4	33,1	38,1	29,7	65,4	68,5	67,9
Auvergne	68,1	///	73,3	29,9	///	29,3	61,2	///	67,1
Bourgogne	68,8	70,6	74,0	35,3	32,7	32,3	61,7	65,3	67,5
Bretagne	68,5	///	72,5	30,4	///	27,3	62,7	///	67,3
Centre	67,2	64,9	75,4	36,0	33,8	32,8	58,6	55,9	69,6
Champagne-Ardenne	67,6	65,6	72,5	34,2	32,0	31,2	58,7	56,3	65,1
Corse	65,4	///	65,7	33,7	///	29,5	57,0	///	56,3
Franche-Comté	64,5	60,9	72,8	30,8	28,1	29,7	55,8	52,6	65,8
Île-de-France	71,9	66,0	75,8	31,8	30,7	28,6	65,8	57,4	71,2
Languedoc-Roussillon	62,7	59,5	69,9	32,1	30,9	28,0	53,7	50,3	63,2
Limousin	68,3	///	74,1	30,9	///	28,9	63,6	///	69,3
Lorraine	62,9	58,6	70,6	32,0	33,2	30,7	53,2	47,4	62,5
Midi-Pyrénées	68,4	///	73,3	32,5	///	27,7	63,1	///	67,9
Nord - Pas-de-Calais	63,1	63,2	67,8	32,6	33,2	28,3	52,4	53,5	59,0
Basse-Normandie	68,4	67,2	73,3	36,9	37,5	31,3	61,0	56,8	67,3
Haute-Normandie	66,5	61,8	72,8	33,7	29,1	31,1	57,8	52,8	66,0
Pays de la Loire	71,2	73,9	74,3	37,1	40,0	32,5	65,2	62,4	68,7
Picardie	67,4	64,4	72,5	34,4	32,4	32,0	59,3	55,3	64,7
Poitou-Charentes	72,5	///	73,8	38,5	///	31,6	66,9	///	68,0
Provence - Alpes - Côte d'Azur	64,8	60,7	70,3	31,2	32,2	28,1	57,4	51,0	63,9
Rhône-Alpes	67,0	64,0	73,6	31,9	32,3	29,1	59,2	54,7	63,7
Ensemble province	66,4	64,4	72,5	33,3	33,2	30,1	58,4	55,5	65,9
Ensemble métropole	68,1	64,9	73,1	32,9	32,4	29,8	60,6	56,1	66,9
Guadeloupe	69,4	68,1	70,6	26,7	27,9	29,0	68,9	66,6	67,1
Guyane	65,7	65,7	65,0	29,1	28,9	28,6	59,3	59,7	57,5
Martinique	70,7	71,3	72,0	27,9	22,0	25,5	69,2	72,0	69,3
La Réunion	66,0	65,9	66,1	33,0	33,5	35,0	59,8	60,1	58,6
Total France	68,1	65,1	73,0	32,8	32,1	29,9	60,7	56,7	66,8

Source : Insee (recensement de la population de 1999).

DÉFINITIONS

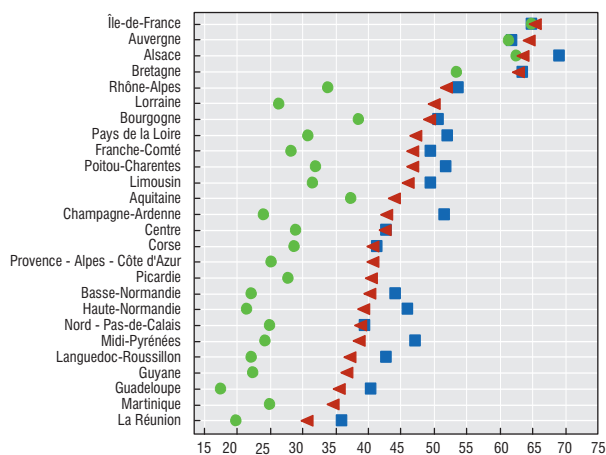
Zones urbaines sensibles (Zus) : territoires infra-urbains définis pour être la cible prioritaire de la politique de la ville, en fonction de considérations locales liées aux difficultés que connaissent les habitants. Caractérisées par l'existence de grands ensembles d'habitat dégradé, les Zus sont des zones dites de population (cf. p 213).

Zones franches urbaines (ZFU) : quartiers de plus de 10 000 habitants, situés dans des zones dites sensibles ou défavorisées

(cf. p 213). Les ZFU sont des zones dites d'entreprise : les entreprises y bénéficient d'un dispositif complet d'exonérations de charges fiscales et sociales durant cinq ans. La loi de 1996 stipulait la création de 44 ZFU (de 1^{re} génération), dispositif complété en 2003 par la création de 41 nouvelles ZFU (de 2^e génération).

Taux d'activité : rapport entre le nombre d'actifs (actifs ayant un emploi et chômeurs) et la population totale correspondante.

Chômage en Zus et ZFU



Taux de chômage des moins de 25 ans en 1999
Position des Zus et ZFU par rapport à la région

▲ Zus
■ ZFU (1^{re} génération)
● Ensemble de la région

	Taux de chômage au sens du recensement de 1999 (%)										
	Ensemble (15 ans et plus)			Moins de 25 ans			Femmes			Étrangers	
	Zus	ZFU (1 ^{re} gén.)	Ens. de la région	Zus	ZFU (1 ^{re} gén.)	Ens. de la région	Zus	ZFU (1 ^{re} gén.)	Ens. de la région	Zus	Ens. de la région
Alsace	22,2	25,1	8,6	35,6	40,2	17,3	24,3	27,7	10,4	29,1	17,3
Aquitaine	25,8	26,2	13,3	40,7	41,1	28,6	28,4	30,3	16,4	39,8	24,6
Auvergne	20,9	///	11,6	34,6	///	24,9	24,7	///	14,8	28,7	19,5
Bourgogne	24,4	25,0	11,7	38,9	39,4	24,7	27,5	28,8	14,8	37,9	23,9
Bretagne	23,0	///	10,6	36,6	///	22,2	25,0	///	13,0	36,6	24,9
Centre	29,8	33,7	11,5	42,7	51,4	23,8	33,3	37,3	13,9	39,1	24,7
Champagne-Ardenne	27,1	26,3	13,4	42,6	42,6	28,8	31,3	31,9	16,6	37,6	26,8
Corse	21,2	///	17,6	44,0	///	37,1	23,8	///	21,0	26,9	24,9
Franche-Comté	24,7	26,8	10,2	40,2	44,0	22,0	28,9	31,0	13,1	32,8	22,3
Île-de-France	19,6	24,6	11,5	30,7	35,8	19,7	19,9	26,2	11,8	28,8	21,5
Languedoc-Roussillon	38,1	43,4	18,6	51,8	53,6	33,7	40,6	46,7	21,7	55,0	34,4
Limousin	25,1	///	10,8	40,6	///	25,0	28,5	///	13,1	48,4	28,3
Lorraine	24,7	34,3	11,8	38,5	47,1	24,1	28,9	41,0	15,1	33,4	20,6
Midi-Pyrénées	34,8	///	12,7	50,1	///	26,2	38,9	///	15,7	49,7	26,4
Nord - Pas-de-Calais	32,1	35,7	17,7	49,3	50,6	38,3	34,6	37,2	20,6	45,4	33,3
Basse-Normandie	30,5	32,0	12,5	46,8	49,4	28,1	33,0	37,2	14,8	45,1	28,2
Haute-Normandie	30,9	33,5	14,6	47,2	51,9	30,7	34,5	38,5	17,2	46,3	33,8
Pays de la Loire	26,9	29,8	11,1	39,4	45,8	21,2	30,5	34,6	14,1	46,7	32,5
Picardie	28,6	33,2	14,2	46,7	51,6	31,7	31,5	36,0	17,1	39,4	26,0
Poitou-Charentes	27,4	///	13,1	40,4	///	27,7	30,2	///	16,2	42,1	26,2
Provence - Alpes - Côte d'Azur	34,2	37,2	18,3	46,0	49,3	31,4	36,9	42,0	20,6	50,1	36,4
Rhône-Alpes	24,0	29,7	11,0	37,2	42,5	22,1	26,4	33,4	13,2	33,4	22,4
Ensemble province	28,4	32,3	13,2	43,0	47,4	26,8	31,3	35,9	15,9	nd	26,4
Ensemble métropole	25,5	29,7	12,8	39,6	43,8	25,6	27,5	32,6	15,0	35,3	24,1
Guadeloupe	36,0	44,6	34,2	63,5	69,0	62,3	38,3	46,6	37,9	nd	42,7
Guyane	39,3	39,5	30,0	62,8	63,3	53,4	44,7	44,7	35,3	nd	49,5
Martinique	38,6	30,5	32,8	64,5	61,6	61,3	40,0	31,7	36,2	nd	48,9
La Réunion	42,0	43,4	41,6	65,4	64,7	64,7	45,3	47,0	45,4	nd	51,5
Total France	26,1	30,6	13,4	40,7	45,3	26,8	28,3	33,7	15,7	nd	24,6

Source : Insee (recensement de la population de 1999).

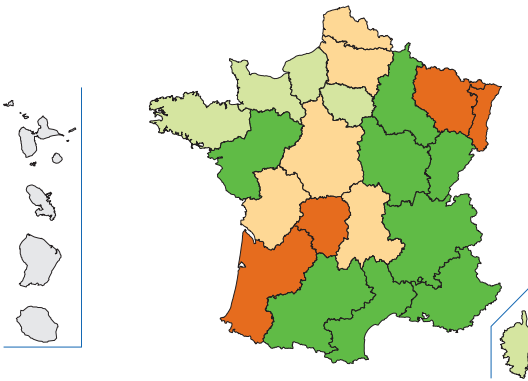
DÉFINITIONS

Zones urbaines sensibles (Zus) : territoires infra-urbains définis pour être la cible prioritaire de la politique de la ville, en fonction de considérations locales liées aux difficultés que connaissent les habitants. Caractérisées par l'existence de grands ensembles d'habitat dégradé, les Zus sont des zones dites de population (cf. p 213).

Zones franches urbaines (ZFU) : quartiers de plus de 10 000 habitants, situés dans des zones dites sensibles ou défavorisées (cf. p 213). Les ZFU sont des zones dites d'entreprise : les entreprises y bénéficient d'un dispositif complet d'exonérations de

charges fiscales et sociales durant cinq ans. La loi de 1996 stipulait la création de 44 ZFU (de 1^{re} génération), dispositif complété en 2003 par la création de 41 nouvelles ZFU (de 2^e génération).

Taux de chômage : nombre de chômeurs rapporté à la population active correspondante (qui comprend les actifs occupés et les chômeurs). Sont considérés ici les chômeurs au sens du recensement de la population de 1999, c'est-à-dire les personnes qui se sont elles-mêmes déclarées chômeurs, sauf si elles ont, en outre, déclaré explicitement ne pas rechercher de travail.



Évolution comparée des DEMF en Zus et en région décembre 2003 à décembre 2004

Augmentation en région

- augmentation plus forte en Zus
- augmentation plus faible ou diminution en Zus

Diminution en région

- diminution plus faible ou augmentation en Zus
- diminution plus forte en Zus

■ non disponible

	Demandes d'emploi en fin de mois (DEFM)					
	Décembre 2004 (milliers)			Évolution annuelle 2003-04 (%)		
	Zus	ZFU	Ensemble de la région	Zus	ZFU	Ensemble de la région
Alsace	10,8	2,8	66,5	10,7	5,9	9,4
Aquitaine	10,5	2,7	124,5	3,1	1,8	1,8
Auvergne	4,1	1,4	43,6	-2,0	-1,4	0,3
Bourgogne	5,8	0,7	55,6	-1,1	-8,5	-0,4
Bretagne	6,1	///	100,8	0,8	///	-1,1
Centre	10,4	3,3	92,1	0,3	1,7	1,6
Champagne-Ardenne	11,0	4,3	56,3	-4,0	0,9	-1,8
Corse	1,1	///	10,3	3,4	///	-1,0
Franche-Comté	7,1	2,2	40,4	-2,0	4,2	-1,4
Île-de-France	99,8	36,2	546,7	0,2	-1,2	-0,3
Languedoc-Roussillon	11,4	4,7	123,8	-5,8	-6,3	-2,3
Limousin	1,3	///	20,1	4,3	///	0,4
Lorraine	11,5	3,5	89,4	3,5	4,8	2,7
Midi-Pyrénées	5,8	4,1	102,8	-3,6	-1,9	-1,4
Nord - Pas-de-Calais	36,0	11,8	208,2	1,5	-0,4	2,0
Basse-Normandie	4,6	2,7	56,7	0,0	-2,7	-0,8
Haute-Normandie	10,9	3,7	79,1	-1,6	-3,5	-2,2
Pays de la Loire	11,4	4,1	116,2	-2,6	-2,8	-1,4
Picardie	12,4	5,3	88,5	1,6	2,3	2,4
Poitou-Charentes	5,0	1,1	63,3	0,1	-3,1	0,8
Provence - Alpes - Côte d'Azur	30,4	5,9	221,1	-1,4	-3,8	-0,1
Rhône-Alpes	24,4	7,6	207,9	-5,2	-4,4	-2,5
Ensemble province	232,0	71,8	1 967,1	-0,9	-1,0	0,0
Ensemble métropole	331,7	108,0	2 513,8	-0,6	-1,1	-0,1

Source : Insee - ANPE.

DÉFINITIONS

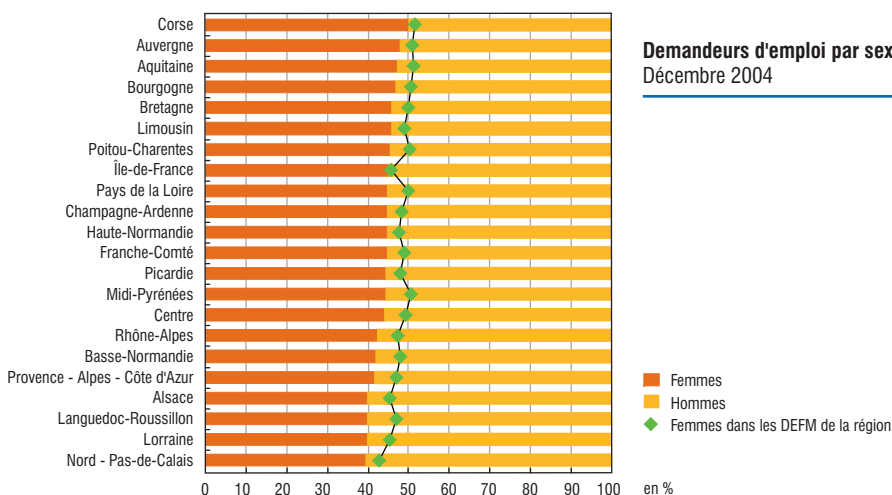
Zones urbaines sensibles (Zus) : territoires infra-urbains définis pour être la cible prioritaire de la politique de la ville, en fonction de considérations locales liées aux difficultés que connaissent les habitants. Caractérisées par l'existence de grands ensembles d'habitat dégradé, les Zus sont des zones dites de population (cf. p 213).

Zones franches urbaines (ZFU) : quartiers de plus de 10 000 habitants, situés dans des zones dites sensibles ou défavorisées

(cf. p 213). Les ZFU sont des zones dites d'entreprise : les entreprises y bénéficient d'un dispositif complet d'exonérations de charges fiscales et sociales durant cinq ans.

Demandes d'emploi en fin de mois (DEFM) : sont considérées ici les personnes inscrites à l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE), immédiatement disponibles, qui recherchent un emploi à durée indéterminée et à temps plein (catégorie 1).

Demandeurs d'emploi en Zus et ZFU



	Caractéristiques des demandeurs d'emploi fin décembre 2004								
	Moins de 25 ans (%)			Femmes (%)			Étrangers (%)		
	Zus	ZFU	Ensemble de la région	Zus	ZFU	Ensemble de la région	Zus	ZFU	Ensemble de la région
Alsace	25,5	26,7	22,4	39,9	40,9	45,7	31,1	33,4	15,2
Aquitaine	21,0	23,9	20,2	47,2	48,0	51,4	20,5	21,0	7,1
Auvergne	22,7	24,9	22,6	48,0	48,0	51,2	18,4	25,1	5,6
Bourgogne	25,6	27,8	23,1	47,0	49,0	50,7	23,2	23,5	7,7
Bretagne	21,2	///	21,0	45,7	///	50,1	13,7	///	3,1
Centre	23,0	22,5	21,9	43,9	42,2	49,4	30,4	33,6	9,5
Champagne-Ardenne	22,4	22,5	23,0	44,7	46,0	48,4	17,9	19,2	7,1
Corse	19,5	///	18,3	50,0	///	51,9	16,5	///	12,0
Franche-Comté	23,4	19,5	22,5	44,6	43,2	49,3	28,2	30,8	10,4
Île-de-France	17,2	19,4	14,0	45,1	45,2	46,0	35,6	38,8	24,3
Languedoc-Roussillon	24,5	25,0	19,6	39,8	39,9	47,1	31,4	33,2	10,3
Limousin	24,3	///	22,6	45,7	///	49,1	33,3	///	8,0
Lorraine	26,3	23,7	24,8	39,8	39,8	45,7	18,9	23,0	7,8
Midi-Pyrénées	24,1	25,2	19,5	44,3	43,1	50,9	29,9	33,8	9,0
Nord - Pas-de-Calais	25,3	25,2	27,0	39,3	39,0	43,1	13,9	16,4	5,9
Basse-Normandie	24,5	23,8	24,8	42,0	41,3	48,3	11,6	9,8	3,3
Haute-Normandie	27,2	26,4	25,8	44,7	42,8	47,9	18,9	24,4	6,7
Pays de la Loire	23,9	23,6	23,6	44,8	45,6	50,2	17,5	17,9	5,0
Picardie	25,0	24,3	24,8	44,5	43,6	48,1	20,0	21,9	6,5
Poitou-Charentes	20,4	22,9	22,1	45,4	42,5	50,6	12,5	6,6	3,7
Provence - Alpes - Côte d'Azur	18,1	18,6	17,3	41,6	40,8	47,3	24,3	24,1	12,0
Rhône-Alpes	21,6	23,2	19,7	42,2	40,6	47,7	28,1	28,5	12,5
Ensemble province	23,2	23,7	22,0	42,7	42,1	48,1	21,8	23,6	8,3
Ensemble métropole	21,4	22,3	20,2	43,4	43,1	47,6	25,9	28,8	11,8

Sources : Insee, ANPE.

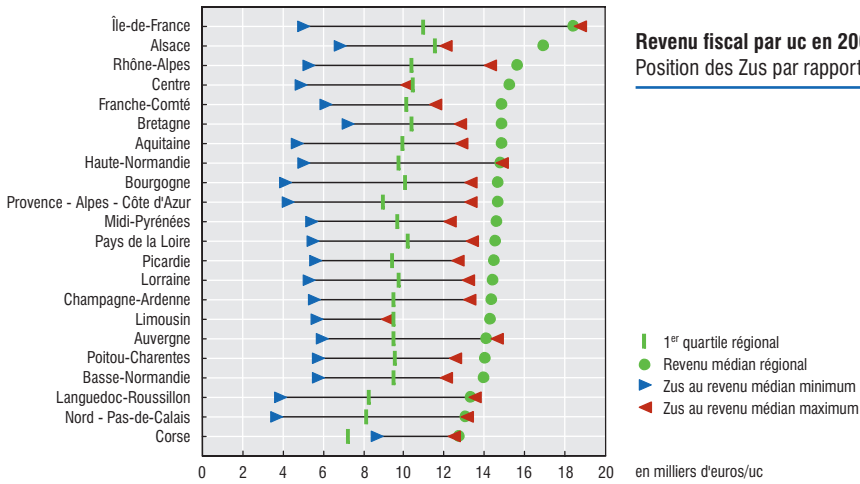
DÉFINITIONS

Zones urbaines sensibles (Zus) : territoires infra-urbains définis pour être la cible prioritaire de la politique de la ville, en fonction de considérations locales liées aux difficultés que connaissent les habitants. Caractérisées par l'existence de grands ensembles d'habitat dégradé, les Zus sont des zones dites de population (*cf. p 213*).

Zones franches urbaines (ZFU) : quartiers de plus de 10 000 habitants, situés dans des zones dites sensibles ou défavorisées

(*cf. p 213*). Les ZFU sont des zones dites d'entreprise : les entreprises y bénéficient d'un dispositif complet d'exonérations de charges fiscales et sociales durant cinq ans.

Demandes d'emploi en fin de mois (DEFM) : sont considérées ici les personnes inscrites à l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE), immédiatement disponibles, qui recherchent un emploi à durée indéterminée et à temps plein (catégorie 1).



	Nombre de Zus étudiées	Nombre de ménages fiscaux en Zus (milliers)	Part des ménages fiscaux en Zus dans la région (%)	Revenus fiscaux 2002 par unité de consommation (uc)				
				Parmi les Zus		Ensemble région		Nombre de Zus dont le revenu médian par uc < 1 ^{er} quartile régional
				Revenu médian minimum (euros/uc)	Revenu médian maximum (euros/uc)	Premier quartile (euros/uc)	Revenu médian (euros/uc)	
Alsace	19	45,6	6,8	6 878	12 097	11 513	16 861	16
Aquitaine	22	54,3	4,5	4 722	12 884	9 908	14 797	10
Auvergne	16	28,0	5,1	5 977	14 646	9 425	14 062	4
Bourgogne	19	30,5	4,6	4 117	13 301	10 008	14 629	14
Bretagne	20	41,3	3,4	7 221	12 826	10 365	14 820	12
Centre	30	42,9	4,3	4 945	10 143	10 449	15 239	30
Champagne-Ardenne	27	50,5	9,6	5 548	13 299	9 464	14 275	17
Corse	5	8,7	8,7	8 659	12 498	7 186	12 660	0
Franche-Comté	21	30,8	6,9	6 154	11 569	10 087	14 847	15
Île-de-France	156	460,0	10,4	5 063	18 789	10 957	18 388	88
Languedoc-Roussillon	27	51,8	5,3	3 897	13 525	8 188	13 292	17
Limousin	3	7,0	2,3	5 704	9 183	9 476	14 263	3
Lorraine	35	52,0	5,8	5 328	13 212	9 720	14 381	27
Midi-Pyrénées	14	24,8	2,3	5 441	12 321	9 614	14 594	10
Nord - Pas-de-Calais	63	136,3	9,3	3 712	13 147	8 117	13 007	24
Basse-Normandie	12	19,0	3,4	5 741	12 121	9 451	13 928	9
Haute-Normandie	25	45,2	6,6	5 048	14 891	9 741	14 737	20
Pays de la Loire	28	60,2	4,6	5 477	13 370	10 163	14 499	17
Picardie	21	48,6	7,0	5 599	12 689	9 375	14 403	14
Poitou-Charentes	13	28,5	4,2	5 786	12 532	9 507	13 985	8
Provence - Alpes - Côte d'Azur	48	138,6	7,2	4 288	13 336	8 920	14 615	35
Rhône-Alpes	58	123,7	5,5	5 312	14 306	10 388	15 599	42
Ensemble province	526	1 068,1	5,6	///	///	8 494	14 569	///
Ensemble métropole	682	1 528,6	6,5	///	///	8 601	15 105	///

Lecture : en Alsace, le revenu fiscal médian est de 16 861 euros/uc en 2002. Parmi 19 Zus étudiées, il varie de 6 878 euros/uc dans la Zus où il est le plus faible, à 12 097 euros/uc dans celle où il est le plus fort.

Source : Insee-Direction générale des impôts (revenus fiscaux localisés 2002).

DÉFINITIONS

Ménage fiscal : regroupe les différents foyers fiscaux habitant un même logement (cf. page 201).

Revenu fiscal : somme des revenus déclarés au titre de l'IRPP avant tout abattement (cf. page 201). Il exclut les revenus non imposables, tels que les prestations sociales défiscalisées (RMI, minimum vieillesse, prestations familiales, aides au logement...). Ce revenu fiscal, avant redistribution par l'impôt, ne peut être assimilé à un revenu disponible brut.

Unité de consommation (uc) : dans un ménage, le premier adulte compte pour 1 uc, toute autre personne de 14 ans ou plus

pour 0,5 uc et chaque enfant de moins de 14 ans pour 0,3. Le revenu fiscal exprimé par uc permet des comparaisons tenant compte de la composition diverse des ménages et donc des économies d'échelle liées à la vie commune.

Revenu médian par uc : la moitié des personnes vivent dans un ménage qui déclare un revenu par uc inférieur à cette valeur médiane, l'autre moitié un revenu par uc supérieur.

Premier quartile de revenu par uc : une personne sur quatre vit dans un ménage déclarant un revenu par uc inférieur à cette valeur.

Agriculture - Environnement

- Superficie agricole utilisée
- Utilisation des terres agricoles
- Élevage et cheptel
- Production végétale
- Gestion de l'environnement
- Qualité de l'air et de l'eau
- Espaces naturels protégés

Prolongeant la tendance des années antérieures, près de 85 000 exploitations ont cessé leur activité entre 2000 et 2003, soit 30 000 de moins par an. En parallèle, la taille des exploitations ne cesse de progresser. En 2004, les unités d'au moins 50 hectares représentent 33 % du nombre total d'exploitations contre 29 % en 2000 et 27 % en 1995. Île-de-France, Picardie, Centre sont traditionnellement les régions de grandes exploitations, liées aux cultures céréalières ou oléagineuses. À l'inverse, sur le pourtour méditerranéen et en Champagne-Ardenne, prédominant, avec les cultures fruitières et viticoles, des exploitations de plus petite taille.

La moitié de l'élevage porcin en Bretagne

Les céréales et les oléagineux occupent 38 % de la superficie agricole utilisée en 2004, en légère progression par rapport à 2000. Ce seuil est atteint ou dépassé dans près de la moitié des régions métropolitaines, et ces deux cultures sont mêmes majoritaires en Champagne-Ardenne, Alsace, Picardie, Poitou-Charentes, Centre, ainsi qu'en Île-de-France, où la proportion atteint le maximum de 72 %. Les herbages et pâturages occupent la plus grande partie des surfaces agricoles des régions traditionnelles d'élevage : Corse, Limousin, Auvergne, Franche-Comté, Rhône-Alpes et Basse-Normandie. Les cultures viticoles et fruitières couvrent 4 % de la superficie agricole utilisée nationale. Ce seuil n'est dépassé qu'en Poitou-Charentes, Corse, Alsace, Rhône-Alpes, Aquitaine, Provence - Alpes - Côte d'Azur et Languedoc-Roussillon. Les deux régions méditerranéennes se différencient largement du reste du territoire (15 % et 29 %).

La production végétale, en hausse de 1,5 % en moyenne par an depuis 2000, se répartit entre céréales (91 %), oléagineux (7 %) et pois protéagineux (2 %). Les rendements

continuent d'augmenter grâce à l'amélioration des techniques et des sélections végétales. Le rendement du blé tendre, principale production céréalière, a crû de 5 quintaux à l'hectare entre 2000 et 2004. La première place, détenue par la Picardie en 2000 (83 quintaux à l'hectare), est prise en 2004 par le Nord - Pas-de-Calais (93).

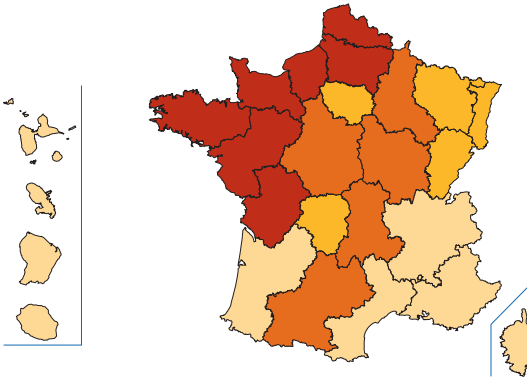
Le nombre d'exploitations d'élevage a diminué de 4,1 % par an en moyenne entre 2000 et 2003. Ces exploitations sont toujours largement majoritaires en Limousin, Basse-Normandie, Auvergne, Bretagne, Franche-Comté, Pays de la Loire, et leur part se maintient dans l'ensemble des régions. Pays de la Loire et Bretagne sont les premières régions pour toutes les catégories d'élevage, sauf caprins, ovins et équins ; la Bretagne à elle seule concentre 56 % de l'élevage porcin français, en augmentation par rapport à 2000.

Plus du quart des installations soumises à autorisation en Bretagne et Pays de la Loire

Les réserves naturelles sont au nombre de 169 en 2003. Depuis 1995, 41 nouvelles réserves ont été créées.

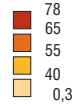
Bretagne et Pays de la Loire rassemblent à elles deux plus du quart des installations soumises à autorisation préfectorale, en raison notamment de la forte concentration d'exploitations d'élevage intensif. La carte de répartition des installations « classées Seveso » suit celle des implantations industrielles dans les secteurs de l'énergie et des biens intermédiaires, avec pour la seule région Rhône-Alpes, 13 % de l'ensemble des installations recensées en France.

Entre 1998 et 2003, la qualité des eaux de baignade s'améliore pour l'eau de mer mais se détériore pour l'eau douce. Alsace et Provence - Alpes - Côte d'Azur sont les régions les plus exposées à la pollution à l'ozone. ■



Superficie agricole utilisée en 2004

en % de la superficie régionale



	Occupation du territoire en 2004			Exploitations agricoles en 2003				
	Superficie totale de la région (milliers d'ha)	SAU de la région (%)	Surface boisée de la région (%)	Nombre total	SAU des exploitations (milliers d'ha)	SAU moyenne (ha)	Nombre d'exploitations	
							de moins de 5 ha ¹ (%)	de 50 ha ou plus (%)
Alsace	833,2	40,9	37,7	13 635	327,5	24	37,3	16,0
Aquitaine	4 183,4	38,1	44,3	50 959	1 458,9	29	24,8	17,2
Auvergne	2 616,9	59,0	28,3	27 284	1 492,3	55	15,1	44,0
Bourgogne	3 175,2	58,7	30,9	24 071	1 770,3	74	20,3	51,1
Bretagne	2 750,7	65,3	12,2	44 316	1 672,3	38	20,8	31,1
Centre	3 953,6	61,1	23,1	29 699	2 335,8	79	18,4	56,4
Champagne-Ardenne	2 572,0	61,6	26,2	25 670	1 576,4	61	42,8	41,3
Corse	871,7	35,8	35,3	2 867	157,3	55	17,4	40,5
Franche-Comté	1 630,8	45,1	43,5	11 639	666,4	57	25,5	48,6
Île-de-France	1 201,2	48,4	23,1	5 931	580,8	98	16,3	62,6
Languedoc-Roussillon	2 776,1	38,6	36,9	38 169	972,3	25	41,0	13,1
Limousin	1 705,8	51,8	33,9	16 580	860,3	52	12,5	43,3
Lorraine	2 366,9	49,0	36,7	14 602	1 131,3	77	24,7	51,4
Midi-Pyrénées	4 559,7	56,2	27,6	54 035	2 353,3	44	15,8	32,2
Nord - Pas-de-Calais	1 245,1	68,3	8,4	16 518	841,6	51	16,5	42,6
Basse-Normandie	1 774,0	77,4	10,8	29 692	1 232,0	41	29,0	34,2
Haute-Normandie	1 233,4	66,3	18,3	14 222	779,4	55	32,0	41,5
Pays de la Loire	3 240,4	71,5	10,2	46 124	2 183,2	47	24,5	40,4
Picardie	1 951,8	69,2	16,2	15 628	1 322,0	85	20,4	58,3
Poitou-Charentes	2 594,6	68,5	17,1	31 755	1 754,9	55	21,6	42,5
Provence - Alpes - Côte d'Azur	3 180,4	31,4	37,2	25 797	688,5	27	47,6	12,4
Rhône-Alpes	4 496,7	37,7	36,3	50 581	1 511,1	30	29,7	20,7
Ensemble province	53 712,2	54,1	27,9	583 840	27 086,9	46	25,8	34,0
Ensemble métropole	54 908,7	54,0	27,8	589 771	27 667,7	47	25,7	34,3
Guadeloupe	170,3	27,7	41,0	10 299	38,4	4	81,4	0,4
Guyane	8 353,4	0,3	89,2	1 489	16,9	11	73,1	2,9
Martinique	112,8	28,9	42,1	4 816	29,3	6	77,7	2,0
La Réunion	250,4	19,3	34,8	7 622	43,0	6	64,8	0,9
Total France	63 795,5	46,7	35,8	613 997	27 795,2	45	27,6	32,9

1. Y compris les exploitations sans SAU, dites « hors sol ».

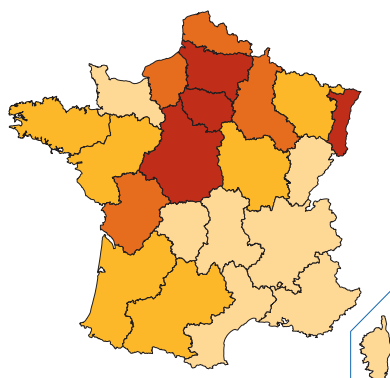
Source : ministère de l'Agriculture et de la Pêche - SCEES (statistique agricole annuelle 2004 - enquête structures agricoles 2003).

DÉFINITIONS

Exploitation agricole : unité économique à gestion courante indépendante, qui produit au moins un produit agricole et qui atteint un seuil minimal de dimension. Le seuil de dimension porte soit sur la superficie (1 ha de SAU ou, à défaut, 20 ares de cultures spécialisées telles que tabac, fleurs, vigne...), soit sur les effectifs d'animaux (1 vache, 10 ruches...). Dans les Dom, les critères tiennent compte des conditions de production locales (10 ares de banane, 10 ares de canne...).

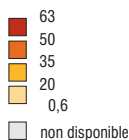
Superficie agricole utilisée : la SAU des exploitations couvre l'ensemble des surfaces dévolues à la production agricole ; elle comprend les grandes cultures, les légumes et les fleurs, les superficies toujours en herbe, les cultures permanentes (vignes, vergers...), les jachères, ainsi que les jardins et vergers familiaux. Elle exclut le sol des bâtiments et des cours, ainsi que les landes non productives et les friches, les peupleraies en plein, les taillis, bois et forêts de l'exploitation.

Utilisation des terres agricoles



Cultures céréalières en 2004

en % de la SAU régionale



	Superficie agricole utilisée (SAU) en 2004						
	Total (milliers d'hectares)	Terres arables			Surfaces toujours en herbe (%)	Cultures permanentes	
		Céréales (%)	Oléagineux (%)	Jachères (%)		Vignes (%)	Cultures fruitières (%)
Alsace	341	54,4	1,2	5,9	24,2	4,6	0,3
Aquitaine	1 592	31,5	3,6	6,1	29,0	9,8	1,7
Auvergne	1 545	14,6	1,7	1,0	66,2	0,1	0,0
Bourgogne	1 863	32,7	9,8	3,3	43,1	1,7	0,1
Bretagne	1 797	31,7	1,5	3,9	13,3	0,0	0,2
Centre	2 417	52,3	14,5	6,8	12,3	1,0	0,3
Champagne-Ardenne	1 584	45,2	9,1	3,7	19,4	1,9	0,0
Corse	312	0,6	0,0	0,3	91,3	2,3	2,5
Franche-Comté	736	19,6	4,4	1,5	57,7	0,3	0,1
Île-de-France	581	62,1	9,9	6,7	3,1	0,0	0,2
Languedoc-Roussillon	1 071	11,2	2,1	5,0	44,5	27,0	2,4
Limousin	884	8,7	0,5	0,6	66,3	0,0	0,5
Lorraine	1 160	34,9	10,2	2,6	40,9	0,0	0,2
Midi-Pyrénées	2 560	28,5	8,7	4,8	33,7	1,6	0,7
Nord - Pas-de-Calais	851	42,1	1,2	3,3	21,2	0,0	0,1
Basse-Normandie	1 373	19,3	2,0	2,2	51,1	0,0	0,3
Haute-Normandie	818	38,5	7,4	2,9	29,5	0,0	0,3
Pays de la Loire	2 316	27,5	3,2	3,9	26,6	1,8	0,5
Picardie	1 350	50,7	5,0	3,9	12,1	0,2	0,1
Poitou-Charentes	1 777	41,4	15,1	5,6	14,1	4,6	0,2
Provence - Alpes - Côte d'Azur	1 000	10,5	0,9	3,5	65,6	10,2	4,3
Rhône-Alpes	1 696	19,8	2,3	2,3	52,4	3,5	2,5
Ensemble province	29 043	31,0	6,0	3,8	34,5	3,1	0,7
Ensemble métropole	29 624	31,6	6,1	3,9	33,9	3,0	0,7

Superficie agricole utilisée en 2003	Total (milliers d'hectares)	Terres arables			Surfaces toujours en herbe (%)	Cultures permanentes	
		Canne à sucre (%)	Banane fruit (%)	Cultures légumières (%)		Agrumes (%)	Autres fruits (%)
Guadeloupe	46	30,7	9,6	6,6	46,1	0,9	0,4
Guyane	23	0,6	1,5	27,9	30,6	6,4	7,7
Martinique	33	11,5	30,7	11,8	34,7	0,7	0,6
La Réunion	48	53,4	0,8	3,9	20,0	0,6	3,9

Source : ministère de l'Agriculture et de la Pêche, SCEES (statistique agricole annuelle 2004 en métropole, 2003 pour les Dom).

DÉFINITIONS

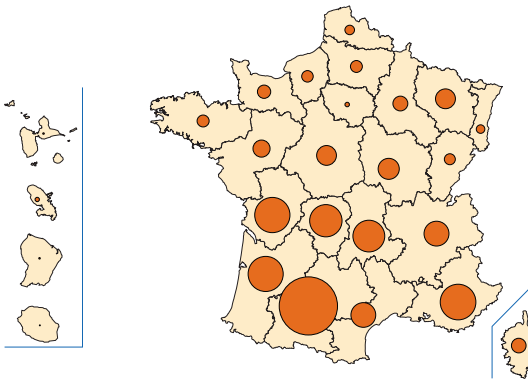
Oléagineux : plantes cultivées pour leur graine riche en huile, utilisée pour l'alimentation humaine ou animale (colza, tournesol, soja...).

Jachères : terres non mises en culture ou portant des cultures non destinées à être récoltées.

Surfaces toujours en herbe : elles sont destinées à la production de plantes fourragères herbacées vivaces et comprennent les

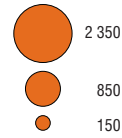
prairies semées de longue durée et les prairies naturelles, non semées.

Cultures légumières : dans les Dom, elles comprennent les tubercules, racines et bulbes (igname, manioc, patate douce...), les légumes frais (banane légume, melon...) et les légumes secs.



Cheptel ovin en 2004

en milliers de têtes



	Exploitations orientées vers l'élevage en 2003		Cheptel présent sur l'ensemble des exploitations agricoles fin 2004 (%)						
	Nombre	Part dans la région (%)	Bovins	Porcins	Ovins	Caprins	Équins	Volailles gallus	Lapins
Alsace	2 493	18	0,8	0,6	0,5	0,4	2,0	1,4	1,7
Aquitaine	15 331	30	4,4	3,4	9,3	3,2	7,0	6,1	2,7
Auvergne	21 878	80	8,0	2,0	7,6	2,5	5,6	2,4	4,3
Bourgogne	10 685	44	6,8	1,2	3,3	3,2	4,0	2,6	2,3
Bretagne	31 278	71	10,8	55,8	1,1	1,8	5,6	37,1	16,2
Centre	5 480	18	3,1	2,5	2,9	11,7	4,5	4,0	2,1
Champagne-Ardenne	3 427	13	3,2	1,2	1,7	0,2	1,9	1,7	1,2
Corse	1 691	59	0,4	0,2	1,6	3,8	0,7	0,1	0,1
Franche-Comté	8 006	69	3,2	0,8	0,9	0,4	3,0	0,3	1,1
Île-de-France	391	7	0,2	0,1	0,1	0,2	1,7	0,8	0,4
Languedoc-Roussillon	4 682	12	1,1	0,3	4,6	2,3	3,8	0,6	0,9
Limousin	14 699	89	5,7	1,1	7,9	2,0	3,3	0,3	1,0
Lorraine	7 769	53	4,7	0,8	3,0	0,4	3,1	0,6	1,1
Midi-Pyrénées	25 111	46	6,8	3,5	25,5	8,2	8,3	3,0	7,2
Nord - Pas-de-Calais	4 964	30	3,5	3,6	0,7	0,2	3,2	3,9	5,8
Basse-Normandie	24 167	81	8,4	3,8	1,3	0,6	12,3	2,5	3,7
Haute-Normandie	7 452	52	3,3	1,0	1,0	0,2	3,2	0,9	1,1
Pays de la Loire	28 886	63	13,2	11,3	2,2	9,4	9,1	16,9	30,6
Picardie	3 550	23	2,8	1,1	1,1	0,1	2,7	2,6	1,1
Poitou-Charentes	9 051	29	4,0	2,7	9,4	33,9	3,0	4,1	10,5
Provence - Alpes - Côte d'Azur	3 473	13	0,3	0,4	9,6	2,4	2,9	0,7	0,5
Rhône-Alpes	23 894	47	5,1	2,5	4,7	12,8	9,0	7,3	4,4
Ensemble province	257 967	44	99,8	99,9	99,9	99,8	98,3	99,2	99,6
Ensemble métropole	258 358	44	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Nombre de têtes (milliers)	///	///	19 292	15 020	9 185	1 213	460	189 998	10 591
Guadeloupe	3 236	31	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Guyane	123	8	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Martinique	1 620	34	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
La Réunion	1 201	16	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Total France	264 539	43	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd

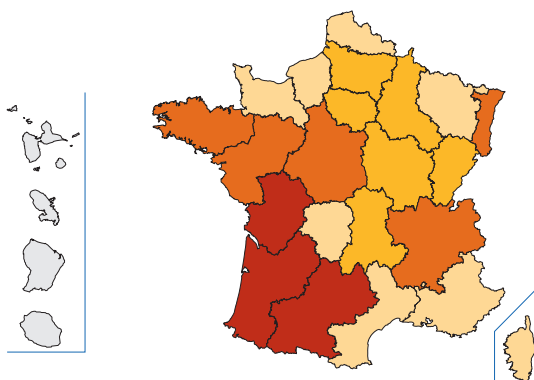
Source : ministère de l'Agriculture et de la Pêche, SCEES (enquête structure agricole 2003, statistique agricole annuelle 2004).

DÉFINITIONS

Orientation d'une exploitation : chaque exploitation agricole est classée dans une orientation technico-économique en fonction de sa ou ses production(s) dominante(s). À l'aide de coefficients unitaires par hectare de culture ou par tête de cheptel, on valorise l'ensemble des différentes productions d'une exploitation, pour mesurer sa marge brute standard (ou dimension économique). La ou les productions qui contribuent le plus largement à la dimen-

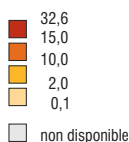
sion économique globale de l'exploitation définissent son orientation.

Exploitations orientées vers l'élevage : ensemble des exploitations classées dans l'une des orientations technico-économiques suivantes : bovins (lait, viande ou mixte) ; ovins, caprins et autres herbivores ; granivores ; polyélevage à orientation herbivore ou granivore.



Production de maïs en 2004

en millions de quintaux



	Production végétale récoltée en 2004 (%)							
	Céréales				Oléagineux		Pois protéagineux	
	Total	Blé tendre		Maïs	Orge et escourgeon	Total		Colza
		Rendement (q /ha)						
Alsace	2,5	0,9	82	8,7	0,3	0,2	0,2	0,0
Aquitaine	5,7	1,4	61	19,9	0,9	2,6	0,5	0,3
Auvergne	2,1	1,9	65	2,1	1,4	1,4	1,1	0,4
Bourgogne	6,3	6,4	75	3,1	11,4	11,3	13,2	3,9
Bretagne	6,0	5,9	75	7,0	3,4	1,4	1,9	1,4
Centre	13,3	14,5	74	8,6	14,8	19,9	22,4	14,3
Champagne-Ardenne	8,3	9,1	88	2,7	17,5	9,7	12,7	15,2
Corse	0,0	0,0	35	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Franche-Comté	1,6	1,3	79	1,9	2,1	2,0	2,2	0,1
Île-de-France	4,3	5,6	87	2,2	4,6	4,0	5,3	10,5
Languedoc-Roussillon	0,7	0,0	38	0,2	0,2	0,8	0,1	0,5
Limousin	0,6	0,3	57	0,3	0,6	0,2	0,2	0,0
Lorraine	4,3	4,5	78	0,9	9,8	8,0	11,1	1,2
Midi-Pyrénées	6,3	3,3	57	10,6	3,6	8,9	1,3	2,6
Nord - Pas-de-Calais	4,6	6,7	93	0,7	5,1	0,7	1,0	5,4
Basse-Normandie	3,0	4,2	81	0,9	2,2	1,7	2,4	5,5
Haute-Normandie	3,9	5,8	89	0,5	3,8	4,1	5,7	9,1
Pays de la Loire	6,4	6,9	72	7,5	2,1	3,5	2,6	3,6
Picardie	8,7	12,6	92	2,7	8,2	4,9	6,8	20,4
Poitou-Charentes	7,4	6,7	66	11,3	5,4	12,7	8,0	4,0
Provence - Alpes - Côte d'Azur	0,6	0,0	36	0,3	0,3	0,4	0,1	0,3
Rhône-Alpes	3,5	1,9	64	7,8	2,2	1,7	1,0	1,3
Ensemble province	95,7	94,4	77	97,8	95,4	96,0	94,7	89,5
Ensemble métropole	100,0	100,0	78	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Production totale (milliers de quintaux)	705 045	376 271	///	163 780	110 263	56 177	39 946	16 805

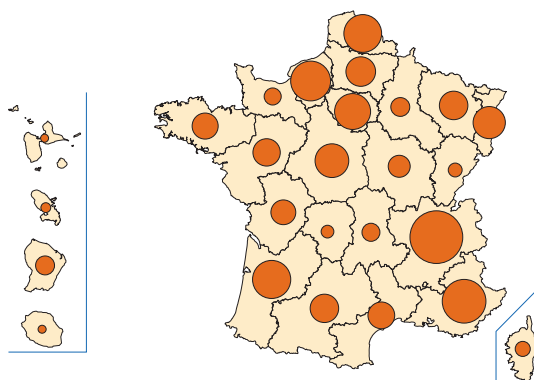
Source : ministère de l'Agriculture et de la Pêche - SCEES (statistique agricole annuelle 2004).

DÉFINITIONS

Production récoltée : il s'agit de l'ensemble de la production récoltée (et non de la seule production commercialisée) au cours de l'année civile 2004 ou, le cas échéant, de la campagne agricole. Les récoltes de semences sont comprises. En revanche, sont exclues les céréales récoltées en vert (surtout du maïs), qui sont classées en fourrage annuel.

Oléagineux : plantes cultivées pour leur graine riche en huile. Outre le colza, les principaux oléagineux sont le tournesol, le soja, le lin oléagineux...

Pois protéagineux : légume sec destiné à l'alimentation animale.



Gestion de l'environnement Installations classées « Seveso 2 » à hauts risques en 2003

en nombre d'installations



	Réserves naturelles en 2003		Nombre d'installations classées en 2003			Déchets ménagers et assimilés en 2002	
	Nombre	Superficie (milliers d'ha)	Soumises à autorisation (y compris carrières)	Installations classées « Seveso 2 » à hauts risques	à risques moindres	Quantités reçues ¹ (kilo-tonnes)	Dont incinérées avec récupération d'énergie (%)
Alsace	8	3,3	1 559	32	13	622	69,6
Aquitaine	11	3,1	2 470	45	36	1 141	41,6
Auvergne	4	2,4	1 640	10	7	512	7,6
Bourgogne	3	0,8	1 710	15	17	570	20,4
Bretagne	7	2,0	11 959	21	21	1 050	54,3
Centre	4	1,2	2 631	35	29	1 047	47,6
Champagne-Ardenne	6	2,4	1 833	11	23	501	28,5
Corse	7	84,0	128	7	0	130	0,0
Franche-Comté	8	2,8	1 412	6	12	401	59,9
Île-de-France	3	1,0	4 985	40	56	4 458	74,9
Languedoc-Roussillon	15	16,3	1 804	22	10	940	15,2
Limousin	1	0,2	668	5	4	260	65,7
Lorraine	7	2,1	1 812	25	17	928	25,5
Midi-Pyrénées	1	2,3	2 744	25	15	997	32,5
Nord - Pas-de-Calais	3	0,9	2 930	44	33	1 824	35,8
Basse-Normandie	8	3,3	2 065	9	6	494	19,6
Haute-Normandie	3	3,8	2 419	49	26	728	52,5
Pays de la Loire	4	5,3	5 775	23	24	1 347	29,4
Picardie	5	3,7	2 051	27	25	908	0,9
Poitou-Charentes	6	3,1	2 380	19	43	580	21,8
Provence - Alpes - Côte d'Azur	11	22,7	1 767	59	26	2 180	29,1
Rhône-Alpes	31	63,3	5 283	86	61	2 132	47,2
Ensemble province	153	229,0	57 040	575	448	19 293	34,7
Ensemble métropole	156	230,0	62 025	615	504	23 751	42,2
Guadeloupe	4	8,9	93	2	0	} 556	} 12,5
Guyane	5	293,4	82	11	3		
Martinique	2	0,5	89	3	3		
La Réunion	2	3,7	202	2	2		
Total France	169	536,5	62 491	633	512	24 308	41,6

1. En installations autorisées de traitement, sauf décharges inférieures à 3 000 tonnes par an.

Source : ministère de l'Écologie et du Développement durable, direction de la prévention des pollutions et des risques (DPPR).

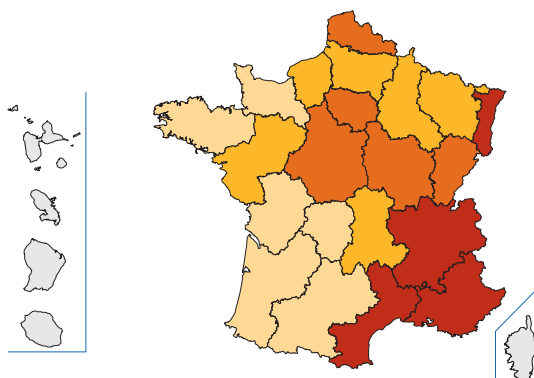
DÉFINITIONS

Installation classée soumise à autorisation : installation présente dans un établissement industriel, commercial ou agricole, dont le fonctionnement occasionne des nuisances pour l'environnement ou des dangers pour la santé, la sécurité ou la salubrité publique, et dont l'exploitation est soumise à une autorisation préfectorale.

Installation « Seveso 2 » : installation classée entrant dans le champ d'application de la directive européenne 96/82/CE du 9 décembre 1996 concernant les risques d'accidents majeurs liés à des substances dangereuses, dite « directive Seveso 2 ». Entrée en vigueur en 1999, transposée en droit français par arrêté du 10 mai 2000, la directive « Seveso 2 » succède à une précédente directive

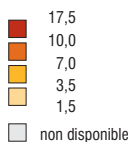
de 1982 (« Seveso 1 ») dont elle étend le champ d'application et renforce les dispositifs.

Déchets ménagers et assimilés (DMA) : déchets produits par les ménages (dont les ordures ménagères) et, de façon résiduelle, par l'activité économique et collective, qui ne sont ni dangereux ni inertes pour l'environnement et qui suivent les mêmes circuits de traitement et d'élimination que les ordures ménagères. Le tableau porte sur les quantités reçues par les unités de traitement : il exclut par exemple la collecte sélective mono flux effectuée dans les points d'accueil ou les déchetteries, orientée directement vers des filières de recyclage ou des entreprises spécialisées.



Dépassement du seuil d'ozone en 2003

en nombre moyen de jours par capteur



	Pollution de l'air par l'ozone (O3) en 2003		Pollution de l'air par le dioxyde de soufre (SO2) en 2003		Qualité physico-chimique des cours d'eau en 2002			Classement des eaux de baignades en 2003	
	Nombre de capteurs en zone urbaine	Nombre moyen de jours par capteur avec dépassement du seuil	Nombre de capteurs en zone urbaine	Nombre moyen de jours par capteur avec dépassement du seuil	Altération en nitrates (%)	Altération en phosphore (%)	Matières organiques et oxydables (%)	Eau douce de bonne qualité (%)	Eau de mer de bonne qualité (%)
Alsace	11	17,2	10	0,2	47	76	26	40	///
Aquitaine	9	3,4	8	0,0	48	63	31	37	87
Auvergne	12	4,8	5	0,0	18	45	23	43	///
Bourgogne	14	9,2	10	0,1	74	25	49	42	///
Bretagne	8	2,3	5	0,0	98	75	96	42	61
Centre	15	7,6	8	0,0	98	40	42	51	///
Champagne-Ardenne	8	6,0	7	0,0	80	50	80	50	///
Corse	nd	nd	nd	nd	0	17	50	19	90
Franche-Comté	8	9,6	4	0,0	6	16	6	54	///
Île-de-France	16	9,8	15	0,0	100	58	38	25	///
Languedoc-Roussillon	9	13,2	4	0,0	11	31	53	36	82
Limousin	7	2,4	7	1,3	3	15	26	42	///
Lorraine	22	7,0	19	0,1	58	55	46	68	///
Midi-Pyrénées	9	3,0	6	0,3	49	43	37	54	///
Nord - Pas-de-Calais	29	7,2	23	0,0	95	85	74	57	41
Basse-Normandie	7	1,7	2	0,0	97	61	53	80	69
Haute-Normandie	10	5,1	14	12,2	100	58	15	86	38
Pays de la Loire	15	4,3	8	0,1	98	88	98	68	86
Picardie	8	6,9	2	0,0	98	56	50	67	67
Poitou-Charentes	12	2,9	7	0,0	91	36	30	39	79
Provence - Alpes - Côte d'Azur	38	17,5	28	3,6	21	40	28	58	81
Rhône-Alpes	28	14,1	20	0,2	27	36	39	53	///
Ensemble province	///	///	///	///	nd	nd	nd	48	74
Ensemble métropole	///	///	///	///	60	50	44	48	74

Sources : Ademe, - Ifen- Système d'information sur l'eau (SIE), - Agences de l'eau.

DÉFINITIONS

Qualité physico-chimique des eaux : pour chacune des trois altérations considérées, cinq classes de qualité sont définies à partir d'un ensemble de paramètres ; l'indicateur retenu est le pourcentage de relevés qui se situent dans les trois classes de moins bonne qualité. **À noter :** ces phénomènes sont sensibles aux variations du débit des cours d'eau.

Conformité des eaux de baignade : les analyses portent sur le comptage des germes de contamination fécale. Seule est retenue ici la classe des eaux de bonne qualité.

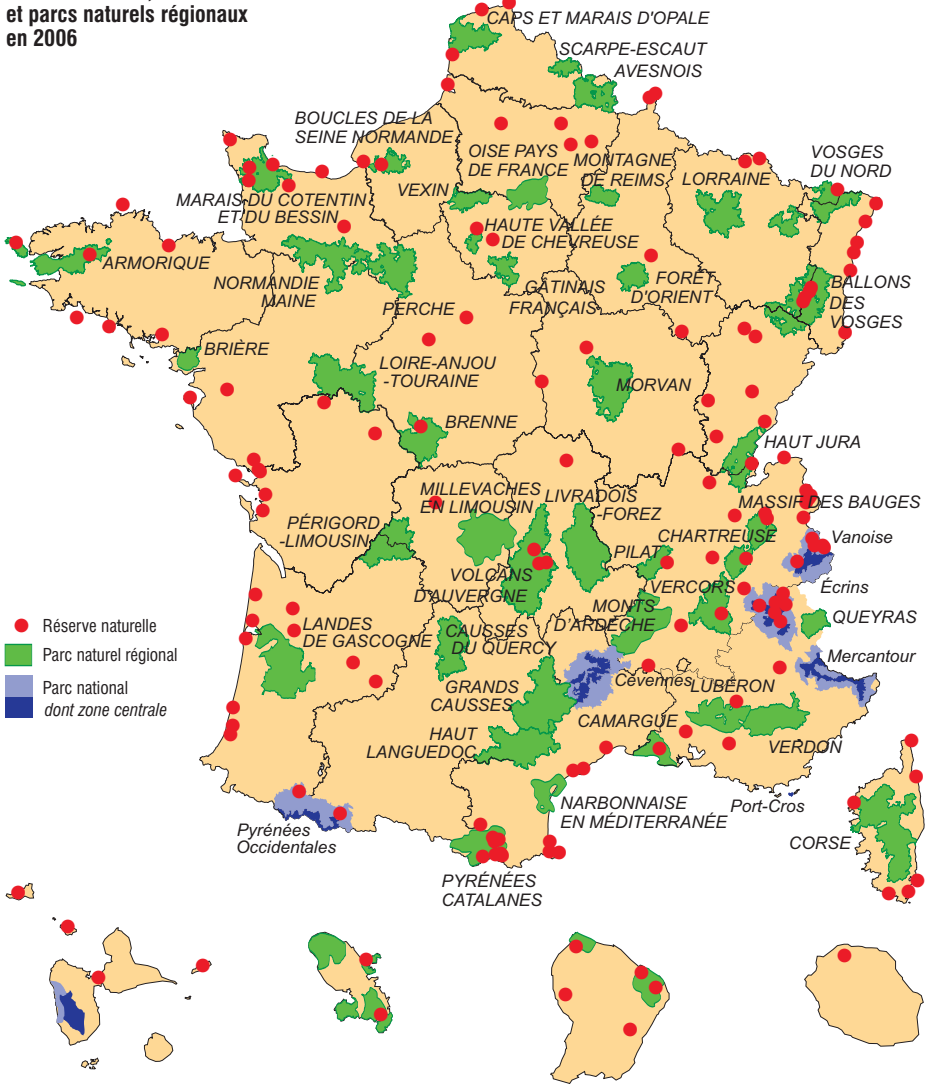
Seuils réglementaires de pollution : la loi 96-1236 du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie définit les seuils d'alerte comme un niveau de concentration de substances polluantes dans l'atmosphère au-delà duquel une exposition

de courte durée présente un risque pour la santé humaine ou de dégradation de l'environnement. La procédure d'alerte comporte deux niveaux réglementaires, complété par un niveau de mise en vigilance des services administratifs et techniques :

- niveau d'information de la population et de diffusion de recommandations sanitaires pour les personnes sensibles, correspondant aux seuils retenus ici pour O3 et SO2 (resp. 180 et 300 µg/m3 en moyenne horaire) ;
- niveau d'alerte, susceptible d'entraîner des mesures de restriction ou suspension des activités concourant au pic de pollution constaté (ex. circulation des véhicules).

À noter : ces phénomènes sont sensibles aux conditions météorologiques locales.

Parcs nationaux, réserves naturelles et parcs naturels régionaux en 2006



Sources : ministère de l'Écologie et du Développement durable, DNP - Muséum national d'histoire naturelle - Ifen.

DÉFINITIONS

Parcs nationaux : territoires classés par décret en Conseil d'État, pour l'intérêt de la conservation de leur milieu naturel. Les parcs nationaux comportent une zone centrale strictement protégée et une zone périphérique davantage consacrée au développement culturel, social et économique du territoire.

Parcs naturels régionaux : ils concourent à la fois aux politiques de protection de l'environnement et d'aménagement du territoire, de développement économique et social, d'éducation et de formation du public. La charte constitutive, élaborée par la région

avec l'accord des collectivités territoriales, est adoptée par décret, pour une durée maximale de dix ans.

Réserves naturelles : territoires classés lorsque la conservation du milieu naturel (faune, flore, sol, eaux, gisements de minéraux, fougères...) présente une importance particulière et qu'il convient de le soustraire à toute intervention artificielle susceptible de le dégrader. Le classement peut affecter le domaine public maritime et les eaux territoriales françaises.

Industrie - Services

- Établissements industriels
- Emploi salarié de l'industrie
- Investissements industriels
- Valeur ajoutée industrielle
- Implantations étrangères
- Emploi salarié des services
- Valeur ajoutée des services

L'industrie française est fortement concentrée : six régions réalisent 55 % de la valeur ajoutée nationale en 2003. En tête, l'Île-de-France et Rhône-Alpes en créent un tiers, les quatre régions suivantes – Nord - Pas-de-Calais, Pays de la Loire, Provence - Alpes - Côte d'Azur et Centre – un cinquième.

Spécialisation du tissu industriel régional

Au niveau national, les biens intermédiaires dégagent un tiers de la valeur ajoutée industrielle ; les biens d'équipement (19 %) et les biens de consommation (17 %) ont une place comparable ; énergie et industries agroalimentaires représentent 12 % tandis que l'automobile est à l'origine de 7 % de la valeur ajoutée industrielle nationale.

Les industries agroalimentaires occupent une part importante dans le tissu industriel de la Bretagne, de la Corse, de Champagne-Ardenne et de Poitou-Charentes.

Entre 1990 et 2003, l'industrie automobile prend un net essor en Alsace, Lorraine et Nord - Pas-de-Calais. De fait, ces régions se positionnent très bien par rapport à la Bretagne, à la Haute-Normandie ou à la Franche-Comté qui rassemblent certains pôles historiques de l'industrie automobile. L'Île-de-France, en revanche, ne joue plus qu'un rôle marginal du point de vue de la production.

Dans les industries des biens intermédiaires, les régions traditionnellement les plus concernées maintiennent plus ou moins leur position : c'est le cas de l'Auvergne, de la Bourgogne, du Limousin, du Nord - Pas-de-Calais et de la Lorraine tandis que la Picardie renforce même sa position.

Dans les biens d'équipement, la construction aéronautique très dynamique en Midi-Pyrénées et en Aquitaine explique le renforcement de ce secteur dans ces régions. Dans les Pays de la Loire, l'industrie des biens d'équipement bénéficie du renouveau de la construction navale. Sur cette période le secteur des biens

d'équipement maintient sa position en Provence - Alpes - Côte d'Azur.

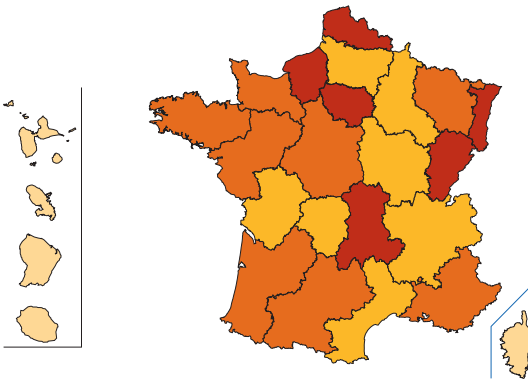
Les industries des biens de consommation réalisent entre 9 et 17 % de la valeur ajoutée industrielle dans dix-neuf régions sur vingt deux. Seules l'Île-de-France et la région Centre sont spécialisées dans ce secteur (30 % et 22 %).

Deux salariés sur trois dans un établissement de plus de 100 salariés

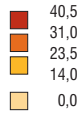
La part des effectifs occupés dans les établissements de plus de 100 salariés reflète la variété des appareils productifs régionaux. En Île-de-France, 71 % des effectifs de l'industrie sont employés dans des établissements de 100 salariés ou plus, à l'opposé, en Corse et en Languedoc-Roussillon, seulement 36 et 54 %. C'est en Alsace que l'influence des groupes étrangers est la plus forte (47 % des emplois industriels) ; leur place est importante en Provence - Alpes - Côte d'Azur, Lorraine et Picardie (40 %) et concerne encore plus d'un emploi sur trois en Centre, Bourgogne, Midi-Pyrénées, Haute-Normandie et Limousin. En revanche, le poids des emplois industriels sous influence étrangère est faible dans les régions où de grands groupes nationaux dominent l'industrie locale (Auvergne, Franche-Comté et Pays de la Loire).

Les services sont très concentrés géographiquement, par nature : les services aux particuliers et les services administrés sont le plus présents dans les régions les plus peuplées. L'Île-de-France, Rhône-Alpes et Provence - Alpes - Côte d'Azur produisent ainsi près de la moitié de la valeur ajoutée des services. Dans les régions de province, un tiers de la valeur ajoutée des services est produite par le secteur administré (éducation, santé, action sociale et administration générale). En Île-de-France cette part n'est que de 19 % ; la région capitale est la seule où les services aux entreprises, les activités financières et immobilières représentent une part importante du secteur des services. ■

Emplois dans les établissements de plus de 500 salariés en 2004



pour 100 emplois industriels



	Répartition du nombre d'établissements au 31.12.2004 (%)				Répartition des effectifs salariés au 31.12.2004 (%)			
	Établissements employant				Établissements employant			
	de 20 à 49 personnes	de 50 à 99 personnes	de 100 à 499 personnes	500 personnes ou plus	de 20 à 49 personnes	de 50 à 99 personnes	de 100 à 499 personnes	500 personnes ou plus
Alsace	53,7	21,0	22,0	3,2	13,8	12,2	39,6	34,4
Aquitaine	61,5	21,4	15,2	2,0	22,2	17,1	36,0	24,7
Auvergne	61,9	19,2	15,8	3,1	18,5	12,7	28,7	40,1
Bourgogne	52,4	22,4	22,5	2,7	16,6	15,8	45,8	21,9
Bretagne	54,6	21,4	21,4	2,5	16,7	14,8	41,4	27,2
Centre	55,7	19,6	21,9	2,8	17,9	13,5	44,2	24,5
Champagne-Ardenne	52,8	20,7	23,6	2,9	16,7	14,5	45,3	23,5
Corse	80,4	5,9	13,7	0,0	55,6	8,4	36,0	0,0
Franche-Comté	54,3	22,9	21,1	1,7	15,5	14,7	37,5	32,3
Île-de-France	58,1	19,3	19,5	3,0	16,4	12,2	36,5	34,9
Languedoc-Roussillon	68,7	16,9	12,8	1,7	29,1	16,5	34,4	20,0
Limousin	59,5	20,4	19,0	1,1	22,6	16,8	46,6	14,0
Lorraine	55,2	20,5	21,1	3,1	15,6	13,1	40,8	30,4
Midi-Pyrénées	63,3	20,6	14,5	1,7	22,8	15,7	32,3	29,1
Nord - Pas-de-Calais	56,4	20,5	20,6	2,5	16,5	13,3	37,0	33,3
Basse-Normandie	55,9	22,7	19,5	1,8	17,8	16,0	42,3	23,9
Haute-Normandie	56,2	17,6	22,7	3,4	14,8	10,5	42,0	32,6
Pays de la Loire	54,3	20,4	22,4	2,8	16,9	14,0	43,9	25,3
Picardie	52,9	19,1	25,5	2,5	16,4	13,0	49,3	21,3
Poitou-Charentes	57,1	20,1	20,4	2,4	20,3	15,9	45,2	18,6
Provence - Alpes - Côte d'Azur	63,8	19,7	14,4	2,0	23,0	16,0	33,3	27,6
Rhône-Alpes	59,6	20,4	18,2	1,8	21,5	16,4	42,2	19,9
Ensemble province	57,5	20,4	19,8	2,4	18,4	14,5	40,7	26,4
Ensemble métropole	57,6	20,2	19,7	2,5	18,1	14,2	40,0	27,7
Guadeloupe	83,5	12,9	3,5	0,0	59,7	20,7	19,6	0,0
Guyane	75,0	15,0	10,0	0,0	52,2	20,9	27,0	0,0
Martinique	80,6	13,6	5,8	0,0	56,7	22,7	20,7	0,0
La Réunion	75,4	14,9	9,7	0,0	48,9	20,0	31,1	0,0
Total France	57,9	20,2	19,6	2,4	18,3	14,2	39,9	27,6

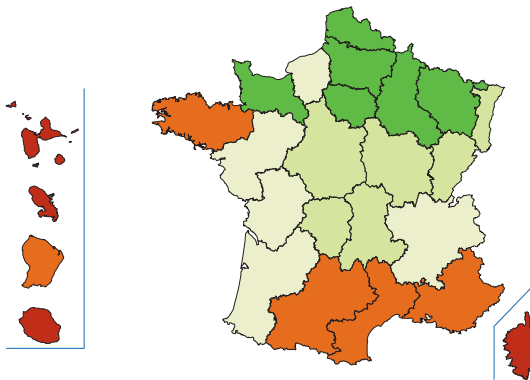
Source : Insee (REE - Sirene)

DÉFINITIONS

Établissements : sont retenus les établissements industriels de l'industrie (IAA, industrie automobile, industries des biens de

consommation, des biens d'équipement et des biens intermédiaires ainsi que l'énergie) comptant au moins 20 salariés.

Emploi salarié de l'industrie



Évolution de l'emploi salarié industriel entre 1999 et 2004

taux annuel moyen en %



	Emplois salariés industriels au 31.12.2004								Taux d'évolution annuel moyen de l'emploi industriel 1999-2004 (%)
	Ensemble	Poids de la région dans la France (%)	Répartition par secteur d'activité (%)						
			IAA	Biens de consommation	Automobile	Biens d'équipement	Biens intermédiaires	Énergie	
Alsace	155 259	4,1	14,8	13,0	13,1	21,7	34,0	3,5	-1,4
Aquitaine	154 989	4,1	19,4	14,2	3,1	23,8	32,2	7,4	-0,3
Auvergne	97 922	2,6	15,3	13,0	2,0	12,1	53,9	3,6	-1,1
Bourgogne	119 819	3,1	13,3	13,3	4,6	17,4	48,1	3,4	-1,4
Bretagne	195 506	5,1	35,3	12,6	7,7	19,4	21,7	3,3	0,2
Centre	188 525	4,9	10,9	21,8	4,9	19,9	36,3	6,1	-1,3
Champagne-Ardenne	102 437	2,7	15,4	13,7	6,6	13,1	46,7	4,5	-1,8
Corse	5 716	0,1	38,4	7,8	0,4	16,0	17,0	20,5	1,8
Franche-Comté	110 951	2,9	9,8	13,3	23,6	14,9	36,3	2,1	-1,4
Île-de-France	560 700	14,7	8,2	29,4	9,6	24,0	19,7	9,1	-2,4
Languedoc-Roussillon	74 605	2,0	24,4	14,6	1,0	19,1	29,1	11,9	0,1
Limousin	44 662	1,3	18,1	15,8	4,5	11,4	44,7	5,6	-1,3
Lorraine	164 829	4,3	11,9	11,6	13,8	12,7	42,8	7,2	-1,9
Midi-Pyrénées	151 480	4,0	16,8	12,3	2,0	30,9	31,5	6,5	0,4
Nord - Pas-de-Calais	250 966	6,6	14,5	10,1	11,5	14,8	43,8	5,3	-1,6
Basse-Normandie	98 178	2,6	21,4	13,6	10,4	15,4	31,4	7,7	-1,5
Haute-Normandie	144 108	3,8	10,7	13,1	11,4	17,2	39,8	7,8	-0,8
Pays de la Loire	275 546	7,2	21,0	17,2	5,3	23,4	29,3	3,7	-0,2
Picardie	139 806	3,7	14,3	13,6	4,3	15,5	49,4	2,9	-1,6
Poitou-Charentes	105 870	2,8	17,5	12,9	8,3	23,3	33,4	4,6	-0,1
Provence - Alpes - Côte d'Azur	168 091	4,4	16,8	14,0	0,6	25,5	32,6	10,4	0,4
Rhône-Alpes	469 208	12,3	10,1	14,0	5,4	20,7	43,5	6,3	-1,0
Ensemble province	3 218 473	84,4	16,1	13,9	7,1	19,4	37,7	5,7	-0,9
Ensemble métropole	3 779 173	99,1	14,9	16,2	7,5	20,1	35,1	6,2	-1,1
Guadeloupe	8 496	0,2	31,8	15,9	0,2	13,9	20,4	17,8	2,9
Guyane	3 349	0,1	13,1	7,4	0,4	16,0	43,9	19,2	1,2
Martinique	8 921	0,2	34,3	15,0	0,2	12,7	22,0	15,7	2,2
La Réunion	13 361	0,4	33,3	16,5	0,5	16,9	21,2	11,6	1,7
Total France	3 813 300	100,0	15,1	16,2	7,5	20,0	35,0	6,2	-1,1

Source : Insee (estimations d'emplois).

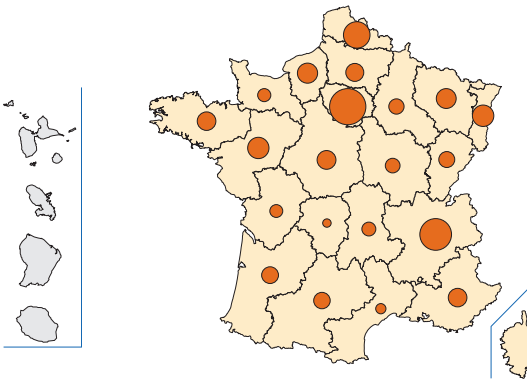
DÉFINITIONS

Industries agroalimentaires : elles comprennent la transformation des viandes et la fabrication de produits laitiers et d'autres produits alimentaires.

Industries des biens de consommation : elles comprennent les industries de l'habillement et du cuir, l'édition, l'imprimerie et la reproduction, les industries pharmaceutique, de la parfumerie et des produits d'entretien et les industries des équipements du foyer.

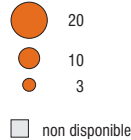
Industries des biens d'équipement : elles comprennent les constructions navale, aéronautique et ferroviaire, les industries des équipements mécaniques et des équipements électriques et électroniques.

Industries des biens intermédiaires : elles regroupent les industries des produits minéraux, du bois et du papier, du textile, des composants électriques et électroniques, la chimie, le caoutchouc, la transformation des plastiques, la métallurgie et la transformation des métaux.



Investissements de l'industrie de 1998 à 2003

en milliards d'euros



	Ensemble de l'industrie 2003 (millions d'euros)	Répartition par secteur d'activité (%)					Investissements cumulés		
		Agro-alimentaire	Biens de consommation	Automobile	Biens d'équipement	Biens inter-médiaires	Ensemble de l'industrie 1998-2003 (milliards d'euros)	Poids de la région (%)	Variation entre 98-00 et 01-03 (%)
Alsace	1 414	21,1	8,9	33,9	9,4	26,7	8,3	5,7	3,7
Aquitaine	814	22,8	12,7	4,9	15,5	44,1	5,1	3,5	5,4
Auvergne	584	18,0	18,3	7,1	4,7	51,9	3,5	2,4	6,1
Bourgogne	595	15,0	9,2	5,4	9,7	60,8	3,9	2,7	-1,8
Bretagne	1 108	30,2	7,3	27,8	10,2	24,5	6,2	4,3	2,2
Centre	866	14,7	28,7	6,9	14,1	35,6	6,4	4,4	-7,1
Champagne-Ardenne	603	29,9	10,0	4,0	7,0	49,2	4,2	2,9	2,6
Corse	8	60,1	s	0,0	s	30,7	ε	ε	ns
Franche-Comté	682	5,8	8,7	32,1	11,1	42,1	4,6	3,2	-0,2
Île-de-France	3 902	4,4	17,6	42,9	14,6	20,5	23,7	16,3	20,9
Languedoc-Roussillon	284	33,4	16,2	0,8	16,1	33,6	1,9	1,3	-7,9
Limousin	233	13,1	s	3,5	s	71,1	1,3	0,9	-0,6
Lorraine	1 074	8,8	6,1	31,7	7,0	46,3	7,1	4,9	2,9
Midi-Pyrénées	895	15,0	9,2	1,3	40,5	34,0	4,9	3,3	16,3
Nord - Pas-de-Calais	1 669	25,2	7,6	16,2	6,0	44,9	12,6	8,7	6,8
Basse-Normandie	467	19,4	17,8	21,6	9,3	31,9	3,1	2,1	-5,0
Haute-Normandie	928	7,3	13,9	22,9	9,1	46,7	7,3	5,0	-11,8
Pays de la Loire	1 317	24,1	11,1	9,7	22,2	32,9	8,2	5,6	-1,1
Picardie	936	13,6	19,2	6,5	11,4	49,3	5,8	4,0	-0,6
Poitou-Charentes	458	20,8	7,6	5,5	17,1	49,1	3,0	2,1	-7,6
Provence - Alpes - Côte d'Azur	917	14,0	9,3	0,2	12,2	64,3	6,2	4,2	-16,5
Rhône-Alpes	2 734	11,6	12,8	4,9	14,1	56,6	18,2	12,5	-4,5
Ensemble province	18 588	17,7	11,8	13,5	12,9	44,2	121,9	83,7	-1,1
Ensemble métropole	22 490	15,4	12,8	18,6	13,2	40,1	145,5	100,0	2,2

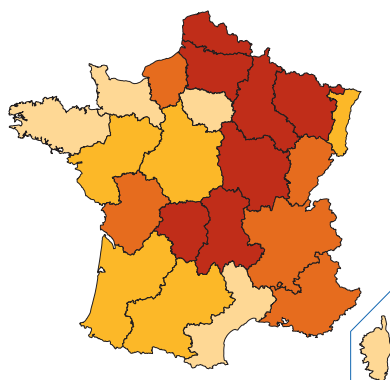
Sources : Sessi - Scees (Enquêtes annuelles d'entreprises).

DÉFINITIONS

Établissements : sont retenus les établissements industriels (industries agro-alimentaires, des biens de consommation, d'équipement et intermédiaires ou de l'automobile) appartenant à des entreprises industrielles de plus de 20 salariés.

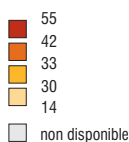
Investissements : somme des dépenses consacrées à l'acquisition ou à la création de moyens de production (terrains, bâtiments,

matériels, outillages...). Ce tableau regroupe les investissements réalisés dans les établissements industriels appartenant à une entreprise industrielle de 20 personnes ou plus.



Biens intermédiaires en 2003

en % de la valeur ajoutée industrielle



	Valeur ajoutée brute industrielle en 2003								
	Total (millions d'euros)	Poids de la région (%)	Répartition par branche d'activité (%)					Biens d'équipement	Biens de consommation
			Industries agro-alimentaires	Énergie	Automobile	Biens intermédiaires			
Alsace	8 944	3,9	14,9	6,2	14,3	32,1	20,2	12,3	
Aquitaine	9 129	4,0	13,6	14,8	3,9	30,5	22,7	14,6	
Auvergne	5 039	2,2	15,9	6,4	1,5	54,5	9,2	12,4	
Bourgogne	6 168	2,7	10,4	5,9	3,2	47,1	19,3	14,1	
Bretagne	8 591	3,8	29,1	6,2	10,6	22,9	17,6	13,7	
Centre	10 570	4,7	10,5	12,5	4,3	32,0	18,7	22,0	
Champagne-Ardenne	5 786	2,5	19,7	8,2	4,3	44,3	11,4	12,2	
Corse	312	0,1	24,4	44,9	0,0	14,1	11,2	5,4	
Franche-Comté	6 122	2,7	7,8	3,2	27,5	33,8	16,4	11,3	
Île-de-France	46 931	20,7	7,0	17,0	8,8	17,0	20,2	30,1	
Languedoc-Roussillon	4 504	2,0	16,8	24,9	0,3	28,0	17,1	12,9	
Limousin	2 219	1,0	14,5	10,6	4,7	46,1	10,9	13,2	
Lorraine	9 231	4,1	9,7	11,7	13,5	43,8	11,2	10,1	
Midi-Pyrénées	8 176	3,6	12,9	12,2	1,8	30,5	29,9	12,8	
Nord - Pas-de-Calais	14 607	6,4	14,0	10,9	10,3	44,0	11,9	9,0	
Basse-Normandie	5 106	2,2	15,8	22,1	9,2	28,4	12,5	11,9	
Haute-Normandie	9 038	4,0	8,5	16,2	11,7	36,2	14,2	13,2	
Pays de la Loire	13 377	5,9	16,6	7,6	4,4	30,2	24,8	16,4	
Picardie	7 678	3,4	14,0	6,0	3,6	48,3	14,2	14,0	
Poitou-Charentes	5 300	2,3	18,7	11,9	4,2	34,0	19,8	11,4	
Provence - Alpes - Côte d'Azur	10 805	4,8	12,8	18,4	0,3	33,6	22,3	12,7	
Rhône-Alpes	27 689	12,2	7,5	12,3	3,9	41,7	20,4	14,2	
Ensemble province	178 391	78,6	13,3	11,4	6,7	37,0	18,2	13,4	
Ensemble métropole	225 322	99,2	12,0	12,6	7,1	32,8	18,6	16,9	
Ensemble des Dom	1 731	0,8	27,2	16,7	0,3	27,0	15,9	12,9	
Total France	227 053	100,0	12,1	12,6	7,1	32,8	18,6	16,9	

Source : Insee (Comptes régionaux en base 2000 - Données semi-définitives).

DÉFINITIONS

Valeur ajoutée brute : différence entre la valeur des biens et services produits et celle des biens et services utilisés pour la production.

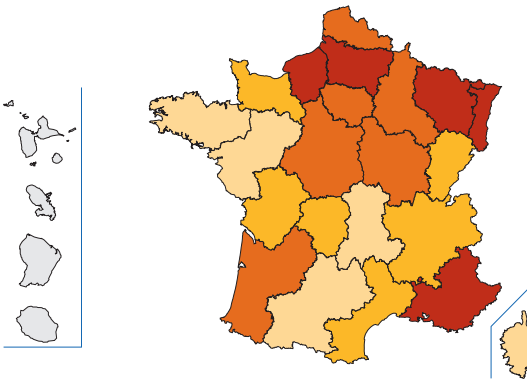
Industries agro-alimentaires (IAA) : industrie des viandes, des produits laitiers, des boissons, travail des grains, fabrication d'aliments pour animaux, industrie du tabac, autres IAA (conserves, huiles et corps gras...). La viticulture, considérée comme une activité agricole, ne relève pas des IAA.

Biens intermédiaires : industries des produits minéraux, du bois et du papier, industrie textile, composants électriques et élec-

troniques, chimie, caoutchouc, plastiques et métallurgie, transformation des métaux.

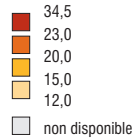
Biens d'équipement : regroupent la construction navale, aéronautique et ferroviaire, ainsi que les industries des équipements mécaniques, électriques et électroniques.

Biens de consommation : habillement, cuir, édition, imprimerie, reproduction, pharmacie, parfumerie et entretien, et les industries des équipements du foyer.



Établissements industriels à participation étrangère en 2002

pour 100 établissements industriels



	Établissements au 31.12.2002		Effectifs salariés au 31.12.2002		Investissements en 2002	
	Nombre	dont à participation étrangère (%)	Total	dont à participation étrangère (%)	Total (millions d'euros)	dont à participation étrangère (%)
Alsace	1 454	34,2	138 991	47,4	1 258	50,5
Aquitaine	1 950	20,2	110 903	28,7	897	30,4
Auvergne	1 081	13,6	78 003	19,1	599	28,6
Bourgogne	1 399	22,4	102 902	35,6	675	42,2
Bretagne	2 105	12,2	151 374	16,4	959	17,2
Centre	2 089	23,0	157 618	35,9	969	44,2
Champagne-Ardenne	1 279	20,1	91 286	31,8	651	31,2
Corse	44	13,6	895	5,4	6	0,3
Franche-Comté	1 144	19,0	98 406	18,8	682	25,7
Île-de-France	7 001	23,0	426 067	30,6	4 157	24,0
Languedoc-Roussillon	1 039	18,3	41 773	32,2	315	41,5
Limousin	544	18,9	34 476	32,7	211	42,5
Lorraine	1 682	24,3	135 439	40,3	1 359	38,3
Midi-Pyrénées	1 794	14,7	102 810	34,4	754	50,6
Nord - Pas-de-Calais	2 738	21,4	225 046	31,2	2 351	36,2
Basse-Normandie	1 108	15,9	76 131	27,2	427	31,4
Haute-Normandie	1 389	23,5	118 380	34,1	1 032	34,8
Pays de la Loire	2 967	14,8	232 196	23,3	1 361	32,5
Picardie	1 485	24,2	124 692	39,9	957	46,9
Poitou-Charentes	1 287	15,6	82 405	26,4	459	29,2
Provence - Alpes - Côte d'Azur	2 068	23,9	97 991	41,5	986	49,3
Rhône-Alpes	5 980	18,3	375 919	31,7	2 903	38,2
Ensemble province	36 626	19,7	2 577 636	31,4	19 809	37,5
Ensemble métropole	43 627	20,2	3 003 703	31,3	23 966	35,1

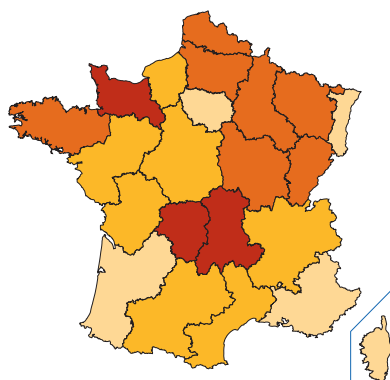
Sources : Sessi - Scees - Insee.

DÉFINITIONS

Établissements : sont retenus les établissements industriels (industries agro-alimentaires, des biens de consommation, d'équipement et intermédiaires ou de l'automobile) appartenant à des entreprises industrielles de plus de 20 salariés.

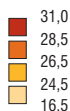
Établissements industriels à participation étrangère : sont retenus parmi les établissements ci-dessus ceux appartenant à des entreprises à participation étrangère majoritaire.

Investissements : somme des dépenses consacrées à l'acquisition ou à la création de moyens de production (terrains, bâtiments, matériels, outillages...).



Éducation, santé, action sociale en 2004

pour 100 emplois salariés dans les services



	Emploi tertiaire au 31.12.2004								
	Effectifs	dont (%)							
		Commerce	Transport	Activités financières	Activités immobilières	Services aux entreprises	Services aux particuliers	Éducation, santé, action sociale	Administration
Alsace	476 126	20,2	6,2	3,7	1,0	18,1	11,4	23,9	15,4
Aquitaine	786 116	19,9	5,5	3,4	1,4	16,7	12,0	23,3	17,7
Auvergne	323 353	17,6	5,1	3,0	1,1	14,9	12,3	28,5	17,5
Bourgogne	408 376	19,1	6,6	3,0	1,1	14,2	11,4	27,1	17,4
Bretagne	782 044	18,8	5,4	3,4	0,7	16,1	10,7	28,0	16,9
Centre	632 749	18,0	6,3	3,8	1,3	17,8	10,5	24,9	17,4
Champagne-Ardenne	328 082	18,4	6,7	3,2	1,4	15,2	10,2	27,0	17,8
Corse	71 740	19,2	6,6	2,3	1,1	11,1	11,7	22,8	25,3
Franche-Comté	272 473	16,7	5,0	2,8	1,2	16,8	10,2	28,4	18,8
Île-de-France	4 232 636	15,2	7,1	6,6	2,5	24,9	12,6	16,7	14,6
Languedoc-Roussillon	604 463	20,0	4,4	3,1	1,6	14,8	10,7	25,7	19,7
Limousin	182 334	17,2	5,3	3,0	1,0	14,7	10,7	29,6	18,4
Lorraine	562 568	17,7	6,0	3,1	1,1	15,9	9,7	28,4	18,1
Midi-Pyrénées	716 801	18,2	5,1	3,1	1,0	18,1	10,9	26,3	17,3
Nord - Pas-de-Calais	995 750	18,9	6,0	3,6	1,4	18,2	8,1	27,7	16,2
Basse-Normandie	354 759	18,7	4,7	2,9	1,3	14,8	12,4	29,3	15,9
Haute-Normandie	455 063	17,0	9,0	3,3	1,5	17,5	10,4	25,1	16,0
Pays de la Loire	866 422	18,9	5,7	4,0	1,2	18,6	11,1	25,0	15,4
Picardie	426 962	18,3	7,1	2,8	1,1	16,1	10,1	28,3	16,3
Poitou-Charentes	420 119	19,3	4,8	5,2	1,0	14,0	11,5	26,2	17,9
Provence - Alpes - Côte d'Azur	1 315 500	18,2	6,4	3,1	2,0	15,8	11,3	23,0	20,0
Rhône-Alpes	1 588 311	18,5	6,8	3,4	1,5	19,4	11,0	24,8	14,5
Ensemble province	12 570 111	18,6	6,0	3,4	1,3	16,9	10,8	25,9	17,1
Ensemble métropole	16 802 747	17,7	6,3	4,2	1,6	18,9	11,2	23,6	16,5
Guadeloupe	96 855	17,2	4,6	2,5	0,8	10,7	14,4	28,1	21,7
Guyane	36 254	10,8	3,6	1,5	0,7	13,2	8,5	30,9	30,8
Martinique	92 272	16,2	4,0	2,5	0,8	11,1	12,8	28,3	24,3
La Réunion	154 165	16,5	4,1	2,4	1,3	10,2	11,3	24,9	29,3
Total France	17 182 293	17,7	6,2	4,1	1,6	18,7	11,3	23,6	16,7

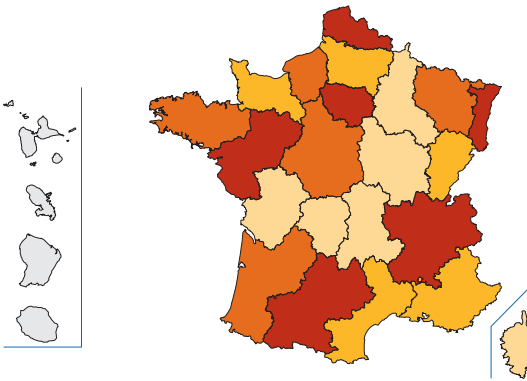
Source : Insee (Estimations d'emplois).

DÉFINITIONS

Services aux entreprises : cette branche regroupe essentiellement les activités de poste et de télécommunication, les services de location, les services informatiques, les activités de conseil et d'assistance ainsi que la recherche et développement.

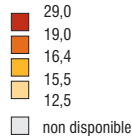
Services aux particuliers : cette branche regroupe les hôtels et restaurants, les activités récréatives, culturelles et sportives ainsi que les services personnels et domestiques.

Administration : cette branche regroupe l'administration publique, les activités associatives et extra-territoriales.



Services aux entreprises en 2003

en % de la valeur ajoutée des services



	Valeur ajoutée brute des services en 2003							
	Total (millions d'euros)	Poids de la région (%)	Répartition par branche d'activité (%)					
			Commerce	Transports	Activités financières et immobilières	Services aux entreprises	Services aux particuliers	Services administrés
Alsace	27 608	2,6	16,2	5,0	22,4	20,2	6,0	30,2
Aquitaine	47 048	4,4	15,5	4,9	22,2	18,7	6,9	31,9
Auvergne	17 927	1,7	14,5	4,8	22,7	15,2	6,9	36,0
Bourgogne	22 518	2,1	15,9	5,5	22,5	15,3	6,5	34,2
Bretagne	43 618	4,0	15,5	4,3	21,7	16,4	7,0	35,1
Centre	35 192	3,3	14,9	5,5	22,1	18,7	5,5	33,2
Champagne-Ardenne	18 043	1,7	14,5	6,5	21,1	15,3	5,5	37,1
Corse	4 104	0,4	14,8	5,5	22,0	12,5	8,9	36,4
Franche-Comté	14 780	1,4	13,9	5,1	22,4	16,3	5,7	36,5
Île-de-France	340 868	31,5	11,4	5,3	25,4	28,7	9,8	19,4
Languedoc-Roussillon	35 166	3,3	15,4	4,9	24,8	15,9	6,3	32,7
Limousin	9 991	0,9	14,2	4,3	22,8	14,1	5,9	38,6
Lorraine	31 500	2,9	14,3	5,4	22,0	16,6	5,0	36,7
Midi-Pyrénées	41 398	3,8	14,7	5,2	21,2	19,5	5,9	33,6
Nord - Pas-de-Calais	53 254	4,9	15,3	5,2	19,2	20,0	4,8	35,5
Basse-Normandie	19 199	1,8	16,2	3,9	21,1	15,6	7,9	35,3
Haute-Normandie	25 336	2,3	13,7	10,0	20,9	18,1	5,4	31,8
Pays de la Loire	49 001	4,5	16,7	5,7	22,3	19,2	6,2	29,9
Picardie	23 981	2,2	15,6	7,8	20,9	16,0	5,7	34,0
Poitou-Charentes	23 385	2,2	15,6	4,8	24,3	14,4	6,7	34,2
Provence - Alpes - Côte d'Azur	81 991	7,6	14,0	6,5	24,0	16,3	8,1	31,0
Rhône-Alpes	96 296	8,9	15,2	6,6	23,2	20,4	6,5	28,1
Ensemble province	721 336	66,7	15,1	5,7	22,3	17,8	6,4	32,7
Ensemble métropole	1 062 204	98,3	13,9	5,6	23,3	21,3	7,5	28,4
Ensemble des Dom	18 907	1,7	14,4	3,8	21,3	12,9	6,0	41,6
Total France	1 081 111	100,0	13,9	5,6	23,3	21,1	7,5	28,7

Source : Insee (Comptes régionaux en base 2000 - Données provisoires).

DÉFINITIONS

Valeur ajoutée brute : différence entre la valeur de la production et celle des consommations intermédiaires. Les consommations intermédiaires totalisent les achats, services extérieurs et transports effectués par une entreprise ou une branche d'activité. Le « total France » correspond à la somme des données régionales : il n'inclut pas le « hors territoire » (agents de l'administration française travaillant à l'étranger). Pour cette raison, il diffère donc du chiffre publié par les comptes nationaux.

Les services aux entreprises : comprennent les postes et télécommunications, les conseils et assistance, les services opérationnels et la recherche et développement.

Les services aux particuliers : regroupent les hôtels et restaurants, les activités récréatives, culturelles et sportives et les services personnels et domestiques.

Les services administrés : regroupent l'éducation, la santé, l'action sociale, l'administration publique et les activités associatives et extraterritoriales.

Administrations locales

- Communes et cantons
- Élus locaux
- Coopération intercommunale
- Agents des collectivités territoriales
- Administrations publiques locales
- Comptes administratifs des régions
- Comptes administratifs des départements
- Comptes administratifs des communes
- Fiscalité directe locale

Au 1^{er} janvier 2005, la France compte 36 684 communes, 100 départements et 26 régions, pour une population de 62,6 millions d'habitants.

Les collectivités locales connaissent une profonde mutation, initiée de longue date mais redynamisée depuis la loi du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la rationalisation de la coopération intercommunale. Le cadre juridique et financier de cette loi a favorisé l'adhésion d'un nombre croissant de communes à des structures intercommunales. Elle a également conduit de nombreux groupements à opter pour le régime de la taxe professionnelle unique. Hormis la Corse et l'Île-de-France, toutes les régions françaises sont très majoritairement couvertes par les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre. Ainsi, 53 millions d'habitants sont concernés par les EPCI, soit 85 % de la population française.

Recettes et dépenses élevées dans le Sud-Est et en Île-de-France

Les administrations publiques locales comprennent d'une part les collectivités locales (en particulier les communes, départements et régions) et d'autre part les organismes divers d'administration locale (notamment les établissements publics locaux d'enseignement, les chambres consulaires et les centres communaux d'action sociale).

En 2003, leurs dépenses s'élèvent en moyenne à 2 726 euros par habitant et leurs recettes à 2 736 euros. Les administrations publiques locales sont dans leur ensemble excédentaires.

Les recettes et dépenses par habitant sont plus élevées dans le quart Sud-Est (Provence - Alpes - Côte d'Azur, Rhône-Alpes et Languedoc-Roussillon), en Île-de-France et dans les Dom. À l'opposé, ces montants sont plus faibles dans le quart Nord-Est.

Ces différences s'expliquent en grande partie par la composition urbaine ou rurale

du territoire, ainsi que par ses spécificités géographiques (communes de montagne ou du littoral, communes touristiques par exemple).

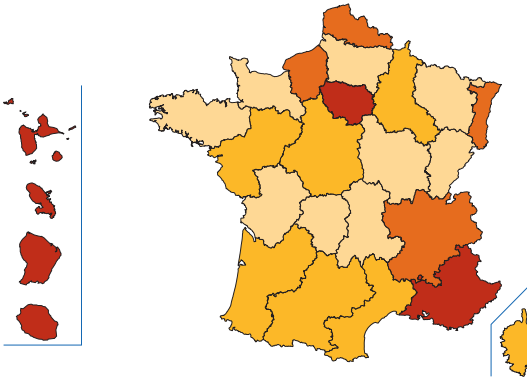
Des disparités régionales pour les collectivités

Rapportées au nombre d'habitants, les recettes et les dépenses issues des comptes administratifs des communes de plus de 10 000 habitants sont supérieures en moyenne de 50 % à celles des communes de moins de 10 000 habitants. La différence tient aux dépenses de fonctionnement, deux fois plus élevées : elles incluent notamment les frais de personnel. À l'inverse, les dépenses d'investissement (aménagement urbain, environnement, équipements sportifs...), sont proches (360 euros par habitant). Les montants sont particulièrement élevés dans les communes du Sud et en Île-de-France.

Les dépenses de gestion ont progressé très sensiblement pour l'ensemble des collectivités territoriales. Cette augmentation est liée, pour les régions, à la généralisation du transfert de compétences en matière de transport ferroviaire de voyageurs, et pour les départements, à la gestion de l'allocation personnalisée d'autonomie.

Les recettes et les dépenses issues des comptes administratifs des départements et des régions sont plus élevées en Corse et dans les Dom, du fait de leur statut particulier entraînant des compétences supplémentaires.

Hormis la Corse et les Dom, les départements des régions du Sud (Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées, Provence - Alpes - Côte d'Azur) affichent les montants de dépenses et recettes les plus élevés. À l'opposé, les montants les plus faibles se trouvent dans les départements de l'Est (Alsace, Lorraine, Champagne-Ardenne) et de l'Ouest (Pays de la Loire et Bretagne). ■


**Population des communes
de 10 000 habitants et plus en 1999**

pour 100 habitants



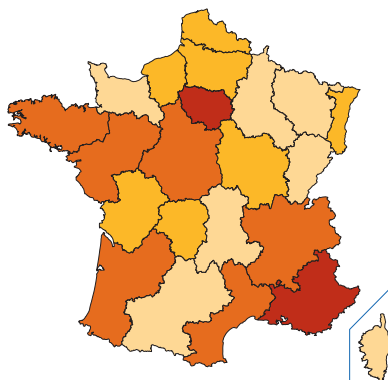
	Nombre de communes au 1. 1. 2005	Nombre de cantons au 1. 1. 2005	Taille des communes au recensement de 1999					
			Moins de 200 habitants		200 à 9 999 habitants		10 000 habitants et plus	
			% de communes	% de population	% de communes	% de population	% de communes	% de population
Alsace	903	75	6,3	0,5	91,1	56,2	2,5	43,3
Aquitaine	2 296	235	24,6	2,5	73,6	58,1	1,7	39,3
Auvergne	1 310	158	26,3	3,3	72,7	66,4	1,1	30,4
Bourgogne	2 046	174	39,9	5,8	59,4	63,4	0,8	30,8
Bretagne	1 269	201	3,5	0,2	94,0	66,5	2,4	33,3
Centre	1 842	198	17,9	1,8	80,3	61,5	1,7	36,7
Champagne-Ardenne	1 948	146	52,7	8,3	46,6	52,1	0,7	39,6
Corse	360	52	60,6	7,2	38,6	54,0	0,8	38,9
Franche-Comté	1 786	116	48,9	8,4	50,4	62,5	0,6	29,1
Île-de-France	1 281	317	7,7	0,1	73,7	16,5	18,7	83,4
Languedoc-Roussillon	1 545	186	36,5	2,6	62,1	58,0	1,4	39,4
Limousin	747	106	29,3	4,0	69,9	63,1	0,8	32,9
Lorraine	2 339	157	42,7	4,7	56,0	63,1	1,3	32,2
Midi-Pyrénées	3 020	293	45,9	5,9	53,1	56,5	1,0	37,7
Nord - Pas-de-Calais	1 546	156	14,0	0,7	80,7	49,3	5,2	50,0
Basse-Normandie	1 812	141	33,4	5,4	65,8	68,4	0,8	26,2
Haute-Normandie	1 420	112	20,7	2,2	77,5	56,1	1,8	41,7
Pays de la Loire	1 502	203	7,4	0,5	90,2	59,8	2,4	39,7
Picardie	2 292	129	35,4	5,2	63,7	63,7	0,9	31,1
Poitou-Charentes	1 464	157	17,7	2,2	81,4	71,5	0,9	26,3
Provence - Alpes - Côte d'Azur	963	236	26,8	0,6	65,3	28,3	7,9	71,1
Rhône-Alpes	2 879	335	17,3	1,0	80,2	55,5	2,5	43,6
Ensemble province	35 289	3 566	29,7	2,5	68,5	56,4	1,7	41,0
Ensemble métropole	36 570	3 883	29,0	2,1	68,7	48,9	2,3	49,0
Guadeloupe	34	43	0,0	0,0	55,9	23,2	44,1	76,8
Guyane	22	19	9,1	0,2	68,2	21,9	22,7	77,9
Martinique	34	45	0,0	0,0	64,7	23,9	35,3	76,1
La Réunion	24	49	0,0	0,0	37,5	8,1	62,5	91,9
Total France	36 684	4 039	28,9	2,0	68,7	48,1	2,5	49,9

Source : Insee (RP99, Code géographique 2005).

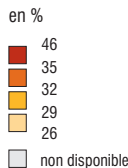
DÉFINITIONS

Commune : plus ancienne des collectivités territoriales françaises. En 1789, les révolutionnaires ne les créent pas de toutes pièces (comme c'est le cas des départements), mais dotent d'un statut unique diverses collectivités préexistantes. La commune est à la fois circonscription électorale, territoriale et administrative. Le maire, agent de sa commune, est également agent de l'État au nom duquel il exerce certaines fonctions (police, état civil, etc).

Canton : circonscription administrative et électorale créée en même temps que les départements. Le ministère de l'intérieur est responsable de ce découpage. Chaque canton est doté d'une commune chef-lieu. Un canton peut être constitué d'une ou plusieurs communes entières, ou encore de fractions de communes.



Femmes conseillères municipales



	Maires (mars 2001)		Conseillers municipaux (mars 2001)		Conseillers généraux (mars 2004)		Conseillers régionaux (mars 2004)	
	Âge moyen (années)	dont femmes (%)	Total	dont femmes (%)	Total	dont femmes (%)	Total	dont femmes (%)
Alsace	52,7	6,1	11 778	30,1	75	5,3	47	48,9
Aquitaine	55,5	9,9	29 026	34,1	234	12,0	85	45,9
Auvergne	55,2	10,6	17 752	27,9	158	9,5	47	46,8
Bourgogne	55,9	13,0	25 557	29,8	141	7,1	57	45,6
Bretagne	55,2	10,6	21 278	34,6	174	9,2	83	50,6
Centre	56,5	12,0	26 131	32,6	201	14,9	77	44,2
Champagne-Ardenne	55,1	12,4	23 165	26,2	198	8,1	49	46,9
Corse	56,8	13,1	4 254	26,1	146	10,3	51	47,1
Franche-Comté	53,8	11,4	19 734	28,0	52	1,9	43	44,2
Île-de-France	55,9	13,8	26 593	41,3	116	15,5	209	48,3
Languedoc-Roussillon	55,2	9,3	22 377	33,2	86	15,1	67	44,8
Limousin	55,8	12,2	9 718	29,8	323	16,1	43	46,5
Lorraine	54,2	9,8	31 429	28,2	186	4,8	73	46,6
Midi-Pyrénées	55,3	10,1	38 712	28,2	106	10,4	91	49,5
Nord - Pas-de-Calais	56,0	8,3	25 437	31,8	157	6,4	113	49,6
Basse-Normandie	56,9	12,8	23 434	28,9	293	9,9	47	44,7
Haute-Normandie	56,8	12,5	19 210	31,1	156	11,5	55	49,1
Pays de la Loire	55,2	11,6	24 696	32,7	203	14,8	93	48,4
Picardie	55,3	10,9	26 713	30,7	129	8,5	57	49,1
Poitou-Charentes	55,8	10,3	20 084	31,6	157	5,1	55	43,6
Provence - Alpes - Côte d'Azur	56,7	9,9	16 691	36,7	236	8,1	123	48,8
Rhône-Alpes	54,4	11,0	43 133	35,0	335	9,6	157	48,4
Ensemble province	nd	10,9	480 309	31,1	3 539	9,7	1 513	47,5
Ensemble métropole	55,4	11,0	506 902	31,6	3 862	10,2	1 722	47,6
Guadeloupe	nd	nd	nd	nd	43	14,0	41	48,8
Guyane	nd	nd	nd	nd	19	15,8	31	45,2
Martinique	nd	nd	nd	nd	45	11,1	41	51,2
La Réunion	nd	0,0	864	46,1	49	8,2	45	46,7
Total France	nd	nd	nd	nd	4 018	10,3	1 880	47,6

Sources : ministère de l'Intérieur (Bureau des élections et des études politiques), Observatoire de la parité entre les femmes et les hommes.

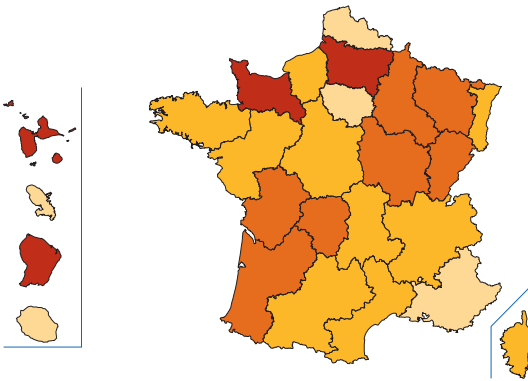
DÉFINITIONS

Maires et conseillers municipaux : situation à l'issue des élections municipales des 11 et 18 mars 2001.

Conseillers généraux : situation à la date des dernières élections cantonales de mars 2004. En général, chaque canton élit un conseiller général, sauf à Paris où les cantons correspondent aux arrondissements ; les conseillers de Paris ne sont pas compris.

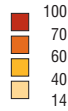
Conseillers régionaux : situation à la date des dernières élections régionales de mars 2004.

Parité : la loi n°2000-493 du 6 juin 2000 tend à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et aux fonctions électives. Pour les municipales, s'agissant du scrutin de liste dans les communes de plus de 3 500 habitants, le Code électoral précise : « Sur chacune des listes, l'écart entre le nombre de candidats des deux sexes ne peut être supérieur à un ». Pour les régionales, une réforme de 2003 a instauré une alternance stricte entre hommes et femmes sur les listes. La loi sur la parité ne s'applique pas aux élections cantonales (scrutin majoritaire à 2 tours).



Population des communautés de communes

pour 100 personnes couvertes par un GFP



	Groupements à fiscalité propre (GFP) au 1.1.2006					
	Ensemble des GFP		dont communautés de communes		dont communautés d'agglomération	
	Nombre	Population regroupée (milliers d'hab.)	Nombre (%)	Population regroupée (%)	Nombre (%)	Population regroupée (%)
Alsace	77	1 698,7	95	56	4	18
Aquitaine	182	2 925,5	96	60	3	17
Auvergne	103	1 321,2	94	54	6	46
Bourgogne	128	1 532,0	96	62	3	32
Bretagne	118	3 047,5	91	53	8	40
Centre	129	2 217,2	94	54	6	46
Champagne-Ardenne	115	1 231,3	96	60	4	40
Corse	19	201,6	89	42	11	58
Franche-Comté	98	1 130,3	97	65	3	35
Île-de-France	103	5 251,6	69	34	27	61
Languedoc-Roussillon	130	2 297,5	93	45	7	55
Limousin	65	724,9	97	63	3	37
Lorraine	142	2 221,5	96	66	3	21
Midi-Pyrénées	209	2 483,3	96	56	4	44
Nord - Pas-de-Calais	96	4 030,4	85	26	12	38
Basse-Normandie	127	1 453,9	98	75	2	18
Haute-Normandie	76	1 815,1	91	45	9	55
Pays de la Loire	134	3 347,3	94	57	4	19
Picardie	84	1 832,8	94	75	6	25
Poitou-Charentes	99	1 712,5	93	61	7	39
Provence - Alpes - Côte d'Azur	92	4 178,9	82	20	16	54
Rhône-Alpes	232	5 329,8	95	49	4	28
Ensemble province	2 455	46 733,3	94	51	5	35
Ensemble métropole	2 558	51 984,9	93	49	6	38
Guadeloupe	4	95,3	100	100	0	0
Guyane	3	137,8	100	100	0	0
Martinique	3	391,7	33	28	67	72
La Réunion	5	725,2	20	14	80	86
Total France	2 573	53 334,9	93	49	6	39

Source : ministère de l'Intérieur - DGCL.

DÉFINITIONS

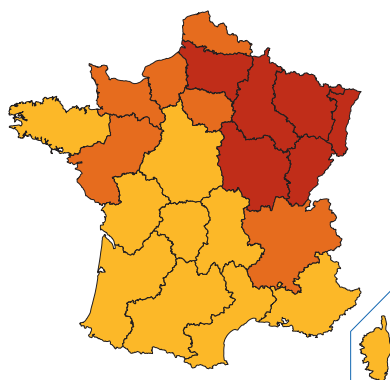
Coopération intercommunale : elle permet aux communes de gérer en commun des équipements ou des services publics, et d'élaborer des projets à l'échelle plus vaste que la commune.

Groupement à fiscalité propre (GFP) : groupement de communes financé par la fiscalité directe locale. Depuis la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 qui a renforcé et simplifié la coopération intercommunale, l'intercommunalité à fiscalité propre repose sur trois

types d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) : les communautés de communes, les communautés d'agglomération et les communautés urbaines.

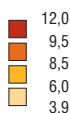
Population regroupée : population totale résidant dans toutes les communes membres d'un groupement ayant son siège dans la région. Évaluation fondée sur la population totale au RP 1999, actualisée, le cas échéant, après recensement complémentaire.

Agents des collectivités territoriales



Cadres employés par les collectivités territoriales en 2003

pour 100 salariés



	Nombre de salariés au 31.12.2003	Organismes employeurs (%)			Catégories de personnel ¹ (%)		
		Organismes départementaux et régionaux	Communes et organismes intercommunaux	Autres budgets	Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C
Alsace	36 760	15,1	80,2	4,7	12,0	15,6	71,1
Aquitaine	85 063	17,2	79,4	3,4	7,8	12,9	79,2
Auvergne	36 475	17,1	79,7	3,2	8,1	14,0	77,8
Bourgogne	42 704	16,2	78,5	5,4	9,5	13,6	76,8
Bretagne	74 461	18,7	78,7	2,6	8,0	15,2	76,7
Centre	64 113	16,6	79,7	3,7	8,4	14,1	77,1
Champagne-Ardenne	34 408	16,9	74,5	8,5	9,5	13,0	77,2
Corse	9 621	29,4	60,9	9,7	8,3	10,9	80,4
Franche-Comté	29 230	20,2	74,3	5,5	9,5	14,4	73,1
Île-de-France	360 440	16,1	80,6	3,3	8,9	15,1	75,5
Languedoc-Roussillon	73 341	16,3	79,6	4,1	7,8	13,3	78,7
Limousin	20 893	18,7	76,1	5,2	8,3	13,3	78,3
Lorraine	53 687	16,8	78,0	5,2	9,7	14,7	74,1
Midi-Pyrénées	77 285	17,8	79,0	3,1	8,3	13,3	78,3
Nord - Pas-de-Calais	112 959	17,6	78,8	3,5	8,5	16,4	74,8
Basse-Normandie	37 881	17,5	79,4	3,1	9,2	12,5	78,2
Haute-Normandie	51 506	15,7	80,6	3,7	8,8	14,0	76,7
Pays de la Loire	80 746	17,8	78,4	3,8	8,6	15,3	76,0
Picardie	47 904	18,4	76,8	4,8	9,7	12,9	77,4
Poitou-Charentes	48 998	18,3	77,2	4,5	8,3	11,5	80,1
Provence - Alpes - Côte d'Azur	148 491	16,2	78,3	5,6	7,4	12,6	79,7
Rhône-Alpes	150 313	15,9	78,6	5,5	9,2	16,7	74,1
Ensemble province	1 316 839	17,1	78,4	4,4	8,6	14,2	76,9
Ensemble métropole	1 677 279	16,9	78,9	4,2	8,7	14,4	76,6
Guadeloupe	14 770	20,4	79,4	0,1	3,9	7,4	88,7
Guyane	6 233	31,9	66,3	1,8	5,5	9,5	84,5
Martinique	15 070	19,0	80,9	0,2	5,8	10,8	81,2
La Réunion	33 265	17,1	82,7	0,2	5,5	9,3	85,2
Total France	1 746 617	17,0	78,9	4,0	8,6	14,2	76,8

1. Ventilation des effectifs hors assistantes maternelles, emplois aidés et apprentis. En outre, la catégorie hiérarchique de certains emplois n'étant pas précisée, la somme des catégories A, B, C peut être légèrement inférieure à 100 %.

Source : Insee (enquête sur les personnels des collectivités territoriales et des établissements publics locaux).

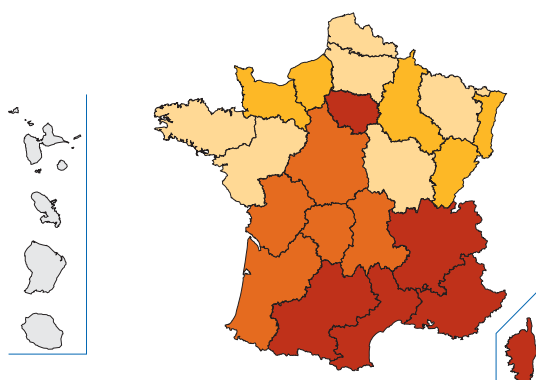
DÉFINITIONS

Salariés des collectivités territoriales : salariés des organismes régionaux, départementaux, communaux, intercommunaux ou autres budgets (titulaires ou non, y compris emplois aidés).

Organismes départementaux et régionaux : conseils régionaux, conseils généraux, préfecture de police de Paris, établissements publics départementaux administratifs, services départementaux d'incendie et de secours...

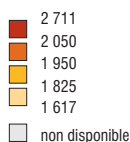
Communes et organismes intercommunaux : communes, centres communaux d'action sociale, caisses des écoles, communautés urbaines, communautés de communes, communautés de ville ou d'agglomération, syndicats de communes, autres établissements publics locaux administratifs...

Autres budgets : offices publics d'HLM, offices publics d'aménagement et de construction, autres établissements publics locaux à caractère industriel et commercial...



Dépenses de fonctionnement et de développement des services par APUL en 2003

euros par habitant



	Emplois en 2003 (€/hab.)				Ressources en 2003 (€/hab.)			Capacité ou besoin de financement (€/hab.)
	Fonctionnement et développement des services		Transferts versés	Intérêts versés	Recettes de nature fiscale	Transferts des APU	Autres ressources	
	Total	dont FBCF						
Alsace	1 937	583	671	39	1 192	753	631	- 71
Aquitaine	2 038	617	546	62	1 303	909	491	57
Auvergne	1 978	700	542	63	1 127	936	461	- 58
Bourgogne	1 697	487	540	47	1 126	825	383	51
Bretagne	1 815	588	610	65	1 123	870	472	- 25
Centre	1 957	661	534	59	1 141	850	414	- 145
Champagne-Ardenne	1 844	624	508	35	1 137	837	413	0
Corse	2 711	832	2 228	77	1 549	2 910	606	50
Franche-Comté	1 827	587	551	46	1 113	840	485	14
Île-de-France	2 144	398	910	60	1 622	970	544	22
Languedoc-Roussillon	2 192	661	613	82	1 408	962	505	- 13
Limousin	1 970	558	575	56	1 105	1 058	496	58
Lorraine	1 698	506	548	48	1 043	830	417	- 5
Midi-Pyrénées	2 130	735	663	66	1 347	929	536	- 47
Nord - Pas-de-Calais	1 823	467	586	73	1 200	908	414	40
Basse-Normandie	1 874	577	664	41	1 196	836	465	- 83
Haute-Normandie	1 904	507	650	73	1 405	858	452	89
Pays de la Loire	1 815	587	599	60	1 164	852	468	10
Picardie	1 617	459	536	46	1 140	814	324	78
Poitou-Charentes	1 958	585	548	61	1 118	879	513	- 56
Provence - Alpes - Côte d'Azur	2 218	488	671	83	1 541	931	560	60
Rhône-Alpes	2 092	650	640	90	1 428	899	519	24
Ensemble province	1 953	581	609	65	1 260	893	478	5
Ensemble métropole	1 988	547	665	64	1 328	907	491	8
Ensemble des Dom	2 385	657	601	55	1 500	1 192	381	32
Total France	1 999	550	663	64	1 333	915	488	9

Source : Insee (Comptes régionaux des administrations publiques locales en base 2000).

DÉFINITIONS

Administrations publiques locales (APUL) : collectivités locales (régions, départements, communes, organismes intercommunaux) et organismes divers d'administration locale (organismes consulaires, agences d'urbanisme...); les comptes des APUL sont régionalisés dans le cadre conceptuel et méthodologique de la comptabilité nationale (en particulier, les opérations internes aux sous-secteurs des APUL s'annulent au sein d'une même région).

Dépenses de fonctionnement et de développement : principalement les consommations intermédiaires, les salaires et traitements, ainsi que la formation brute de capital fixe (FBCF).

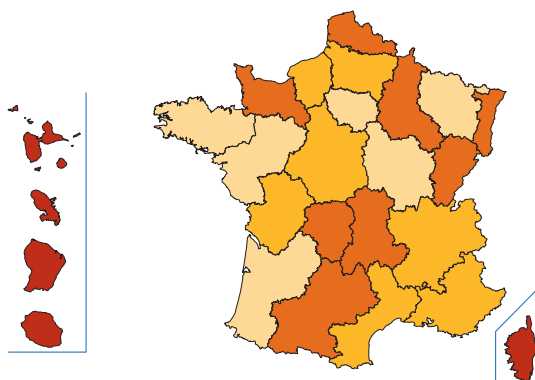
Transferts versés : subventions, prestations et opérations de transferts.

Recettes de nature fiscale : impôts liés à la production, impôts courants sur le revenu et le patrimoine, transferts de recettes fiscales.

Transferts des administrations publiques : transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques (APU).

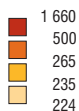
Autres ressources : principalement production marchande et transferts en capital.

Capacité ou besoin de financement : différence entre les recettes et les dépenses.



Dépenses totales des régions en 2003

euros par habitant



	Emplois en 2003 (€/hab.)						Ressources en 2003 (€/hab.)		
	Dépenses totales	dont			Dépenses de fonctionnement	Dépenses d'investissement	Recettes totales	dont	
		formation professionnelle	lycées	transport ferroviaire ¹				fiscalité directe propre	transferts reçus
Alsace	269	33	51	60	136	133	261	79	103
Aquitaine	226	40	50	37	113	113	229	89	81
Auvergne	333	31	50	55	126	206	333	73	156
Bourgogne	224	31	41	56	129	95	226	67	104
Bretagne	224	37	52	36	104	120	226	68	72
Centre	252	45	66	51	131	121	233	77	90
Champagne-Ardenne	280	41	74	41	131	150	279	78	101
Corse	1 661	55	76	///	1 124	537	1 525	353	1 091
Franche-Comté	271	56	70	46	142	130	271	93	106
Île-de-France	227	34	53	///	98	129	227	54	95
Languedoc-Roussillon	242	33	61	33	117	125	244	71	84
Limousin	323	43	67	79	200	123	318	87	141
Lorraine	232	29	41	46	117	114	235	74	99
Midi-Pyrénées	271	42	80	46	125	146	247	97	84
Nord - Pas-de-Calais	273	36	62	46	158	115	273	89	99
Basse-Normandie	280	47	47	46	112	168	276	97	92
Haute-Normandie	240	48	63	23	126	114	254	112	93
Pays de la Loire	230	49	43	38	121	109	230	71	77
Picardie	262	42	57	66	158	105	257	79	114
Poitou-Charentes	261	51	61	24	135	126	261	72	92
Provence - Alpes - Côte d'Azur	248	37	48	31	149	99	242	75	73
Rhône-Alpes	238	27	63	63	134	104	232	81	98
Ensemble province	260	38	57	45	137	122	256	82	98
Ensemble métropole	253	38	56	///	130	123	250	77	98
Guadeloupe	815	66	138	///	242	573	685	289	271
Guyane	574	91	76	///	275	298	581	337	213
Martinique	590	102	106	///	275	315	602	330	211
La Réunion	509	100	70	///	230	279	661	297	336
Total France	263	39	57	///	133	130	261	83	103

1. Le transfert de la compétence « transport ferroviaire » a été généralisé en 2003 à l'ensemble des régions de métropole, hors Corse et Île-de-France.

Source : ministère de l'Intérieur - DGCL - Département des études et statistiques locales.

DÉFINITIONS

Dépenses de fonctionnement : transferts versés, frais de personnel, frais de gestion, intérêts de la dette, autres dépenses de fonctionnement.

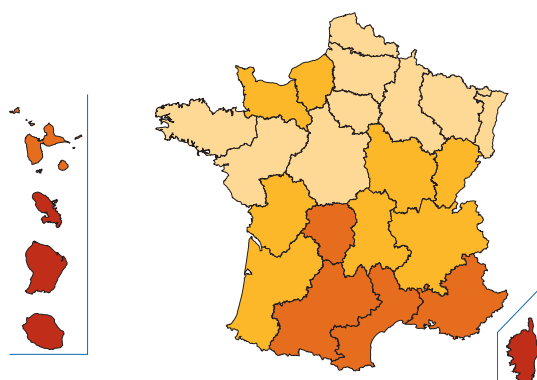
Dépenses d'investissement : notamment remboursements de dette, dépenses d'équipement brut, subventions d'équipement versées.

Ressources : ce sont les recettes fiscales, les transferts reçus et les emprunts.

Recettes fiscales : pour les régions, elles comprennent trois taxes directes locales (taxe professionnelle, taxes foncières sur

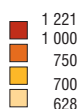
les propriétés bâties et non bâties) et des impôts indirects (essentiellement constitués du produit de la taxe sur les cartes grises).

Transferts reçus : dotation générale de décentralisation, dotation globale de fonctionnement, dotation compensatrice pour le transfert de la formation professionnelle continue et de l'apprentissage, dotation pour le transfert de la compétence ferroviaire, fonds de compensation de la TVA, dotation régionale d'équipement scolaire...



Dépenses totales des départements en 2003

euros par habitant



	Emplois en 2003 (€/hab.)						Ressources en 2003 (€/hab.)		
	Dépenses totales	dont			Dépenses de fonctionnement	Dépenses d'investissement	Recettes totales	Recettes de fonctionnement	Recettes d'investissement
		action sociale	voirie	collèges ¹					
Alsace	634	229	79	52	388	245	647	548	99
Aquitaine	713	309	107	41	502	211	722	661	61
Auvergne	731	270	193	43	490	240	728	626	102
Bourgogne	728	304	124	52	508	219	738	635	103
Bretagne	665	268	74	35	444	221	666	587	79
Centre	685	272	84	46	456	229	700	584	117
Champagne-Ardenne	670	251	118	58	411	259	665	544	121
Corse	1 221	303	181	///	845	375	1 180	981	199
Franche-Comté	720	242	132	61	469	251	739	624	115
Île-de-France	694	289	58	64	514	180	701	624	78
Languedoc-Roussillon	877	321	96	56	590	287	865	764	102
Limousin	885	342	111	33	584	301	872	720	152
Lorraine	634	202	103	42	411	223	652	548	104
Midi-Pyrénées	823	318	128	46	576	247	845	726	119
Nord - Pas-de-Calais	628	346	64	70	478	149	692	573	119
Basse-Normandie	743	310	136	49	496	248	740	622	117
Haute-Normandie	741	299	57	76	469	272	785	621	164
Pays de la Loire	641	258	117	40	444	197	646	557	89
Picardie	674	243	63	80	470	204	680	599	81
Poitou-Charentes	736	277	82	36	485	251	734	621	112
Provence - Alpes - Côte d'Azur	785	289	105	94	535	251	762	661	101
Rhône-Alpes	746	263	117	43	489	257	756	654	102
Ensemble province	721	282	102	54	488	233	731	626	105
Ensemble métropole	716	283	94	56	493	223	725	626	100
Guadeloupe	953	393	72	108	662	291	940	784	156
Guyane	1 039	503	131	124	793	246	1 030	914	116
Martinique	1 025	433	88	51	723	302	1 076	831	245
La Réunion	1 017	376	31	57	707	309	1 062	885	178
Total France	724	286	93	57	499	226	734	632	102

1. En Corse, il ne s'agit pas d'une compétence des départements, mais de la collectivité territoriale.

Source : ministère de l'Intérieur, DGCL, département des études et statistiques locales.

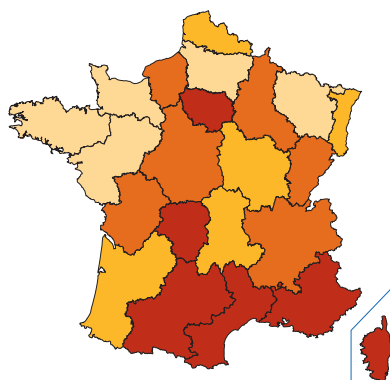
DÉFINITIONS

Dépenses de fonctionnement : elles concernent surtout les domaines de l'action sociale et de la santé, les interventions de nature économique, l'entretien de la voirie et le fonctionnement des collèges.

Dépenses d'investissement : elles ont trait aux programmes non départementaux (opérations pour l'État ou pour les autres collectivités territoriales), à la voirie, aux équipements scolaires (collèges) et culturels.

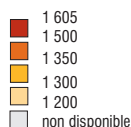
Recettes de fonctionnement : elles sont constituées de recettes fiscales directes (les quatre taxes), de recettes fiscales indirectes (droits de mutation, vignette automobile...), et de transferts reçus (dotation globale de fonctionnement, dotation générale de décentralisation...).

Recettes d'investissement : elles comprennent des subventions et participations (fonds de compensation de la TVA, dotation globale d'équipement...) et le produit des emprunts.



**Dépenses totales en 2003
des communes
de plus de 10 000 habitants**

euros par habitant



	Communes de moins de 10 000 habitants					Communes de plus de 10 000 habitants (hors Paris)				
	Recettes 2003 (€/hab.)			Dépenses 2003 (€/hab.)		Recettes 2003 (€/hab.)			Dépenses 2003 (€/hab.)	
	Total	Dont impôts	Dont DGF	Fonctionnement	Investissement	Total	Dont impôts	Dont DGF	Fonctionnement	Investissement
Alsace	921	341	110	500	423	1 297	584	181	961	343
Aquitaine	1 003	371	164	623	365	1 335	725	213	1 000	328
Auvergne	1 012	366	197	585	422	1 327	671	227	990	351
Bourgogne	947	350	148	572	351	1 347	656	228	1 032	305
Bretagne	982	373	172	563	402	1 255	595	219	896	358
Centre	969	383	156	608	348	1 457	757	234	1 077	380
Champagne-Ardenne	898	297	141	522	365	1 360	609	256	988	392
Corse	1 289	384	239	783	451	1 434	715	264	1 184	372
Franche-Comté	905	270	139	507	388	1 382	675	239	993	435
Île-de-France (hors Paris)	1 184	552	149	818	347	1 610	768	218	1 222	383
Languedoc-Roussillon	1 315	495	190	805	490	1 526	838	222	1 115	452
Limousin	1 021	351	193	608	410	1 501	816	216	1 046	483
Lorraine	957	314	148	547	394	1 188	537	228	881	328
Midi-Pyrénées	1 046	363	168	607	416	1 461	830	202	1 060	466
Nord - Pas-de-Calais	881	370	157	593	269	1 289	635	243	970	345
Basse-Normandie	891	320	160	554	332	1 250	562	256	955	302
Haute-Normandie	961	345	156	619	319	1 454	714	282	1 089	362
Pays de la Loire	958	361	172	551	390	1 249	631	229	915	337
Picardie	791	297	137	504	260	1 251	563	234	921	316
Poitou-Charentes	903	329	162	555	335	1 409	676	253	1 014	378
Provence - Alpes - Côte d'Azur	1 441	617	175	891	524	1 594	863	222	1 210	390
Rhône-Alpes	1 253	531	153	711	519	1 385	710	209	1 022	349
Ensemble province	1 023	387	160	613	393	1 389	707	226	1 031	367
Ensemble métropole (hors Paris)	1 033	397	160	625	390	1 446	723	224	1 080	371
Ensemble Dom	1 471	714	180	996	415	1 419	742	199	1 040	359
Total France (hors Paris)	1 037	400	160	628	390	1 445	724	223	1 078	371

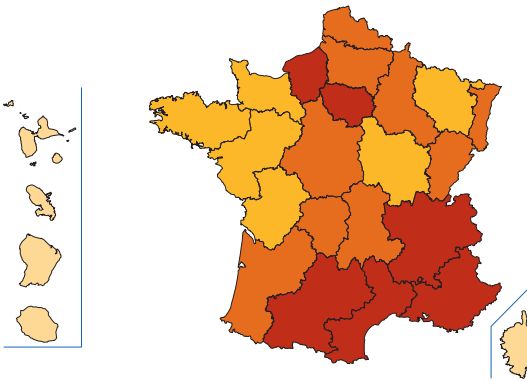
Source : ministère de l'Intérieur, DGCL, département des études et statistiques locales.

DÉFINITIONS

Dépenses de fonctionnement : elles comprennent essentiellement les frais de personnel et des versements de transferts (contingents, participations).

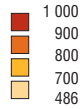
Dépenses d'investissement : elles comprennent les remboursements de la dette et les dépenses d'équipement brut.

Recettes : elles comprennent les transferts (dotation globale de fonctionnement DGF, autres dotations...), les recettes des quatre taxes fiscales directes locales et des impôts indirects (taxe additionnelle aux droits de mutation...) et des recettes réelles d'investissement (subventions et participations, endettement nouveau...).



Produit des quatre taxes locales en 2004

euros par habitant



	Produit total 2004 (€/hab.)	Communes et regroupements (€/hab.)				Départements (€/hab.)	Régions Toutes taxes (€/hab.)
		Taxe d'habitation	Taxe professionnelle	Taxe sur le foncier bâti	Taxe sur le foncier non bâti		
Alsace	832	116	265	132	13	251	56
Aquitaine	890	150	227	174	18	260	60
Auvergne	813	117	196	145	26	274	53
Bourgogne	774	110	185	155	26	255	43
Bretagne	749	142	171	146	19	224	47
Centre	812	127	209	167	21	228	58
Champagne-Ardenne	817	121	224	167	20	230	55
Corse	620	168	153	114	3	173	9
Franche-Comté	813	98	210	132	11	295	68
Île-de-France	931	178	272	212	3	233	33
Languedoc-Roussillon	917	165	175	206	20	307	44
Limousin	820	127	192	147	25	260	69
Lorraine	741	108	216	117	10	237	48
Midi-Pyrénées	911	116	220	168	23	316	68
Nord - Pas-de-Calais	874	127	304	147	10	214	70
Basse-Normandie	795	95	183	156	29	259	72
Haute-Normandie	966	104	288	186	15	289	82
Pays de la Loire	787	140	208	149	22	221	47
Picardie	804	106	194	154	22	269	57
Poitou-Charentes	767	117	181	159	27	233	49
Provence - Alpes - Côte d'Azur	1 000	197	275	212	8	260	47
Rhône-Alpes	985	141	308	185	10	286	54
Ensemble province	864	134	234	165	17	257	56
Ensemble métropole	877	142	241	174	14	253	52
Guadeloupe	575	67	108	122	10	242	22
Guyane	638	40	150	102	7	283	43
Martinique	559	82	119	144	5	164	41
La Réunion	486	85	140	140	5	86	31
Total France	868	141	238	173	14	250	51

Source : ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie - DGI.

DÉFINITIONS

Regroupements de communes : ce terme recouvre d'une part les syndicats de communes non dotés d'une fiscalité propre (SIVU, SIVOM,...), d'autre part les groupements à fiscalité propre : syndicats d'agglomération nouvelle, communautés de communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines.

Taxe d'habitation : établie au nom des personnes physiques ou morales qui ont, pour quelque raison que ce soit, la disposition ou la jouissance à titre privatif de locaux imposables.

Taxe professionnelle : due par toutes les personnes physiques ou morales qui exercent à titre habituel une activité non salariée

revêtant un caractère professionnel, localisée en France et pour laquelle aucune exonération n'est prévue.

Taxe foncière sur les propriétés non bâties : due par les propriétaires et usagers des propriétés non bâties situées en France, à l'exception de celles expressément exonérées.

Taxe foncière sur les propriétés bâties : due par les propriétaires ou usagers des immeubles bâtis situés en France, fixés au sol à perpétuelle demeure et présentant le caractère de véritables constructions.